

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 12 OCTOBRE 2022

Soir

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 12 OKTOBER 2022

Avond

La séance est ouverte à 20 h 06 et présidée par Mme Eliane Tillieux, présidente.

De vergadering wordt geopend om 20.06 uur en voorgezeten door mevrouw Eliane Tillieux, voorzitter.

La **présidente**: La séance est ouverte.

De vergadering is geopend.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance:

Aanwezig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering:

Frank Vandenbroucke.

01 Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement

01 Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering

Nous reprenons la discussion de la déclaration du gouvernement.

Wij hervatten de bespreking van de verklaring van de regering.

La parole est à M. Piedboeuf.

Het woord is aan de heer Piedboeuf.

01.01 **Benoît Piedboeuf** (MR): Madame la présidente, monsieur le premier ministre, chers collègues, l'exercice budgétaire trace les principales lignes directrices de l'action du gouvernement pour les douze, et cette fois les vingt-quatre, prochains mois. Il définit les priorités ainsi que les mesures et moyens pour les atteindre. Mais depuis 2020, nous sommes conduits par l'urgence, tant les réponses à apporter doivent essayer d'être à la hauteur des enjeux et des défis qui s'imposent à nous. Si la question sanitaire est moins forte mais toujours présente, nous affrontons une crise plus grave, avec cette guerre sur notre continent, suite à une invasion lâche et cruelle qui touche des millions de civils. L'Europe se tient aux côtés de l'Ukraine et l'OTAN s'est remobilisée pour la préservation de nos valeurs et de la démocratie.

Cependant, les conséquences économiques n'ont pas traîné, avec une tension maximale sur les marchés de l'énergie, et une envolée des prix des matières premières. Face à cela, les mesures prises par le gouvernement fédéral, au-delà des six milliards d'euros, ont permis d'aider les citoyens et les entreprises à amortir en partie ce choc. L'accord d'hier poursuit et prolonge cette logique avec des aides ciblées pour les ménages et les entreprises. En matière énergétique, première préoccupation du gouvernement, la hausse des prix est due au retour de la croissance économique mondiale après la pandémie, à la concurrence entre l'Europe et l'Asie, amplifiée par l'invasion de l'Ukraine, et à la baisse de l'approvisionnement.

La **présidente**: Monsieur Piedboeuf, M. Van Hees souhaite intervenir.

01.02 **Marco Van Hees** (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, j'interviens parce que vous parlez d'aides ciblées aux entreprises. Quelque part, c'est de la provocation de votre part, parce que le milliard qui est distribué de manière totalement non ciblée à l'ensemble des entreprises est évidemment l'inverse d'une aide ciblée. Vous comprenez donc bien que je suis obligé de réagir.

Je peux comprendre que généralement, quand la FEB demande quelque chose au MR, vous l'appliquez assez docilement. Mais vous avez un problème. La FEB n'est pas l'ensemble de votre électorat, qui est quand même constitué de beaucoup de petits indépendants. On sait que trois quarts des indépendants n'ont pas de personnel et sont confrontés à des difficultés liées au prix de l'énergie,

et non pas à des problèmes d'indexation des salaires, fait qui est marginal par rapport au coût de l'énergie. En fait, vous ne faites presque rien au niveau du coût de l'énergie pour ces sociétés, alors que vous donnez un milliard pour satisfaire la FEB.

Ma question est simple. Comment vous en sortez-vous, au MR, pour à la fois appliquer ce que la FEB, dirigée par les grandes entreprises, vous impose, et pour tenir compte de votre électorat? Car les grands patrons, numériquement, ne représentent pas beaucoup d'un point de vue électoral. Comment conciliez-vous les petits indépendants que vous n'aidez pas vraiment et les grandes entreprises pour lesquelles vous acceptez ce que la FEB vous impose de faire?

01.03 Benoît Piedboeuf (MR): C'est une question de sémantique, monsieur Van Hees! Quand on parle d'aides ciblées, ce sont soit les aides qui sont ciblées, soit les cibles qui sont ciblées. En l'occurrence, les aides ciblées, ce sont les aides que l'on choisit. Et puis, vous confondez les niveaux de pouvoir. Vous savez très bien que toute une série d'aides viennent des Régions. Vous faites donc une grosse soupe avec tout cela. Moi, je parle d'aides ciblées en direction des entreprises et des ménages. Et c'est le cas.

En matière énergétique, première préoccupation du gouvernement, disais-je, la hausse des prix est due au retour de la croissance économique après la pandémie, à la concurrence entre l'Europe et l'Asie, amplifiée par l'invasion de l'Ukraine, et la baisse de l'approvisionnement. Les entreprises, les PME, les indépendants et les ménages ont été frappés de plein fouet par cette hausse soudaine et durable. Les experts ne prédisent pas de retour à la normale avant plusieurs années. La situation est alarmante avec des factures de régularisation qui atteignent des sommes astronomiques difficilement supportables par les clients. Nous sommes témoins de ces messages d'indépendants (boulangers, bouchers, coiffeurs, etc.) qui doivent déboursier des milliers d'euros d'acompte chaque mois. C'est une source de stress importante à laquelle il fallait essayer de répondre.

À cela s'ajoute l'envolée des prix d'énormément de produits. En septembre, l'inflation a grimpé à 11,27 %, le plus haut niveau depuis août 1975. L'inflation de l'énergie atteint désormais 60,54 % et contribue à hauteur de 5,39 points à l'inflation totale. L'inflation des produits alimentaires a aussi fortement augmenté ces derniers mois, atteignant pour le mois de septembre 10,40 %.

Pour répondre à ces hausses, le gouvernement a décidé de prolonger certaines mesures et d'en décider de nouvelles afin de soulager autant que possible les ménages. La réduction de la TVA sur le gaz et l'électricité est prolongée pour un coût de 612 millions d'euros. La réduction des droits d'accises sur essence et diesel est prolongée. L'extension du tarif social notamment aux bénéficiaires de l'intervention majorée sera aussi maintenue en 2023 pour un coût de 621 millions d'euros. Le chèque mazout est, lui aussi, prolongé pour un coût de 122 millions d'euros.

La durée du forfait de base est également étendue pour novembre et décembre et pour les trois premiers mois de l'année 2023 mais avec une évaluation en décembre. Il pourrait augmenter si le prix du marché augmente. Enfin, une nouvelle mesure a été prise pour celles et ceux qui se chauffent aux pellets. Un chèque de 250 euros est prévu. Les modalités seront définies un peu plus tard. Pour financer ces mesures, plusieurs décisions ont été prises notamment la captation des surprofits dont on a déjà beaucoup parlé aujourd'hui, la contribution du secteur pétrolier à hauteur de 300 millions d'euros ainsi qu'une contribution de Fluxys, le gestionnaire du réseau gazier.

Qui dit prix de l'énergie dit, pour nous, sécurité d'approvisionnement. Dans ce cadre, nous défendons la prolongation de plus de deux réacteurs nucléaires. Nous avons besoin d'un mix énergétique mêlant renouvelable et nucléaire pour assurer notre sécurité d'approvisionnement, pour réduire le prix, pour être indépendant sur le plan énergétique et pour réduire les émissions de CO₂. Nous devons concrétiser l'accord avec ENGIE prévu depuis le 18 mars et regarder plus loin en maintenant plus de réacteurs ouverts et en ayant la volonté de travailler sur le nouveau nucléaire. Notre consommation d'électricité va augmenter de 35 à 50 % au cours des quinze prochaines années en raison de l'électrification de l'industrie et de notre vie quotidienne. Il est urgent d'en assurer la sécurité d'approvisionnement.

L'action du ministre Clarinval porte ses fruits. En septembre, après avoir rencontré les secteurs, il a convaincu le gouvernement de prendre des mesures pour aider indépendants et PME. Des mesures touchant les entreprises ont été adoptées. Il s'agit surtout de mesures leur permettant de prendre des dispositions en cas d'arrêt temporaire de l'activité ou de lisser les coûts de l'entreprise. Ainsi, en mesure

d'aide face à la crise énergétique, le droit passerelle est implémenté en même temps que le recours au chômage temporaire pour force majeure. Parallèlement, une réforme du droit passerelle classique sera entamée en vue de simplifier et d'harmoniser le régime actuel. Évidemment, il ne s'agit là uniquement que des compétences sur lesquelles nous avons la maîtrise, sachant que l'aide principale doit venir des Régions qui ont l'aide aux entreprises dans leurs missions. Flandre et Wallonie ont déjà pris des mesures. Bruxelles a annoncé aujourd'hui son intervention.

Malheureusement, les coûts de l'énergie ne sont pas les seuls problèmes rencontrés par les PME et les entreprises. Il faut y ajouter la question de l'indexation des salaires. Si personne ne s'oppose au fait que le système d'indexation des salaires permet au travailleur de maintenir son pouvoir d'achat, pour nos entreprises, c'est un coup de massue supplémentaire. Rien que pour 2022, il est question d'une augmentation de plus de 10 %.

Pour affronter ce nouvel écueil, une aide de plus d'un milliard d'euros est prévue afin de soutenir la compétitivité des entreprises grâce à une réduction des cotisations patronales de 7,07 % sur les deux premiers trimestres de 2023 et un report, en 2025, des cotisations dues pour le second semestre.

La **présidente**: Monsieur Piedboeuf, M. Van Hees souhaite prendre la parole.

01.04 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, je souhaitais déjà intervenir lorsque vous avez parlé de la TVA sur le gaz et l'électricité. En effet, vous n'avez pas évoqué ce dont a parlé le premier ministre, hier, lors de sa déclaration. Je le cite: "La baisse de la TVA devient permanente". Si tel est le cas, la baisse de la TVA ne s'arrêtera pas au mois de mars. Elle sera prolongée jusqu'en décembre et l'année suivante. Or, ce n'est pas ce qu'ont dit les intervenants aujourd'hui, vous y compris, monsieur Piedboeuf. Je souhaiterais donc savoir si chacun est bien sur la même longueur d'onde et si vous partez tous du principe que la baisse de la TVA à 6 % devient permanente.

Monsieur Piedboeuf ou monsieur le premier ministre, pouvez-vous m'expliquer pourquoi cela ne figure-t-il pas dans le tableau budgétaire qui nous a été remis? Si la TVA à 6 % devient permanente pour toute l'année 2023 et pour toute l'année 2024, cela doit se retrouver quelque part.

Pouvez-vous me répondre à cette question, monsieur Piedboeuf.

01.05 Benoît Piedboeuf (MR): Monsieur Van Hees, je n'étais pas à la table lors du conclave budgétaire et je n'ai pas participé à la rédaction du document que vous avez en main. Quand je serai ministre, je répondrai à vos questions, mais cela n'est pas encore le cas. Pour l'heure, si le premier ministre veut répondre, je lui passe la parole avec beaucoup de plaisir.

01.06 Alexander De Croo, premier ministre: Comme vous le savez, il y aura une réforme des accises et cela a été annoncé aussi dans le State of the Union. Cette réforme, portée par le ministre des Finances et la ministre de l'Énergie, permet beaucoup plus de flexibilité que la TVA. En effet, il n'est pas possible de moduler la TVA (à 6 % ou à 21 %), par exemple par rapport à la consommation.

Un des grands défis pris au niveau européen, c'est d'essayer de réduire la consommation d'électricité et de gaz. À long terme, on souhaite orienter les citoyens vers l'électricité plutôt que vers le gaz. On ne peut pas le faire dans l'immédiat; si vous avez acheté une chaudière au gaz, on ne vous forcera pas à changer dans les prochaines années.

Cette réforme des accises nous offre la possibilité de mieux moduler et de jouer avec les accises en cas d'augmentation instantanée des prix, de moduler la consommation et de mieux moduler les *shifts* de gaz vers l'électricité. Il est clair que cette réforme en phase de finalisation viendra au bon moment – pour l'instant le niveau des prix ne le permet pas – remplacer la TVA qui était voici quelques mois encore à 21 %.

L'objectif est que l'opération soit neutre sur le plan budgétaire et qu'elle incite les citoyens à réduire leur consommation d'électricité ou de gaz. À long terme, dans cinq à dix ans, les citoyens seront poussés vers des choix plus écologiques pour se chauffer, notamment l'électricité.

01.07 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Je retiens de l'explication de M. le premier ministre que je savais tout ce qu'il a dit sauf le plus important, à savoir que cette opération est budgétairement neutre. Cela

signifie que l'on baisse la TVA de 21 à 6 % mais que la différence sera intégralement payée en accises.

Il n'y a donc aucune diminution de taxes sur le gaz et l'électricité. C'est incroyable! Et c'est la raison pour laquelle on ne la trouve pas dans le tableau: un moins et un plus se compensent.

Monsieur Piedboeuf, comment comprenez-vous le "budgétairement neutre"?

01.08 Benoît Piedboeuf (MR): L'important est que cette mesure sera appliquée tant au secteur marchand qu'au secteur non marchand. Le ministre de la Santé a bien précisé quelle était toute l'importance de ces réductions.

Une autre mesure phare consiste à soutenir les indépendants qui souhaiteraient réintégrer leur activité après une incapacité de travail ou à soutenir l'esprit d'entreprise pour les personnes porteuses d'un handicap.

La **présidente**: Monsieur Piedboeuf, M. Vermeersch souhaite prendre la parole.

01.09 Wouter Vermeersch (VB): Collega Piedboeuf, ik heb een vraag.

U beklemtoont de budgetneutraliteit van de operatie met betrekking tot de energiefactuur. De btw werd inderdaad verlaagd. Onze partij heeft hetzelfde voorstel gedaan. De Vlaams Belangfractie heeft die btw-verlaging naar 6 % voor elektriciteit en gas in tempore non suspecto voorgelegd in de commissie, dus toen er nog geen sprake was van stijgende energieprijzen. Ik herinner me zelfs dat de PVDA-PTB-fractie toen tegen ons voorstel heeft gestemd in de commissie.

De premier zegt nu dat die operatie budgetneutraal is. We hebben die discussie vorige week al gehad met de minister van Financiën, die ons ondertussen in het halfroond heeft vervoegd.

Mijnheer Piedboeuf, kent u de exacte invulling van die budgetneutraliteit? We zouden immers graag weten waarop die gebaseerd is. Welke factor zorgt voor minder begrotingsinkomsten? Een btw-verlaging zorgt namelijk voor minder inkomsten. Een accijnsverhoging zorgt voor meer inkomsten. Als beide bedragen even groot zijn, is er sprake van budgetneutraliteit. Over welke budgetneutraliteit gaat het hier? Welke inkomsten worden er voor die accijnsverhoging voorzien? Met andere woorden, hoe hoog zal die accijnsverhoging zijn? Dat moet verduidelijkt worden, aangezien dit niet in de tabel staat. Dat is het voorwerp van vanavond, van de volledige bespreking van de regeringsverklaring. De premier heeft trouwens ook gezegd dat alle vragen over de tabel vandaag ruimschoots beantwoord zouden worden. Dat zult u ook wel gehoord hebben, mijnheer Piedboeuf. We kijken dus uit naar die verduidelijking.

01.10 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur Piedboeuf, il y a un brouillard sur la TVA et les accises car on ne sait pas très bien si ce qu'on donne d'une main ne sera pas repris de l'autre.

Vous venez de parler du non-marchand. Ce dernier bénéficie déjà depuis quelques mois de la TVA à 6 % sur le gaz. Je plaide depuis un certain temps pour une série de mesures dont une réduction de la TVA sur l'électricité. Le secteur du non-marchand n'a pas de revenus tels que celui du secteur marchand alors qu'il a des missions essentielles. Vous venez de dire qu'il allait y avoir une réduction de la TVA sur l'électricité à 6 % pour le non-marchand.

01.11 Benoît Piedboeuf (MR): Je parlais de la réduction des cotisations sociales de 0,7 %. Il faut écouter!

01.12 Catherine Fonck (Les Engagés): La TVA sur l'électricité sera-telle oui ou non descendue à 6 % pour le non-marchand?

01.13 Benoît Piedboeuf (MR): La mesure concernant les cotisations patronales de 0,7 % sur les deux premiers trimestres de 2023 et un report pour 2025 pour le second semestre sera appliquée tant au secteur marchand qu'au secteur non-marchand. Il faut écouter ce que je dis.

(...): (...)

01.14 Benoît Piedboeuf (MR): Quand on fixe un taux de TVA, on ne s'amuse pas à le faire à la tête du client, on l'applique sur une base imposable qui est la même pour tout le monde.

(...): (...)

01.15 Benoît Piedboeuf (MR): C'est ce qu'on fait.

(...): (...)

01.16 Benoît Piedboeuf (MR): Le taux de TVA, il est à 6 % ou il est à 21 %. Il n'est pas à 6 % pour certains, à 12% pour d'autres et à 21 % pour les troisièmes.

S'agissant du calcul TVA et accises, puisque vous en mourez d'envie, je vais demander à M. le ministre des Finances de bien vouloir vous apporter la lumière.

01.17 Minister Vincent Van Peteghem: Mijnheer Vermeersch, wat de hervorming betreft, waarover we het ook vorige week al in commissie hadden, geef ik het volgende mee. Eerst beslisten we tot een tijdelijke btw-verlaging tot 30 september, maatregel die we vervolgens verlengden tot 31 december, en de reglementaire teksten daarvoor werden al gepubliceerd. De tekst in verband met de verlenging tot 31 maart moet nog gepubliceerd worden in het *Belgisch Staatsblad* en wordt bekrachtigd via de wet diverse bepalingen, die nog in commissie besproken moet worden. Dat staat voor een deel los van de accijnshervorming die de eerste minister net terecht heeft verdedigd. We willen namelijk de btw op energie permanent naar 6 % verlagen en aan de hand van accijnzen een onderscheid maken tussen basisverbruik en meerverbruik van meer dan wel minder duurzame energiebronnen.

De beslissing om de btw permanent naar 6 % te verlagen en om geleidelijk een accijns in te voeren, zodat we een prijsschok bij heel veel gezinnen vermijden, treedt in werking, zodra we een KB ter zake hebben uitgevaardigd.

Daarnaast, mevrouw Fonck, hebben wij inderdaad beslist om de btw naar 6 % te verlagen voor zakelijke contracten inzake gas. De beslissing die wij een aantal weken geleden hebben genomen inzake elektriciteit voor zakelijke contracten, gaat niet via de btw, wel via accijnzen. We hebben gekozen voor een korting op de accijns, die naar het Europese minimum wordt verlaagd, waardoor er voor het basisverbruik in de zakelijke contracten een daling is. Daardoor kunnen de facturen van de betrokken organisaties worden vermindert.

01.18 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Piedboeuf, ik zou daar toch graag even op doorgaan. U bent in onze commissie de man van en vooral tégen de accijnzen. Ik denk dat u dat niet ontkent.

Ik hoor de minister heel duidelijk zeggen dat, nadat eerst de btw-verlaging is doorgevoerd, het absoluut de afspraak is binnen de regering om op termijn de accijnzen te verhogen. We hadden daarnet het debat met collega De Vriendt en hij zei heel duidelijk dat de accijnzen voor hen pas verhoogd kunnen worden als er normale prijzen zijn, lees prijzen van voor de coronacrisis. Ik heb de minister van Financiën ook eerder horen verklaren dat van zodra de energieprijzen beginnen te dalen, de accijnzen zullen stijgen.

Ondertussen heb ik ook begrepen dat de accijnzen deels vastgekleit zijn op het niveau van 2021, dus post-corona. In 2021 waren de prijzen van zowel gas als elektriciteit natuurlijk al aanzienlijk gestegen. Dat punt moet dus zeker uitgeklaard worden. Misschien weet u daarop het antwoord. Vanaf welk moment zullen de accijnzen worden verhoogd? Is dat, zoals de heer De Vriendt zegt, op het moment dat ze op het niveau van voor de coronacrisis zijn? Of zullen ze beginnen dalen als ze op het niveau zijn waarop ze zijn vastgekleit in 2021, dus op een moment waarop de prijzen al verhoogd waren?

Dat laatste zou immers betekenen dat veel mensen een groot deel van de prijsdaling, die er hopelijk binnenkort zit aan te komen, niet zullen voelen in hun portefeuille. Dat scenario speelt zich ook af aan de pomp. Als de prijzen aan de pomp dalen, verdwijnt het grootste deel van deze prijsdaling in de zakken van de begroting. Kunt u het moment waarop de accijnzen zullen verhoogd worden even duiden?

01.19 Benoît Piedboeuf (MR): S'agissant de votre remarque relative à mon opposition aux accises,

je voudrais vous préciser que, d'une manière générale, quand on augmente les accises sur un produit alors que les pays voisins ne le font pas, on arrive à un déséquilibre de concurrence tel que les achats vont se faire à l'extérieur. Nous en avons déjà discuté plusieurs fois en commission des Finances. C'est un petit peu comme la courbe de Laffer: à force de trop taxer, on finit par perdre des recettes. À la lecture des statistiques portant sur les recettes d'accises, il apparaît qu'il vaut probablement mieux adopter une autre méthode. Au demeurant, nous avons demandé à plusieurs secteurs de réfléchir à un modèle qui nous permette d'élaborer un *benchmarking* avec les pays voisins, de manière à fixer intelligemment les niveaux des accises. C'est mon point de vue. Il me semble que la question de l'application des accises mérite un vrai débat. Il importe en effet d'obtenir des recettes en plus, et non en moins. Or, si l'on augmente les recettes sur l'eau, par exemple, les gens vont en acheter en France ou en province de Luxembourg, puisque vous savez que c'est un exemple que je connais bien: on va acheter de l'essence, du tabac, l'alcool, etc. – pas moi.

Concernant le calcul que vous souhaitez que je vous démontre, comme je suis un homme raisonnable et avisé, je ne vais pas me livrer à la démonstration d'un texte qui n'existe pas encore. Quand nous l'aurons sous les yeux, nous en débattrons en commission des Finances. Pour le moment, ce que nous savons est que nous disposons d'un cadre budgétaire sur lequel le gouvernement a travaillé et qui produit les chiffres dont vous avez pris connaissance. Vous pouvez ne pas être d'accord avec le cadre; mais le gouvernement, lui, s'engage à respecter la feuille de route qu'il a conclue ce week-end.

Du reste, nous avons passé la journée à discuter dans le vide, parce que les textes n'existent pas encore et que nous en discuterons en commission lorsque chaque ministre viendra défendre son budget pour le faire approuver. Cela avait même fait l'objet d'un accord en Conférence des présidents. Il y avait été convenu que les vrais débats débiteront lorsque les ministres viendront en commission. Aujourd'hui, nous avons parlé de tout et de rien, mais sans disposer de textes à approuver. Je pense donc que vous faites fausse route. Il vous faut simplement un tout petit peu de patience.

La **présidente**: Monsieur Piedboeuf, nous avons encore deux demandes d'interruption: MM. Vermeersch et Loones.

01.20 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Piedboeuf, u moet het mij vergeven, maar de regeringspartijen zijn uit het begrotingsconclaaf gekomen, duidelijk zeggend dat er een akkoord was over een permanente btw-verlaging en een hervorming van de accijnzen. Dat is ons gezegd. Nu hoor ik u zeggen dat er helemaal geen teksten zijn en dat er geen duidelijkheid is over de parameters. Begrijp ik dan goed dat er helemaal geen akkoord is? Want als er een akkoord is, is er natuurlijk ook een akkoord over de inhoud. Kunt u dus duidelijk uitleggen aan het Parlement hoe u dat concreet wil aanpakken? Volgens mij hebben we daar recht op en kadert dat ook in deze besprekingen.

Hoe zit het dus precies? Wat is er afgesproken? Wanneer zullen de accijnzen verhogen? Met hoeveel zullen ze verhogen?

De premier heeft ook duidelijk verklaard dat het om budgetneutraliteit gaat. Men gaat natuurlijk niet zeggen dat iets budgetneutraal is als men geen berekeningen heeft. Wordt het Parlement hier voor de gek gehouden? Wilt u het niet zeggen, misschien omdat u bang bent voor de impact op de bevolking? Wij zullen immers niet nalaten de bevolking duidelijk te maken dat u eerst een btw-verlaging hebt ingevoerd, om vervolgens een groot deel daarvan terug te pakken via een accijnsverhoging. Dat is wat hier in de praktijk aan het gebeuren is. Dat verklaarde ook waarom collega Vandenbroucke, toen we er hier in de plenaire vergadering nog maar over begonnen, ons onmiddellijk onderbrak omdat het extreem gevoelig ligt voor zijn partij, en voor veel andere partijen, om die boodschap aan de bevolking te brengen, namelijk: "We hebben jullie eerst een btw-verlaging gegeven en die gaan we later terugpakken via een accijnsverhoging."

Wij vragen dus duidelijkheid over de afspraken. U zegt dat er een akkoord is. Wel, laten we daar dan duidelijk over zijn.

01.21 Sander Loones (N-VA): We praten nu al 20 à 30 minuten naast elkaar omdat de informatie moeilijk te vinden is. Net daarom is het interessant om eens te gaan kijken naar de notificaties die niet bestaan. Als ik kijk naar wat er daar is afgesproken – er zijn blijkbaar wel degelijk afspraken, al zijn ze nog niet definitief en moeten ze nog bevestigd worden door de ministerraad – dan stel ik vast dat er bekeken wordt om de prijzen vast te stellen op basis van de prijzen van 2021. Zo hadden we het

begrepen. Dat is interessant.

Daarnaast zal, zoals de minister zegt, het nieuwe systeem pas in werking treden als er een KB is waarover in de ministerraad is overlegd. Niemand vertrouwt elkaar, dus zal de hele ministerraad erover moeten beslissen. Tot slot staat er – dat is de reden waarom ik nog het woord neem, want de ministers kunnen hun ontwerpnificaties natuurlijk zelf wel voorlezen – dat het KB rekening zal moeten houden "op basis van het marktprijsniveau en de verhouding van de prijs tussen gas en elektriciteit". Dat lijkt mij een zeer interessante zin, die ook nog een brede marge van interpretatie laat.

Om toekomstige discussies in het Parlement en een snelle behandeling en stemming mogelijk te maken, kunt u meer uitklaren wat dit precies betekent, zodat het in de finale notificaties ook geacteerd kan worden tegen de ministerraad van vrijdag?

01.22 Kris Verduyckt (Vooruit): Mijnheer Loones, u moet mijn wetsvoorstel over de warmtepompnorm eens lezen. Dat gaat juist over datgene waar u het net over had, namelijk de verhouding tussen gas en elektriciteit die al jaren een groot probleem is en een rem is voor investeringen, zoals warmtepompen en andere, in ons land. Dat is een heel interessante formule. Ik ben heel blij dat de regering hierin de voorzet heeft gegeven en dit in het akkoord heeft gezet.

Monsieur Piedboeuf, hebt u ook het gevoel dat de heer Vermeersch het eigenlijk niet helemaal begrepen heeft? Hij zegt dat we met accijnzen eigenlijk volledig wegvegen wat we vandaag teruggeven aan de mensen via de btw. Hij begrijpt blijkbaar niet dat de btw op bijzonder hoge gas- en elektriciteitsprijzen van 21 % naar 6 % is gebracht, wat toch een aanzienlijk verschil is op die heel hoge prijzen. Mensen snakken naar de prijzen van voorheen. Als op de lage prijzen van voorheen accijnzen worden geheven, dan is dat totaal niet van dezelfde grootteorde en is dat absoluut geen broekzakvestzakoperatie. Deelt u mijn gevoel dat de heer Vermeersch dit niet begrepen heeft?

01.23 Benoît Piedboeuf (MR): C'est exactement cela!

Il y a une autre chose, au niveau sémantique, sur laquelle vous vous trompez. Quand on fait un tableau budgétaire, on n'a pas nécessairement l'équilibre. Mais quand on dit que c'est neutralisé, cela veut dire qu'on neutralisera. Ce n'est pas exactement la même chose. L'application d'un budget pour l'année suivante, la mise en œuvre d'un tableau budgétaire, cela explique ce que l'on va faire. Vous, vous voulez que cela soit déjà fait. Je suis désolé de vous dire que, quand on fait une projection pour l'année d'après, on pense qu'on va compenser certaines dépenses par certaines recettes; et donc, on neutralisera. Voilà. C'est aussi de la sémantique.

Mais vous avez raison, cher collègue: c'était tout à fait cela.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat des citoyens, comme lors de la crise du covid, nous tentons de les soutenir au maximum. Nous aurions aimé pouvoir aller plus loin dans une réforme fiscale de grande ampleur, c'est-à-dire un *tax down*, et non pas un *tax shift*. Et pour financer ce virage, il nous semble impératif de coupler cela à une réelle réforme du marché du travail pour financer notre système de sécurité sociale en augmentant le taux d'emploi qui stagne à 72 %.

Le gouvernement demande au ministre des Finances de présenter d'ici décembre une première phase détaillée et ambitieuse de réforme fiscale pour entamer sa mise en œuvre au cours de cette législature. Le leitmotiv est de valoriser le travail. Nous soutiendrons évidemment le ministre des Finances dans ce travail.

Le rendez-vous est pris et nous souscrivons pleinement à cet objectif. Il nous faut non des mesures à la marge, mais de réelles avancées pour pouvoir avoir un marché du travail dynamique, efficient, responsabilisant, qui supprime vraiment les pièges à l'emploi encore trop présents dans notre pays.

01.24 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la présidente, monsieur Piedboeuf, vous parlez de la valorisation du travail; mais je veux vous parler des personnes qui sont déjà au travail et avec qui on avait trouvé un accord pour améliorer leur pouvoir d'achat. Je parle ici des fonctionnaires; parmi les fonctionnaires, il y a aussi nos policiers, qui n'ont pas été augmentés depuis 20 ans.

Il y a eu un accord avec Mme la ministre De Sutter pour l'ensemble des fonctionnaires. Il y a eu un

accord, même s'il a été jugé très insuffisant, entre Mme Verlinden et les policiers. Ces deux accords se retrouvent aujourd'hui remis en question par l'accord de gouvernement qui nous a été présenté hier par M. le premier ministre.

On bafoue non seulement la concertation sociale mais on prive des fonctionnaires d'une augmentation qu'ils attendent depuis 20 ans. Comment allez-vous soutenir cet accord de gouvernement alors que votre parti et les collègues MR qui sont avec moi en commission de l'Intérieur défendent la revalorisation salariale pour les policiers et veulent leur donner les moyens nécessaires pour faire leur travail? Même ce minimum qu'ils ont réussi à arracher face à Mme Verlinden est remis en question aujourd'hui. On ne parle plus d'une augmentation salariale pour maintenant mais bien pour 2023 et à hauteur de 45 % de ce qui était prévu. Les 100 %, ce sera pour 2025, alors qu'il était prévu qu'en 2024, il y aurait une nouvelle discussion pour une revalorisation supplémentaire. Tout cela est mis de côté. Comment pouvez-vous dès lors soutenir un accord qui remet en question ces accords qui ont été conclus avec les fonctionnaires et les policiers, d'autant plus que vous voulez valoriser le travail?

01.25 Benoît Piedboeuf (MR): Monsieur Boukili, valoriser le travail, cela signifie en effet donner plus de pouvoir d'achat aux gens. Cela signifie augmenter le revenu poche. Je vous rappelle que c'est ce que le gouvernement précédent était parvenu à faire avec son *tax shift*. Il y a eu une vraie augmentation du salaire poche. On aurait bien voulu continuer. Il y a eu toute une série de circonstances notamment sanitaires, et puis maintenant énergétiques, qui ont ralenti nos ardeurs.

Par contre, ce que je viens de vous dire, c'est que le ministre des Finances est chargé par le gouvernement de déposer sur la table une réforme d'ici la fin de l'année en tout cas pour entamer cette réforme fiscale. Le but de la réforme fiscale pour nous, c'est un *tax cut*, c'est-à-dire une diminution de l'imposition. Mais la diminution de l'imposition, ce n'est pas uniquement pour les fonctionnaires. C'est pour tous ceux qui travaillent. Si l'on relève par exemple la quotité exonérée, tout le monde en profitera. Il ne faut pas non plus s'amuser à faire à chaque fois des choix de niche. Il faut améliorer le sort de tous ceux qui travaillent. Pour nous, c'est fondamental!

01.26 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la présidente, monsieur Piedboeuf, tout d'abord, vous ne remettez pas en question le fait que l'accord de gouvernement bafoue une concertation qui avait abouti. Apparemment, cela ne vous pose pas de problème.

01.27 Benoît Piedboeuf (MR): (...)

01.28 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Vous aurez le temps de répondre, monsieur Piedboeuf.

01.29 Benoît Piedboeuf (MR): (...) Je l'aborderai par la suite.

01.30 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Vous avez parlé de revalorisation du travail. C'est sur ce point que je souhaite intervenir. En effet, il est question de salaire. On parle de travailleurs que ceux-ci soient des policiers ou des fonctionnaires.

Vous avez parlé de l'augmentation du salaire poche. J'espère que vous savez aussi bien que moi, monsieur Piedboeuf, que le salaire, c'est l'ensemble, c'est le montant brut. Cela signifie que, quand vous diminuez les cotisations, vous diminuez le salaire, même si vous augmentez le salaire poche. En effet, ce qui n'est pas versé en cotisations sociales, on le paie par la suite. Ce qu'on ne prélève pas pour financer nos services publics, les hôpitaux, etc., on le paiera quand on aura besoin de faire appel à ces derniers. Quand on diminue les cotisations et qu'il est seulement question du salaire net, on élude une partie du salaire des travailleurs que vous donnez au patronat. Je pense ici notamment au milliard offert aux entreprises.

Quand j'évoque le salaire des travailleurs, je parle donc du salaire brut et pas uniquement du salaire poche car le salaire brut fait partie du salaire des travailleurs.

01.31 Benoît Piedboeuf (MR): Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire ce matin, au Grand-Duché de Luxembourg, le salaire brut est le même qu'en Belgique. Mais au niveau du salaire net, il y a une différence de 30 %.

Vous dites que la diminution des cotisations sociales se paiera plus tard. Pour ce qui nous concerne,

nous pensons que si nous permettons aux travailleurs de gagner plus, cela donnera probablement envie à plus de gens de travailler. Si le taux d'activité est augmenté et que l'on tend vers les 80 % en matière d'emploi – on sait que ce pourcentage est difficile à atteindre –, cela produira des recettes. En effet, 80 %, cela représente indirectement 22 milliards de recettes supplémentaires et indirectement 40 milliards. C'est cela notre vision! Évidemment, nous n'avons pas la même vision de société. Mais notre vision est de développer l'activité. Notre vision, c'est que le chômage est un système qui doit aider les gens en difficulté, mais qu'il ne doit pas être un projet de vie. J'ai l'impression que, pour vous, c'est un projet de vie. Ce n'est pas ce que nous voulons. On veut vraiment donner envie de travailler. On veut récompenser ceux qui travaillent et on va continuer dans ce sens.

Vous dites que nous faisons des cadeaux aux entreprises. Qu'est-ce que cela veut dire? C'est leur permettre de continuer à travailler et d'employer des gens! C'est ça les cadeaux aux entreprises! Le milliard dont vous parlez n'est pas dans la poche des patrons, puisque le non-marchand est concerné. Plus de 500 millions vont aller vers le non-marchand. Ce n'est pas important le non-marchand? De donner du boulot aux infirmières? C'est cela que nous faisons. C'est cela notre vision.

01.32 Nabil Boukili (PVDA-PTB): (...) il y a une contre-vérité (...)

La **présidente**: Monsieur Boukili, je vous propose de laisser M. Piedboeuf poursuivre son intervention!

01.33 Benoît Piedboeuf (MR): Vous n'êtes pas d'accord, c'est autre chose! Mais ce que j'ai dit n'est pas une contre-vérité.

Aucune nouvelle taxe ne viendra alourdir la charge fiscale sur le travail et c'est important pour nous. Il est aussi important pour nous qu'une réforme fiscale puisse être élaborée concomitamment à une réforme du marché du travail, et qu'enfin une analyse puisse évaluer les effets du vieillissement tout en améliorant la pension des femmes.

Nous continuerons à marteler ce message car seul l'emploi est le véritable rempart contre la pauvreté.

À cet égard, nous nous réjouissons de voir le système des flexi-jobs élargi à d'autres secteurs comme le sport, la culture et l'agriculture, de voir augmenter les heures pour le travail étudiant qui est une manière de soutenir les jeunes face à l'augmentation du coût de la vie qui les impacte également et de pouvoir prolonger de deux ans les mesures d'heures supplémentaires et de fin de carrière.

Au-delà de la mesure phare en matière de compétitivité, à savoir l'index dont on a extrait une partie des cotisations sociales, et qui permettra d'améliorer la compétitivité et de lutter contre le handicap salarial pour aider les entreprises et faire face aux factures énergétiques, les mesures actuelles sont prolongées jusqu'au premier trimestre 2023 pour un coût de 91 millions. Il s'agit du chômage temporaire énergie et du droit-passerelle pour les indépendants, de la réduction des droits d'accises sur le gaz et l'électricité et d'une série de mesures prises pour financer ces dépenses.

Le premier ministre a rappelé, hier après-midi, que la sécurité du continent européen – la nôtre – est remise en cause par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une Russie qui, de tout temps, a fondé sa puissance sur la force militaire et qui en a toujours usé, de Catherine II à Alexandre 1^{er}, de Staline à Poutine, raison pour laquelle le lien transatlantique reste indispensable; et notre pays en son sein doit assumer sa part de l'effort commun.

01.34 Sander Loones (N-VA): Mijnheer Piedboeuf, u begint met een nieuw hoofdstuk, veiligheid. Ik veronderstel dat u het sociaal-economische hoofdstuk hebt afgerond.

U hebt het akkoord inzake fiscaliteit toegelicht en verdedigd en hebt dat afgesloten met een oproep aan de minister van Financiën om meer te doen en om met extra hervormingen te komen. U hebt zonet ook de beslissingen overlopen die genomen zijn in het kader van de arbeidsmarkt. Dat zijn er niet bijzonder veel, maar het valt mij op dat u niet besluit met een oproep aan de minister van Werk om meer te doen. Waarom verwacht u dat al het werk wordt gedaan door minister Van Peteghem en niet door de ministers Dermagne en Lalieux?

01.35 Benoît Piedboeuf (MR): Je pense que c'est le gouvernement qui doit faire tout le travail et le gouvernement est une équipe solidaire. Mais il est clair qu'il faut aussi travailler sur le marché de

l'emploi.

01.36 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, je voulais vous dire un mot sur la partie socioéconomique.

Je ne sais pas où vous allez chercher que nous ne sommes pas le parti du travail. Les lettres PTB signifient Parti du Travail de Belgique. Vous répétez que nous sommes le parti des chômeurs. Nous sommes un de seuls groupes dans cet hémicycle à avoir le plus de personnes qui ont réellement travaillé dans le monde du travail. Vous savez, ces gens qu'on a applaudi à 20 h 00 parce qu'ils faisaient tourner le pays. Nous faisons partie de ces gens-là.

Nous voulons aussi valoriser le travail mais avec une toute autre vision que la vôtre. Ce Parlement permet d'en débattre. Votre vision de valoriser de travail, vous ne l'avez pas bien exprimée. Pour nous, le travail donne aussi à chacun une émancipation et un rôle dans la société. Pour cela, il faut que les conditions de travail soient suffisantes pour qu'on ait aussi l'occasion de vivre à côté du travail, pour les loisirs, la famille ou le bénévolat. Pour cela, il faut aussi que les salaires suivent, pour pouvoir disposer d'un pouvoir d'achat suffisant.

Votre système de valorisation du travail, qui est repris dans l'accord de la Vivaldi, consiste à élargir les flexi-jobs à tous les secteurs, l'agriculture, les soins de santé, la culture, etc. Pour un flexi-job, on gagne 10,28 euros de l'heure. Est-ce cela votre vision de la valorisation du travail? Ce n'est en tout cas pas la nôtre.

Pour un flexi-job, on n'a pas les mêmes droits que les autres travailleurs. Pour un flexi-job, on reçoit son horaire à la journée. Mon père a quitté le sud de l'Italie parce qu'il était convoqué sur la place. Il arrivait là avec ses collègues, on criait le nom des dix premiers et les autres retournaient à la maison sans boulot. Ceux qui devaient bosser, on les faisait crever au travail.

Ce n'est pas cette vision-là, à la sauce moderne du MR, que nous voulons aujourd'hui. C'est pour cela que nous ne sommes pas d'accord avec vous sur la question des flexi-jobs, ni avec le prétexte qu'ils vont régler la pénurie de main-d'oeuvre. C'est justement parce que les conditions de travail et de rémunération ne sont pas bonnes que vous avez des pénuries de main-d'oeuvre. Encourager les gens à travailler? Excusez-moi, monsieur Piedboeuf. Je n'aime pas de vous le dire comme cela, parce que j'ai même un peu de sympathie pour vous. Parlez-vous à des gens normaux en dehors d'ici? Les gens veulent travailler, mais il n'y a pas de travail. Pour cela, il faut en créer. Pour cela, il faut aussi réduire le temps de travail, et non le compresser. Mais je comprends que soyez fier d'avoir pu imposer, dans ce gouvernement Vivaldi, la semaine des quatre jours et la journée de dix heures. Vous avez gagné cela contre ceux qui se disent de gauche au sein de la Vivaldi, et nous le regrettons.

01.37 Benoît Piedboeuf (MR): Madame Moscufo, j'ai aussi énormément de sympathie pour vous. Les flexi-jobs et les jobs étudiants sont simplement une petite partie, que l'on rend un tout petit peu plus souple, dans le cadre de l'organisation du travail; cela n'a rien à voir avec le fait que l'on veuille essayer d'éviter que les gens travaillent.

Quand je vous dis qu'il faut améliorer la rémunération, il est évident que je respecte beaucoup les salariés, et dans toutes mes activités, j'ai créé des dizaines d'emplois. C'est parce que vous ne me connaissez pas. Aucun des travailleurs que j'ai mis au travail dans toute une série d'activités n'est parti, parce qu'ils sont contents de travailler avec moi. Quand vous dites que je ne connais pas les travailleurs, c'est que vous ne me connaissez pas. Vous ne savez pas ce que je fais, et je fais de nombreuses choses.

Je n'ai pas dit que vous n'étiez pas le parti des travailleurs. J'ai dit que le chômage n'était pas un plan de vie. Or, aujourd'hui, nous avons plus de 200 000 chômeurs. Nous avons de nombreux métiers en pénurie. Je connais en effet les travailleurs, mais je connais aussi les patrons d'entreprises et les indépendants. Nombreux sont, parmi ceux-ci, ceux qui ne trouvent pas de chauffeurs, de serveurs. Il y a un problème. Les entreprises n'arrivent pas à fonctionner normalement à cause de cela.

Il faut donc évidemment augmenter le salaire poche. Il faut aider les employeurs avec des systèmes comme ceux-là, qui sont souples et permettent de répondre dans l'immédiat. Il faut donc améliorer le circuit du travail, et il faut en effet avoir une autre vision de la société que la vôtre. En effet, nous

pensons que le travail est la vraie barrière contre la pauvreté. Si vous dites que vous êtes d'accord avec moi, c'est bien. Nous serons d'accord; mais concernant les moyens d'y arriver, nous voulons travailler sur la fiscalité.

01.38 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Cela fait 40 ans que vous le faites et que vous n'y arrivez pas!

01.39 Benoît Piedboeuf (MR): Thatcher et Reagan ne sont pas encore au gouvernement. On a déjà des présidents qui ne sont pas au Parlement et dont on parle tout le temps. Thatcher et Reagan sont encore moins présents ici.

On a chacun ses références. Ce qu'il a dit, c'est qu'en tant que Parlement et que gouvernement, nous sommes en effet des protections par rapport aux gens. On ne doit pas faire les choses à leur place. Nous sommes là pour protéger. Notre sécurité sociale est l'une des meilleures du monde. Nous devons continuer à essayer de la soutenir.

Madame Moscufo, je pense sincèrement que sur le fond, nous sommes d'accord. Ce sont les moyens d'y parvenir qui nous distinguent probablement.

Par rapport au fait que nous devons assumer notre effort dans le cadre du lien transatlantique, il y a une loi et une trajectoire budgétaire jusqu'en 2035 qui amènera le budget de la Défense à 2 % avec des efforts sur nos infrastructures, notre personnel et sur les équipements qui doivent provenir en majeure partie, si c'est possible, d'entreprises européennes.

Sur le plan international, nous sommes heureux de la nomination, hier, de notre pays au Conseil des droits de l'homme avec comme vision, le maintien du caractère universel des droits humains quelle que soit la race ou la religion.

La sécurité de nos concitoyens a toujours été et reste une priorité fondamentale pour nous, comme condition première de l'exercice de nos libertés. Aujourd'hui, plus que jamais, les défis sont nombreux: la lutte contre la criminalité organisée, la lutte contre le narcoterrorisme, la lutte contre la drogue, la lutte contre les extrémismes et les radicalismes ou encore la lutte contre le terrorisme. La criminalité évolue avec la société. On l'a vu dans l'actualité avec les récents événements dans la région d'Anvers. Le décryptage de la messagerie Sky ECC expose au grand jour les méthodes utilisées par les narcotrafiquants, leur réseau tentaculaire, la violence, la corruption, l'intimidation, les menaces. La menace dont ont été victimes notre ministre de la Justice et sa famille doit renforcer notre détermination à lutter contre de tels agissements sur notre territoire.

Pour lutter contre le phénomène de la criminalité organisée, police et justice doivent évoluer, elles aussi. Cela signifie qu'il faut pouvoir leur accorder des moyens supplémentaires. À la police fédérale, comme l'a rappelé le premier ministre, chaque agent qui part à la pension doit être remplacé. En outre, il y a une volonté du gouvernement de renforcer le staff avec 1 000 policiers dont 400 pour la police judiciaire fédérale avec des recrutements de profils spécialisés dans les enquêtes informatiques approfondies.

Dans le cadre du "Stroomplan XXL", en plus de recrutements indispensables au sein de la police et de la justice, différentes mesures fortes sont prises sur le plan judiciaire tant à l'échelle nationale qu'internationale. Un accord a été conclu vendredi dernier avec la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas pour élaborer une plate-forme de partage d'informations intra-européenne dans une volonté commune de rendre prioritaire la sécurité aux points d'entrée de l'Union européenne. Sur notre territoire, à côté du principe "*follow the money*" et de la nomination d'un procureur spécial à Anvers en charge de toutes les affaires d'importation de stupéfiants et de substances psychotropes, l'ambition annoncée par notre ministre de la Justice est de contrôler 100 % des conteneurs à risque qui transitent par Anvers.

La **présidente**: Monsieur Piedboeuf, je vous interromps, parce que Mme Matz souhaiterait vous interroger.

01.40 Vanessa Matz (Les Engagés): Monsieur Piedboeuf, vous venez de remettre en évidence des mesures qui avaient déjà été annoncées antérieurement à la déclaration du gouvernement. Cependant, je me pose une question assez précise. Hier, comme vous venez de le rappeler, le premier ministre a dit qu'il fallait non seulement remplacer chaque agent de police partant à la retraite, mais également

engager 1 000 agents supplémentaires, dont 400 pour la police judiciaire fédérale. J'aimerais savoir à quelle échéance ces engagements sont pris. S'agit-il de l'année 2023-2024 ou bien d'une projection?

Par ailleurs, le premier ministre a parlé d'un milliard d'investissements dans la sécurité en général. Bien évidemment, nous recevrons des informations plus précises relativement aux budgets de l'Intérieur et de la Justice. Cela dit, je voudrais savoir, dans les tableaux budgétaires, quelle est leur part respective en 2023 et 2024 et, surtout, où ils se trouvent. Je ne vois pas une ligne budgétaire qui soit relative à la justice. On peut lire, vers la fin, une ligne fourre-tout annonçant un montant assez modeste. Est-ce bien cela? Nous sommes extrêmement loin du milliard qui est, je suppose, prévu pour la législature.

J'aimerais donc obtenir des réponses. Il est dommage que les ministres de la Justice et de l'Intérieur, qui étaient présents tout à l'heure, ne puissent pas apporter de plus amples précisions. Vous lancez des chiffres – 1 milliard, un recrutement de 1 000 policiers –, mais sans en préciser la période ni les missions. Quand vous annoncez 400 agents à la PJ, parlez-vous de 2023? Et sur quelle base budgétaire? En effet, nous ne trouvons aucun budget correspondant à l'engagement de ces policiers.

Aussi, si vous pouviez, monsieur Piedboeuf, me préciser tout cela, car dire, à un moment donné, que l'on veut privilégier la sécurité, c'est important. Voilà des mois et des mois que nous tapons sur le clou, principalement sur la grande criminalité! Adjoindre les budgets qui sont relatifs à cette sécurité me semble beaucoup mieux!

01.41 Benoît Piedboeuf (MR): Merci pour votre réflexion.

Comme vous le savez, une déclaration de gouvernement constitue une ligne à suivre et traduit les ambitions du gouvernement. Un débat relatif à la déclaration du gouvernement est alimenté par l'appréciation de chaque groupe par rapport à cette ligne. Je vous dis ce qui a été évoqué et je vous dirai tout à l'heure que nous soutenons évidemment cette évocation.

En ce qui concerne les modalités, savoir quand cela sera, je répondrai "le plus vite possible", car je ne connais pas la planification des travaux du ministre de la Justice. Probablement reviendra-t-il tout à l'heure pour répondre à la fin des interpellations et des discours des chefs de groupe et en dira-t-il davantage quant à cette planification. Vous me demandez de vous le dire. Moi, je n'en sais rien. Je ne fais pas partie du gouvernement et je n'ai pas établi ses tableaux.

En fait, on confond encore tout aujourd'hui. On est occupé à débattre de tout, alors qu'il faut s'adresser aux bons interlocuteurs et au bon moment. Ce n'est pas le bon moment. Moi, je vous dis quelles sont les ambitions du gouvernement et je vous dis que je les soutiens.

Vous avez raison de dire que l'on parle de cela. Voilà très longtemps aussi que vous intervenez surtout sur ces sujets-là, mais à un moment donné, à force d'entendre qu'on ne peut plus attendre et de constater les effets dans notre société – le ministre de la Justice en a fait les frais, il y a peu de temps – et bien, il ne faut plus attendre.

Par conséquent, lorsque le gouvernement dit qu'il va prendre des mesures en matière de budget militaire, en matière de renforcement de notre Défense, en matière de renforcement de la Justice et de la police, vous avez raison, cela fait longtemps qu'on en parle. Il est grand temps de s'y mettre, car après, il sera trop tard! C'est la seule réponse que je peux vous apporter mais c'est la réponse que mon groupe veut apporter en ce qui concerne le soutien de cette vision. Et lorsque le gouvernement s'engage publiquement à ce propos, il va évidemment affecter les moyens pour y arriver. Quant à savoir la date de l'échéance du recrutement, je ne sais vous répondre.

01.42 Vanessa Matz (Les Engagés): Madame la présidente, je remercie M. Piedboeuf pour son honnêteté intellectuelle car je pense qu'il est effectivement bien démuni.

Par contre, quand vous dites que tout se fait dans le désordre, je rappelle quand même les règles qui ont été posées. On nous a demandé d'interpeller la personne qui prend la parole. Madame la présidente, je vous prends à nouveau à témoin. On s'est fait taper sur les doigts plusieurs fois cet après-midi.

La **présidente**: Vous avez raison, madame Matz, mais je pense que c'est plutôt un sentiment

qu'exprime M. Piedboeuf que certains pourront rejoindre.

01.43 Vanessa Matz (Les Engagés): Et donc, forcément, lorsque vous faites vôtre – ce n'est pas une critique – ce que le premier ministre a déclaré hier, de manière, me semble-t-il, assez normale, je vous interpelle. Alors, je ne vous demande pas au cent près mais je pense que chacun ici doit savoir, dans les grosses masses budgétaires qui sont quand même les tableaux que nous avons reçus, ce qui correspond en matière d'engagement. On ne dit pas à l'unité près. Mais est-ce que les 1 000 pour la police fédérale dont 400 pour la PJF, c'est sur la législature ou sur un an? Ce n'est pas très précis. Je ne vous demande pas quel budget est accordé à quoi.

Et le milliard sur la sécurité, où est-il dans les tableaux budgétaires? J'espère que le ministre de la Justice et/ou la ministre de l'Intérieur pourront nous répondre à cela car cette question n'est pas anodine. Nous en conviendrons. Dire que c'est une projection à trois ans et que cela se fera gentiment, cela ne répond pas aux vœux que nous exprimons depuis un certain temps et que vous venez de consolider, si je peux dire, à savoir que c'est maintenant qu'il faut y aller et qu'il aurait probablement déjà fallu y aller voici un an. On ne peut pas vivre que de recyclage.

01.44 Sophie Rohonyi (DéFI): Monsieur Piedboeuf, je me dois d'intervenir sur ce point car la question de ma collègue Matz me semblait tout à fait légitime. Malheureusement, votre réponse n'en reste pas moins plus que lacunaire. Je trouve cela terrible pour un secteur aussi important que celui de la sécurité et de la police en particulier. Vous nous dites que les recrutements que vous annoncez s'opéreront le plus vite possible. Vous comprendrez que cette réponse est bien évidemment insatisfaisante car recruter un policier, cela ne se fait pas du jour au lendemain, en particulier pour les profils spécialisés que vous avez annoncés. Il faut former ces policiers et il faut aussi pouvoir recruter des candidats. Or trouver des candidats aujourd'hui reste très compliqué parce que le métier n'est pas assez attractif.

On a beaucoup cassé sur les policiers, notamment durant la crise sanitaire, et encore aujourd'hui, dans le contexte terroriste. Sans doute que les temps actuels n'arrangeront pas les choses. Je reste vraiment cruellement sur ma faim par rapport à cela. On sait que rien que pour la zone de police Bruxelles-Nord et Bruxelles-Ouest, il manquerait aujourd'hui 170 inspecteurs de police. C'est vraiment terrible, monsieur Piedboeuf!

Je me pose la question de la formation de ces policiers. Sous quel délai sommes-nous en droit d'attendre cette formation? Mais aussi, la question du renforcement de l'attractivité du métier, puisque, comme on l'a dit, l'accord qui est intervenu concernant la revalorisation salariale a été postposé pour une finalisation prévue pour la fin 2025. Là aussi, vous comprendrez que nous restons cruellement sur notre faim.

01.45 Éric Thiébaut (PS): Madame la présidente, assez brièvement, je dois vous dire que je suis assez décontenancé par la tournure des débats. M. Piedboeuf est chef de groupe du MR. Il vient expliquer l'avis de son groupe sur la déclaration du gouvernement. Pourquoi lui pose-t-on des questions qui doivent être (...) Laissez-moi aller jusqu'au bout! Pourquoi lui pose-t-on des questions adressées au gouvernement? Il n'est pas ministre. Je lui souhaite de l'être un jour. Mais cela ne va pas. Ce mode de fonctionnement, madame la présidente, n'a aucun sens!

Vous pouvez demander à n'importe quel observateur qui va écouter ces débats. Il va vous expliquer que cela n'a aucun sens. Il ne faut pas être professeur d'université pour savoir cela. La façon dont cela se passe n'a pas de sens.

La **présidente**: Je suis plutôt heureuse de vous entendre, monsieur Thiébaut. Les interruptions, effectivement, sont nécessaires pour demander des explications à celui qui s'exprime, et pas pour, au travers de celui qui s'exprime, interpeller le gouvernement. Cela n'a aucun sens. M. le premier ministre va se charger lui-même de répondre aux questions tout à l'heure.

Mais depuis le début, je pense que ce concept est assez compliqué à intégrer pour une partie de nos membres.

01.46 Benoît Piedboeuf (MR): Madame la présidente, je voulais répondre d'abord à Mme Matz que ce n'était évidemment pas un reproche. Simplement, il faut reconnaître que nous travaillons mal. Je suis le cinquième intervenant, au bout de dix heures de discussion, alors que je venais simplement

apporter la position du groupe MR par rapport à la déclaration du premier ministre.

Madame Rohonyi, j'ai la modestie de ma condition. Je ne pense pas que j'ai la science infuse. Ce n'est peut-être pas le cas de tout le monde; mais ce n'est pas mon cas. Je parle donc de ce que je connais, et j'ai l'intelligence de ne pas parler de ce que je ne connais pas.

Vous me demandez quand des policiers seront engagés, ce à quoi je vous réponds: le plus vite possible. En effet, vous voulez que je vous dise quand des infirmières seront engagées pour travailler dans les hôpitaux qui en manquent. Mais je n'en sais rien! On cherche des infirmières. On cherche des policiers. On cherche des serveurs pour travailler dans les bars, les restaurants. On cherche des chauffeurs de poids lourds et des chauffeurs d'autocar. Comment voulez-vous que je vous dise quand ils seront engagés? Je suis désolé de vous dire que ce sont des questions idiotes. De plus, elles sont posées au mauvais interlocuteur.

J'ai énormément de respect pour vos préoccupations et la façon dont vous avez toujours défendu cet aspect. Mais je dis et je répète qu'au regard de tous ces constats, de toutes ces demandes, on ne peut plus attendre. Mon groupe se félicite donc que le gouvernement s'engage dans cette voie qui répond aux nécessités actuelles et à venir. Il répond aussi aux nécessités du passé, mais le passé, c'est le passé. Je suis donc content que le gouvernement s'engage dans cette voie.

Pour savoir quand, pourquoi, etc., je vous invite à interroger les ministres compétents en commission de l'Intérieur et en commission de la Justice sur la question de savoir combien cela coûte, si on a l'argent pour le faire et comment on programme. Je ne peux vous dire que cela. Pour le reste, ce sont des commentaires et des discussions oiseuses, comme c'est le cas depuis ce matin.

Madame la présidente, on a essayé, la semaine dernière, en Conférence des présidents, de planifier une journée de travail. On est en train de faire n'importe quoi! Il faudra donc revoir la façon dont on va travailler l'année prochaine.

Si le premier ministre et les autres ministres présents le souhaitent, ils répondront tout à l'heure car ils ont pris note, tout au long de la journée, de toutes les questions qui ont été posées.

La **présidente**: Monsieur Piedboeuf, le premier ministre souhaite intervenir pour compléter ce que vous avez dit et Mme Rohonyi souhaite réagir.

01.47 **Alexander De Croo**, premier ministre: En effet, madame la présidente.

Madame Matz, vous dites que cela ne se trouve pas dans les tableaux, mais cela figure dans les tableaux initiaux du gouvernement. Vous avez pu voir en les consultant que l'on investit, chaque année, 100 millions supplémentaires dans la police et 250 millions dans la justice. Ce sont des montants importants. Si on fait une comparaison avec ce qui a été fait sous les précédents gouvernements, cela représente des montants très, très conséquents.

L'accord social avec la police est exécuté en deux phases. C'est normal. Mais le montant salarial est quand même de près de 130 millions supplémentaires. On recrute des policiers et on investit dans des conditions de travail plus intéressantes d'un point de vue pécuniaire.

Nous investissons dans la justice et ces investissements sont très importants.

Le ministre de la Justice travaille également à une autre réforme. La question n'est pas seulement de savoir quels moyens y mettre mais de savoir aussi comment s'organiser pour que ce soit le plus efficace possible. Le ministre de la Justice a clairement indiqué qu'il veut que les choses soient mieux organisées, de manière plus efficace, moins éparpillée. Le nombre de bâtiments de la Justice en Belgique est de 225. Aux Pays-Bas, pays comparable, il y en a 20 au total.

Nous ferons les deux. Nous investirons financièrement et nous mènerons les réformes pour que chaque euro investi donne plus de rendement. Par exemple, les investigations comme SKY ECC apportent des résultats très concrets qui prouvent l'efficacité de la justice.

Le milliard dont je parle, c'est l'investissement prévu. Ce n'est pas parce que c'était une décision prise

au départ par ce gouvernement qu'elle n'est pas valable. Elle s'exécute actuellement. Le Comité de monitoring le prend dans la base; cela doit se payer (...) Mais si, c'est en plus, c'est juste parce qu'on avait pris la décision au début du gouvernement. Dans le tableau actuel, cela ne se trouve pas en plus du plus. Mais c'est en plus.

Vous essayez de dire que c'était déjà décidé en plus d'un point de vue budgétaire. Oui, c'est un milliard en plus mais cela relève d'une décision antérieure du gouvernement. On veut que ces investissements puissent être réalisés de manière planifiée et ordonnée. On a décidé dès le début et cela s'exécute chaque année et ainsi de suite en 2023 et 2024.

01.48 Sophie Rohonyi (DéFI): Monsieur Piedboeuf, je n'ai nullement besoin de votre condescendance. Ce que je trouve idiot, pour reprendre vos mots, c'est de soutenir une mesure sans avoir aucune idée de la manière avec laquelle vous allez la concrétiser, ni même des échéances pour le faire. J'ai cru – sans doute naïvement, il est vrai –, lorsque je suis devenue députée, qu'un député, qu'il soit de la majorité ou de l'opposition, devait pouvoir remettre certaines choses en cause à un moment donné. Cela devrait être le cas, en particulier, lorsque, dans le même temps, vous prenez des mesures qui risquent de compromettre la concrétisation de l'une de vos mesures. Il s'agit ici, en l'occurrence, du recrutement des policiers. En effet, dans le même temps, comme on l'a dit, vous postposez la revalorisation salariale qui a été promise et négociée par les différents syndicats policiers.

01.49 Vanessa Matz (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, merci pour les précisions que vous venez de donner. Le milliard complémentaire a été décidé en début de législature. On parle bien du même. On ne dit pas qu'il n'a pas été complémentaire en début de législature. C'est une des raisons pour lesquelles, vous vous en souviendrez, nous nous sommes abstenus sur la confiance à donner au gouvernement en début de législature. C'était en effet un de nos points forts: revaloriser la justice. Le milliard est initial, mais n'est pas complémentaire pour 2023-2024, et peut-être pour les années qui suivent.

Par ailleurs, je vous rappelle – et vous l'avez dit assez clairement – qu'il faut revaloriser la police. Il existe effectivement un accord sectoriel phasé. Cet accord ne permet pas, par exemple, de payer la NAPAP. Il faut donc constater que les policiers ne sont à nouveau pas respectés. Pourtant, selon ce qui avait été dit, la volonté était d'avoir une solution structurelle pour la NAPAP. C'est le cas pour la police locale, mais pas pour la police fédérale. Vous allez donc aller puiser dans leur budget classique de fonctionnement pour la payer. Vous m'expliquerez alors, s'il n'y pas de budget complémentaire – vous avez parlé du milliard –, comment vous allez engager 400 enquêteurs complémentaires à la police judiciaire. C'est une demande complémentaire au milliard initial. Il est évident, comme vous l'avez dit, que la PJ en a besoin. Mais comment allez-vous engager ces agents, puisque le milliard était projeté sur la sécurité et la justice? Si vous maintenez ce montant, vous allez le retirer à quelqu'un d'autre. Cela me pose un véritable problème. En effet, depuis deux ou trois ans, on nous recycle des mesures sans aucune considération pour d'autres faits.

Vous agissez comme le précédent gouvernement qui avait accordé une petite enveloppe à la lutte contre le terrorisme, mais pas de manière structurelle. Or nous savons que les moyens destinés à la PJ doivent être structurels, en vue d'obtenir des résultats semblables à l'enquête sur Sky ECC. Nous savons que cela rapporte beaucoup d'argent à l'État. Si nous investissons beaucoup, nous allons aussi récupérer énormément d'argent, que nous pourrons engager dans différentes politiques. Bref, je trouve que c'est un petit peu de la poudre aux yeux, veuillez m'en excuser.

01.50 Benoît Piedboeuf (MR): Nous prenons bonne note du souhait du gouvernement de rationaliser les bâtiments de la justice, afin de s'assurer d'une plus grande rentabilité des investissements. Nous serons évidemment attentifs à cette réforme, pour veiller à ce que la justice reste accessible au justiciable.

Par ailleurs, le gouvernement travaille actuellement sur un projet de loi relatif à l'approche administrative communale de la criminalité organisée. Il s'agit de plusieurs mesures visant à doter les bourgmestres d'un cadre juridique pour prévenir et lutter contre les conséquences néfastes de la criminalité déstabilisante sur leur territoire. L'avant-projet approuvé en première lecture par le Conseil des ministres le 14 septembre dernier est actuellement soumis à l'avis, entre autres, du Conseil d'État et de l'Autorité de protection des données. Nous suivrons attentivement l'évolution de ce dossier.

En ce qui concerne le régime NAPAP, Mme Matz vient d'en parler. Nous prenons acte que l'État fédéral va les prendre en charge, pour ne pas affaiblir la capacité opérationnelle de la police. Nous saluons le fait qu'en ces temps très difficiles, le gouvernement ne fasse pas l'impasse sur la sécurité.

Sur le plan de la mobilité, la SNCB et Infrabel se situent à la croisée des chemins. Les contrats de gestion et de performance devront assurer pendant dix ans une certaine stabilité dans le secteur ferroviaire, et ce, afin que des grèves à répétition ne puissent plus prendre les travailleurs et voyageurs en otage. Ces grèves sont encore trop nombreuses.

Le gouvernement permettra à l'avenir à la SNCB et à Infrabel d'effectuer leurs missions dans de bonnes conditions pour les investissements, pour la sécurité du rail, pour le personnel et pour les usagers.

Enfin, nous nous réjouissons que le Conseil des ministres ait donné son feu vert au plan qui doit permettre le doublement du volume de marchandises transportées par rail d'ici 2030.

Il faudra également trouver une solution structurelle dans l'épineux dossier du survol de Bruxelles. Après deux ans de gouvernement, les avancées sont maigres et l'énergie du ministre doit se concentrer rapidement sur l'éclosion d'une solution.

L'année 2023 sera également une année numérique avec la présentation du portefeuille numérique par le secrétaire d'État Mathieu Michel.

Au niveau de la Régie des Bâtiments, il faudra poursuivre les efforts avec le plan de réduction de la consommation d'énergie dans les bâtiments publics fédéraux.

En santé, la crise énergétique que nous traversons pèse fortement sur les établissements et prestataires de soins. Les établissements sont déjà fragilisés par la crise sanitaire. Même s'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact réel de la situation, le risque réside notamment dans l'augmentation des reports de soins, une problématique que nous devons surveiller de près tant il est primordial de continuer à garantir l'accessibilité et la performance de nos soins de santé.

Le soutien aux établissements et prestataires de soins est essentiel pour éviter la dégradation de la qualité des soins. Nous pensons notamment à la fermeture de salles d'opération, à l'imagerie médicale et à son coût énergétique élevé.

Face à ces différents défis, il est essentiel de mener une politique de prévention ambitieuse et de promouvoir toujours plus un mode de vie sain, de soutenir le personnel soignant qui est le moteur de notre système de santé, d'encourager les vocations dans le domaine médical tout en veillant à l'attractivité des différents métiers, de planifier de manière adéquate l'offre de soins, de renforcer l'accessibilité des soins de santé mentale, de veiller à garantir une offre médicale adaptée. Un ensemble d'objectifs que je me réjouis de retrouver dans l'action et la vision de notre gouvernement et de son ministre de la Santé.

Au regard de la situation budgétaire actuelle, il est impératif d'optimiser l'ensemble des moyens investis dans le secteur des soins. La résistance aux antimicrobiens est l'une des plus grande menace sur la santé publique. Il s'agira de mettre en œuvre le nouveau plan d'action en la matière: collecte de données, maintenance des outils, cadre des ressources financières. Nous nous réjouissons dès lors des 900 000 euros prévus pour 2023 et 2024.

01.51 Pieter De Spiegeleer (VB): Mevrouw de voorzitter, ik had mijn arm al een tijdje in de lucht gestoken.

Mijnheer Piedboeuf, ik richt mij tot u, omdat ik weet dat u als Gaumais enige affiniteit hebt met het onderwerp en de spoorterminal van Athus in uw achtertuin. Vorige week kwam u met dat thema nog aan bod in de commissie voor Mobiliteit bij minister Gilkinet, die helaas niet meer aanwezig is.

Ik ga er echter van uit dat mijn gouvgenoot, eerste minister De Croo, wel op mijn vragen zal antwoorden.

Het debat over het spoor kwam daarnet erg traag en laattijdig op gang tijdens de passage van de heer

Vanden Burre. Het was echter vooral een heel mager beestje. Dat verbaast me niet als ik even terugkijk naar het spoorluik in de State of the Union van de eerste minister.

Collega's, ik citeer: "Wij investeren ook in het spoor, door stations modernier te maken en treinen comfortabeler, zodat een treinreis een echt alternatief wordt." Punt, einde citaat. Dat was het in de State of the Union van de eerste minister.

Nochtans bleek het spoor volgens minister Gilkinet al vanaf dag één een erg belangrijk item te zijn binnen de huidige vivaldiregering. Er was de modal shift, niet alleen op het vlak van personenvervoer, maar vooral en heel zeker ook op het vlak van goederenvervoer. Er was de symbolische datum 2030, waaraan u refereerde, voor de verdubbeling van het volume van het goederenvervoer.

Die ambitie mag er zeker zijn. Wij delen die ambitie. Het Vlaams Belang heeft echter altijd die ambitie in het juiste perspectief geplaatst en enigszins getemperd. Onlangs werd die scepsis gedeeld door het Federaal Planbureau en de Mobiliteitsraad van Vlaanderen of MORA. Wij staan op dat vlak dus niet alleen.

Nochtans is het thema over alle partijgrenzen heen erg populair, maar zeker bij onze groene collega's en excellenties. Zij vallen bijna over elkaars voeten om lintjes te knippen, van de haven van Antwerpen tot Schaarbeek Vorming. De heer Gilkinet, de heer Henry van Ecolo, Elke Van den Brandt en Alain Maron van Ecolo-Groen vallen over elkaars voeten om lintjes te knippen, maar niet om in de budgetten te knippen. Er is gebleken wat wij hadden voorspeld en gevreesd.

Nochtans vroegen de CEO's van de NMBS en Infrabel 3,4 miljard euro. Zij staan erom bekend door te vragen wanneer zij om geld vragen. Zij hebben gelijk dat zij doorvragen.

Mijnheer de eerste minister, met minister Gilkinet had u echter iemand in uw rangen die nog meer vroeg dan zijn eigen toppers binnen zijn administratie. De heer Gilkinet vroeg 4 miljard euro. Op het einde van de rit bleek dat dan slechts 2 miljard te zijn. Via een ommetje, via de Europese Investeringsbank (...)

De **voorzitter**: Mijnheer De Spiegeleer, de spreektijd is maximaal twee minuten. U hebt die ruimschoots overschreden

01.52 Benoît Piedboeuf (MR): Si j'ai bien compris, nous sommes d'accord sur l'importance du chemin de fer dans le transport de passagers et dans le transport bimodal.

Monsieur le premier ministre, chers collègues, les crises successives que nous connaissons contraignent les politiques à prendre des décisions dans l'urgence pour répondre aux problèmes à l'instant où ils se posent. Mais d'un gouvernement de gestion de crise, nous devons passer à un gouvernement de gestion d'avenir, d'anticipation et de perspectives. Les urgences ne doivent pas nous éloigner des réformes structurelles dont notre pays a besoin. Qu'il s'agisse de la réforme fiscale, du marché de l'emploi, de la poursuite de la transition énergétique, ou de justice et de sécurité, il faut pouvoir apprendre de ces moments de tension extrême pour envisager les transformations qui s'imposent à notre société.

Monsieur le premier ministre, vous pouvez évidemment compter sur notre soutien dans ce travail. Mon groupe apportera donc son soutien au gouvernement et à sa déclaration. (*Applaudissements*)

01.53 Servais Verherstraeten (cd&v): Mijnheer de eerste minister, heren vicepremiers, het zal niet makkelijk zijn zo'n enthousiasme op dit gevorderde uur te evenaren. (*Hilariteit*)

Collega's, verandering is van alle tijden, maar we hebben allen de indruk dat het nog nooit zo snel is gegaan als de voorbije jaren. Twee jaar geleden stond de wereld op zijn kop door corona. Vandaag spreken we er bijna niet meer over, hoewel corona nog niet voorbij is. Nu baren de oorlog in Oekraïne en de energiecrisis ons zorgen. De brutale agressie van Rusland tegenover een onafhankelijk Europees land is sinds de Tweede Wereldoorlog ongezien. Het is niet onlogisch dat we op de eerste plaats de gevolgen van die oorlog voor onszelf vrezen. Maar laten we vooral toch niet vergeten dat de eerste en de grootste slachtoffers de Oekraïners zijn.

Wij, Belgen, voelen vooral economische en sociale gevolgen. Mensen en bedrijven zijn ongerust, maar dat mag niet leiden tot pessimisme of immobilisme. Er zijn ook redenen om de uitdagingen positief te benaderen. De eerste minister sprak gisteren over weerbaarheid. Ikzelf zou het veerkracht willen noemen. We hebben uit de coronacrisis geleerd dat we over ontzettend veel veerkracht beschikken en dat we ons enorm snel kunnen aanpassen. Ook de overheid kan, ondanks aarzelingen, traagheid en goedbedoelde fouten, vaak toch de juiste antwoorden bieden op de problemen. Dat is nu niet anders.

De regering heeft een stevig pakket aan maatregelen genomen die de gevolgen van de stijgende energieprijzen milderen, zowel voor ondernemingen als voor gezinnen, dit jaar voor meer dan 5 miljard. Voor de gezinnen is die btw-verlaging zo belangrijk! Mijnheer de minister, ik herinner mij hoe u bij de aanvang van de crisis pleitte voor een btw-verlaging, gekoppeld aan accijnzen, maar dat niet iedereen van de regering overtuigd was van die oplossing. Nu wordt de regeling permanent, zoals we bij het begin van de crisis hebben bepleit. Als de huidige marktprijzen standhouden, wat wij niet hopen, dan betekent de regeling 1.000 euro korting per gezin per jaar, 1.000 euro per alleenstaande per jaar.

Uiteraard mikken we dan het eerst op wie het het meest lastig heeft. Voor een op vijf gezinnen is het uitgebreid sociaal tarief cruciaal als maatregel tegen energiearmoede, maar het verschil voor wie ervoor in aanmerking komt en voor wie er niet voor in aanmerking komt, is veel te groot. Mijnheer de eerste minister, de regering heeft de minister van Economie en de minister van Energie de opdracht gegeven om het sociaal tarief te hervormen. Cd&v pleit voor een getrapt systeem. Niemand mag verliezen bij die hervorming en wie niet in aanmerking komt voor het uitgebreid sociaal tarief, verdient extra ondersteuning.

De meerderheid vergeet ook de middenklasse niet. Ook zij moet kunnen rekenen op steun in deze crisistijden. Het basispakket van 200 euro per maand biedt verzachting en mildering. De maatregel werd dan ook terecht verlengd tot het einde van de winter. Eigenlijk ligt die maatregel die de middenklasse en de anderen bevoordeelt, in het verlengde van de verlaging van accijnzen op benzine en diesel en de structurele vermindering van btw op gas en elektriciteit. Ze komt iedereen ten goede, dus zeker ook de middenklasse.

Het beschermen van de koopkracht doen we niet alleen met energiemaatregelen, maar ook via de automatische indexering, wat we vanmorgen reeds hebben aangeraakt. Helaas wordt op dat vlak niet iedereen gelijk behandeld. Sommigen hebben al diverse keren een indexaanpassing gekregen en het is hen allemaal gegund, maar anderen wachten nog altijd op de eerste aanpassing. Wij willen die ongelijkheid wegwerken, zeker in tijden van hyperinflatie. Het valt misschien iets minder op bij lagere inflatie, zoals dat de voorbije twintig jaar het geval was. Alleszins moet bij hyperinflatie de indexaanpassing sneller plaatsvinden, voor iedereen. Aangezien dat niet budgetneutraal is voor onze ondernemers, kan dat voor ons gepaard gaan met een vermindering of uitstel van de RSZ-bijdragen. Als de lonen omhooggaan, gaan immers ook de kosten van de ondernemingen omhoog en dat is niet neutraal voor onze concurrentiekracht.

Tegenover de automatische loonindex staat ook de loonnormwet. Voor cd&v is dat een en-enverhaal, het ene staat niet los van het andere. Een goede concurrentiepositie van onze ondernemingen is ook goed voor de koopkracht van de bevolking.

01.54 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer Verherstraeten, u hecht veel belang aan de index, omdat dat een belangrijke ondersteuning van de koopkracht is. Dat is inderdaad zo, al leert de praktijk ons dat er andere technieken zijn, anders zouden wij niet een van de weinige landen met een indexsysteem zijn. Ik denk dat we moeilijk kunnen beweren dat we een sociaal paradijs zijn tussen het sociaal kerkhof van de buurlanden; dus er bestaan andere systemen.

Vandaag bestaat het indexsysteem en nu komt u met een nieuw idee, dat niet oninteressant is, maar ook niet zo evident. Het betekent immers dat u cao's wil opbreken en dat u een en ander centraal geleid wil regelen, terwijl dat nu in de praktijk een gevolg is van sociaal overleg, wat uw partij toch na aan het hart ligt.

Dat neemt niet weg dat er wel degelijk een probleem is. Sommige mensen krijgen immers een aantal keer meteen een indexatie, terwijl anderen de indexaanpassing maar een keer per jaar krijgen. Dat is interessant. Daar moeten we het over hebben, zonder taboes.

Wanneer u nu nieuwe pistes opent, omdat u het zo belangrijk vindt dat iedereen op een keurige en correcte manier wordt behandeld, dan vind ik het opnieuw vreemd waarom de indexerings van de belastingschalen om een of andere reden maar niet op die agenda komt. Het betekent in de feiten dat elke nominale loonsverhoging, die eigenlijk geen verhoging is want het is een compensatie voor de inflatie, niet in uw gemiddelde fiscaliteit komt maar in uw marginale fiscaliteit. Dat betekent dus, u hebt de woorden hier letterlijk gezegd, dat het eigenlijk op een belastingverhoging neer komt.

Mijnheer Verherstraeten, waarom moet een indexerings neerkomen op een de facto belastingverhoging?

01.55 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Verherstraeten, u hebt het onderwerp van de accijnzen aan de pomp aangehaald. Op 2 juni 2022 stonden cd&v en het Vlaams Belang hier zij aan zij te pleiten voor een verlaging van de accijnzen naar het Europese minimum. U zei toen en ik citeer: "Mijnheer de minister, de ambitie om de accijnzen te verlagen tot het Europese minimum steunen wij". U steunde uw minister in dat pleidooi.

Ondertussen zijn de dieselprijzen opnieuw gestegen tot een absolute recordhoogte. Ook benzine wordt opnieuw fors duurder. Dat betekent dat vanuit de sector en vanuit de bevolking, opnieuw het pleidooi opsteekt voor een verdere accijnsverlaging.

Mijnheer Verherstraeten, ik heb een duidelijke vraag. U bent pleitbezorger van de accijnsverlaging aan de pomp tot het Europese minimum. Hebt u die eis ook op de tafel van het begrotingsconclaaf gelegd? Is dat besproken in de regering, zoals u in de plenaire vergadering hebt beloofd? Uw minister blijft daar voorstander van. Werd dat besproken? Wat is de uitkomst daarvan? Zal uw partij dat engagement hier herhalen? Zult u hier blijven pleiten voor een verlaging van de accijnzen aan de pomp tot het Europese minimum? Ik kijk uit naar uw antwoord.

01.56 Steven De Vuyt (PVDA-PTB): Mijnheer Verherstraeten had het daarnet over de steun aan gezinnen en ondernemingen. Door het feit dat er nu een aanpassing is van de index, die aangejaagd wordt door de energieprijzen, moeten wij die indexaanpassing helpen financieren, vooral voor de ondernemingen.

Mijnheer Verherstraeten, u zegt dat die indexaanpassing misschien wel een korting op de werkgeversbijdrage waard is. Met andere woorden, de regering kiest ervoor 1 miljard cadeau te geven, via een lineaire lastenverlaging, aan alle bedrijven, ook aan de grote bedrijven, de bedrijven die het eigenlijk niet nodig hebben. Dat miljard zal verdwijnen uit de sociale zekerheid, boven op de 17 miljard die deze regering al cadeau geeft via fiscale kortingen en bijdrageverminderingen. Daarmee is België eigenlijk bijna koploper in Europa. Er is voor 3,7 % van het bruto nationaal product aan bijdrageverminderingen, nu al voor 17 miljard. Dat zegt ook Marc Leemans, u wel bekend van *Rerum Novarum* en het ACV. Marc Leemans zegt dat er nu al 17 miljard euro aan bijdrageverminderingen is, aan fiscale kortingen voor ondernemingen. Dat is eigenlijk een soort cadeaupolitiek, waarvan niet bewezen is dat die nieuwe jobs oplevert. Toch kiest de regering ervoor opnieuw een blinde cheque cadeau te geven aan alle ondernemingen.

Ik vraag mij dan af of cd&v vindt dat de kmo's en de zelfstandigen daarmee geholpen worden? Drie vierde van alle zelfstandigen in dit land stelt geen werknemers te werk. Met die blinde cheque en de inkomstenderving voor de sociale zekerheid zijn die zelfstandigen dus niet geholpen. Weet u waarmee u de zelfstandigen, de werknemers en de bedrijven wel zou kunnen helpen? Dat zou wel kunnen met een prijsblokkering. Wat is immers het grote probleem? Heel veel collega's draaien hier om het feit heen dat de index wordt aangejaagd door de energieprijzen. De lonen worden aangepast aan de index, maar het probleem is niet dat de lonen verhogen. Neen, het probleem zit bij de energieprijzen.

Het zou de regering sieren als zij de moed opbrengt, net als andere landen, om in te grijpen op de markt en een prijsblokkering toe te passen voor energie. Dat zou een veel betere oplossing zijn. Wil u misschien effectief kampioen zijn in het toekennen van bijdrageverminderingen? Het Europees gemiddelde is 1,5 % en België zit aan 3,7 % van het bruto binnenlands product.

Ik hoor alle rechtse partijen voortdurend bezig over het overheidsbeslag, maar misschien moeten wij ook eens snoeien in die cadeaupolitiek. Vindt cd&v dat 1 miljard korting een oplossing is voor de zelfstandigen en de kmo's?

De **voorzitter**: Mijnheer De Vuyst, uw tijd zit erop.

01.57 Steven De Vuyst (PVDA-PTB): Oké, maar daar krijg ik graag een antwoord op.

01.58 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega De Roover, uiteraard is de index als het ware een prerogatief van de sociale partners. Het is niet onze eerste intentie om dat open te breken en zo in cao's in te breken. Dit jaar hebben we een inflatie van meer dan 10 % gekend. Vakbonden spreken over een onrechtvaardigheid en publiceren hoeveel verlies er is. Tegelijkertijd spreekt de voorzitter van het VBO kritiek uit, want hij noemt de indexatie goed in periodes van gemiddelde inflatie, 2 % of licht eronder, maar niet bij een hyperinflatie. Ik stel vast dat beide zijden erkennen dat er een probleem is. Wij moeten dan ook proberen om op dat probleem een antwoord te geven.

Recent las ik dat voor 2023 een inflatie wordt voorspeld van 6 à 7 %, wat nog altijd een hyperinflatie is, waardoor de problemen die zich dit jaar manifesteren, zich volgend jaar nogmaals voordoen, misschien niet in dezelfde, maar toch nog in belangrijke mate.

Mijn suggestie is hoe dan ook dat wij als meerderheid de sociale partners de kans bieden om een oplossing te vinden. Daarbij moeten wij beseffen dat dit niet neutraal is voor de concurrentiekracht van onze ondernemingen, die wij desgevallend op een of andere manier moeten tegemoetkomen, als we dat zouden kunnen oplossen. Of dat een oplossing moet zijn voor alle inflaties, dan wel alleen voor jaren met hyperinflatie, laat ik eveneens over aan het sociaal overleg. Ik stel dus voor dat dit hoe dan ook eerst besproken wordt waar het hoort, namelijk bij de sociale partners. Vinden zij geen oplossing, dan komt het op de tafel van de regering. Ik vind het wel de moeite waard dat, aangezien beide zijden bij de sociale partners het probleem zien, zij trachten daarvoor oplossingen te vinden.

Collega De Vuyst, u vraagt of dat dan moet gebeuren met een cadeau, zoals de regering nu een cadeau geeft van 1 miljard aan de werkgevers. U noemt dat een cadeau, wij noemen dat een tegemoetkoming. De indexeringen en de loonsverhogingen worden immers in de eerste plaats door de werkgevers betaald. Dit mildert hun verhoogde inkomsten.

Ik ga heel eerlijk zijn. Ik ga heel transparant zijn. Als de problemen niet zo extreem waren, zou ik gerust durven stellen ten aanzien van werkgevers dat ondernemen iets is dat men in goede tijden doet en in kwade tijden. Een goede ondernemer bereidt zich voor op kwade tijden en past zich ook wat aan kwade tijden aan. Als men dan tijdelijk met een probleem zit, moet men dat voor een stuk kunnen overbruggen. Als wij dat kunnen overbruggen met een uitstel, halen wij dat niet uit de sociale zekerheid. Ik beseft uiteraard dat middelen uit de sociale zekerheid halen, ook niet neutraal is. In extreme omstandigheden, in uitzonderlijke omstandigheden zoals deze, kunnen ook uitzonderlijke tegemoetkomingen komen, al was het maar, en dan kom ik terug op de boutade van daarnet, omdat de concurrentiekracht van de ondernemingen ook de koopkracht van de mensen versterkt.

01.59 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer Verherstraeten, u bent mij een klein beetje vergeten, u hebt geantwoord op het eerste deel maar niet op het tweede deel.

Ik geef wel reeds het volgende mee met betrekking tot die hyperinflatie. Van de week wees de heer Peersman of de heer Schoors erop dat die inflatie niet van nergens komt en dat het beleid dat deze regering voert mee die inflatie aanstuurt. Daarover is vandaag eigenlijk nog geen woord gezegd. Het stond in mijn betoog van vanochtend, maar ik ben heel af en toe onderbroken, en dat is dus niet aan bod kunnen komen. Het beleid van deze regering is voor een stuk mee de oorzaak van die hollende inflatie, die ook nog wel een stukje hoger ligt dan in sommige buurlanden.

U zei dat u niet wilt inbreken in de prerogatieven van de sociale partners. Dat maakt het natuurlijk niet evident om te doen wat u voorstelt. Ik kan u wel zeggen dat het voorstel dat wij indienen, met de invoering van een indexering van de belastingschalen, eigenlijk voor een stukje dat probleem oplost. De mensen die slechts één keer een indexatie krijgen, komen in de loop van het jaar op die manier natuurlijk zelf ook in lagere belastingschalen terecht. Dus eigenlijk kunnen wij op die manier, door een fiscale maatregel, reeds een beetje tegemoetkomen aan uw terechte bekommernis. Ik voel dus steun groeien voor ons voorstel.

01.60 Steven De Vuyst (PVDA-PTB): Mijnheer Verherstraeten, ik moet de essentie van wat ik daarnet

gezegd heb, herhalen. Het is niet zozeer de indexering, of de lonen die door de indexering worden aangepast die het probleem zijn. De energieprijzen die de indexering aanjagen zijn het probleem.

De regering zou dus de moed moeten hebben om in te grijpen op de prijszetting en dus op de markt. Door een prijsblokkering op te leggen, zal men namelijk de zelfstandigen, kmo's, werknemers en alle bedrijven helpen. Wat deze regering en uw partij echter doet is opnieuw 1 miljard euro uit de sociale zekerheid halen omdat u en deze regering weigert in te grijpen op de markt en de prijszetting.

Dat 1 miljard euro komt boven op de 17 miljard euro. Momenteel zijn er dus 18 miljard euro aan kortingen, aan fiscale cadeaupolitiek die er vroeger ook al waren. Dat zijn niet alleen onze woorden, maar ook die van het ACV en van Marc Leemans. Dat is blijkbaar een fait divers voor sommigen, maar dat is wel reëel, want dat is 3,2 % van ons bnp. Als we onze sociale zekerheid zo blijven ondergraven, komt de betaalbaarheid ervan, en dus ook van onze pensioenen, in gevaar.

Stop dus met de sociale zekerheid te plunderen en grijp in op de markt. Voer een prijsblokkering in. De zelfstandigen en de kmo's zijn immers niet geholpen met de blinde cheque van 1 miljard euro waarvan de grootbedrijven het meeste zullen profiteren. Verdienen de winnaars van deze crisis, de ENGIE's van deze wereld, nog een bijkomende bijdragevermindering? Verdienen zij volgens cd&v nog een cadeau, ja of nee?

01.61 Servais Verherstraeten (cd&v): Wat de prijsblokkering betreft, heeft deze regering, behoudens vergissing van mijn zijde, op Europees niveau niet alleen gepleit voor een Europese aanpak van de overwinsten, maar ook, weliswaar tot op heden nog niet met voldoende steun, denk ik, mijnheer de eerste minister, een prijsplafond voor gas bepleit. Ik hoop dat het plafond er nog zal komen, want als we naar een prijsplafond gaan met mildering van prijzen, zal ook het gegeven van de overwinsten wegsmelten als sneeuw voor de zon. Ik heb liever lagere prijzen en geen overwinsten dan het omgekeerde. Daarmee denk ik dat ik ook op het tweede deel van uw vraag heb geantwoord.

Collega De Roover, ik kom dan bij de indexering van de belastingschalen. Ik herhaal even wat ik deze voormiddag heb gezegd.

Ten eerste, we zijn al een uitzondering met de automatische indexering. U zegt dat ze dit in andere landen dit niet hebben en dat het daar toch ook wel rechtvaardig zal zijn. Ik zal niet zeggen dat andere landen niet rechtvaardig zijn, maar men zal er verdomd hard moeten knokken om loonsverhogingen te krijgen die eigenlijk louter aanpassingen zijn aan de index. Dat vergt tijd. In zwakkere sectoren zal dat vaak niet lukken of veel te laat. Dat zijn de verliezers. Gelukkig hebben wij dat niet.

Ten tweede, doe alstublieft niet alsof de belastingschalen niet geïndexeerd worden. Ze worden sinds het einde van de tachtiger jaren altijd jaarlijks en automatisch geïndexeerd. Kijk naar Nederland! Kijk naar Duitsland! Daar is er geen automatisme, de regering moet beslissen en zal dat doen op het moment waarop ze dat zelf wil. Ze zal ook bepalen hoe hoog die indexering zal zijn. Met andere woorden, wat de indexering van de belastingschalen betreft zijn wij eigenlijk gekoppeld aan de automatische indexering en zijn wij dus een zeer progressief land, dat zeer vriendelijk is voor onze gezinnen.

Ik kom vervolgens bij uw voorstel. Uw voorstel past het ook jaarlijks aan, maar neemt dan een andere aanslagvoet, namelijk deze van een jaar eerder.

01.62 Peter De Roover (N-VA): Ten eerste hebt u het over "in vergelijking met andere landen", maar we kunnen heel moeilijk vergelijken met landen die geen indexering van de lonen hebben. Bovendien zegt u dat wij wel een indexering hebben, maar het punt is net dat we niet mogen vergeten wat professor Defeyt heeft uitgerekend: dit is een relatieve belastingverhoging. Mijn punt is net dat we beweren dat die indexering de koopkracht steunt, maar ze zorgt wel voor overwinsten bij de overheid, om het op die manier uit te drukken. Daar profiteert de overheid al te veel mee van wat eigenlijk een ondersteuning van de koopkracht moet zijn. Ik kan het alleen herhalen, wanneer een derde van de indexering netto weer terugvloeit, niet bruto, in koopkracht, en er zijn dit jaar vier tot vijf indexeringen, dan hebt u anderhalve indexsprong doorgevoerd. Dat is het equivalent daarvan. Als u zegt dat dit zo'n belangrijk element is in de ondersteuning van de koopkracht, wel, los dat probleem dan op.

We zullen het hebben over ons voorstel wanneer het ter bespreking voorligt in de commissie. Geen

enkel voorstel is perfect en het staat open voor amendering, maar ons voorstel komt in belangrijke mate tegemoet aan dat probleem. Dat debat zullen we in de commissie voeren wanneer het voorstel daar besproken wordt.

01.63 Servais Verherstraeten (cd&v): Met het progressieve systeem, zoals wij het kennen en zoals ik het daarstraks heb uitgelegd, wint iedere Belg. Iedere Belg houdt daar netto meer mee over. We zullen uw voorstel bespreken, maar ik zal uw voorstel koppelen aan uw discours van vanmiddag en aan de vele tweets die u al verstuurd hebt. U zegt dat er geen buffers meer zijn, dat de reserves op zijn. Het zijn volgens u de belastingen van morgen. Toch dient de N-VA voorstellen in die geld kosten of het deficit groter maken.

01.64 Peter De Roover (N-VA): Het is niet omdat wij over de financiering spreken, dat wij voor belastingverhogingen pleiten. Dat mag u mij niet in de mond leggen. Ik pleit niet voor het dichtrijden van het gat via belastingverhogingen, zeker niet via tersluikse belastingverhogingen, de facto belastingverhogingen die een gezin met een laag middeninkomen vandaag 1.000 euro koopkracht kosten. Let op de centen, maar doe dat niet door de belastingen van de burger te verhogen.

01.65 Sander Loones (N-VA): Het punt blijft terugkomen. Wij vragen enkel dat u uw eigen beloftes waarmaakt. Als u gaat naar 80 % tewerkstellingsgraad, heeft dat een budgettaire opbrengst van 13 miljard euro, zo becijferde de staatssecretaris van Begroting. Het enige wat u daarvoor moet doen, is uw eigen beloftes waarmaken. Dat vragen wij. Wij dienen daarvoor een hele reeks wetsvoorstellen in. Misschien moet u daar eens mee beginnen.

01.66 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega's, ik ga uiteraard ook op de vraag van de heer Vermeersch antwoorden.

Collega De Roover, ik herhaal wat ik deze voormiddag heb gezegd. We geven wel meer dan een vierde door aan de Vlaamse overheid, Als het dan toch zo grof is wat wij doen, dan zou het Vlaams niveau dat op zijn minst moeten compenseren, als u consequent wilt zijn. U ontvangt dan de personenbelasting die u zo ergert, maar u int ze op Vlaams niveau, heel rustig. Daar kraait u er niet naar, maar hier zou het om onteigening gaan – en daarmee gebruik ik uw woorden.

Collega Vermeersch, de prijzen aan de pomp zijn inderdaad verschrikkelijk duur, daar zijn we het over eens, en het is dan ook niet verwonderlijk dat u telkens op die nagel klopt. Als ik in de oppositie zou zitten, zou ik hetzelfde doen. Maar ik zou het anders doen. (*Gelach*)

Ik heb hier acht jaar in de oppositie gezeten en hoe langer het duurde, hoe meer ik ervan genoot. Maar, collega Vermeersch, toen ik de eerste cijfers zag, later bevestigd door de jaarcijfers, over de inspanningen van deze regering aan de pomp, was ik zelfs verrast door de omvang ervan. Na het sociaal tarief is dit de duurste maatregel die de regering neemt. Accijnsverlaging motorbrandstoffen 2022: 926 miljoen euro. Sociaal tarief: 1,669 miljard. Btw-verlaging elektriciteit: 915 miljoen. Dat zijn de drie grootste, en hier ging het dus om de tweede grootste. Een fenomenaal bedrag dus.

U bent grensbewoner van Frankrijk. U kent de Franse toestand. De Franse toestand van vandaag is niet meer te vergelijken. U zal niet meer zoals vorige keer uitroepen dat iedereen over de grens naar Frankrijk trekt. Ik zie, hoor en lees dat ze nu in de omgekeerde richting komen. Ik ken de situatie, zoals u weet, iets beter aan de Nederlandse grens. Alle benzinewagens komen bij ons tanken, aangezien wij een pak goedkoper zijn dan Nederland.

Onderschat niet wat wij doen. Indien wij naar het Europese minimum zouden gaan – ik heb er toen op gewezen dat Duitsland dat tijdelijk had ingevoerd; behoudens vergissing van mij was dat een tijdelijke maatregel –, dan zouden wij nu op jaarbasis meer dan 2 miljard euro uitgeven.

Wij kampen op dit ogenblik met een tekort voor de federale overheid van meer dan twintig miljard euro. Wij hebben ook Europese verplichtingen. Straks zal de eerste minister zijn begroting aan Europa moeten geven en zullen wij ons daar ook moeten verantwoorden, net als alle andere landen.

Wij kunnen niet alles compenseren. Wij zullen ook van de gezinnen en de bedrijven inspanningen moeten vragen in de huidige uitzonderlijke tijden. Wij moeten hen maximaal helpen. Zij die het het lastigst hebben, moeten wij het meest helpen. Wij doen echter heel zware inspanningen. Budgettair

veel verder gaan, lijkt mij erg moeilijk op dit ogenblik met de huidige prijzen. Wij zullen zien.

01.67 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Verherstraeten, u hebt het over de grootste kost, maar u vertelt natuurlijk maar een deel van het verhaal.

U weet natuurlijk dat met de stijgende prijzen de btw-inkomsten ook stijgen. Daarover wordt altijd gezwegen. De btw-inkomsten aan de pomp zijn gigantisch gestegen. U geeft daar een klein beetje van terug, namelijk 17,5 cent of een korting van tien euro, die na een week al niet meer zichtbaar was aan de pomp.

Ik stel vast dat u in juni 2022 hier in het Parlement ondubbelzinnig hebt gepleit voor een verlaging van de accijnzen tot het Europese minimum. Dat pleidooi herhaalt u hier vandaag niet. Ik kan alleen maar vaststellen dat cd&v dat voorstel helemaal niet op het begrotingsconclaaf heeft neergelegd en dat u opnieuw hebt bewezen dat u de dweil van de Wetstraat bent. U verklaart hier zaken in het Parlement, maar u legt ze niet op tafel en dwingt ze niet af.

Ik heb nog een tweede vraag voor u, mijnheer Verherstraeten. We hebben aandachtig geluisterd naar het betoog van collega Piedboeuf. Hij pleitte duidelijk voor een *tax cut*. Dat klinkt ons als muziek in de oren. Het Vlaams Belang vindt dat ons land, dat bij de landen met de hoogste belastingen ter wereld hoort, maar één richting uit kan en dat is naar lagere belastingen. Ik heb afgelopen maandag ook goed geluisterd naar uw partijvoorzitter Sammy Mahdi in *De Ochtend*. Hij zei letterlijk: "Cd&v gaat voor een *tax cut* van 1.300 euro." Die uitspraak komt exact overeen met wat collega Piedboeuf zei. Die versie strookt echter niet met die van uw eigen minister, die steeds heeft gezegd dat cd&v geen *tax cut* beoogt, maar wel een belastingverschuiving.

Kunt u toelichten welke versie cd&v voorstaat, de *tax cut* van uw partijvoorzitter Mahdi of de belastingverschuiving van uw minister van Financiën, de heer Van Peteghem? Een belastingverschuiving is voor alle duidelijkheid geen belastingverlaging. Naast de MR is ook mijn partij, het Vlaams Belang, voorstander van een belastingverlaging. Kunt u het cd&v-standpunt toelichten?

01.68 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega Vermeersch, wanneer ik de optelsom maak van alle genomen maatregelen ter mildering van de gestegen energieprijzen, ben ik als christendemocraat fier daaraan te hebben meegewerkt. Wanneer we onze inspanningen vergelijken met die van onze buurlanden, waaronder ook buurlanden die veel rijker zijn dan ons land, dan stel ik vast dat onze regering veel meer heeft gedaan.

Ik kom straks terug op uw vraag met betrekking tot de fiscaliteit, omdat dit iets verder in mijn betoog staat, collega Vermeersch.

01.69 Greet Daems (PVDA-PTB): Mijnheer Verherstraeten, u zei daarnet dat de bedrijven, maar ook de gezinnen inspanningen zullen moeten leveren. U weet dat de gezinnen op dit ogenblik al zeer grote inspanningen leveren. In Vlaanderen heerst er momenteel een crisis in de kinderopvang. Crèches blijven dicht door personeelstekorten die het gevolg zijn van jarenlange besparingen in de sector. De werkende gezinnen, en zeker de alleenstaande ouders, hebben die opvang heel hard nodig, maar nu gaat de federale regering, waarvan u deel uitmaakt, het nog moeilijker maken voor de ouders van jonge kinderen door het tijdskrediet te beperken. Nu kan men voor zijn kind thuisblijven tot het acht jaar is. Dat wordt vijf jaar en het wordt ook in de tijd beperkt, van 51 naar 48 maanden. Op die manier verplicht men dat een van de werkende ouders deeltijds gaat werken, zodat de kinderen de zorg krijgen die ze verdienen. U weet heel goed wie dat zal zijn. Dat zal meestal de vrouw zijn. Eigenlijk is dat een stap terug wat betreft de gelijkheid tussen mannen en vrouwen.

Ik heb één vraag voor u, mijnheer Verherstraeten. Is cd&v nog wel de gezinspartij die ze pretendeert te zijn?

01.70 Servais Verherstraeten (cd&v): Mevrouw Daems, u weet dat de kinderopvang een regionale bevoegdheid is en ik meen dat de Vlaamse regering de budgetten daarvoor fors heeft opgetrokken voor het afgelopen begrotingsjaar, met de steun van cd&v en uitdrukkelijk op vraag van cd&v. We hebben sommige punten niet binnengehaald. Collega De Roover pleitte voor een indexatie van de belastingschalen, maar ik had liever gehad dat hij had gepleit voor de indexatie van de kinderbijslagen. Dan zouden we sneller een akkoord hebben bereikt. In elk geval hebben wij op het niveau dat bevoegd

is voor de kinderopvang in extra budgetten voorzien.

Deze regering heeft, niet dit begrotingsjaar, maar het vorige begrotingsjaar en het jaar daarvoor, de fiscale aftrek voor kinderopvang verhoogd om dat op die manier te stimuleren. Wat het tijdskrediet betreft, gaan we inderdaad van acht naar vijf jaar. Hadden wij een absolute meerderheid, dan hadden we dat wellicht niet gedaan. Voorlopig hebben we die niet, maar in elk geval houden we het op vijf jaar. Vijf jaar is geen toevallig gekozen leeftijd. Het is de start van de leerplicht, de leeftijd waarop veel kinderen naar school gaan. En als de kinderen ziek zijn, dan zijn er andere sociale maatregelen die de ouders toelaten hen op te vangen. Dat hoort ook zo te zijn. Dat blijft ook zo.

Als men de begrotingsdoelstellingen wil behalen, dan moet men links en rechts dingen doen die men in tijden van weelde misschien niet zou doen. We zullen dat hoe dan ook in de gaten houden. Ook de extra investeringen op Vlaams niveau en op fiscaal niveau zijn belangrijk en mogen we niet vergeten.

01.71 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Verherstraeten, u slaagt er niet in om op de eenvoudige vraag te antwoorden of de fiscale hervorming aanleiding moet geven tot een belastingvermindering of een belastingverschuiving. U verkoopt daarbij ook nog *fake news*. U zegt dat België veel meer kan doen dan de ons omringende landen. Mag ik u erop wijzen dat Duitsland voor maar liefst 65 miljard euro aan maatregelen heeft genomen? Mag ik u er ook op wijzen dat Nederland ondertussen heeft beslist om een prijsplafond op elektriciteit en gas in te stellen en dat de korting voor een gemiddeld Nederlands gezin op 2.280 euro wordt geschat. Dat is heel wat anders dan de cheques van 200 euro die uw regering uitdeelt.

U antwoordt niet op eenvoudige vragen, maar u verkoopt daarbij ook nog eens *fake news*.

01.72 Servais Verherstraeten (cd&v): Ik heb daarnet reeds gezegd wat ons standpunt is met betrekking tot gas. U zegt neen. Ik denk dat u af en toe ook eens moet proberen te luisteren.

U gaat het budget van de Duitse regering toch niet vergelijken met dat van de Belgische regering en de omvang van dat land toch niet met België?

In de budgettaire context van dit land hebben wij het uiterste gedaan wat mogelijk was. In het begrotingsdebat zeggen sommigen dan: u doet te veel, u geeft te veel uit.

01.73 Sander Loones (N-VA): (...)

01.74 Servais Verherstraeten (cd&v): We activeren ook. Daar kom ik dadelijk toe.

Ik rond het deel over energie af en dan kom ik tot de fiscale hervorming, waarover de heer Vermeersch ook een vraag heeft gesteld.

01.75 Kathleen Depoorter (N-VA): Collega Verherstraeten, vooraleer u uw hoofdstuk over energie afrondt, wil ik even terugkomen op uw eerste zin waarin u zei dat corona voorbij is.

01.76 Servais Verherstraeten (cd&v): Dat heb ik helemaal niet gezegd.

01.77 Kathleen Depoorter (N-VA): U zei dat corona voorbij is.

01.78 Servais Verherstraeten (cd&v): Neen, dat heb ik niet gezegd. U was misschien niet aanwezig?

01.79 Kathleen Depoorter (N-VA): Ik was hier zeker.

01.80 Servais Verherstraeten (cd&v): Dan was u stil naar mijn verwachtingen!

01.81 Kathleen Depoorter (N-VA): Ik was aanwezig en ik heb ook goed geluisterd. U hebt effectief gezegd dat corona weg is, voorbij is, gepasseerd is, een van die bewoordingen.

Ik heb daarom nagegaan hoe u rekening hebt gehouden met corona in uw budget. Welnu, blijkbaar redeneert u effectief dat corona weg is, hoewel er toch sprake is van de circulatie van een hoog

percentage coronavirus.

Voor de coronaprovisie hebt u nu 100 miljoen veil. Vorig jaar werd 1,4 miljard besteed. U sprak over budgettaire orthodoxie en daarnet had u het met de collega ook over de Vlaamse begroting. Ik maak mij wel wat zorgen. Ik heb namelijk al herhaaldelijk discussies gevoerd over de coronaprovisie met de staatssecretaris van Begroting, die nu weer aanwezig is. Zo vergat ze eens de uitgaven voor de vaccins in te schrijven en onder andere tests kosten allemaal veel geld.

Mocht het nodig zijn, hoe zult u dat miljard betalen? In de notificaties, die wij nog niet hebben gekregen en die nog niet goedgekeurd zijn, lees ik dat het coronabudget vanaf 2024, mocht het nodig zijn, uit het budget van Volksgezondheid zal moeten komen. Hoe ziet u dat, hoe zult u dat betalen? Moeten wij ons erover zorgen maken dat het weer zo'n onderonsje wordt, waarbij middelen van Vlaanderen worden ingeschreven zonder dat er daarover afspraken gemaakt zijn? Vooraleer u tot het fiscaal hoofdstuk overgaat, had ik daar graag nog een woordje uitleg over.

01.82 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega Depoorter, het is niet mijn gewoonte om mijn voorbereide tekst gewoon voor te lezen. Ik spreek liever dan dat ik voorlees, maar nu doe ik dat toch even. "In 2020 zette het coronavirus de wereld op zijn kop. De voorbije maanden stonden de oorlog in Oekraïne en de energiecrisis centraal, terwijl corona nog niet weg is". Wij praten er nu echter nog nauwelijks over, dat is het verschil. Wij praten nu vooral over de oorlogscrisis en de energiecrisis. Corona is uiteraard niet weg. De cijfers stijgen. Gelukkig wordt er veel gevaccineerd, zeker in Vlaanderen.

Ik ben, u zult het mij vergeven, collega Depoorter, geen specialist op het vlak van volksgezondheid, in tegenstelling tot u. Ik heb de tabellen hier ook niet in detail voor mij liggen. Het is echter evident dat er uitgaven nodig zijn voor vaccinatie. Ik weet dat er nog discussie is tussen de regeringen over wie wat moet betalen. De federale regering heeft de vorige begrotingsjaren belangrijke bedragen ingeschreven om de extra uitgaven voor een stuk te dekken. Ik durf te hopen, als niet-specialist inzake volksgezondheid, dat die uitgaven milder zullen zijn dan vorig jaar en het jaar daarvoor. Hoe dan ook, in de huidige stand van zaken met betrekking tot corona zullen er nog extra uitgaven nodig zijn. Ik stel voor dat hetzij de eerste minister, hetzij de minister van Volksgezondheid in de commissie in het kader van de begrotingsbesprekingen in detail daarop antwoordt.

01.83 Kathleen Depoorter (N-VA): Collega, ik mag u dan wel fout aangehaald hebben, u praat er misschien niet meer over, maar u neemt corona evenmin mee in uw begroting. U spreekt over veerkracht, maar u zult geen veerkracht kunnen tonen wanneer de nood er is. U hebt niet in middelen voorzien.

En dat is nu net het probleem. U had de coronacrisis niet voorzien in 2020, u doet dat vandaag nog steeds niet, ook al is de jongste vaccinatiecampagne wellicht niet de definitieve en weet u dat er nog getest zal moeten worden en dat er wellicht nog zieken zullen moeten worden gehospitaliseerd, met alle kosten van dien.

Uw antwoord luidt eenvoudig dat u de uitgaven voor corona in 2024 op het budget van Volksgezondheid zult inschrijven. Maar u bespaart vandaag reeds serieus op dat budget. U hebt dus geen antwoord. Ik ben ervan overtuigd dat ook uw staatssecretaris vandaag geen antwoord heeft. U zult op het moment dat u het geld nodig hebt, dat geld opnieuw moeten zoeken. Weg veerkracht.

01.84 Servais Verherstraeten (cd&v): In 2020, 2021 en 2022 hebben de federale regering en ook de regionale regeringen inzake coronabeleid meer dan weerbaarheid en veerkracht getoond wanneer het ging over de zorg en de ondersteuning van onze burgers en over de vaccinatie, zeker in vergelijking met andere welvarende landen.

01.85 Sander Loones (N-VA): Het betreft hier een serieus issue. Ook het Monitoringcomité is erop ingegaan in zijn verslag in juli. Voor corona zou in 2023 in zo'n 322 miljoen moeten worden voorzien. Dat zijn niet de cijfers van het comité, daarvoor verwijst het naar het RIZIV geneeskundige verzorging. In het geactualiseerde verslag van september is dat nog altijd een bedrag van 297 miljoen. Topambtenaren van het RIZIV en andere maken duidelijk dat er idealiter 300 miljoen wordt ingeschreven in de begroting voor volgend jaar om voorbereid te zijn op corona. De regering heeft blijkbaar beslist om maar 100 miljoen in te schrijven. Kan de regering in haar repliek straks

argumenteren waarom zij het advies van de eigen topambtenaren om 300 miljoen in te schrijven, niet volgt en besliste om slechts 100 miljoen euro daarvoor ter beschikking te houden?

01.86 Servais Verherstraeten (cd&v): Ik probeer het energiehoofdstuk af te ronden. Daarin gaat het niet alleen om de maatregelen om de gezinnen en de ondernemingen te steunen, noch om de aanpak van de overwinsten, waarmee ik overigens niet gezegd wil hebben dat die niet belangrijk zou zijn. De Europese verordening in die zin is een gamechanger, waardoor we door de repartitie op de overwinsten belangrijke inkomsten kunnen genereren om terug te geven aan de bevolking. Maar het gaat ook over voldoende betaalbare en fossielvrije energie en energieonafhankelijkheid. Dat vereist een open blik, zonder taboes, aldus de eerste minister.

De eerste minister heeft gisteren in zijn State of the Union terecht gezegd dat we openstaan voor de levensduurverlening van de jongste kerncentrales. Terecht wees hij ook op onderzoek naar kleinere en propere reactoren als toekomst voor onze energiebevoorrading. Wij zijn het met hem eens en hadden trouwens ook al een wetsvoorstel in die zin ingediend.

Ik heb in de commissie voor Energie uitdrukkelijk gesteld dat we voldoende, betaalbare en veilig geproduceerde energie nodig hebben. In de huidige internationale context vergt dat ook energieonafhankelijkheid. Als de eerste minister gisteren verwezen heeft naar hernieuwbare energie en kernenergie – twee fossielvrije energievormen – zijn wij het daarover als fractie eens en willen wij dat open bekijken, zonder taboes.

01.87 Peter De Roover (N-VA): Ik zal de woorden van uw voorzitter, Sammy Mahdi, niet herhalen. Hij had het immers over Doel 1 en 2 en Tihange 1. Ik denk dat we uw standpunt kennen, maar jammer genoeg is dat niet het standpunt van de regering. Jammer genoeg was u niet in staat om bij Ecolo-Groen wat dat betreft een *game change* te bewerkstelligen.

Ik zal een andere vraag stellen. We kennen uw standpunt dat u dus niet hebt kunnen hardmaken op het conclaaf. Ik heb het echter over de kleine kerncentrales waarvoor – terecht – onderzoek gefinancierd zal worden en een flink bedrag wordt uitgereikt.

Er zijn echter twee mogelijkheden. Ofwel gelooft u daarin, ondersteunt u deze ontwikkeling en dan zullen deze kleine kerncentrales ooit van de tekentafel komen. Ofwel gelooft u er niet in. In dat tweede geval bent u echter geld aan het weggooien, dus ik neem aan dat u tot de eerste categorie behoort.

Als u er echter in gelooft, zitten we wel met een praktisch probleem. De dag – ik hoop dat die niet ver weg is – waarop ze effectief van de tekentafel komen en uw investeringen beginnen renderen, zullen ze door de wetgeving geen energie op het net kunnen brengen. Dan zijn er eigenlijk maar twee mogelijkheden. Ofwel stopt u ermee, ofwel wijzigt u de wet.

Het heeft toch geen enkele zin een hobby van ingenieurs te ondersteunen? Het heeft toch geen enkele zin wetenschappelijk onderzoek te stimuleren dat leidt tot de bouw van reactoren voor kernenergie die wij niet op het net kunnen zetten?

Mijn heel concrete vraag is: bent u het met mij eens dat de logica vraagt wettelijk het bezwaar weg te nemen, zodat wat die kleine kerncentrales ooit zullen produceren daadwerkelijk op het net kan worden gezet?

01.88 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega De Roover, ik herhaal wat de eerste minister gisteren heeft gezegd over die kleinere, propere, reactoren: als toekomst voor onze energie. Dat betekent natuurlijk dat de regering de ambitie heeft, zodra de studies dermate ontwikkeld zijn dat die centrales kunnen omgezet worden van prototypes naar productietypes, op dat ogenblik de nodige regelgeving te creëren.

Is dat nu aan de orde? Neen, want die studies moeten nog plaatsvinden. De regering heeft vorig jaar beslist daarvoor in 20 miljoen, of was het in 25 miljoen per jaar, te voorzien. Het Studiecentrum voor Kernenergie zou dat op zich nemen, samen met andere partners. Ik neem aan dat dit proces opgestart is.

U zal niet verrast zijn dat mij dat zeer verblijdt als inwoner van Mol. Ik geloof daarin, ja. Eerst het proces

bestuderen, dan finaliseren, en dan omzetten in productie. Uiteraard hoort de regelgeving zich op dat ogenblik daaraan aan te passen. Dat is niet voor morgen. Dat heb ik begrepen van de mensen van het Studiecentrum. Het zal een tiental jaren duren. Sommigen spreken van een vijftiental jaren. Maar laten wij er hoe dan ook voor gaan. Dat spreekt voor zich.

Ondertussen moeten wij er wel voor zorgen dat de bevoorradingszekerheid in de komende jaren gedekt is. Dat doen wij, zoals de eerste minister heeft gezegd, met open blik en zonder taboes.

01.89 Steven Creyelman (VB): Mevrouw de voorzitter, ik merk dat we vandaag beiden een bril dragen. Ik stel voor dat we straks eens wisselen, want blijkbaar is het voor mij makkelijker om u te zien dan voor u om mij te zien.

Collega Verherstraeten, de premier zei gisteren dat we niemand loslaten. Collega Vanden Burre zei het iets prozaïscher en sprak over het hanteren van een beschermend schild voor de bevolking. U zegt te mikken op hen die het het meest lastig hebben. Wat gebeurt er dan voor de allerzwaksten in onze samenleving? Daarbij denk ik aan chronisch zieken, mensen met fibromyalgie, nierdialysepatiënten die aan thuisdialyse doen, kankerpatiënten enzovoort. Die mensen voelen de huidige energieprijzen dubbel. Als zij moeten besparen op hun energiefactuur, dan dreigen die niet alleen hun gezondheid in gevaar te brengen, maar doen ze dat ook effectief. Die mensen hebben niet de luxe om hun verwarming een paar graden lager te zetten. Wat gebeurt er specifiek voor die mensen? U zei net: "Zij die het het lastigst hebben, moeten we het meest helpen." Even daarvoor zei u: "In uitzonderlijke tijden moeten uitzonderlijke tegemoetkomingen mogelijk zijn." Heb ik u juist geciteerd? Dan zijn we het daar al over eens.

Komt er voor die chronisch zieke mensen een uitzonderlijke tegemoetkoming? Ik weet dat de minister voor Volksgezondheid heeft verklaard, voor het Vlaams Patiëntenplatform denk ik – men zal mij corrigeren als dit niet het geval is – dat hij daarover nadenkt. Denkt u daar ook over na? Hoe staat u daar tegenover? Hoe zult u vermijden dat chronisch zieke mensen moeten kiezen tussen enerzijds hun verwarming en anderzijds hun gezondheid? Voor het Vlaams Belang is dat een onaanvaardbare keuze.

01.90 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega Creyelman, wat energie betreft ga ik ervan uit dat die categorie van mensen wel een beroep kan doen op het sociaal tarief. Als dat niet het geval is, lijkt het mij een optie om bij de ophanden zijnde hervorming te overwegen om die mensen op te vangen die nu door de mazen van het net glippen. Geef het sociaal tarief aan degenen die het absoluut nodig hebben. Dat is een energiemaatregel.

Daarnaast is er een volksgezondheidsmaatregel. De minister van Volksgezondheid gaf tijdens het debat de omvang van de budgetten van Volksgezondheid. Wij investeren met deze regering enorm veel: 36 miljard. Ik denk niet dat er een departement is met een dergelijke groeivoet. Ik denk dat iedere vakminister dat graag zou hebben. Het lijkt me ook logisch. De uitdagingen inzake volksgezondheid zijn immers groot, zeker door de vergrijzing, en absoluut noodzakelijk. U zult daar de komende weken tijdens de begrotingsbesprekingen met de minister van Volksgezondheid ongetwijfeld over kunnen debatteren. U zult het me niet ten kwade duiden dat ik daar geen details en geen gedetailleerd antwoord op kan geven. Hij kan u dan zeggen in welke mate hij binnen zijn budgettaire ruimte – die ruimte is meer dan behoorlijk – een antwoord kan bieden op terechte noden.

Wij zijn een welvaartsstaat, we zijn een rijk land. Zieke mensen horen geholpen te worden, en ik denk dat als we de vergelijking maken met vele andere welvarende landen, iets wat we aan den lijve ondervinden als ons bijvoorbeeld iets overkomt op vakantie, we best beseffen hoe goed we het hier hebben. Dat neemt echter niet weg dat sommigen een extraatje verdienen.

01.91 Kathleen Depoorter (N-VA): Mijnheer Verherstraeten, u haalt net de groeinorm aan van de gezondheidszorg. In de begrotingsronde is minister Vandenbroucke eigenlijk het kneusje van de bende. Hij liep altijd met de fanfare voorop. Ik stel echter vast dat de groeinorm van 2,5 % boven op de inflatie, die afgesproken was in het regeerakkoord en waarover de Vooruitfractie talloze keren heeft verkondigd dat dat percentage noodzakelijk was om de basisbehoeften in de gezondheidszorg aan te dikken, nu naar 2 % daalt. Uw verklaring is correct: er is inderdaad nog een groei, maar die groei is niet zo fantastisch als u beweert.

Wat vooral opvalt, is dat de verworven trofee tijdens het regeerakkoord nu gewoon wordt

omvergeworpen. Een half procent beknibbelen op de groeिनorm, terwijl Vooruit er zo van overtuigd was dat 2,5 % noodzakelijk was om nog maar in de basisbehoeften in de gezondheidszorg te voorzien, dat is toch wel wat!

Ik deel de bekommernis van de heer Creyelman. Hoe zult u dat probleem oplossen, des te meer gelet op het feit dat de coronaprovisie ook al uit de RIZIV-middelen zal moeten komen? Ik zou dus niet te veel triomferen.

01.92 Servais Verherstraeten (cd&v): Mevrouw Depoorter, voor het laatste jaar zal de groeिनorm inderdaad van 2,5 % naar 2 % gaan. Ik herhaal wat ik daarnet heb gezegd. Veel vakministers zouden blij zijn dat hun departement met 2 % boven op de inflatie zou kunnen groeien. Dus ook dat is nog zeer veel. Is het minder dan de 2,5 %? Ja, maar nogmaals, wij trachten hier ook nog een begroting voor te leggen die min of meer op orde is. Uw fractie heeft vanmorgen aangeklaagd dat het minder is, maar we hebben niet gehoord hoe we de begroting beter op orde zouden kunnen krijgen.

Overigens, een deel van de 0,5 % gaat om een verschuiving van middelen, me dunkt. Ook dat werd vanmorgen al onderstreept.

01.93 Kathleen Depoorter (N-VA): Laten we over de feiten spreken. Er komt inderdaad een stukje van de verloren middelen terug, maar 125 miljoen euro onderbenutte middelen wordt geschrapt en er is ook de 71 miljoen euro in de farma. Het totale pakket aan besparingen in de gezondheidszorg mag er dus echt wel zijn. Het gaat om een totaalpakket van 420 miljoen euro, waarvan 94 miljoen euro terugkeert en waarbij men zich minstens voor 200 miljoen euro misrekenet in de coronaprovisie. Althans, zo staat het toch in de notificaties die u nog niet hebt goedgekeurd. Daarbij zult u nog wat opbrengsten van accijnzen voor de delta van volksgezondheid inbrengen. Kortom, het gaat toch om een vrij ruim pakket.

Ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat de enorme steun in de regering voor uw minister van Volksgezondheid toch een beetje afbrokkelt, want hij heeft toch een grote duit in het zakje moeten doen.

01.94 Melissa Depraetere (Vooruit): Mevrouw Depoorter, we kunnen hier over alles discussiëren, maar wel graag op basis van de cijfers en de feiten. Kunnen we dat doen, zullen we dat afspreken?

Wat u zegt, klopt namelijk helemaal niet. Er is geen besparing van 400 miljoen, integendeel. U spreekt over een vermindering met 0,5 %. Maar die middelen voor het groeипad worden niet geschrapt; die worden verschoven onder andere naar – het staat in de tekst – ventilatie in gebouwen, dringende medische hulpverlening en lijn 1733. Daarnaast is er de korting voor de ziekenhuizen, die afstel van betaling van de bijdragen op de indexatie krijgen. 100 miljoen provisie voor covid valt bovendien buiten de begrotingsafspraken. Wat u zegt, klopt dus helemaal niet. Er wordt niet bespaard op Volksgezondheid. Gebruik alstublieft de juiste cijfers. Het budget voor Volksgezondheid gaat in 2023 met meer dan 700 miljoen euro omhoog en in 2024 met meer dan 800 miljoen omhoog. Dat komt allemaal boven op de index.

01.95 Nathalie Muylle (cd&v): Collega Depoorter, ik vind het heel sympathiek wat u hier vertelt. Uw steun voor het budget van de gezondheidszorg ontroert mij zelfs wat. Ik herinner mij immers een interview in *De Standaard*, in het begin van deze legislatuur, met een zekere Louis Ide. Ik weet niet of hij nog in uw partij werkt, maar ik vermoed dat hij nog altijd heel actief is bij de N-VA. In dat interview pleit de heer Ide heel duidelijk voor een groeिनorm van 1,5 %, want dat was waar de N-VA toen voor stond.

Vandaag pleit u niet voor een groeिनorm van 2,5 % – het woord index is gevallen –, want dat vindt u blijkbaar nog niet genoeg. U dringt aan op bijkomende middelen, onder andere voor de strijd tegen de coronapandemie en nog andere posten.

Collega Depraetere heeft de uitdagingen en ambities voor Volksgezondheid voor de komende jaren geschetst. Het is wel wat verwonderlijk dat een partij hier nu vraagt om meer middelen, terwijl die partij twee jaar geleden een groeिनorm van 1,5 % vroeg.

01.96 Kathleen Depoorter (N-VA): Collega Muylle, als u mij citeert, moet u mij ook correct citeren. Ik heb heel duidelijk gezegd dat het mij ten zeerste verwondert dat men dé trofee van volksgezondheid,

waarover ik hier nu al drie jaar hoor spreken, de 2,5 % groeinorm, vandaag niet respecteert. Collega Depraetere, u kunt zeggen dat het in de zorg wordt geïnvesteerd, maar dat is niet waar. Vijfenzeventig miljoen van die 0,5 % wordt niet in de zorg geïnvesteerd.

U zegt dat de coronaprovisie buiten de begroting valt, maar er staat wel duidelijk coronaprovisie 100 miljoen, 25 miljoen strategische stock – ook daar zullen we nog zien waar we eindigen, want ook dat is een heel zwaar probleem dat u boven het hoofd hangt –, 5 miljoen voor onderzoeken van BELSPO en dan nog wat voor projecten van Sciensano en nog 3,7 miljoen voor Sciensano. U hebt de uitgaven van het RIZIV voor corona niet gebudgetteerd. Daar staat 0 naast, collega Depraetere, en dat zit wel degelijk in het gezondheidsbudget. Ik denk dat we het daarover eens zijn.

Hoe komt het dat u de groeinorm laat vallen. Hoe komt het dat Vooruit die grote trofee inzake volksgezondheid nu plots niet meer nodig acht? Dat is mijn bezorgdheid.

01.97 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega's, ik denk dat de vragen die aan mij werden gesteld, beantwoord zijn.

01.98 Sander Loones (N-VA): Mijnheer Verherstraeten, ik wil u het dossier gezondheidszorg laten afwerken, maar ik heb nog een politieke vraag over die kleine reactoren. Laten we eerlijk zijn: er zit een gevoelig evenwicht in uw regeerakkoord. Er kan worden gepraat over de levensduurverlenging van een aantal kernreactoren en van andere zeker niet, maar dat wordt in een sausje gegoten van 'we zullen het in de gaten houden'.

Het schaamlapje is dan dat we zullen investeren in kleine, modulaire reactoren. Dat is niet niets, dat is 100 miljoen euro. De politieke boodschap is dat we ervoor gaan en u hebt daarnet gezegd dat dit een prioriteit is en dat u daarin gelooft. Dan ben ik daar opnieuw met die notificaties. In uw notificaties blijkt te staan dat programma's van het Europees Ruimteagentschap moeten worden goedgekeurd. Het gaat over twee keer 25 miljoen euro. Er staat in dat er gekeken zal worden om die te financieren met de 100 miljoen van die kleine reactoren. Als die notificaties juist zijn, blijkt daaruit dat al 50 miljoen van die 100 miljoen af gaat. Kunt u dat straks verduidelijken?

01.99 Eerste minister Alexander De Croo: Er is vier keer 25 miljoen toegekend aan onderzoek naar de SMR's. Dat is technologie die nog in volle ontwikkeling is. Een aantal zaken zijn daar belangrijk. Een eerste belangrijke zaak is dat we een soort *seat at the table* krijgen. We kunnen deel uitmaken van de onderzoeksconsortia. We worden betrokken bij de opbouw van de programma's. Nu blijkt dat er enige vertraging is in het omzetten van die consortia naar effectief onderzoek, waar ook middelen voor nodig zijn. Er is vertraging in die programma's van twee jaar. Die toekenning van vier maal 25 miljoen is eigenlijk met twee jaar vertraagd omdat de middelen die die consortia nodig hebben ook nog niet gevraagd worden. Wij blijven daar echter deel van uitmaken, met een verschuiving van twee jaar. Aangezien de budgettaire middelen toegekend waren, kijkt men of een verschuiving eventueel nodig is. Dat verandert niks aan de deelname aan die programma's.

01.100 Servais Verherstraeten (cd&v): Koopkracht kan niet los gezien worden van fiscaliteit. De regering maakt werk van een fiscale hervorming op basis van de blauwdruk van de minister van Financiën, met als doel de fiscaliteit arbeidsvriendelijker te maken, eenvoudiger te maken, eerlijker en duurzamer. We hebben al fiscale maatregelen genomen inzake duurzaamheid, met de vergroening van de bedrijfswagens, de btw-verlaging voor warmtepompen, zonneboilers en zonnepanelen en de sloop en wederopbouw tot 6 % tot eind 2023. Wat de cd&v betreft zal dit ook na 2023 verlengd kunnen worden. Dit lijkt relevant om de bouw te stimuleren. Ook komt dat de duurzaamheid ten goede.

De fiscaliteit moet rechtvaardiger en dat doen we met de minimumbelasting voor multinationals. Maar ook met de afschaffing van het belastingvoordeel voor de tweede woning. En met de aanpak van het misbruik van de auteursrechten.

Gisteren kondigde de minister aan: "Een ambitieuze en gedetailleerde fiscale hervorming die deze legislatuur in werking treedt, met als doel: werken moet lonen." De regering heeft een kader afgesproken, de minister van Financiën heeft aangekondigd dat hij in december met een wetgevend initiatief zal komen waarbij elke werkende 500 euro per jaar meer kan verdienen. Zo verhogen we de koopkracht van de mensen, zo verhogen we de concurrentiekracht van de ondernemingen. Iedereen gaat erop vooruit.

Collega Vermeersch, u stelde me hierover een vraag. Ik draai hier allang mee en ik heb verschillende fiscale hervormingen meegemaakt. Men noemde die *tax shifts* maar het waren eigenlijk *tax cuts*. Een draagvlak vinden voor een fiscale hervorming binnen een meerderheid, welke dan ook, vergt ook inspanningen voor de begroting. Vandaar zal dat een heel proces in opbouw worden. We zitten ook al aan een relatief einde van de legislatuur, er komen nog twee begrotingsjaren, maar hoe dan ook zullen er terugverdieneffecten zijn. Over de essentie van het verhaal zijn we het wel eens: werken moet lonen.

De eerste minister stelde ook dat economische weerbaarheid een aangepaste arbeidsmarkt vraagt. Dat impliceert structurele uitdagingen, en die zijn niet veranderd sinds de coronacrisis. In Vlaanderen is er arbeidskrapte, in Wallonië en zeker in Brussel een te hoge werkloosheid. De beste remedie om meer mensen aan het werk te krijgen, is juist die belasting op arbeid te verlagen.

Is er meer nodig? Ja, maar de regering neemt hier ook maatregelen voor. Mensen met een uitkering, bijvoorbeeld langdurig werklozen, kunnen die gedeeltelijk cumuleren met een loon om zo de stap naar een job te zetten. Mensen met een overlevingspensioen mogen meer bijverdienen, zodat ze niet stoppen met werken of niet minder gaan werken. Dat was overigens een voorstel van cd&v.

De regering neemt maatregelen om mensen na ziekte terug aan de slag te krijgen. De regering neemt ook maatregelen om het de mensen mogelijk te maken om deels ziekteverlof te hebben en deels te arbeiden. Zo wordt de cumul mogelijk om, indien mogelijk, terug de stap te zetten naar voltijdse tewerkstelling.

01.101 Hans Verreyt (VB): Collega Verherstraeten, ik heb daarstraks dezelfde vraag over de werkzaamheidsgraad gesteld aan uw collega, de fractieleider van de PS. Dat lokte een allergische reactie uit, wat niet verwonderlijk is. Mevrouw Crevits, uw cd&v-collega en ex-minister van Werk in de Vlaamse regering, heeft een tijd geleden heel wat voorstellen naar het federale niveau gebracht om aanpassingen te doen en een begin te maken aan een asymmetrisch beleid. De bedoeling was om de werkzaamheidsgraad, die in Vlaanderen al hoog is, nog hoger te krijgen.

Het lijkt nu alsof dat afgeblokt wordt. Er mag niet meer over gesproken worden en de vragen hierover worden niet meer beantwoord. In hoeverre staat cd&v achter die voorstellen van gewezen minister van Werk Crevits? Hoe gaan we die werkzaamheidsgraad optrekken naar 80 %? Wat gaat er meer gebeuren dan de kleine, maar goede maatregelen die nu aangekondigd zijn?

01.102 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega, in de regeerverklaring van de eerste minister gisteren zal u gehoord en gelezen hebben dat deze regering het arbeidsmarktbeleid van de regio's moet ondersteunen. Dat doen we ook, onder meer met de maatregelen die we volgende week in de Kamer zullen bespreken. De bedoeling is om de Vlaamse jobbonus, die nu belastbaar is volgens de huidige fiscale regelgeving, niet meer belastbaar te maken. De Vlaamse regering doet inspanningen om arbeid aan te moedigen. Laten we hen daarbij ondersteunen. Dat catalogeer ik niet als asymmetrie, wel als ondersteuning van regionaal arbeidsmarktbeleid.

Die asymmetrie staat trouwens ook in het regeerakkoord. Niet toevallig, want wij hebben daarom gevraagd. Op dat vlak zijn er het afgelopen jaar stappen vooruit gezet, bijvoorbeeld wat betreft de tijdelijke werkloosheid en de gelijkschakeling van beschutte en sociale werkplaatsen. Dat gebeurde op vraag van de Vlaamse regering. Er zijn ook stappen vooruit gezet inzake cumulvormingsvergoedingen en werkloosheidsuitkeringen. Er is de opleidingsvergoeding met de stage. Er is de mobiliteit van langdurig werklozen en de cumul tussen werk- en uitkeringsvergoeding. Er zijn dus zeker stappen vooruit gezet.

We vinden echter wel dat er nog verdere stappen moeten worden ondernomen. Er moet bijvoorbeeld meer ruimte komen op het vlak van sanctionering, voor de vrijwilligers en de combinatie met werkloosheid, voor de beschikbaarheid, die moet beoordeeld worden op basis van de bemiddelingspraktijken in de regio's: maatwerk in functie van afstand en oriëntatie van functies.

Inzake het beleid van de federale overheid op maat van de regio's, dus divers en asymmetrisch beleid, zijn er belangrijke stappen vooruit gezet. We moeten nog verdere stappen doen. Het is belangrijk dat de Vlaamse minister van Werk permanent overlegt met de federale minister en dat men oplossingen zoekt.

01.103 Kathleen Depoorter (N-VA): Collega, u haalt terecht de noden op de arbeidsmarkt aan, ook in de zorg. Deze regering heeft beslist dat flexi-jobs mogelijk worden. Daar rijst echter een groot probleem. Flexi-jobs mogen immers niet door zorgberoepen uitgevoerd worden en u hebt daartoe ook niets ondernomen.

In de Vlaamse woon-zorgcentra is de persoon die het eten bedeeft een logistieke zorgmedewerker. Die functie mag niet vervangen worden door een flexi-job. Bent u bereid om daar iets aan te doen? Die vraag werd gisteren heel duidelijk geformuleerd door de zorgkoepels. Zal cd&v daarin het voortouw nemen?

01.104 Servais Verherstraeten (cd&v): Deze regering zorgt voor een versoepeling en uitbreiding van de flexi-jobs naar diverse sectoren. Ik zal mijn antwoordstokje even doorgeven aan collega Muylle, die de materie zeer goed kent.

01.105 Nathalie Muylle (cd&v): Ook ik heb begrepen dat de flexi-jobs in de zorg alleen voor het ondersteunend personeel zijn en niet voor wie in de wet opgenomen is als zorgbeoefenaar. Vanuit mijn ervaring binnen de ziekenhuizen, de geestelijke gezondheidszorg (GGZ) en de woon-zorgcentra weet ik echter dat die logistieke mensen vandaag niet meer bereid zijn om extra uren te werken, omdat ze in het weekend liever gaan flexi-jobben in de horeca. Daarom is het goed om oplossingen te vinden om logistieke taken aan meer mensen te geven, zodat ook zorgtaken vrijkomen voor zorgverstrekkers en zij een deel van hun administratieve en logistieke taken kunnen doorgeven aan anderen.

Het is belangrijk om de oefening rond taakdifferentiatie te maken. Ik heb begrepen dat de minister daarmee bezig is en dat hij tegen maart volgend jaar met een plan voor de taakdifferentiatie moet komen. Zijn we daar superwild over? Nee. Ik kan maar vaststellen dat er vandaag noden zijn. Vergeet ook de voorwaarden niet: vier vijfde of gepensioneerd zijn. Men kan niet zomaar een flexi-job uitoefenen. Alleszins kunnen ook woon-zorgcentra daarin relevante ondersteuning vinden bijvoorbeeld voor de uitvoering van administratieve en logistieke taken.

01.106 Kathleen Depoorter (N-VA): Collega, ook al is dat een degelijke uitleg, het feit blijft dat de maatregel niet toereikend is en dat weet u ook. Volgens de Vlaamse koepelorganisaties van woon-zorgcentra is de nood aan flexi-jobs onder andere bij de zorgbeoefenaars en de logistieke medewerkers van de woon-zorgcentra zeer groot. Hetzelfde signaal horen we van Zorgnet-Icuro. U hebt hier een klein stapje gezet, maar opnieuw, het is slechts een minipasje, zoals de hele resem beslissingen maar mini mini mini is. Bent u tevreden met mini? U hebt geen extra handen aan het bed gecreëerd.

01.107 Wouter Vermeersch (VB): Collega Verherstraeten, ik had nog een vraag over de btw op sloop en wederopbouw.

Er is wat discussie over ontstaan, dat zal u niet zijn ontgaan. De bouwfederaties maken zich zorgen, omdat er in de begrotingstabellen helemaal niet is voorzien in budget voor de verlenging van de verlaging van btw op sloop en wederopbouw. Behoudens vergissing van mij zie ik dat nergens in de tabellen staan. Het kabinet van de minister was er als de kippen bij om te zeggen dat dat geen probleem vormt en men het in orde zou brengen. De vraag is dan hoe dat zal worden gefinancierd.

Zal hiervoor nog apart in budget worden voorzien? Heeft de regering dat vergeten? Zal dat in de begrotingscontrole worden bijgepast? Kunt u daar even duidelijkheid over creëren, want behoudens vergissing van onze zijde is hiervoor geen budget uitgetrokken.

01.108 Servais Verherstraeten (cd&v): Die maatregel gold reeds tot en met 31 december 2023. Ik ga ervan uit dat er daarvoor reeds budget was vastgelegd en er dus geen extra budget ter beschikking moet worden gesteld. Op een gegeven moment zal de regering een standpunt moeten innemen met betrekking tot de verlenging van de maatregel voor 2024. Ik heb het standpunt van onze fractie daarover meegedeeld. Wij zijn voor een verlenging, omdat dat past in de blauwdruk van de fiscale hervorming van de minister van Financiën om de lasten op arbeid te verlagen en de fiscaliteit duurzamer te maken.

01.109 Wouter Vermeersch (VB): Mijn vraag blijft. Die maatregel is verlengd tot 2023 en ik begrijp dat er budget is tot 2023. U hebt hier altijd gezegd – dat staat ook in de regeringsverklaring – dat het akkoord slaat op de begroting voor 2023 en 2024. Ik stel vast dat er geen budget is uitgetrokken voor

de verlaagde btw voor sloop en wederopbouw. Er is dus geen geld in de begroting om die maatregel te verlengen.

01.110 Servais Verherstraeten (cd&v): Voor de begroting 2023 moet dat geld niet extra worden vrijgemaakt, omdat al in middelen is voorzien.

01.111 Wouter Vermeersch (VB): Voor 2024 is er geen budget om die maatregel te verlengen.

01.112 Servais Verherstraeten (cd&v): Er moet nog beslist worden over de verlenging in 2024 en u kent ons standpunt ter zake. Het zou mij verbazen dat de regering een maatregel die ze zelf heeft genomen, niet zou verlengen. Het gaat bovendien om een duurzaamheidsmaatregel.

01.113 Peter De Roover (N-VA): Ik heb een heel korte en concrete vraag over de flexi-jobs. Ook in de landbouw, de evenementen- en cultuursector, de zorg en de sport komen er flexi-jobs. Het is mij opgevallen dat het woordje onderwijs daar niet bij staat. Is dat een vergetelheid?

01.114 Servais Verherstraeten (cd&v): Misschien mag ik de vraag doorgeven aan de minister van Werk?

01.115 Minister Pierre-Yves Dermagne: Mevrouw de voorzitter, wij hebben de beslissing genomen om de tijdelijke specifieke maatregelen voor de zorgsector en voor het onderwijs te verlengen. Dat zat in het pakket van afwijkingen van het wettelijke kader voor de zorgsector en het onderwijs.

01.116 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de minister, heb ik het voor alle duidelijkheid goed begrepen? De zorgsector wordt hier immers wel genoemd en het onderwijs wordt niet genoemd.

01.117 Minister Pierre-Yves Dermagne: Mijnheer De Roover, flexi-jobs zijn wat anders dan de uitzonderlijke maatregelen die tijdens de coronacrisis voor de zorgsector en voor het onderwijs werden genomen.

01.118 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de minister, hoe zit dat met de flexi-jobs?

01.119 Minister Pierre-Yves Dermagne: Er zijn geen flexi-jobs in het onderwijs.

01.120 Peter De Roover (N-VA): Daarom is mijn vraag: waarom niet? Er zijn in het onderwijs – ik heb het niet over wiskundeleerkrachten – immers aardig wat taken waarvoor flexi-jobs absoluut enig soelaas kunnen bieden. Door uw keuze dreigen – er is zopas al gealludeerd op dit effect – mensen net niet in het onderwijs te stappen, omdat er in andere sectoren wel flexi-jobs mogelijk zijn.

Ik betreur dat opvallende mankement. Het zou mij verbazen, mocht cd&v het daarmee eens zijn.

01.121 Servais Verherstraeten (cd&v): Dan kom ik tot het laatste deel. De eerste minister heeft terecht veel aandacht aan veiligheid in zijn State of the Union besteed. Het is een kernopdracht van de overheid om te zorgen voor de veiligheid en de aanpak van georganiseerde criminaliteit.

De gerechtelijke en politiediensten hebben de netwerken met operatie Sky ECC een zware klap toegediend. Zij verdienen daarvoor alle lof. Het is ook goed dat de regering de lokale besturen en de burgemeesters armslag geeft om die strijd tegen de georganiseerde criminaliteit voort te zetten en te versterken. Wij dringen er dan ook op aan dat het wetsontwerp inzake bestuurlijke handhaving zo snel mogelijk via de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie in de Kamer wordt behandeld. Wij zullen dat volmondig steunen.

01.122 Ortwin Depoortere (VB): Mijnheer Verherstraeten, vooraleer u overgaat tot het volgende deel wil ik toch nog even stilstaan bij de veiligheid.

U bent partijgenoot van minister Verlinden. U weet wat de voorbije uren en het voorbije jaar allemaal is gebeurd. Mevrouw Verlinden heeft op een mooie manier een loonakkoord met de politievakbonden bereikt. Zij heeft vorige maand nog een kwalitatief akkoord met de politievakbonden bereikt. Uiteraard hangt het kwalitatieve deel nauw samen met het kwantitatieve deel van het begin van dit jaar. Het

kwantitatieve deel gaat over de lonen. Toen was er beloofd dat er vanaf januari 2023 5 % loonsopslag komt. Vandaag moesten de vakbonden vernemen dat dit gefaseerd zal gebeuren. Een eerste schijf wordt pas in het najaar van 2023 voor de eerste keer uitbetaald, een tweede schijf volgt pas in 2024 en een derde schijf is voor 2025. Dat zitten wij al in een volgende legislatuur. Dat getuigt eigenlijk van zeer weinig respect voor onze politiediensten. Ik zou zelfs nog meer durven zeggen. Ik vind het onbegrijpelijk dat deze regering op haar stappen terugkomt en dat minister Verlinden een akkoord afsluit met de politievakbonden waarmee ze nu met het schaamrood op de wangen moet teruggaan naar de vakbonden om te zeggen dat ze de beloofde plannen niet kan waarmaken.

Mijnheer Verherstraeten, kunt u ons op de hoogte brengen van hoe dat allemaal gelopen is? Waarom werd binnen de regering geen overeenstemming bereikt over het akkoord dat minister Verlinden had afgesloten?

01.123 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Monsieur Verherstraeten, vous êtes membre du parti de la ministre de l'Intérieur. Vous devez savoir que les policiers, notamment, attendaient beaucoup de l'accord de gouvernement. Aujourd'hui, ils sont très déçus. Ils sont si déçus qu'ils ont déposé un préavis de grève pour le 9 novembre. D'ailleurs, ce jour-là, il devrait y avoir une grande grève parce que tous les travailleurs sont en colère, suite à l'accord intervenu.

Monsieur Verherstraeten, il s'agit d'une question qui semble importante pour votre ministre, mais aussi pour l'ensemble des ministres des partis de la majorité. Toutefois, cette importance ne se traduit pas dans les actes, ni dans ce budget.

À l'occasion de tous les discours qui ont été faits, il a été dit qu'un effort serait consenti pour les policiers. Ces propos ont notamment été tenus par votre ministre, ici, jeudi dernier.

Or, il s'avère aujourd'hui que non seulement aucun effort n'est fait, mais que l'accord qu'elle a conclu avec les policiers est remis en question. Donc, même l'augmentation qu'ils attendaient ne sera pas effective à partir de cette année puisqu'ils devront attendre 2025 pour bénéficier complètement de cette augmentation. Comment justifiez-vous l'échec de votre ministre?

01.124 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega Boukili, de minister van Binnenlandse Zaken vecht voor haar politiemensen. Zij heeft met hen een sectoraal akkoord bereikt, terwijl het al geruime tijd geleden was dat een minister van Binnenlandse Zaken nog een sectoraal akkoord heeft kunnen sluiten. Dat was een goed akkoord en de regering heeft dat akkoord eigenlijk ook goedgekeurd.

Collega Depoortere, ik weet niet hoe het is verlopen, want ik was er niet bij – de regeringsleden kunnen daarop antwoorden – maar het resultaat is dat het akkoord gehonoreerd wordt, maar dat het trager gehonoreerd wordt dan werd afgesproken. Ik stel dat samen met u vast. Als men sociale akkoorden sluit, zou het beter zijn dat men die ook volledig honoreert, maar het zijn budgettair zeer uitzonderlijke omstandigheden die de regering ertoe hebben genoopt om het in fases te doen. Het akkoord wordt echter hoe dan ook gehonoreerd.

01.125 Eerste minister **Alexander De Croo**: Het sociaal akkoord dat minister Verlinden heeft gesloten, is niet niets. Op kruissnelheid komt er 136 miljoen euro bij, elk jaar opnieuw, om de werkomstandigheden en de lonen van politieagenten te verbeteren. Het is terecht dat dat sociaal akkoord is gesloten. De regering staat erachter. Het is een goede beslissing om dat te doen en het was al lange tijd geleden dat men nog zo'n akkoord heeft kunnen sluiten.

In budgettair moeilijke tijden moet men echter de vraag stellen hoe men dat op een budgettair verantwoorde manier kan doen. Ik vind dat men zo'n akkoord moet respecteren. Het belangrijkste is dat men beslist om het akkoord uit te voeren. Het is juist dat wij het vanaf oktober uitvoeren in plaats van op 1 januari. Wij doen het ook in drie stappen, maar de eerste twee stappen zijn de grootste en daarna volgt nog een klein stukje.

Er was echter ook nog een andere vraag: wie zal dat betalen? Zoals u weet wordt de geïntegreerde politie door het federale niveau betaald. De lokale politie wordt natuurlijk voor een groot deel betaald door de lokale entiteiten. Hier was het heel duidelijk. Deze loonsverhoging is een loonsverhoging die volledig door de federale overheid zou worden gedragen.

Als men het budgettair niet gemakkelijk heeft, heeft men de keuze. Wij zouden het onszelf gemakkelijk kunnen maken en een deel van de factuur naar de gemeenten doorsturen. Dat zou gemakkelijk geweest zijn. In dat geval zeggen wij dat wij het honoreren en dat de gemeenten het maar op zich moeten nemen. Wij hebben daarover gediscussieerd en hebben beslist om dat niet te doen. Wij hebben gezegd dat wij dat deel zullen nakomen. Wij zijn geen regering die zomaar de factuur naar de gemeenten doorstuurt.

Om ervoor te zorgen dat wij onze belofte kunnen nakomen, hebben wij ervoor gekozen om te spreiden in de tijd. Ik vind op dit moment dat dit een zeer logische beslissing is. Wij betalen de facturen zoals zelf beslist. Wij spreiden het licht in de tijd. In ruil daarvoor maken wij heel duidelijk dat het zal uitgevoerd worden. Het zal gebeuren in drie stappen, maar het zal uitgevoerd worden, daarover kan geen enkele twijfel zijn.

01.126 Ortwin Depoortere (VB): Ik dank u voor de toch wel bijzondere uitleg. Een gesloten akkoord wordt nu verkocht alsof het zal gehonoreerd worden. Ik weet niet welke berichtgeving u volgt, maar ik lees de perscommuniqués van de politievakbonden en ik lees weinig positieve commentaren op deze honorering van het akkoord. Ik lees wel onbetrouwbaar, woordbreuk, een hete herfst, stakingen, stakingsaanzeggingen. Ik weet niet of dat vocabularium past in wat u allebei het honoreren van sociale akkoorden noemt.

Mijnheer Verherstraeten, mijnheer de eerste minister, ik zei het vanmiddag reeds, politiemensen moeten dezer dagen werken onder zeer zware omstandigheden. Er is niet alleen de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit, maar ze worden ook geconfronteerd met gevaar op eigen leven, met geweld tegen politie, met aantijgingen, verdachtmakingen enzovoort.

Het is hoog tijd dat deze regering kwaliteitsvol omspringt met onze veiligheidsdiensten, met onze politiediensten als zij wil dat de rekrutering vlotter verloopt, als zij wil dat mensen opnieuw interesse vertonen om dit beroep uit te oefenen. Dan moet men beginnen met ook de verloning aan te passen. Na 22 jaar is het niet meer dan terecht dat politiemensen een klein beetje respect vragen. Als dit in de eerste plaats moet door een verhoging van hun loon, lijkt mij dat niet meer dan normaal. Dit is wat ik eis van onze regering. Dit is wat onze politiemensen eisen van onze regering.

01.127 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Monsieur Verherstraeten, j'ai entendu la réponse du premier ministre qui nous explique que l'accord est respecté et qu'il sera appliqué en plusieurs phases. Monsieur le premier ministre, il ne faut pas jouer sur les mots. L'accord n'est pas respecté.

Quel était cet accord? Une augmentation l'année prochaine puis une reprise des discussions en 2024 pour voir ce que l'on ajouterait en plus. Voilà l'accord. L'accord que vous nous présentez ici comporte une première partie, en phases, jusque 2025. Il n'y aura plus de Vivaldi en 2025. Je vous rappelle qu'il y a des élections en 2024. Cela signifie que vous vous engagez à ce que l'accord aboutisse en 2025. Et quand la rediscussion sur la deuxième phase de l'accord aura-t-elle lieu? Il n'y en aura plus. Donc non, l'accord qui a été conclu avec les policiers n'est pas respecté. Comment pouvez-vous justifier que la ministre ait abouti à un accord, qui était déjà contesté par une bonne partie de la police, et qu'elle ne le respecte pas dans cet accord budgétaire? C'est une claque à nos policiers.

Si, comme vous le dites, cet accord a été respecté mais que seul le calendrier change, expliquez-moi pourquoi la police dépose un préavis de grève pour le 9 novembre. Voilà la réponse: parce que vous avez trahi votre parole et la concertation sociale qui avait abouti. C'est du non-respect pour nos policiers, du non-respect pour l'accord social, et c'est inacceptable. C'est pour cela qu'ils seront dans la rue le 9 novembre.

01.128 Sander Loones (N-VA): Ik wil daar kort wel iets over zeggen. Daarnet hadden wij een discussie over het respect voor sociale akkoorden. Ik vind deze discussie interessant omdat zij eindelijk over het dieperliggend issue gaat: hoe zorgt men ervoor dat de moraal van de mensen hoog blijft.

Ik ben zelf trouwens een aantal jaren ambtenaar geweest op de FOD Binnenlandse Zaken. Hoe men het ook draait of keert, wij kunnen hier van alles beslissen, maar wanneer het uiteindelijk uitgevoerd moet worden, zullen wij moeten kunnen rekenen op onze ambtenaren. Inzake de veiligheid zullen wij moeten rekenen op onze politie, en inzake de rechterlijke macht op onze rechters.

Ik vrees dat, door de communicatie van mevrouw De Sutter en ook door wat mevrouw Verlinden heeft gedaan en door de methode die gehanteerd is door verschillende van uw regeringspartners, er bepaalde gedachten in de hoofden zijn geplant en dat er verwachtingen zijn gecreëerd omdat er per se gecommuniceerd moest worden in de concurrentiële context die uw regering met zeven partijen vormt.

Het gevolg is dat die mensen nu allemaal teleurgesteld zijn. De moraal van de mensen, die in onzekere tijden al niet erg hoog is, heeft een serieuze knauw gekregen. Ik hoop oprecht dat daar lessen uit worden geleerd door alle regeringspartners.

Ik viseer die twee ministers niet, ik viseer de bestuursstijl van uw regering. Dat is mijn punt, al de hele dag. Ik viseer de bestuursstijl van uw regering: constant loopt men naar de journalisten om op de eerste pagina te kunnen staan, waarna men achteraf geconfronteerd wordt met de feiten. U lijkt ervan uit te gaan dat de mensen allemaal een kortetermijngeheugen hebben en dat uw vandaag nieuws hebt, maar dat er morgen wel ander nieuws zal zijn. Maar zo werkt het niet. Uiteindelijk zijn zij het die het op het terrein moeten uitvoeren.

01.129 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega's, dat politiemensen een gevaarlijke job uitoefenen, trekt hier niemand in twijfel. Dat politiemensen onder druk staan in gepolariseerde tijden, is zo. Dat politiemensen respect krijgen van vele Belgen, dat is gelukkig zo, want zij verdienen het. Dat politiemensen soms onrespectvol worden behandeld door enkele Belgen, klopt ook. Dat wij ze in bescherming moeten nemen, zeker tegen agressief gedrag, spreekt voor zich. Dat hebben wij ook al via wetaanpassingen gedaan.

Dat zij ontgoocheld zijn, begrijp ik. Dat wij het akkoord respecteren, maar in uitgesteld relais, is een vaststelling. Dat wij daarover met hen blijvend in overleg zullen moeten gaan, spreekt voor zich.

Collega Loones, misschien moeten we er ook lessen uit trekken. Oppositie en meerderheid zijn we het misschien niet altijd eens, maar ik vind inderdaad dat we een les kunnen trekken voor de toekomst. Dit zijn aparte budgettaire tijden die misschien aparte budgettaire maatregelen rechtvaardigen. Eigenlijk moet de lijn zijn dat een overheid de afspraken ten volle respecteert die ze gemaakt heeft. Dat zou een lijn voor de toekomst moeten zijn, laten wij die les daaruit trekken.

Collega's, we beleven op dit ogenblik ook enorm veel politieke instabiliteit en we hebben heel veel conflictgebieden. Daardoor blijft het aantal asielzoekers heel hoog. De opvangproblemen zullen bijgevolg morgen niet opgelost zijn. Gelukkig heeft de staatssecretaris voor Asiel en Migratie de opvangcapaciteit gevoelig kunnen verhogen. Daarbij hebben we hulp gekregen, onder meer van Defensie. Maar wij vragen eigenlijk nog meer, omdat wij het er met zijn allen in dit Huis over eens zijn dat we niet kunnen verdragen dat minderjarigen buiten moeten slapen. Ook op dat vlak moeten we proberen meer te doen.

De administraties, de diverse diensten van Asiel en Migratie, kunnen dat echter niet alleen. Dat moeten we met velen doen. Velen hebben al geholpen, ook in de Oekraïne-crisis. Wij moeten hen daarvoor bedanken. De vele helpende particulieren en de vele gemeentebesturen moeten wij daarvoor bedanken. Defensie heeft inspanningen geleverd om lokalen ter beschikking te stellen.

Ik doe namens onze fractie een oproep. Deze winter wordt een moeilijke winter. Wij zullen met zijn allen een tandje moeten bijsteken. Ik reken erop dat we naast plaatsen of gebouwen ook mensen kunnen krijgen van alle overheden. Dan kijk ik in de richting van Defensie, maar ook naar andere departementen, om die uitdaging aan te gaan.

Er is een structurele en allesomvattende aanpak nodig. De eerste minister zei gisteren dat de instroom beperkt moet worden en dat de uitstroom moet toenemen. Dat is onze ambitie met de integratie van de diensten op basis van de audit, maar we plegen daarvoor ook overleg met de diensten en dat vergt tijd. Overleg kost tijd, maar het biedt ook de kans akkoorden af te sluiten en te voorzien in snellere procedures en Europese samenwerking, want ook daar schuilen problemen.

Collega's, de beleidsverklaring bevat een evenwichtig pakket aan maatregelen om de gestegen energieprijzen aan te pakken om zo de meest kwetsbaren, maar ook de middenklasse te beschermen. Verder bevat ze maatregelen om fiscale hervormingen door te voeren, om meer mensen aan de slag te krijgen, om de gezondheidszorg te versterken, om een begroting te maken voor twee jaar, wat onze

fractie vroeg, de om georganiseerde criminaliteit aan te pakken, om asielprocedures te versnellen en om de diensten te versterken.

Om die reden geeft de cd&v-fractie de regering het vertrouwen, mijnheer de eerste minister.

01.130 Dries Van Langenhove (VB): Mijnheer Verherstraeten, ik heb twee vragen voor u.

Ik ben blij dat u aan het einde van uw betoog toch nog over het winterplan sprak. Het is immers belangrijk daaraan voldoende aandacht te besteden tijdens zo'n grote asielcrisis. De eerste minister besteedde er in zijn regeringsverklaring drie zinnen aan in plaats van de gebruikelijke zin of twee zinnen van vorig jaar. Hij zei dat er een beleid moet worden gevoerd dat de instroom beperkt en de uitstroom vergroot. Beeldt u zich in dat we werkelijk zo'n beleid hadden gevoerd, dan zou dat winterplan toch helemaal niet nodig zijn geweest? Kunt u mij duidelijk uitleggen welke concrete beleidsmaatregelen werden genomen om die instroom te beperken en die uitstroom te vergroten? Er zijn er quasi geen!

U verwijst dan naar de audit, de fusie van de diensten en de snellere procedures – dat is het toverwoordje – maar in de realiteit is daar weinig van te merken en resultaten zijn er ook amper. Echte concrete maatregelen, zoals een verplichte PCR-test bij terugkeer, readmissieakkoorden en ontradingscampagnes, die zijn er niet – behalve dan voor secundaire migratie in Europa, want die zijn er wel. Wat de readmissieakkoorden betreft, er is er één gesloten, met Suriname godbetert, maar met belangrijke landen worden die niet gesloten.

Gezinnen in gesloten terugkeerunits kunnen plaatsen, illegalen opsporen en uitzetten, gezinshereniging beperken, asielfraude eindelijk eens bestraffen, daarvan is allemaal niets in huis gekomen. Maak dus in godsnaam de burgers van dit land niet wijs dat er een beleid wordt gevoerd dat “de instroom beperkt en de uitstroom vergroot”. Dat is gewoon niet waar.

Ten slotte, nog een korte tweede vraag. In het regeerakkoord staat dat er maatregelen moeten komen om te verhinderen dat de verwijdering van een illegale migrant door manifest gebrek aan medewerking onmogelijk wordt gemaakt. Staatssecretarissen Mahdi en de Moor zeiden dat er een zogenaamde wet op woonstbetreding bij illegaliteit zou komen, vervolgens zwakten ze dat af tot een visitatierecht, maar dat werd, zoals u weet, weggestemd door een njet van rood en groen. Mijn fractievoorzitter Barbara Pas heeft deze middag – het lijkt een eeuwigheid geleden – aan collega Wouter De Vriendt gevraagd of hij van plan is het regeerakkoord dienaangaande uit te voeren, en hij heeft dat bevestigd. Dan vraag ik me af, nu we daadwerkelijk gekomen zijn bij het relatieve einde van deze legislatuur, of cd&v zich weer zal laten rollen in de achterkamertjes en de woonstbetreding er niet komt. Ik vraag het me af, mijnheer Verherstraeten.

01.131 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega, ik denk dat we in het recente verleden, ook nog in de vorige legislatuur, procedures hebben aangepast opdat het sneller zou gaan. We hebben het procesmisbruik aangepakt. Ik weet dat de huidige staatssecretaris ontradingscampagnes voert in diverse landen. Ik weet dat ze er in de Europese Raad op hamert dat de Dublinakkoorden gerespecteerd moeten worden. Ik weet dat ze successen en voortgang boekt bij de uitwijzing van gedetineerde asielzoekers. Ik weet dat ze afspraken tracht te maken met zoveel mogelijk landen. Ze volgt de audit op en gaat in overleg met de diensten om sneller en efficiënter te kunnen werken wat de medewerkingsverplichting betreft. Het aantal mensen dat medewerking weigert te verlenen, is gelukkig beperkt.

We moeten dit echter blijven aanpakken. Het regeerakkoord verwijst daar ook naar. We zullen oplossingen moeten zoeken want we mogen toch verwachten dat mensen die naar hier komen, rechten hebben en een procedure mogen aangaan ook hun medewerking verlenen. In een rechtsstaat moeten we uitspraken respecteren, en wanneer procedures negatief uitdraaien voor de betrokkenen, verwachten we ook daar medewerkingsverplichting om die beslissing te respecteren.

Laat één ding duidelijk zijn: we leven in een rechtsstaat, waarin we rechten respecteren. De Conventie van Genève, een fundamenteel uitgangspunt daarin, blijven wij ook respecteren, maar het aantal uitdrijvingen moet verhogen, net zoals we de instroom moeten beperken. We kunnen veel aan, maar we kunnen niet het leed van deze hele wereld op onze schouders nemen.

01.132 Dries Van Langenhove (VB): Mijnheer Verherstraeten, dat de Conventie van Genève wordt

gerespecteerd, daar twijfelt niemand aan. Waar dit hele halfroond en alle burgers van dit land wel aan twijfelen, is of het regeerakkoord zal worden gerespecteerd, meer bepaald de weinige punten die cd&v eraan heeft toegevoegd. Klaarblijkelijk niet, want u zegt: " We moeten dat aanpakken, we zullen oplossingen moeten zoeken." U en ik weten echter dat we aan het relatieve einde van deze legislatuur zitten en dat cd&v, zeker wat de woonstbetreding betreft, zich heeft laten rollen door vaag taalgebruik in het regeerakkoord en door groene en rode partijen die weten dat cd&v hier het vijfde wiel aan de wagen is en dat u dat niet zult kunnen afdwingen. Dat is zeer jammer, want die wet op de woonstbetreding zou, in tegenstelling tot die enkele nietsbetekenende maatregelen die u zelf hebt aangehaald, wel degelijk een verandering kunnen teweegbrengen binnen een pakket aan strengere maatregelen om asielfraude en manifeste weigering van medewerking eindelijk te bestraffen. Mochten de maatregelen die u hebt opgesomd effectief iets veranderd hebben aan dit kaduke migratiebeleid, mijnheer Verherstraeten, dan was dat winterplan niet nodig geweest. Dat weet u even goed als ik.

01.133 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Ik wil nog even kort reageren omdat ik niet wens dat mijn woorden verkeerd geciteerd of geïnterpreteerd worden door de heer Van Langenhove, die daarnet mijn naam heeft genoemd.

Ik heb inderdaad, vele uren geleden, een vraag gekregen van mevrouw Pas. Zij heeft een maatregel uit het regeerakkoord geciteerd en mij gevraagd of ik het regeerakkoord steun en uitvoer. Ik heb daarop geantwoord dat wij het regeerakkoord steunen en uitvoeren als meerderheidspartij. Tegenwoordig is dat misschien verrassend, maar ik vind dat eigenlijk niet. Dat was mijn vrij kort antwoord op de vraag van mevrouw Pas.

01.134 Sander Loones (N-VA): Ik zou de heer Verherstraeten niet willen teleurstellen en wil daarom nog een laatste vraag stellen.

Toen cd&v toetrad tot de regering met voorzitter Coens had ze twee trofeeën: de stolp ging over het hele ethische dossier en er was het communautaire aspect. Door het talent van uw minister van Financiën is daar een derde trofee bijgekomen, een fiscale hervorming. Daarvan werd in het begin weinig verwacht, maar ze begint nu toch concreter te worden, ook al was het regeerakkoord niet veelbelovend. "De regering zal een brede fiscale hervorming voorbereiden", stond er immers te lezen. Dat is wetstrategie om te zeggen dat het er niet zou komen en dat het enkel voorbereid zou worden en onderzocht zou worden in een werkgroepje. Maar goed, het blijkt dus nu een andere richting uit te gaan.

De communautaire passage was echter iets anders. Er staat immers niet dat de defederalisering van de gezondheidszorg voorbereid zou worden. In het regeerakkoord staat dat "de regering wetteksten zal integreren". Er stond dus wel een engagement in om iets te doen, maar we zien geen vooruitgang.

Vorig jaar hebben we dezelfde vraag gesteld omdat de premier daarover niets gezegd had in zijn State of the Union. Hij, althans uw minister, heeft ons daarna echter verrast met een grote online burgerbevraging. Er was niets aangekondigd, maar plots was daar een grote digitale bevraging die zagezegd 750.000 antwoorden opleverde. Als we wat concretere vragen stelden, ging het echter over 19.000 mensen en als we nog wat concreter keken, ging het nog over 14.000 mensen. Dat moest allemaal supersnel gebeuren, op het initiatief van de heer Verherstraeten. Dit moest immers voor de zomer weg zijn, want in de zomer zouden we beginnen met de serieuze onderhandelingen over de splitsing van gezondheidszorg.

Mijnheer Verherstraeten, de eerste minister heeft hier opnieuw niets over gezegd. Krijgen we dit jaar opnieuw een verrassing? Dat mag een plezante verrassing zijn deze keer, niet opnieuw een online bevraging, maar iets concreets, iets serieus. Ik stel de integratie voor van wetgevende teksten voor de defederalisering van de gezondheidszorg.

01.135 Servais Verherstraeten (cd&v): Mijnheer Loones, in dit land op communautair vlak vooruitgang boeken, is niet evident. Dat is nog minder evident als door een vervroegde val van een regering dit volledig grondwettelijk geblokkeerd is. Vaak is er immers een grondwetswijziging nodig om communautaire akkoorden af te sluiten.

Ik heb daarnet in antwoord op een collega van het Vlaams Belang onder meer verwezen naar de vooruitgang die we geboekt hebben op het vlak van asymmetrisch beleid. Het zijn allemaal vragen van de Vlaamse regering, om meer mensen aan de slag te krijgen, waar de oppositie ook naar vroeg. Het

zijn vooral vragen van de Vlaamse regering waarop we zijn kunnen ingaan dankzij dat regeerakkoord. Wij staan verder dan we vorige legislatuur ooit gestaan hebben, hoewel we toen impliciete afspraken hadden gemaakt omtrent artikel 195. Deze regering heeft een voorlopig novum gecreëerd in onze constitutionele geschiedenis, ze heeft een voorlopige grondwetsherzieningsverklaring meegedeeld aan Kamer en Senaat, met inbegrip van artikel 195. We staan dus al verder dan in vorige legislatuur. Toen was de deur op slot, nu kan ze de volgende legislatuur open. Dat is het verschil.

Ten tweede, er zijn nog andere kleinere punten waarop vooruitgang kan worden geboekt. Mijnheer de eerste minister, voor onze fractie zitten in het regeerakkoord een paar kiezelstenen, waaronder de vertegenwoordiging van gemeenschappen en/of gewesten in functie van de overgehevelde bevoegdheden in bestuursorganen van diverse federale instellingen, zoals de beheersorganen van het RIZIV. Hoe dan ook moeten wij in 2023 op dat vlak vooruitgang boeken. Dat kan niet erg complex zijn en is ten bate en in het belang van de samenwerking, die ook in het regeerakkoord staat.

Inzake de voorbereiding van wetteksten kan ik meegeven dat er voorbereidingen worden getroffen. Er zijn thematische fiches in functie van de inventarisatie van knelpunten met betrekking tot de bevoegdheidsverdelingen. Er zijn ambtelijke thematische werkgroepen. Er zijn consultatierondes geweest. Mijnheer Loones, de minister van Institutionele Hervormingen heeft u dat ook geantwoord op de diverse mondelinge vragen die u en mevrouw Pas ter zake hebben gesteld.

Zijn er op dit ogenblik kant-en-klare teksten? Neen, die zijn er niet. Het is niet evident, maar het regeerakkoord is wel evident. Het regeerakkoord stelt duidelijk dat teksten moeten worden voorbereid, waarin onder andere moet staan dat op het vlak van volksgezondheid alles dichter naar de patiënt moet en er een overheveling moet komen naar de gefedereerde entiteiten. De gefedereerde entiteiten zijn niet de federale overheid. Dat betekent dus het overhevelen naar de deelstaten. Er is onduidelijkheid over de gefedereerde entiteiten. Jullie zijn kenners. Dat geeft mogelijkheden voor wie een en ander al dan niet in Brussel doet. Dat zorgt in Brussel altijd voor moeilijkheden met gemeenschapsbevoegdheden, dat weten wij, dat heeft onze communautaire geschiedenis ons geleerd. Ik hoorde daarnet een van de leden van de meerderheid aangeven dat zij het regeerakkoord zullen respecteren. Ik verwacht dat van alle fracties. Ik verwacht dat wij ter zake inspanningen doen.

Sommige wijzigingen vereisen een bijzondere meerderheid en een tweederdemeerderheid. U weet maar al te goed hoe lastig dat is. Wij horen daar echter hoe dan ook voor te gaan, omdat er zeker op het vlak van volksgezondheid inzake de homogenisering van bevoegdheden duidelijk verbeteringen mogelijk zijn, die op het terrein de efficiëntie van ons volksgezondheidsbeleid ten goede zouden kunnen komen.

01.136 Sander Loones (N-VA): Ten eerste, ik heb uw engagementen goed genoteerd. Ik zal dit jaar met plezier helpen opvolgen welke stappen vooruit worden gezet.

Ten tweede, in uw inleiding creëert u een sfeer alsof het nodig is om de Grondwet te wijzigen om gezondheidszorg te defederaliseren. Dat is niet zo, er is geen grondwetswijziging nodig om gezondheidszorg te splitsen. Dat kan perfect met een bijzondere wet, we kunnen dat deze regeerperiode doen, het hoeft niet te wachten tot de volgende. U weet dat perfect, dat is overigens ook de reden waarom er in het regeerakkoord staat dat het mogelijk is om die wetgeving deze regeerperiode al te integreren.

Ten derde, u zegt dat het allemaal niet zo gemakkelijk is om de wetteksten te schrijven. Ook in dat verband, mijnheer Verherstraeten, weten we wel beter. Het juridisch sluitend maken van de wetgeving is in feite niet zo bijzonder moeilijk. Ten bewijze, zelfs de N-VA is erin geslaagd. Wij hebben het wetsvoorstel voorbereid, het werd al ingediend hier in de commissie voor Grondwet en Institutionele Hervorming van de Kamer en er is advies gevraagd aan de Raad van State. Juridisch is dat dus allemaal niet zo moeilijk. Het verbaast me bijgevolg wel dat uw minister, bevoegd voor Institutionele Hervormingen, er blijkbaar niet in slaagt om te doen wat technisch niet zo heel moeilijk is, namelijk een aantal politieke realiteiten op dat vlak te creëren. Ik hoop dat zij een voorbeeld neemt aan uw minister van Financiën en methodes vindt om het thema prominenter en hoger op de agenda te brengen.

Ten slotte richt ik mij tot de eerste minister. Mijnheer de premier, u hebt ongetwijfeld zeer duidelijk gehoord dat cd&v verwacht dat de totaliteit van het regeerakkoord wordt uitgevoerd. Daar hoort dus ook het defederaliseren van de gezondheidszorg bij. Ik heb daarnet eens goed doorgevraagd, want

hoe zit het nu met die fundamentele oplossingen? Wel, defederalisering is de fundamentele oplossing voor een beter gezondheidszorgbeleid in dit land, om preventie eindelijk goed te kunnen afstemmen op curatief beleid en elk onze eigen behoeften te kunnen invullen op basis van onze eigen wensen.

Mijnheer de premier, het staat in uw eigen regeerakkoord, het zal u ongetwijfeld sieren om daar, misschien volgend jaar in uw State of the Union, toch eens een zinnetje aan te wijden. U hebt dat nog geen enkele keer gedaan en ik vind dat weinig respectvol ten aanzien van een van uw, toch niet onbelangrijke, regeringspartners.

01.137 Barbara Pas (VB): Collega Verherstraeten, ik hoor u terecht zeggen dat de verwezenlijkingen inzake het communautaire luik beter zijn dan onder de regering-Michel. Dat is natuurlijk geen referentie. Beter doen dan niets, is immers niet moeilijk. Elk muizenstapje is beter dan de communautaire stilstand die we onder de regering-Michel hebben meegemaakt.

U hebt expliciet verwezen naar de invulling van de asymmetrische bevoegdheden. Minister Verlinden heeft herhaaldelijke pogingen ondernomen om van haar talrijke collega's te weten te komen hoe zij die invulling zagen. Zij heeft meerdere rappels gestuurd. Na een eerste bevraging hadden enkel haar partijgenoten geantwoord. Na een volgende rappel hadden toch al vier van de 20 excellenties gereageerd. Nadien – het is bijna stalking als we haar om een stand van zaken vragen – blijkt dat de meningen mekaar tegenspreken. Minister Verlinden beweert dat zij van heel wat collega's nog geen antwoord heeft gekregen, terwijl die collega's, om minister Gilkinet niet te noemen, in antwoord op mondelinge vragen dan weer beweren dat zij haar wel een nota hebben bezorgd.

Collega Verherstraeten, het siert u dat u verwacht dat het regeerakkoord ter zake wordt gehonoreerd, maar u mag toch niet naïef zijn en in sinterklaas geloven. Ik interpelleer de bevoegde ministers daarover op zeer regelmatige basis en ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat heel wat collega's in de meerderheid ongelooflijk op de rem staan wat dat betreft. Ik kijk uit naar de beleidsnota van minister Verlinden, want als er nu niets in staat om dat te realiseren, dan zal het er ook niet meer van komen.

Ik deel met u de verwachting, maar ben niet zo naïef erop te hopen dat dat effectief ook bewaarheid wordt. Ik hoop dat ik verkeerd ben, maar dat zou alleszins in tegenspraak zijn met de vele remmen en tegenwerking op dat vlak in de regering van de voorbije twee jaar.

01.138 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega Pas, gelet op mijn leeftijd is naïviteit mij langzamerhand vreemd.

Ten eerste, minimaliseer toch maar niet wat al wel werd gerealiseerd. Men kan erover discussiëren of asymmetrisch beleid betekent dat wetgeving in een federale context verschillend dan wel gelijk is, maar verschillend toegepast wordt door de regio's. Alleszins is het wel het laatste op het vlak van arbeidsmarktbeleid. Dat zijn geen ministapjes en dat vindt ook de Vlaamse regering. Ook op het vlak van Volksgezondheid – ik vind het de twee belangrijkste departementen – zijn er bij de terug-naar-werktrajecten ook op vraag van de Vlaamse minister van Welzijn serieus wat trajecten bij gekomen.

Ten tweede, wellicht is het enthousiasme niet bij alle federale excellenties even groot. Misschien is daar voor sommige departementen ook geen behoefte toe. Natuurlijk is er wel interfederaal overleg en ik stel vast dat de Vlaamse en de federale minister van Arbeid geregeld overleg houden en oplossingen vinden, niettegenstaande een prangende vraag in de ene regio daarom geen prangende vraag in een andere regio is. Toch zet men stappen vooruit. Laat dat een aanmoediging zijn voor de regionale ministers die vinden dat er in hun bevoegdheidsdomein te weinig gebeurt, hoewel er mogelijkheden zijn, om ook assertief federale collega's te contacteren, zoals de Vlaamse minister van Werk heeft gedaan met zijn federale collega. Op die manier kan men, zonder dat men de bijzondere wet wijzigt, in die domeinen vooruitgang boeken, in het belang van iedereen in ons land.

Collega Loones, voor de overheveling van Volksgezondheid is geen herziening van de Grondwet nodig. Wel heb ik uit diverse akkoorden geleerd dat de Grondwet vaak herzien wordt – een Vlaams-nationalist zou dat toegevingen noemen – om op een ander vlak overhevelingen in een bijzondere wet te verkrijgen. Dat hebben we vaak gedaan, ook bij de zesde staatshervorming. In die zin is een sleutel op de Grondwet hoe dan ook een beperking of maakt die het alvast lastiger om communautaire akkoorden te maken.

Wetteksten maken is niet zo moeilijk. Een voorstel van bijzondere wet voor de overheveling van volksgezondheid naar de gemeenschappen heb ik al lang op zak en kan ik meteen bovenhalen. Politieke akkoorden daarover maken, is natuurlijk een beetje lastig.

Overigens, zonder persoonlijk te worden – dat is het laatste van mijn bedoelingen –, ik merk wel op dat u, ook al maakt u deel uit van een politieke formatie die sedert 2004, eerst in kartel en dan na een heel korte tussenperiode op eigen kracht, de grootste politieke formatie is van dit land en van Vlaanderen, er tot op heden nooit in geslaagd bent om een bijzondere meerderheid te realiseren en daarover akkoorden te sluiten. Dat toont toch aan dat het niet evident is om akkoorden tot stand te brengen. Er past dus toch wel enige bescheidenheid voor uw partij.

Hoe dan ook, wij werken voort en rekenen op uw steun daarvoor.

01.139 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Monsieur le premier ministre, messieurs les vice-premiers ministres, chers collègues, il y a trois semaines, nous étions ici et je vous parlais d'un jeune couple qui attend son deuxième enfant. Le père est électricien, la maman est éducatrice. La facture de gaz et d'électricité de ce couple est passée de 250 à 950 euros par mois depuis le mois de septembre.

Cette famille se demande comment elle va faire, en plus du loyer, des courses, de l'essence pour aller travailler et des soins pour le premier bébé – qui a des problèmes de santé – pour payer ces énormes factures. Ces gens vivent la boule au ventre. Ils sont en colère, monsieur le premier ministre, et se demandent comment il est possible qu'on leur vende du gaz à 200 euros le MWh, alors que l'année dernière, son prix était de 20 euros. Comment est-il possible qu'on nous vende de l'électricité à 200 euros le MWh alors que nos centrales nucléaires en produisent pour seulement 30 euros? Comment est-il possible de devoir angoisser pour donner un bain chaud à son enfant? L'énergie, monsieur le premier ministre, est un besoin de base.

Comme Rosa et Jean, il y a des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de citoyens dans notre pays qui se posent la même question: le gouvernement va-t-il nous aider? Va-t-il faire en sorte que le prix de l'énergie baisse? Lorsque je vous ai interpellé à ce sujet il y a déjà trois semaines, vous êtes monté sur vos grands chevaux et vous m'avez répondu: "Moi, je cherche des solutions!"

Hier, j'ai bien écouté, j'ai écouté quelle était votre solution, et voici ce que j'ai entendu: 196 euros pendant 5 mois. Oui, 196 euros pendant 5 mois! Avec ça, monsieur De Croo, les familles ne vont pas aller bien loin. Savez-vous que les factures d'électricité augmentent en moyenne de 500 à 600 euros par mois? Dans le fond, vous dites à ces gens: "Débrouillez-vous pour payer ces factures et tous les suppléments!", mais vous le dites autrement. Vous dites: "Soyez courageux!" C'est cela, votre discours honnête, votre discours-vérité, votre discours sur les années difficiles! Évidemment, avec votre salaire de 11 000 euros, vous n'allez jamais angoisser en recevant une grosse facture d'électricité. Quand on gagne autant, 900 euros, c'est vite payé! Et vous osez dire aux gens d'avoir du courage! La classe travailleuse n'a pas de leçon de courage à recevoir de vous, monsieur! Au contraire, c'est vous qui avez manqué de courage pour baisser réellement le prix, pour aider réellement les gens, pour oser aller à l'encontre des logiques du marché et imposer un blocage des prix en Belgique. Vous continuez à renvoyer la balle à l'Europe. Votre mot d'ordre en définitive, c'est plutôt "courage, fuyons!"

Bloquer les prix, d'autres pays le font. Ils osent prendre des mesures. Prenons l'exemple de la France. La facture de gaz et d'électricité y est trois à quatre fois moins chère qu'en Belgique. Selon l'étude de la CREG, en France, un ménage moyen paie en moyenne 6 696 euros de moins par an. Oui, vous avez bien entendu: 6 696 euros de moins! D'autres pays, tels que le Royaume-Uni, le font aussi. Le prix du gaz y est trois fois moins élevé qu'ici et celui de l'électricité deux fois moins élevé. La Grèce aussi a bloqué les prix. Et il y a d'autres pays encore.

Mais, vous, vous renvoyez la balle à l'Europe. Pourtant, l'article 20 de la loi sur l'électricité en Belgique, que j'ai imprimé, dit bien que le Conseil des ministres est tout à fait compétent pour décider un blocage des prix et imposer un prix maximal.

01.140 Kris Verduyckt (Vooruit): Mevrouw Merckx, collega's van uw fractie en uzelf verwijzen al de hele dag naar Frankrijk. De heer De Vuyst verwees daarnet naar Nederland. De heer Vermeersch deed dat ook. Hij begrijpt de accijnzen niet, maar hij begrijpt blijkbaar ook het systeem in Nederland niet. Ik wil het toch even over die twee landen hebben, want als u vergelijkt, dan moet u een eerlijke vergelijking

maken.

Ik begin met Frankrijk. In Frankrijk heeft men inderdaad een gereguleerd tarief. U weet ook dat u de Franse markt niet met de Belgische markt mag vergelijken. Als u doet wat de heer De Vuyst voorstelt, dan gaan alle onze energieleveranciers onmiddellijk failliet. In Frankrijk zit men met een groot overheidsbedrijf. Laat ons daar even afstand van nemen en kijken naar wat u net zegt. U zegt dat in Frankrijk iedereen minder betaalt. Dat is absoluut niet waar. Met het huidige sociaal tarief in België betaalt een gezin voor een jaar 1.500 euro voor een gemiddeld basispakket. Nu moet u niet zenuwachtig worden. We halen er gewoon de cijfers bij. In Frankrijk is dat 2.503 euro. Mevrouw Merckx, dat is een verschil van 1.000 euro per jaar dat mensen met een sociaal tarief in België minder betalen.

U pleit hier voor een algemeen systeem, waarbij iedereen even veel betaalt. Dan opteer ik liever voor dit systeem waarmee we de gezinnen helpen die dit het meest nodig hebben en die vandaag waarschijnlijk ook in de slechtst geïsoleerde huizen wonen. Alle organisaties zeggen dat dit sociaal tarief de beste armoederegeling is die ons land sinds jaren heeft gekend. Dan kies ik liever voor een systeem waarbij wij die mensen beschermen in de plaats van dat algemeen systeem waarnaar u verwijst.

De heer De Vuyst verwees ook naar Nederland. Daar is geen prijsplafond, daar heeft men gewoon een subsidiesysteem zoals in België. Weet u wanneer ze dat invoeren? Op 1 januari 2023. Weet u hoelang wij in België al bezig zijn? Wij hebben de eerste maatregel al in november 2021 genomen, meer dan een jaar geleden. Als u naar Nederland en Frankrijk verwijst, zeg er dan alles bij. Wij beschermen de gezinnen al heel lang. Is dat wat de PVDA wil: een algemeen systeem, voor iedereen hetzelfde in de plaats van te kiezen voor een sociaal tarief dat de gezinnen helpt die dit het hardst nodig hebben?

01.141 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mijnheer Verduyck, wij maken de vergelijking met de andere landen en de gemiddelde facturen omdat zij kunnen gelden als voorbeelden. De mensen zien ook dat mensen in bijvoorbeeld Frankrijk gemiddeld veel minder betalen voor hun elektriciteit. De cijfers die ik heb gegeven, zijn cijfers van de CREG en gaan over een gemiddeld gezin en niet over iemand met het sociaal tarief. U vindt het sociaal tarief een goede maatregel tegen de armoede. Wat is echter het grote probleem? Als men de prijzen niet blokkeert, duwt men alle werkende mensen die met die torenhoge facturen zitten, in de armoede. En dat moeten wij vermijden.

Monsieur De Croo, vous renvoyez la balle à l'Europe alors que, comme je le dis, il est possible de bloquer le prix de l'électricité et du gaz ici en Belgique. Je vais d'ailleurs expliquer tantôt comment nous le proposons. Vous continuez, monsieur le premier ministre, à vous cacher derrière cette fausse excuse de l'Europe. Pourquoi le faites-vous? Parce que finalement, vous ne voulez pas intervenir sur le marché. Vous dites que le marché du gaz n'est pas un marché libre. Non! Le marché du gaz est un marché libéralisé.

Libéralisé, d'ailleurs, par vous tous ici. Votre capitalisme, votre libre marché mènent forcément à la formation de monopoles. C'est ça le capitalisme! Et vous, socialistes, écologistes, vous avez voté et même vanté cette libéralisation dans les années 2000. Vous nous avez tous chanté les louanges du marché libre et de la liberté du consommateur.

Et vous continuez sur cette voie. Parce que, oui, si certains aujourd'hui commencent à remettre – en paroles du moins – le marché libre en cause, la semaine passée, nous avons transposé ici une directive européenne ultra-libérale. Le consommateur aura, tenez-vous bien, la liberté de consommer l'électricité et le gaz en suivant le cours de la bourse.

Vraiment? Vous rigolez ou quoi? On va d'abord regarder quel est le cours de la bourse avant de prendre sa douche? Vraiment?

Ce que nous attendions, c'était un vrai blocage des prix; nous attendions que l'on se base sur le prix de production pour définir le prix que paie le consommateur. Ce n'est pas de chèques dont nous avons besoin, nous avons besoin de reprendre le contrôle du marché de l'énergie pour que ce besoin de base soit garanti à la population. À l'instar de l'eau, de l'éducation ou de la santé, l'État doit garantir le droit à l'énergie.

In *De Standaard* van 29 september 2021 staat op de voorpagina: "Kerncentrales, winnaar van hoge

energieprijzen. De hoge elektriciteitsprijzen maken de Belgische kerncentrales plots zeer rendabel. Volgens de PVDA betekent dat dat ENGIE Electrabel overwinsten boekt: op jaarbasis berekend voor 2020 anderhalf miljard euro." Dat zei de PVDA dus meer dan een jaar geleden. Toen spraken wij dus reeds van de overwinsten. Verschillende regeringspartijen ontkenden in een eerste fase zelfs het bestaan van die overwinsten. De studies van de CREG bevestigden echter de cijfers van onze studiedienst. Daarna werd er beweerd dat zulks niet mogelijk was in België. Europa gaf in maart echter al groen licht om een belasting op de overwinsten in te voeren. Toen werd er gezegd dat dit technisch zeer moeilijk was, en dat het om wurgcontracten ging. Sommigen volhardden zelfs tot heel recent, want op 10 september 2022 postte Georges-Louis Bouchez een video op TikTok.

Le 10 septembre, M. Georges-Louis Bouchez a posté une vidéo sur TikTok dans laquelle il a dit: "D'un point de vue juridique et économique, les surprofits n'existent pas."

Op een bepaald moment kan men het licht van de zon echter niet meer blijven ontkennen. Eindelijk is er vandaag sprake van een overwinstbelasting. Daar zit de PVDA voor iets tussen, want wij zijn blijven hameren op dat thema, wij zijn blijven doorbijten. Ja, mijnheer Bouchez, mijnheer Lachaert, mevrouw Marghem, overwinsten bestaan. Ja, ENGIE maakt heel veel winst en die winst kunnen en moeten wij afromen.

Kijken wij eens van wat dichterbij naar het concrete voorstel voor de overwinstbelasting. Wij weten dat ENGIE 9 miljard euro overwinst zal boeken tussen 2021 en 2024. ENGIE boekte dat trouwens ook al in 2020, zoals bleek uit onze studie, maar goed. De overwinstbelasting van de regering gaat 2,2 miljard euro halen bij ENGIE, waarvan 1 miljard euro reeds voorzien was onder de bestaande nucleaire rente. Mijnheer De Croo, mevrouw Van der Straeten, 2,2 miljard euro op 9 miljard euro is veel te weinig. Zelfs met dit voorstel blijft ENGIE Electrabel zich verrijken op de kap van de werkende mensen.

Wij zijn een partij van oplossingen en hebben dan ook zelf een voorstel ingediend voor het afromen van de overwinsten. Daarin wordt 4,8 miljard euro afgeroomd boven op de bestaande nucleaire taks, wat in totaal dus 6,2 miljard euro oplevert. Met dat extra geld had u de mensen natuurlijk meer kunnen geven dan die magere 200 euro gedurende vijf maanden.

Kijk bijvoorbeeld naar Rita. Zij heeft een pizzazaak met vijf werknemers. Zij doen vooral thuisleveringen. De kosten voor de benzine zijn enorm de hoogte ingegaan en de elektriciteitsfactuur van haar oven is verviervoudigd. Met 200 euro per maand zal Rita haar pizzazaak moeten sluiten. U zegt dat ze moedig moet zijn, mijnheer de eerste minister, maar als u de moed had gehad om meer bij ENGIE te halen, dan hadden de zelfstandigen meer steun kunnen krijgen.

U had wel de moed, mijnheer De Croo, maar wel een beetje in het geniep, om de accijnzen op benzine opnieuw te verhogen. In maart verlaagde u de accijnzen met 17 cent per liter. In juni zei de heer Van Peteghem hier nog dat die konden zakken tot het Europese minimum. Maar wat deed u? U verhoogde de accijnzen sinds 10 september niet één keer, niet twee keer, maar drie keer. Wij zitten vandaag 15 cent boven het Europese minimum. U verwijst altijd naar Europa, maar van Europa mag u ze nog verlagen. Wij betalen vandaag echter ruw uitgerekend 9 euro te veel voor een volle benzinetank. Voor de mensen met een gewoon loon, de mensen die elke dag naar hun werk moeten rijden, had dat echt wel een verschil kunnen maken.

Hier, nous apprenions que la Vivaldi a donc décidé de diminuer notre salaire indirect d'un milliard d'euros. Je dis bien "notre salaire" parce que, oui, les cotisations patronales constituent notre salaire indirect. La Fédération des entreprises de Belgique (FEB) est contente et l'a dit dans un communiqué de presse. Les libéraux aussi sont très contents. Pour eux, c'est toujours la même chose: il n'y a pas d'argent dans les caisses pour la sécurité sociale, il n'y a pas d'argent pour les pensionnés, pour les malades, mais, quand il s'agit de vider la sécurité sociale, ils sont les premiers à donner des cadeaux aux patrons. Pour la N-VA, idem. Pas besoin d'en parler.

Est-ce une mesure efficace pour lutter contre la crise de l'énergie que nous connaissons aujourd'hui? Un article très intéressant est paru dans *Le Soir* sur l'indexation des salaires et les prix qui augmentent terriblement. Il y était démontré que l'indexation des salaires ne compensait pas du tout la perte de pouvoir d'achat et surtout que, ce qui tire les prix vers le haut, c'est l'énergie. Toutes les analyses internationales le montrent d'ailleurs. La première difficulté pour les citoyens, mais aussi pour les PME, c'est le prix de l'énergie.

Que veut la petite boulangerie Dumont en province de Namur? Elle veut un blocage des prix. Que veut Marc, qui a une frieterie dont les bouilloires, les fours et les fours à micro-ondes consomment de l'énergie? Un blocage des prix. Que veut le gérant d'une petite supérette qui a de nombreux frigos? Un blocage des prix. Que veulent finalement les fédérations du secteur alimentaire, qui représentent près de 300 000 emplois en Wallonie et à Bruxelles? Le blocage des prix.

Donc, vous vendez ce cadeau aux patrons en mettant en avant les PME et les indépendants. Or, les trois quarts de ces derniers n'emploient même pas de personnel. Le boucher qui n'a que son épouse pour l'épauler, lui, il restera avec sa facture d'énergie et que recevra-t-il? Deux cents euros par mois! Est-ce sérieux? Après de multiples questions, vous avez confirmé que ce sont, bien sûr, surtout les grandes entreprises – qui emploient beaucoup de salariés – qui profiteront de ces mesures: ENGIE, Total, AG Insurance, AB InBev – ce sont elles qui bénéficieront massivement de cette mesure. Vous avez décidé d'accorder une diminution linéaire et intégrale des cotisations sociales. Jeudi dernier, monsieur Dermagne, vous étiez ici et indiquiez que vous alliez développer des dispositifs pour aider de manière ciblée les entreprises qui en ont le plus besoin.

Het is absoluut nodig, voor vele bedrijven, maar wij moeten voorzien in voorwaarden. Het kan niet dat één regel geldt voor alle bedrijven. Het moet doelgericht zijn, mijnheer Dermagne.

M. Lacroix était en forme jeudi dernier, il faut le dire, puisqu'il criait haut et fort: "Défiscaliser l'indexation des salaires? C'est non! C'est étrange, c'est même fascinant!" Et, là, ce n'est pas le PTB qui parle: "C'est cette obsession des grands patrons, cette pensée unique du grand patronat. Nous socialistes, nous refusons de punir les travailleurs et d'enrichir les nantis!" Eh bien, ça alors! Messieurs Dermagne et Lacroix, que valent vos mots? Que s'est-il passé depuis jeudi? Définancer la sécurité sociale à hauteur d'un milliard? Offrir un cadeau d'un milliard aux patrons? Ce n'est rien d'autre que cela: punir les travailleurs et enrichir les nantis.

En effet, l'argent de la sécurité sociale, c'est le nôtre, c'est celui de la classe laborieuse, c'est celui de la solidarité. Vous n'aimez pas que je m'exprime de la sorte, monsieur De Croo, je comprends. Mais diminuer les cotisations sociales, c'est voler les travailleurs! Oui! Nous aurions pu nous entendre autour d'une aide ciblée sur les entreprises et indépendants en difficulté, mais pas à propos d'un cadeau d'un milliard offert aux multinationales qui engrangent déjà des millions de bénéfices.

Vermits jullie voor 1 miljard euro cadeaus uitdelen aan de werkgevers moet er worden bespaard. Minister Vandenbroucke heeft aan de onderhandelingsstafel geld gevonden in de gezondheidszorg. Zo kennen we hem. Hij beknibbelde ook al op de langdurig zieken en 20 jaar geleden snoeide hij in de kinesitherapie. Wie had gedacht dat de mooie woorden en het applaus voor het zorgpersoneel van zo'n korte duur zou zijn?

Het aantreden van de vivaldiregering ging gepaard met een hoop tromgeroffel. Men had lessen getrokken uit de coronacrisis en niets zou nog hetzelfde zijn als vroeger. Gezondheid is ons mooiste en belangrijkste goed. Mondmaskers verbranden omwille van besparingen, zoals ten tijde van mevrouw De Block? Dat zou niet meer gebeuren. Het zorgpersoneel uitputten? Dat zou ook niet meer gebeuren. Men was de weg van investeringen ingeslagen en volgens de regeerverklaring zou de groeinorm weer naar 2,5 % klimmen.

Je ne suis pas la seule à être choquée par la mesure visant à faire des économies dans les soins de santé. Je cite un article de Béatrice Delvaux paru dans *Le Soir*: "Le gouvernement mange sa parole et frappe les soins de santé que l'on avait pourtant resacralisés après le covid et qui sont ici les plus importantes sources d'économie."

C'était promis juré, une nouvelle ère débutait pour le budget des soins de santé malmenés par les précédents gouvernements. On allait prendre en compte l'entièreté des besoins nouveaux et, surtout, on allait, à partir de 2022, appliquer une norme de croissance réelle de 2,5 % au lieu des 2 % attribués ces dernières années.

01.142 Melissa Depraetere (Vooruit): Mevrouw Merckx, het is fijn dat u een mooie, lange speech hebt uitgeschreven, maar als de minister van Volksgezondheid uw punt doorheen het debat en doorheen de dag al drie keer heeft ontkracht, moet u ook wel de eerlijkheid hebben om uw speech even aan te

passen voor u hier de bühne betreedt.

01.143 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Ik had mijn tabel nochtans. Ik had daarjuist alle cijfers over de gezondheidszorg goed genoteerd met de notificaties. Ik verwachtte mij natuurlijk aan die aanval. Ik had wel verwacht een cijfer van u te horen.

U zegt dat wat in *Le Soir* staat niet waar is. U zegt dat wat iedereen zegt en wat overal geschreven wordt niet waar is. De groeinorm wordt niet toegepast. 300 miljoen euro zou zagezegd niet gebruikt worden op twee jaar, 120 miljoen euro onderbenutting in 2023. Iedereen mag dat nakijken in die tabellen. Iedereen heeft de begrotingstabel gekregen. Er komt 125 miljoen euro onderbenutting in 2024 en dus van de groeinorm. Die vermindering van 0,5 % is 169 miljoen. 94 miljoen daarvan wordt geïnvesteerd en 75 miljoen wordt niet geïnvesteerd. Wij komen op een som van 320 miljoen euro effectief die wordt gehaald bij de gezondheidszorg, daar waar normaal in geïnvesteerd dient te worden.

Si cela s'avère exact, il est question de 300 millions d'économies.

01.144 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mevrouw Merckx, u doet alsof de visie van heer Vandenbroucke op gezondheidszorg ineens veranderd is. Hij is echter altijd duidelijk geweest dat dit een departement is dat de nodige middelen moet krijgen en moet kunnen investeren.

Ik wil het even hebben over de cijfers. U zegt dat de daling van 2,5 % groeinorm naar 2 % in totaal over 169 miljoen gaat. Van deze 169 miljoen wordt het grootste deel echter door de minister gebruikt om een aantal investeringen te kunnen doen 'buiten de norm'. Dat gaat dan bijvoorbeeld over dringende geneeskundige zorg, waarover hij daarnet sprak. Dat is een sector waarvoor al jaren middelen nodig zijn. De dringende geneeskundige zorg is iets waarvan we hopelijk nooit gebruik moeten maken, maar die wel klaar moet staan. Heel veel lokale entiteiten hebben daar echter vandaar zeer veel moeite mee. Een deel van de besparing gebruikt hij dus om te herinvesteren. Daar kunt u eigenlijk toch niet tegen zijn.

Van de 200 miljoen is er 125 miljoen 'onderbenutting'. Op een budget van 37 miljard zijn er af en toe projecten die niet volledig kunnen worden gerealiseerd. Dat gaat echter over minder dan 0,5 % van het totaalbedrag. U probeert hier een wig te drijven in de meerderheid over dat onderwerp, maar dat zal niet lukken omdat iedereen zeer goed begrijpt dat de heer Vandenbroucke iets doet wat op een zeer intelligente manier het budget vrijwaart. Zo kan hij ook middelen gebruiken om te herinvesteren waar het nodig is. Sommige van deze dossiers lagen namelijk al vijf of tien jaar op de plank.

Dat afschilderen als een besparing in de gezondheidszorg toont aan dat u eigenlijk gewoon van slechte wil bent. U wilt niet erkennen dat er een minister is die zijn dossiers kent, ze onder controle heeft en bewerkstelligt dat gezondheidszorg ten dienste kan blijven van iedereen, met een kwaliteit waarop de rest van de wereld jaloers is.

01.145 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Mijnheer de premier, ik begrijp uw verdediging wel, want u zat ook in de Zweedse regering en in de regering daarvoor. Die regeringen hebben de groeinorm ook reeds naar beneden bijgesteld. Telkens als ik de N-VA aanval op het feit dat zij effectief de groeinorm niet respecteert, antwoordt men mij steeds dat het stijgt en dus geen besparing is. De bevolking verouderd, daarom zijn er extra's nodig in de gezondheidszorg. Die groeinorm is essentieel.

Mijnheer de eerste minister, als er 300 miljoen over is en onderbenut, als er één dossier is dat er reeds 10 jaar ligt en waar wij vooruitgang hebben geboekt door de strijd, dan gaat het wel over de problemen van het zorgpersoneel. Ik weet niet of u hebt gezien hoe wij vorige winter zijn doorgekomen? U kunt echter niet zeggen dat wij dat probleem hebben opgelost. Toch beslist u om toch te besparen op de kap van de gezondheidszorg.

Je vais le dire très clairement et vous pouvez le tourner comme vous voulez. Vous décidez de prendre 300 millions d'euros, de les mettre dans le tableau budgétaire et de ne pas les dépenser dans les soins de santé, alors qu'avec 300 millions d'euros, je peux vous le dire, on aurait pu faire quelque chose. Avec cet argent, on aurait pu engager 1 000 personnes dans les soins de santé avec de vrais contrats de qualité. Avec 400 millions d'euros, on a pu engager 4 000 personnes. Je revois ce chiffre à la baisse et je vous dis qu'avec cet argent, on aurait pu répondre à la demande des syndicats. Ils étaient dans la rue et ils ont demandé de financer davantage. Ils ont dit que le fonds blouses blanches, l'accord social,

n'était pas suffisant. "Nous n'en pouvons plus, on ferme des unités". Et qu'a dit le ministre? Il a dit: "Durant cette mandature, ce sera non". Et là, il a trouvé 300 millions d'euros qu'il va mettre dans le budget et non dans les soins de santé. Cela ne va pas, je suis désolée.

Que propose le ministre aujourd'hui? Il propose des contrats précaires, des pensionnés, des étudiants et même des flexi-jobs, comme si c'était avec cela que nous allions résoudre la crise dans les soins de santé. Je ne le pense pas.

Comme je le disais, le personnel soignant s'est montré dans la rue et a obtenu le financement avec le fonds blouses blanches et l'accord social. Mais chaque victoire est temporaire et peut être mise à mal. C'est ce que vous prouvez aujourd'hui. Sachez que si vous touchez à nouveau au personnel soignant, vous aurez ses membres dans la rue, c'est certain. (*Brouhaha*)

Oui, vous pouvez rigoler de nos manifestations et des gens qui sont en colère dans la rue. Allez-y! Moi, je ne ris pas des économies qui ont été décidées dans les soins de santé. Parmi vos amis, nombreux sont ceux qui ne rigolent pas non plus de ce qui a été décidé aujourd'hui.

Daar er 1 miljard aan cadeaus wordt gegeven, moet er natuurlijk bespaard worden.

De volgende besparing die deze regering inzet, is die op het tijdskrediet. Er is een besparing van 17 miljoen euro op de kap van de werkende ouders die de ratrace proberen te combineren met de zorg voor hun kinderen of hun naasten.

Niet iedereen verdient echter 10.000 euro per maand. Niet iedereen kan rekenen op de papa. Dat is de realiteit van de meeste werkende vrouwen.

Zij die terecht ontevreden zijn over het Vlaamse beleid in de kinderopvang en in het onderwijs raad ik aan om even in eigen boezem te kijken. Mensen die tijdskrediet opnemen, zijn mensen die zorgen voor anderen: voor hun ouders, voor hun kinderen die ziek zijn, voor hun kinderen met leerproblemen. Jullie verstrengen nu de voorwaarden om tijdskrediet op te nemen.

Ik neem maar één voorbeeld uit de lijst van de voorwaarden die veranderd zijn. Men moet drie jaar aan de slag zijn, in plaats van twee jaar, vooraleer men recht heeft op tijdskrediet met als motief een kind. Wat is dit anders dan discriminatie van iemand met een ouderschapswens? Twee weken geleden hebben wij hier een Europese verordening goedgekeurd die discriminatie op basis van verloven veroordeelt, maar hier organiseert u die discriminatie eigenlijk zelf. Een jonge vrouw die een vast contract wil en een zwangerschapswens heeft, zal het geweten hebben. Als zij dan toch een kind heeft binnen de twee jaar, bijvoorbeeld een kind dat te vroeg geboren is en veel zorg vraagt, kan zij naar haar tijdskrediet fluiten. Wat is dit anders dan discriminatie op basis van gender? Ik kan alleen maar besluiten dat voor de vvaldiregering, die zich als een vrouwvriendelijke regering voordoet, de vrouwenrechten als het erop aankomt, in een nacht onderhandelingen, licht doorwegen. Dat hebben we bij de regeringsonderhandelingen en het abortusdossier ook gezien.

Er zijn nog andere posten waarop moet worden bespaard, bijvoorbeeld bij de ambtenaren en de politiemensen. De beloften worden daar niet ingelost. Vervolgens zijn er natuurlijk ook de spoorwegen. Treinen zijn vaak te laat of worden afgeschaft. Het spoorpersoneel heeft vorige week overigens nog gestaakt. Het spoor hebben we niet enkel nodig om ons te verplaatsen maar natuurlijk ook in de strijd tegen de klimaatopwarming. We staan met zijn allen in de file, maar als mensen niet zeker zijn van een trein of een verbinding, blijven ze uiteraard de auto nemen om naar hun werk te rijden.

Er dient dus heel wat in het spoor te worden geïnvesteerd, namelijk 4 miljard euro op tien jaar tijd. Minister Gilkinet zei dat het *money time* was, maar slechts een vierde van dat bedrag ligt momenteel op de onderhandelingstafel. Er zou voorts ook een lening mogelijk zijn van 1 miljard voor Infrabel, maar dan nog. Gaan we de NMBS echt nog verder in de schulden steken? Een deel van het rollend materieel is nu al ondergebracht in belastingparadijzen. Ook hier merken we dus het verschil tussen de woorden en de daden van de vvaldiregering.

J'ai parlé précédemment du fameux cadeau d'un milliard d'euros au patronat.

Selon nous, faire face à la crise de l'énergie, ce n'est pas s'attaquer aux salaires indirects mais bien

s'attaquer aux prix de l'énergie. Mais, lors des nuits de négociation, bizarrement, certaines choses surgissent et trouvent une oreille attentive, des demandes du patronat. Je parle bien entendu ici, monsieur Dermagne, des flexi-jobs. En quoi est-ce lié à la crise actuelle?

Rappelons-nous d'abord ce que sont les flexi-jobs. Ils ont été instaurés en 2017 par le gouvernement Michel. Les socialistes et les verts, vous avez vu rouge. Je cite ici M. Di Rupo qui, à l'occasion de son discours de Nouvel An en 2018 disait: "Les flexi-jobs sont très mal payés, en particulier les jeunes." avant de dire sur le gouvernement Michel: "Ce n'est pas jobs, jobs, jobs! C'est misère, misère, misère!" Je n'aurais pas pu mieux le dire.

D'ailleurs, l'élargissement des flexi-jobs que vous décidez ici n'est pas du tout dans l'accord de gouvernement. Heureusement! On a entendu ici la N-VA qui est folle des flexi-jobs. Elle veut des flexi-jobs partout – infirmières, professeurs, etc. Les flexi-jobs, ce sont des salaires en dessous des minima sectoriels. Ce sont des droits du travail réduits. On peut vous appeler à n'importe quel moment. D'ailleurs, il n'y a pas de cotisations sociales. La sécurité sociale a ainsi perdu énormément d'argent.

En gros, un flexi-job, c'est un job que vous prenez en plus de votre travail car vous n'arrivez pas à joindre les deux bouts. Et vu qu'on a un blocage salarial en Belgique et la précarisation de l'emploi de manière générale, les gens doivent prendre des jobs supplémentaires. C'est vraiment l'américanisation de notre marché du travail. Comme aux États-Unis, les gens ont deux ou trois boulots pour pouvoir payer leurs factures.

01.146 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mevrouw Merckx, u omschrijft flexi-jobs wel erg bizar. Zou het mogelijk zijn dat er mensen zijn die hun job graag doen? Kunt u zich voorstellen dat er mensen bestaan die graag in het weekend wat bijverdienen in de horeca? Ik weet dat u zich dat niet kunt inbeelden, maar er zijn in ons land 100.000 mensen...

01.147 **Nabil Boukili** (PVDA-PTB): (...)

01.148 Eerste minister **Alexander De Croo**: Ik weet goed genoeg hoe dat is. In ons land hebben 100.000 mensen een flexi-job. In uw visie doen deze 100.000 mensen dat volledig tegen hun zin. Ik denk dat u een zeer beperkte kijk op de werkelijkheid hebt. Er bestaan wel degelijk mensen die graag wat bijverdienen en van de flexibiliteit genieten om dat te kunnen doen. Wij vinden dat men de mensen die kans moet geven, maar u wil hun die vrijheid echter ontnemen. U bent namelijk tegen mensen die graag werken. Dat is het verschil.

U wil voor de mensen beslissen wat zij al dan niet mogen doen. Uw visie op het sociaal beleid is dat van de jaren '70 en de jaren '80. Vandaag zitten we echter in de jaren 20 van de 21ste eeuw, waarin er mensen zijn die graag een flexi-job uitoefenen. U schildert dat af als een type job die niet zou voldoen aan de standaarden. We leven in België en in dit land worden werknemers goed beschermd en beschikken ze over rechten. Geef hun de mogelijkheid onbelast bij te verdienen. Waarom zou men hun dat afpakken?

01.149 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Cela fait deux fois aujourd'hui: il est toujours drôle de voir comment le premier ministre vole au secours du PS dans certains débats, quand c'est compliqué. C'est ce que nous constatons, en tout cas. Déjà sur les cotisations patronales tantôt.

Monsieur le premier ministre, vous ne savez vraiment pas de quoi vous parlez. Comment osez-vous me parler comme cela, franchement? Bien sûr que je connais de nombreux travailleurs qui adorent leur travail, qui sont fiers de leur travail. D'ailleurs, nous avons des ouvriers ici. Nous les avons amenés ici. Ils sont fiers de leur travail. Ils sont fiers de ce qu'ils font.

Ce avec quoi ils ne sont pas d'accord, c'est d'être pressés comme des citrons, c'est d'avoir des contrats de "merde". Nous, ce que nous voulons, c'est que les travailleurs aient des droits. Ça, apparemment, cela vous fait du mal.

Votre vision de la liberté, franchement, est-ce de faire travailler les gens pour 10 euros de l'heure? Est-ce cela, votre vision de la liberté? Merci pour la liberté de M. De Croo! Le flexi-job: pas de cotisations, 10 euros de l'heure. Que tout le monde le sache bien!

Parce que vous dites aussi, et c'est d'ailleurs un discours...

01.150 Alexander De Croo, premier ministre: (...)

01.151 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Vous m'avez dit que c'était la liberté.

01.152 Alexander De Croo, premier ministre: Ce n'est pas vrai! Il y a des cotisations de 25 %. Vous racontez n'importe quoi dans ce Parlement et vous pensez que nous n'écoutons pas et que nous allons laisser passer cela. Ils paient des cotisations; et c'est normal que des cotisations soient payées.

01.153 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Les syndicats ont acté que c'était un définancement de la sécurité sociale.

Ce qui est fou aussi avec ces flexi-jobs c'est qu'en fait, vous racontez que c'est une solution pour résoudre le problème des métiers en pénurie. Mais pensez-vous vraiment que c'est la solution?

Prenons l'exemple de l'horeca. Le métier de barman est en pénurie. Cela a été le premier secteur où cela a été appliqué. Aujourd'hui, le métier de barman, avec des flexi-jobs à 10 euros de l'heure, est toujours un métier en pénurie. Si vous voulez résoudre le problème des métiers en pénurie, il faut peut-être penser à payer aux gens un salaire décent.

Aujourd'hui, vous décidez d'étendre les flexi-jobs aux secteurs du sport, de la culture – magnifique! – et, cerise sur le gâteau, des soins de santé. Franchement!

La **présidente**: Madame Merckx, Mme De Jonge souhaite intervenir.

01.154 Tania De Jonge (Open Vld): Mevrouw Merckx, u maakt een karikatuur van veel maatregelen, alsof we zieke mensen zouden verplichten om te werken. Dat debat hebben we al gevoerd, maar dat is totaal niet zo. We willen de mensen gewoon niet loslaten.

Wat betreft de flexi-jobs moet u zich realiseren dat men in heel veel sectoren op bepaalde momenten handen tekortkomt. Daarom is het zo belangrijk om die bedrijven en handelaars, om de horeca, en vanaf nu die uitgebreide sectoren te helpen om dan iemand in te schakelen.

Ik heb het hier al eerder gezegd: jullie zijn niet de partij voor de arbeid, maar de partij tegen de arbeid.

01.155 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Wij willen dat de mensen een degelijke job hebben, die degelijk betaald is, met degelijke uren. Als je 's nachts werkt, moet je meer betaald worden. Voor zulke zaken komen wij op.

U hebt hier toch de arbeidsdeal goedgekeurd? Wel, die moedigt nachtwerk juist aan. En dat is wat u wilt.

01.156 Tania De Jonge (Open Vld): U moet de voorwaarden voor die flexi-jobs eens nagaan: een tewerkstelling van minstens vier vijfde of gepensioneerd zijn. Zoals de premier heeft gezegd, men kiest daarvoor. Het is een vrije keuze om in andere sectoren bijstand te verlenen en ervoor te zorgen dat er handen genoeg zijn om te doen wat er moet gebeuren. Het is belangrijk dat dat een vrije keuze is.

01.157 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Volgens collega Maria Vindevoghel, die nog heel veel mensen kent op de logistieke diensten van de luchthaven, doen die mensen die jobs niet met heel veel plezier. Ze nemen die jobs erbij omdat ze anders hun facturen niet betaald krijgen.

On n'a pas la même vision du marché du travail, c'est évident!

Je demandais à mes camarades socialistes ce qu'il se passe pendant une nuit de négociations.

01.158 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, mevrouw Merckx, u maakt er een karikatuur van. U doet alsof niemand in België bescherming heeft op de arbeidsmarkt. Ik wil er nogmaals op wijzen dat wij de automatische index behouden en dat wij de minimumlonen hebben

verhoogd, wat al sinds 2008 niet is gebeurd. Wij hebben er ook een netto verhoging aan gekoppeld. Mevrouw Merckx, noem mij een land dat beter doet. In Nederland wordt naar onze automatische index gekeken. Dat is niet voor niks. Dat zijn zaken die wij doen.

Bovendien helpen wij, ook in het voorliggende begrotingsakkoord, de zekerheid voor werkende mensen vooruit. Wij hebben al iets gedaan voor de fietskoeriers. Ik wil ook zelf op dat vlak nog bijkomende stappen zetten. Er wordt bijvoorbeeld ook aan het dossier van de dagcontracten gewerkt. Er wordt met voorliggend begrotingsakkoord een heel belangrijk principe ingevoerd, namelijk dat bedrijven die misbruik maken van dagcontracten eindelijk een boete en een extra RSZ-bijdrage zullen betalen. We hanteren het volgende principe: wie de factuur op de sociale zekerheid afschuift, zal daarvoor extra betalen. Dat zal een impact hebben op alle werknemers die elke dag in de onzekerheid zitten en elke dag opnieuw op een sms wachten. Meer nog, het gaat niet alleen over de dagcontracten van één dag, maar ook over een periode. De bedrijven zullen er dus niet vanonder kunnen muizen door er contracten van twee dagen van te maken.

Ik herhaal het: u maakt er een karikatuur van. U focust op het negatieve, maar vergeet alle andere maatregelen die wel stappen vooruit zijn om net zekerheid te geven aan werknemers die momenteel soms met heel preciaire contracten werken.

01.159 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mevrouw Vanrobaeys, wij leven hier gelukkig nog niet in Amerikaanse toestanden. Er is hier bijvoorbeeld een hoge syndicalisatiegraad en gelukkig hebben wij vakbonden die op straat komen als zij niet akkoord gaan en men aan bepaalde rechten, zoals de indexering, wil raken. Die vakbonden komen binnenkort op straat tijdens een nationale stakingsdag omdat zij van mening zijn dat de regering het niet erg goed doet. Wij zullen hen natuurlijk steunen. Gelukkig worden niet alle rechten van de arbeiders in dit land in vraag gesteld.

Het probleem van deze regering is echter effectief dat zij poorten openzet en deuren intrapt. Het systeem van flexi-jobs zou heel beperkt zijn. Nu wordt het uitgebreid. Waar zal dat eindigen? Dat is mijn vraag.

Hetzelfde geldt voor het pensioendossier en de hervorming die daar is gebeurd. Nu zet men in op die effectief gewerkte jaren. Dat is ook weer een deur die is geopend. Dat is volgens mij het probleem van socialisten in de regering, die zulke compromissen maken.

01.160 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Dat is net het verschil. U staat steeds aan de zijlijn. U zegt dat gelukkig niet alles onder druk staat. Er staat wel heel wat onder druk, zoals de automatische index. Wij hebben hierover ongeveer elke week het woord genomen. Dat is het net. Dankzij de socialisten in de regering, en dat is ook het verschil met de Zweedse regering, is die automatische index behouden. Dat is iets dat wij gerealiseerd hebben.

Dankzij de socialisten in de regering zijn de pensioenen verhoogd. Ondanks de moeilijke omstandigheden en crisis na crisis hebben wij ons woord gehouden. Wij hebben die belofte gedaan. Die minimumpensioenen zijn verhoogd. Ook de gewone proportionele pensioenen zijn verhoogd. Wij behouden ook die welvaartsaanpassing van 100 %.

Dat zijn allemaal zaken waarvoor de socialisten heel hard strijden en die wij ook realiseren. En dat is het verschil tussen u en ons.

01.161 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Encore heureux! Il est bien entendu que l'on ne peut pas toucher à l'indexation des salaires. Si tel était le cas, ce serait très grave.

Je constate que vos compromis font mal. Vous ne répondez pas à mes questions sur les flexi-jobs. Des économies sont faites dans les soins de santé. Des économies sont faites au détriment des crédits-temps. À chaque fois, vous suivez une logique libérale. C'est vous qui avez voté la libéralisation du marché de l'énergie.

Nous venons avec des solutions concrètes, car nous sommes un parti présent sur le terrain et qui se bat sur le terrain. Et si nous pouvons entrer dans un gouvernement, nous le ferons, mais cela ne sera pas au prix de compromissions; nous ferons des compromis. En effet, c'est à ce niveau que se situe le problème. Pourquoi les compromis qui sont faits ne le sont-ils pas dans l'intérêt des travailleurs?

Pourquoi, lors d'une nuit de négociations, ne peut-il pas être décidé de ne plus respecter la loi de 1996? Vous me direz que le respect de cette loi est inscrit dans l'accord de gouvernement. Mais après les mesures qui ont été prises pour le nucléaire, après les mesures relatives à la norme de croissance, aux soins de santé et maintenant aux flexi-jobs, le temps est venu de faire des compromis dans l'intérêt des travailleurs.

Het punt waarmee ik mijn betoog wil afsluiten, mijnheer de eerste minister, is de politieke soberheid.

Mijnheer De Croo, een aantal dagen geleden kwam u met uw voorstel 8 % te besparen op uw ministerloon. Laten wij eerlijk zijn, eigenlijk is dat 2 % opslag, want eerst doet u er 10 % indexering bij en dan levert u 8 % in. Ik vond het opvallend dat u het daar gisteren niet meer over had en dat er daarover ook heel weinig werd gezegd in de debatten van vandaag. Heel de discussie over de salarissen van de ministers en de volksvertegenwoordigers en over de partijdotaties is blijkbaar toch enigszins taboe.

Mijnheer de minister, ik geef u op één punt gelijk. In ons land is er een echt probleem met de politieke klasse, of moet ik zeggen de politieke kaste. We moeten die salarissen inderdaad verlagen en u hebt ook voorgesteld dat de parlementen en de partijen daarin volgen en gesteld dat daar ernstig over moet worden gesproken. Ik heb echter gemerkt dat niet iedereen het daarmee eens is. Weinigen hebben er iets over durven zeggen, maar we hebben gisteren wel de heer Francken op de televisie gehoord. Een journaliste vroeg hem of er iets af kon van zijn loon van 6.000 euro als parlamentslid en hij antwoordde: "Binnenkort gaan we nog moeten betalen om in het Parlement te mogen zetelen". Meent hij dat nu echt? Als hem wordt voorgesteld om uw idee van een salarisverlaging te volgen, dan zegt hij zoiets. In welke wereld leeft de heer Francken als hij niet voor minder dan 6.000 euro wil komen werken?

Ik heb gehoord dat het Vlaams Belang niet mee wil gaan in het opbod. U hebt dat daarnet gezegd. Ik kom op het voorstel van de PVDA. Dat is allemaal taboe. Ik heb dat vorige week nog gemerkt toen ik in de commissie voor Grondwet het voorstel indiende om de vermogensaangifte van de parlamentsleden, de regeringsleden en de politieke mandatarissen publiek te maken. Dat wordt in heel veel landen gedaan, waaronder in bijna alle ons omringende landen. We worden eigenlijk ook door de GRECO op de vingers getikt. Toen ik dat voorstel in de commissie deed, waren mijn woorden nog niet koud of de MR veegde het al direct van de tafel, braafjes gevolgd door de andere partijen.

Ik heb vandaag heel wat regeringsleden en parlamentsleden horen zeggen dat de regering mensen beschermt. Sommigen hebben gezegd dat die cheque van 200 euro niet genoeg is. Anderen hebben gezegd dat dit echt mensen beschermen is. Als men echter zelf 6.000 of 10.000 euro verdient, dan weet men niet hoe het is voor de gewone mensen.

Daarom vinden wij dat de salarissen van de parlamentsleden en de regeringsleden en de dotaties voor de politieke partijen met de helft naar beneden moeten, want we hebben politici nodig die met hun twee voeten op de grond en tussen de mensen staan. We hebben politici nodig die weten wat het is om hun facturen niet te kunnen betalen. We hebben politici nodig die niet zichzelf bedienen, maar de mensen.

Tot daar mijn uiteenzetting. Mijnheer de eerste minister, u zult begrijpen dat wij uw regering morgen het vertrouwen niet zullen geven.

01.162 Maggie De Block (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de premier, dames en heren ministers, collega's, Europa staat sinds februari van dit jaar in brand. De Russische invasie heeft de bevolking van Oekraïne overspoeld als een verwoestende golf. Het menselijke leed is niet te beschrijven en tot op vandaag zien wij onaanvaardbare oorlogsmisdaden en geweld. Een oorlog op ons continent was voor velen een relict uit een ver verleden. Helaas, het is nog steeds brandend actueel.

De gevolgen van de inval zijn wijdverspreid en dramatisch. De geopolitieke gevolgen van een agressor op het Europese continent zijn niet te voorzien. Onze economie is in het hart getroffen, de handel wordt bemoeilijkt en basisvoorzieningen zoals stroom en gas worden ingezet als oorlogswapen, met de niet mis te verstane boodschap van Poetin: buigen of barsten. Wel, wij barsten niet. De regering recht de rug en staat pal, voor de burgers, voor de gezinnen, voor onze bedrijven en ondernemers.

Mijnheer de eerste minister, wij doen wat moet. U doet wat moet. Meer dan om besturen gaat het om

leiden, want als het stormt, dan heeft het schip geen stuurman nodig, maar ook een kapitein en dat bent u. Leiderschap betekent maatregelen nemen die ons niet alleen door deze tweede historische crisis in evenveel jaar moeten loodsen, maar die ook en vooral hoop en perspectief aan onze burgers bieden. Het vergt moed om keuzes te maken. Het betekent akkoorden sluiten in de regering waar iedereen zich achter kan scharen. Dat is een bijzonder moeilijke opdracht waar u samen met uw ministers in bent geslaagd.

De uitdagingen zijn inderdaad gigantisch. De budgettaire context is niet eenvoudig. De afgelopen jaren hebben wij ongeziene maatregelen moeten nemen. Zowel tijdens de coronacrisis als vandaag beschermen wij onze gezinnen en bedrijven. Als wij alle inspanningen in dat verband optellen, komt dat neer op een bedrag van 26 miljard euro.

Toch legt de regering een oefening op tafel met een inspanning van 0,6 % van het bruto binnenlands product. Door het tekort op de begroting terug te dringen met 3,6 miljard euro, slagen wij erin om het tekort te verminderen tot 3,2 % van het bbp tegen 2024. Daarmee daalt het begrotingstekort met ruim 1 % in vergelijking met de start van de regering. Dat is een resultaat waarmee staatssecretaris De Bleeker, hier aanwezig, zonder blikken of blozen kan thuiskomen. Ik wil haar ook uitdrukkelijk bedanken voor de grote inspanningen en het geleverde werk, ondanks de zeer moeilijke omstandigheden.

De regering is erin geslaagd om onze bedrijven en onze gezinnen te ondersteunen, zonder daarbij het budgettaire kader uit het oog te verliezen, door slim te besparen en doordacht naar inkomsten te zoeken. Zo zullen wij energieproducenten, door middel van een belasting op overwinsten die zij tijdens de energiecrisis boeken, evenals de oliesector een solidariteitsbijdrage opleggen. Het klopt dat er wordt gezocht naar gerichte inkomsten. Het zijn al lang niet meer alleen de laaggeschoolde caissières, ook de werkende middenklasse van onder andere leerkrachten en bankbedienden voelen de crisis keihard, burgers die dachten dat ze nooit in financiële problemen konden geraken.

We kijken ook naar onszelf. We besparen op het politieke apparaat. Zo bezuinigen wij de komende twee jaar voor 15 miljoen euro op de werking van de Senaat. Senaatsvoorzitster Stephanie D'Hose is daarbij de eerste verdediger. Ook de lonen van ministers worden verminderd, meer bepaald met 8 %. Mevrouw Merckx vindt dat niet genoeg, maar ik vind dat wel een grote inspanning. Het is een maatregel met een beperkte impact op het totaalplaatje, maar wel een belangrijk signaal.

01.163 Barbara Pas (VB): Collega De Block, u spreekt over de besparingen op het politieke systeem. Ik zie in het begrotingstabelletje verschijnen dat de regering aan de Kamer vraagt om de partijdotaties te bevriezen.

Deelt u het standpunt van uw partijgenoot Maurits Vande Reyde, die gisteren op een studentendebat ons standpunt verdedigde om de partijdotaties te halveren? Zo'n bevrozing stelt immers niet veel voor. Hij heeft zich gisteren op een LVSV-debat zeer duidelijk voorstander getoond van de halvering van de partijdotaties. Dat hoor ik zeer graag. Is dat het partijstandpunt?

01.164 Maggie De Block (Open Vld): Ik denk niet dat dat het partijstandpunt is, maar een persoonlijk standpunt. Daar kan zeker in onze partij over worden gesproken. Ik was niet op het LVSV-debat en heb er nog niks van gehoord. Ik zal eens in alle vriendschap vragen aan de heer Vande Reyde waarop hij zich baseert.

We maken komaf met een aantal anomalieën. Wie vanaf 2024 een tweede woning aankoopt, zal daarvoor geen belastingvermindering meer genieten. We verminderen de subsidies voor bpost in het kader van de krantenbedeling met 50 miljoen euro. Het eerste voordeel valt gewoon niet uit te leggen. Voor de eerste woning is er geen woonbonus in Vlaanderen, terwijl er voor de tweede woonst wel een aftrek bestaat. Het tweede is niet meer te verantwoorden in het hedendaagse medialandschap.

Op fiscaal vlak is er vandaag inderdaad nog geen grote hervorming. Die komt er wel. De Open Vld-fractie is de grootste pleitbezorger van een belastinghervorming die ten goede komt aan wie werkt en onderneemt. Uiterlijk tegen begin 2023 of eind 2022 zal er een budgetneutrale taxshift naar consumptie op tafel komen met een lastenverlaging op arbeid, koopkrachtverhoging en de competitiviteit van onze ondernemingen als kernpunt.

Het resultaat van de besprekingen van de afgelopen dagen is een evenwichtig begrotingsakkoord met drie kernpunten.

Ten eerste, beschermen we de mensen die het nodig hebben. Onze gezinnen maken zich zorgen of ze hun facturen nog kunnen betalen. Ook onze bedrijven kreunen onder de alsmaar oplopende kosten. We kiezen er resoluut voor om ze krachtadig te ondersteunen. We verlengen het basispakket energie tot het einde van de winter en ondersteunen zo de brede middenklasse verder met – het bedrag is al vaak genoemd – 196 euro per maand. Dat betekent toch een inspanning van 1.000 euro per gezin. Dat bedrag stijgt nog als de marktprijs verder de hoogte in zou gaan, waar niemand op hoopt. Het basispakket is goed voor 2 miljard euro en komt boven op de btw-verlaging op gas en elektriciteit en de vermindering van accijnzen op benzine.

Nee, collega's van de N-VA, die btw-verlaging is geen boerenbedrog. U vergeet één ding: sinds februari is de wereld fundamenteel veranderd. De prijzen zijn op spectaculaire wijze door het dak gegaan. Niets doen, de btw niet verlagen op dat moment, zou neerkomen op schuldig verzuim. Een btw-verlaging vragen als er nog geen prijsstijgingen zijn, was ook geen goed idee. U ziet dat men in andere landen nog langer wacht, te lang wacht, vooraleer maatregelen ter ondersteuning te nemen. Bovendien, en dat wordt snel vergeten bij het oprakelen van verklaringen, we koppelen deze btw-verlaging ook aan een systeem van accijnzen, wat veel gerichter beleid mogelijk maakt. Het is ook de bedoeling om dat dan te doen. Dat is voor mijn fractie fundamenteel. Mensen met een laag inkomen worden goed beschermd door het sociaal tarief, maar met deze maatregel staan we er ook voor gezinnen of alleenstaanden die werken, maar door de absurde energieprijzen het moeilijk hebben om rond te komen. We maken de toekenning van het sociaal tarief nog efficiënter en de komende maanden maken we werk van een hervorming van het systeem.

Zonder onze bedrijven komen onze welvaart en ons sociaal model onder zware druk. We nemen sterke maatregelen om de concurrentiepositie van onze ondernemingen te beschermen en verlengen eerder genomen beslissingen. Een eenmalige vermindering van de netto patronale RSZ-bijdrage, gevolgd door de mogelijkheid om voor die bijdrage ook een uitstel van betaling aan te vragen, moet meer zuurstof geven aan onze economie. Globaal komt dit neer op een steunpakket van 1 miljard euro. Dat moet onze bedrijven helpen om de stijgende loonkosten te dragen en zo competitief mogelijk te blijven.

We verlengen de tijdelijke werkloosheid en het overbruggingsrecht en we handhaven de verlaagde accijnzen op energie tot op het Europese minimumniveau. Dat zijn geen luxemaatregelen voor onze bedrijven, het zijn maatregelen die er mee voor moeten zorgen dat onze lonen kunnen worden betaald, met behoud van de index voor de mensen, een beschermingsmechanisme waar we in deze oorlogstijden niet aan morrelen.

Collega's, de premier verwees er gisteren naar: beschermen betekent ook dat we onze straten, onze wijken, onze wegen, onze steden veiliger moeten maken. We worden geconfronteerd met toenemend en steeds ernstiger wordend geweld, met georganiseerde misdaad, met narcoterroristen die nergens voor terugdeinzen. Op dat vlak hebben we de plicht onze burgers, gezinnen, handelaars en ondernemers te beschermen. We maken dus ook werk van een nieuwe veiligheidsarchitectuur en verbeteren het financiële statuut van onze politiemensen. De strijd tegen de georganiseerde misdaad wordt voortgezet en zelfs opgevoerd. Dat is meer dan ooit een prioriteit. We zullen nooit toestaan dat de bovenwereld, onze burgers, worden besmet en getroffen door geweld vanuit de onderwereld, met als enig doel ons sociale en economische weefsel te destabiliseren.

Collega's, we helpen de mensen, maar deze regering activeert ze ook. Het aantal werkenden in dit land moet verder omhoog. Op die nagel blijft Open Vld kloppen. We hebben deze regeerperiode al een aantal stappen gezet om de activiteitsgraad drastisch op te trekken en we gaan op dat pad verder. Een sociaal model, gebaseerd op solidariteit tussen werkenden en niet-werkenden, is gedoemd te mislukken als degenen die eraan kunnen bijdragen, dat niet of onvoldoende doen.

Maar, werken moet lonen. Niet werken loont in sommige gevallen relatief meer dan wel werken. Het sociaal tarief voor energie zoals het vandaag is georganiseerd, zorgt in bepaalde gevallen voor inactiviteit. Dat is nefast en moet dan ook de volgende maanden aangepakt worden. Wij nemen drempels weg die deze inactiviteit in stand houden. Wij maken het bijvoorbeeld voor personen met een handicap mogelijk om te starten als zelfstandige in bijberoep, zonder negatieve impact op hun sociale rechten. Wij werken een nieuwe cumulregeling uit om langdurig werklozen, loongerechtigden en

personen met een handicap aan te moedigen om opnieuw te werken. Dat zal de mogelijkheid geven om een deel van de uitkering twee jaar te kunnen combineren met beroepsinkomsten.

Collega's, de activiteitsgraad optrekken zonder een verdere flexibilisering van de arbeidsmarkt is een ambitie die gedoemd is om te mislukken. Deze regering heeft op dat punt reeds grote stappen gezet. Ik verwijs naar het akkoord rond de regeling van de nachtarbeid in e-commerce of de mogelijkheid om de keuze te maken om de werkweek in vier dagen te doen. Dat moet ook toelaten om arbeid en gezin een beetje gemakkelijker te organiseren. Wij hebben het eveneens mogelijk gemaakt dat mensen de ene week wat meer en de andere week wat minder uren presteren. Dat is een regeling waar onder meer ouders die hun kinderen in co-ouderschap opvoeden, baat bij kunnen hebben.

Flexibiliseren betekent ook werken mogelijk maken voor mensen die terugkeren na ziekte. U moet mij niet zeggen hoeveel karikaturen daar reeds gemaakt zijn in de vorige jaren. Het is echter eigenlijk normaal dat men iemand niet definitief afschrijft als hij nog de wil en de capaciteit heeft om terug naar het werk te gaan. Dat is een andere houding dan 20 of 30 jaar geleden, toen men bij ziekte voor de rest van zijn leven op een uitkering was aangewezen.

De terug-naar-werkregeling wordt voortgezet en nog uitgebreid. Er komt een arbeidsparticipatietoeslag, waarbij werknemers met gezondheidsproblemen in gedeeltelijke arbeidsongeschiktheid kunnen stappen om op die manier een volledige uitval te vermijden. Het gaat om pilootprojecten van twee jaar. Voor mensen die na een periode van inactiviteit terug aan het werk gaan, is het nu te vaak een kwestie van alles of niets. Of men blijft in de arbeidsongeschiktheid, in de ziekte-uitkering, of men gaat volledig terug aan het werk, misschien een maand halftijds en dan voltijds. Nu willen wij een geleidelijke terugkeer mogelijk maken, op een tempo dat geschikt is voor de terugkeerder en werkbaar voor de werkgever. Daar is dus veel werk aan de winkel.

We voorzien in een premie voor werkgevers die een langdurige arbeidsongeschikte aanwerven in het kader van een gedeeltelijke werkhervatting. Deze premie van 1.000 euro zal aan deze werkgevers worden toegekend, nadat zij een terugkeerder drie maanden hebben tewerkgesteld.

De huidige outplacementmaatregel, gekoppeld aan de verbreking van de arbeidsovereenkomst, vervangen we door een verplichting voor de werkgever om voor elke verbreking een bedrag van 1.800 euro in een terug-naar-arbeidsfonds te storten. Werknemers bij wie de overeenkomst wegens medische overmacht werd verbroken, kunnen een beroep op dit fonds doen voor de financiering van coaching op maat.

Ik heb het al gezegd, er worden nogal wat karikaturen van gemaakt, maar ervoor zorgen dat iemand zijn of haar plaats op de arbeidsmarkt terug kan innemen, is een positief verhaal. Mensen voelen zich na een periode van arbeidsongeschiktheid vaak onzeker en onwelkom op de werkvloer en vragen zich af hoe ze terug aan het werk kunnen gaan. Het is voor die mensen dat wij een extra inspanning doen.

Mensen met een uitkering laten zitten, in een soort vergeetput, is niet onze visie op de samenleving van vandaag. Voor deze regering telt iedereen mee. Mensen die wegens ziekte of een andere reden een tijd niet kunnen werken, moeten we kunnen ondersteunen voor zolang het nodig is. Mensen voor altijd wegzetten als inactief is niet onze filosofie.

Dan gaat het over studentenarbeid. Wij hebben eerder al de studentenarbeid in uren mogelijk gemaakt en verhoogd tot 475 uren. Ik ben echt blij dat de studenten 600 uren per jaar kunnen werken aan een verlaagd tarief. We geven hierbij gevolg aan de grote vraag van zowel studenten als werkgevers, zoals horeca-uitbaters, slagers en bakkers die in het weekend werken en die heel moeilijk aan voldoende personeel geraken.

Daarnaast heeft mijn fractie ook gepleit voor de uitbreiding van het systeem van flexi-jobs. Dat is nu onder meer mogelijk voor ondersteunende functies in de zorg en de cultuur- en de evenementensector. Die flexi-jobbers kunnen in de zorg en in het onderwijs geen verpleegkundige taken op zich nemen. Me dunkt dat daarvoor bij velen een zeker niveau van opleiding ontbreekt, maar zij kunnen wel worden ingeschakeld voor het logistieke werk. Op die manier ontlasten we het medisch personeel, wat ook ten goede komt aan de patiënten. Hoe meer handen rond de patiënt, hoe meer zorg voor hem.

01.165 Kathleen Depoorter (N-VA): Mevrouw De Block, zoals u net zei, die flexi-jobs kunnen in de

zorg geen verpleegkundige taken op zich nemen, maar ik heb daarnet al aan de collega's van cd&v gezegd dat het een bekommernis is van Vlozo en Zorgnet-Icuro, de koepelorganisaties in de zorgsector, dat ook in Vlaanderen het personeel dat logistiek zorgmedewerker is niet kan worden ingezet in die flexi-jobs.

Wat is uw antwoord daarop? Als wij initiatieven zouden nemen, zou u dan bereid zijn om daarin mee te gaan, zodat die mensen kunnen worden ingezet in woon-zorgcentra, waar er heel veel nood aan personeel is?

01.166 Maggie De Block (Open Vld): Ik denk dat er daarover overleg moet worden gepleegd met onder andere de vertegenwoordigers van de verpleegkundigen en de zorgkundigen om na te gaan wat kan en wat niet kan. Ik vraag dan ook aan de regering om, als zij vrijdag aan de definitieve notificaties werken, ook nog de tijd te nemen om daarover overleg te plegen.

Ik hoop dat u het er toch mee eens bent dat een zekere vorming nodig is voor mensen die in woon-zorgcentra zorgberoepen uitoefenen. Er zijn echter tal van andere taken die ze op zich kunnen nemen. Nu moeten de verpleegkundigen immers alles doen, dus het is de bedoeling om hen daar wat te ontlasten.

Ik neem de vraag van Vlozo wel ernstig. Ik heb ook al stappen gezet en heb contact met hen opgenomen om te kijken wat het probleem is en waarom dit voor hen te beperkt is. Ik vraag dus aan de collega's in de regering en aan de ministers om zeker contact op te nemen, wetende dat er vandaag al een contact was.

01.167 Kathleen Depoorter (N-VA): Ik hoorde andere signalen bij uw collega's, mevrouw De Block. U zult dus nog wat overtuigingswerk hebben. Het is al goed dat een van de collega's deze bezorgdheid meeneemt.

U hebt het zelf ook al aangegeven, het is effectief een probleem. In 2024 gaat u, als we het goed berekenen, naar een groeinorm van 1,5 %. Men gaat namelijk 0,5 % van de 2,5 % naar beneden. Als we dan alle besparingen erbij nemen, komt u op het niveau waarop u destijds zei dat uw zakken dichtgenaaid waren en er geen budgettaire ruimte was. Ik stel vast dat Frank Vandenbroucke zijn zakken niet heeft dichtgenaaid en dat men daar toch in heeft gezeten. De groeinorm gaat echt naar beneden in 2024.

Ik hoor de collega's al zeggen dat er budgetten buiten de gezondheidsbegroting zijn die worden verschoven. Ik wil het toch nog even hebben over de operatoren 1733 en de dringende geneeskundige hulp. Uit welke begroting worden deze budgetten normaliter gehaald?

01.168 Maggie De Block (Open Vld): Voor de dringende geneeskundige hulpverlening zijn dat federale budgetten. Voor de niet-dringende geneeskundige hulpverlening zijn dat de budgetten van de gemeenschappen.

01.169 Kathleen Depoorter (N-VA): Men is ook bezig met een shift van Volksgezondheid naar Binnenlandse Zaken.

01.170 Maggie De Block (Open Vld): Wij werken inderdaad wel eens samen met Binnenlandse Zaken. Mag ik u er echter even op wijzen dat de groeinorm nu veel hoger is dan in 2014? Op dat niveau mocht het voor uw partij nog 2 miljard minder zijn. Ik ben daar dus eigenlijk geëindigd, want dan is de N-VA uit de regering gestapt. Zaken als investeringen in dringende geneeskundige hulpverlening hebben we slechts een jaar kunnen doen, maar geen tweede, want in lopende zaken kan een regering geen extra middelen toekennen. Dat was pijnlijk, maar dat was de beslissing van uw partij in de regering.

Mag ik zeggen dat de begroting nu 37 miljard euro bedraagt voor Volksgezondheid en dat ik in 2019-2020 geëindigd ben met 25 miljard euro. Er kan dus echt veel meer worden geïnvesteerd in gezondheidszorg. Toch blijft u zeggen dat er meer kan worden bespaard. Het is het ene of het andere. (...) Dat gaat van de uitrusting van posten tot de aankoop van ziekenwagens. We hebben ook het tarief voor de patiënt vastgelegd op 60 euro, ongeacht waar hij woont en hoelang de ziekenwagen onderweg is. Dat is een goede zaak geweest. Er was voorzien in een groeipad van drie jaar maar door de vroegtijdige val van de regering en de regering in lopende zaken is dat het tweede en derde jaar niet

kunnen doorgaan. Net als jullie betreuer ik dat.

01.171 Kathleen Depoorter (N-VA): Als ik dit mag samenvatten, mevrouw De Block, is er dus afgeweken van een groeinorm van 2,5 %, terwijl deze regering een pleidooi hield dat hij noodzakelijk was om de vergrijzing en de basisuitdagingen in de volksgezondheid te dekken. Men stapte af van deze beslissing in het regeerakkoord, om dan een deel van die middelen over te hevelen naar het departement Binnenlandse Zaken. Dat is bijzonder.

01.172 Maggie De Block (Open Vld): Het is wel efficiënt, want men kan op dat gebied alleen resultaten bereiken als men samenwerkt.

01.173 Sander Loones (N-VA): Mevrouw De Block, in plaats van het akkoord te verdedigen pikt u in op het thema van de dag. Er valt dan ook weinig te verdedigen.

Ik wil u graag de kans geven om te repliceren op een aantal straffe uitspraken die vandaag gedaan zijn. U doet alsof u in de vorige legislatuur niets te maken had met het departement Volksgezondheid, maar u was wel de bevoegde minister.

01.174 Maggie De Block (Open Vld): (...)

01.175 Sander Loones (N-VA): Het waren er 28. *(Hilariteit)*

Ik ben zeer blij dat u zich verantwoordelijk voelt voor het departement en wat u hebt achtergelaten. Wat hebben wij vandaag immers gehoord? Minister Frank Vandenbroucke zegt dat hij een departement "in chaos" heeft aangetroffen. De fractieleider van de PS, de heer Laaouej, zei dat het departement Volksgezondheid "een ruïne" was. Laat u dat allemaal maar zeggen? Ik vind dat heel bijzonder.

01.176 Maggie De Block (Open Vld): Er was een sanitaire crisis, de budgetten zaten vast en we moesten enorme inspanningen doen tegen de coronacrisis... Weet u dat wij in het begin met openbare aanbestedingen moesten werken?

01.177 Sander Loones (N-VA): Ik zal het nog directer zeggen, misschien zal u dan eindelijk antwoorden. Vindt u dat u een departement in chaos hebt achtergelaten? Vindt u dat u een ruïne hebt achtergelaten? Dat is hier vandaag letterlijk door uw coalitiepartners gezegd.

01.178 Maggie De Block (Open Vld): Ik zal even aantonen dat het niet in chaos verkeerde. Bijna elke maatregel die wij hebben genomen met de regering in lopende zaken werd later meermaals verlengd! Het waren moeilijke omstandigheden.

01.179 Sander Loones (N-VA): (...)

01.180 Tim Vandenput (Open Vld): Ik begrijp dat de heer Loones erg geïnteresseerd is in het beleid van ex-minister De Block toen de vorige regering in lopende zaken was, maar het debat gaat hier over de regeerverklaring van de premier. Ik stel voor dat we terugkeren naar het debat om mevrouw De Block haar toelichting te laten afwerken.

01.181 Peter De Roover (N-VA): Ik weet niet of collega Vandenput het debat hier heeft gevolgd, maar al bijna de volledige dag wordt het thema 'bespreking van de verklaring van de regering' buiten beschouwing gelaten. Het is eerder een 'bespreking van de verklaring van de oppositie'. Niemand heeft hier het lef om de State of the Union te verdedigen. Iedereen vraagt voortdurend: "Wat zou u hebben gedaan?" "Het klopt dat wij niets hebben gedaan, maar het enige excuus is dat u volgens ons ook niets heeft gedaan", dat is min of meer de teneur van de gehele afgelopen dag. U verdedigt uw eigen regeringsverklaring niet en dat begrijp ik ook.

Collega Loones confronteert mevrouw De Block echter met een letterlijk citaat van enkele uren geleden van uw coalitiepartner, niet met zaken van enkele jaren geleden. Hij citeert die partner ook letterlijk. De heer Vandenbroucke meent zijn voorganger, mevrouw De Block, hier te moeten diskwalificeren als een compleet gefaalde minister. Dat is waarnaar de heer Loones verwijst. Had de heer Vandenbroucke dat nooit verklaard, dan had Sander Loones daar ook niet naar moeten verwijzen. Een en ander is dus wel

relevant.

Los daarvan, collega's van de meerderheid, gelieve eindelijk over te gaan tot de bespreking van de verklaring van de regering.

01.182 Kathleen Depoorter (N-VA): Mevrouw De Block, u hebt het over de openbare aanbestedingen. Ik nodig u uit het verslag van de werkzaamheden van de commissie voor Volksgezondheid van 3 maart 2020 nog eens te lezen. Tijdens die commissievergadering hebt u het antwoord gekregen.

Mevrouw De Block, wat de niet-notificaties en de begrotingstabellen, die wij in onze mailbox hebben gekregen, betreft, het farmaluik zal u gelet op het feit dat minister Vandenbroucke u van chaos wil betichten, zeker interesseren. In 2021 werd er een besparing in de geneesmiddelensector afgesproken en dat zou via een voorafname van het farmapact in 2022 worden geregeld. Maar dan moet u het toch wel ontzettend betreuren dat er vandaag nog altijd geen farmapact is en dat er ook geen stappen worden gezet voor een farmapact. Er wordt zelfs amper gepraat met de farmasector. Vandaag, twee jaar later, wil de regering opnieuw een voorafname nemen van 31 en 71 miljoen euro. Zult u minister Vandenbroucke ter zake helpen of hoe zult u dat probleem in de regering oplossen?

01.183 Maggie De Block (Open Vld): Mevrouw Depoorter, ten eerste, ook ik betreur dat er nog geen nieuw farmapact is gesloten.

Het vorige pact was immers een zeer goed pact, waarmee wij respect hebben gewonnen in de hele wereld. Velen hebben dat willen namaken, maar dat is niet gelukt. Een opvolging van het farmapact dat ik sloot en dat maar tot 2018-2019 liep, zou dus ideaal zijn geweest. Het was een goede zaak voor de patiënt, die vlugger toegang kreeg tot innovatie; het was eerlijker voor de MedTech-sector, waarmee we ook een pact hadden; en het creëerde ook budgettaire duidelijkheid.

Maar goed, het nieuwe pact is er nog niet. Ik heb er alle vertrouwen in dat het kabinet er voort aan werkt. Als u graag hebt dat ik dat nog eens navraag bij Frank Vandenbroucke, omdat u het niet durft, wil ik dat graag doen. (*Hilariteit*)

Overigens, zijn opmerking dat er meer geïnvesteerd moet worden in de dringende medische hulpverlening, omdat die slabakte, is terecht. Ik heb dat ook gezegd. Het groeipad kon niet ingevuld worden door de regering in lopende zaken en nu is het alle hens aan dek.

Ik heb u ooit de bevoegdheidsverdeling met betrekking tot de dringende en de niet-dringende medische hulpverlening uitgelegd. Er is in het regeerakkoord ook een hervorming gepland op het Vlaamse niveau voor de niet-dringende medische hulpverlening. Ik meen dat de patiënt daarmee er alleen maar op vooruit kan gaan. Kortom, ik wil het voor u gerust navragen, en u kunt het aan Vlaams minister Crevits vragen.

01.184 Kathleen Depoorter (N-VA): Ik heb u nog niet zo vaak gezien in de commissie voor Volksgezondheid; u mij dus ook niet. Het aantal keren dat het farmapact daar ter sprake komt, is gemiddeld één keer per maand, mevrouw De Block. Ik stel alleen maar vast dat het farmapact geen prioriteit is voor het huidige kabinet.

U noemt het pact belangrijk. Ofwel praat u niet met elkaar, ofwel weegt uw partij niet voldoende en kan de Vooruitfractie ter zake haar zin doen. Ik weet het niet. Wat ik wel weet, mevrouw De Block, is dat we met de WAIT-indicatoren en dus de toegang tot de innovatie nog altijd niet goed scoren. Onze patiënten wachten op toegang tot innovatieve therapieën. De MedTech-sector heeft nog steeds geen data waarop hij zich kan enten wanneer hij innovatie naar onze patiënten wil brengen. Wij staan stil en blijkbaar zullen wij dit jaar en ook volgend jaar nog stilstaan.

Ik stel alleen maar vast dat uw partij, als regeringspartij, het daar eigenlijk mee eens is en dat u uw smalende nonchalance nog altijd niet verloren hebt. U wilt het wel eens vragen voor mij. Doe er iets aan, u zit in de regering.

01.185 Maggie De Block (Open Vld): Ik heb van bij de installatie van de regering gezegd dat ik geen zitting zou nemen in de commissie voor Volksgezondheid. Die taak is toegewezen aan de heer De Caluwé een goedwerkend parlamentslid. Ik heb daar alle vertrouwen in. Als hij raad nodig heeft,

wat niet vaak voorvalt, wil ik die wel geven. Ik wilde evenmin zitting nemen in de commissie waar het domein Asiel en Migratie wordt behandeld. Ik vind het namelijk wat misplaatst om zitting te nemen in commissies die handelen over aangelegenheden waarin we vroeger beleidsverantwoordelijkheid hadden. Ik wil niet de schoonmoeder zijn van de heer Vandenbroucke of de heer Mahdi, die ondertussen al vervangen is.

Dat wil niet zeggen dat ik die dossiers niet opvolg. Dat wil niet zeggen dat ik de commissies niet digitaal bijwoon. Dat wil niet zeggen dat ik daar niet mee bezig ben. U stelt veel vragen. U doet heel venijnig, maar u krijgt daarmee geen deuk in een pakje boter geklopt.

Président: Séverine de Laveleye.

Voorzitter: Séverine de Laveleye.

01.186 Kathleen Depoorter (N-VA): We zullen op het einde van de rit eens streepjes trekken, waar de invloed van de oppositie gespeeld heeft in de vivaldiregering in de commissie voor Gezondheid en Gelijke Kansen. Dat zal best meevallen.

Hoe dan ook, het gaat niet over u en wat u doet, het gaat over wat uw partij daar in de regering zit te doen. Het gaat erover dat uw partij er altijd toch wel prat op ging dat communicatie tussen de farmasector en de innoverende sector en de overheid mogelijk was, terwijl dat vandaag niet meer kan. Die innovatie is geen prioriteit voor de regering. Onze patiënten hebben niks aan een standstill.

01.187 Maggie De Block (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, deze regering hervormt ook, en dat brengt me bij het derde thema.

Er wordt nogal smalend gedaan over de vivaldiregering als hervormingsregering, maar dat is eigenlijk onterecht. Het zal altijd te veel zijn voor de ene en te weinig voor de andere, maar ondanks een opeenvolging van crisissen hervormt deze regering wel degelijk en zonder taboes.

Wij hervormen en flexibiliseren de arbeidsmarkt verder, we zetten stappen naar de beoogde activiteitsgraad van 80 % en zullen dat dan ook in de komende jaren moeten blijven doen.

De bevoegde minister Van Quickenborne verzet bergen om de tanker die Justitie is te keren. De bestemming is nog niet bereikt, maar de juiste koers is toch al wel ingezet. We brengen het justitieel apparaat in de 21ste eeuw, nabij waar het moet en gecentraliseerd als het kan. De tijd dat het nodig was om tientallen onderafdelingen te installeren van hoven en rechtbanken, ligt al heel lang achter ons. En, zoals de minister zegt, Justitie moet sneller, menselijker en straffer.

Ook de hervorming van de gezondheidszorg wordt verdergezet.

Voorzitter: Eliane Tillieux, voorzitter.

Président: Eliane Tillieux, présidente.

01.188 Sophie De Wit (N-VA): Mevrouw De Block, daarnet dacht ik dat ik mijn kans gemist had omdat u zo snel over het luik veiligheid heen was, maar aangezien u nu spreekt over de hervormingen in Justitie en de gerechtelijke hervorming, wil ik u even aanspreken.

Ik vind het wat vreemd, want ik had verwacht zoals elke keer heel veel te kunnen lezen over de strijd tegen de straffeloosheid, maar daarover spreken we blijkbaar niet meer. Ik begrijp dat ook wel, gelet op de achterstand in de gevangenissen en detentiehuizen.

Maar plots verschijnt de hervorming van het gerechtelijk landschap, met een vermindering van het aantal afdelingen. Daarover heb ik de ons niet officieel bezorgde notificaties gelezen. Daarin staat dat aan de politierechtbanken en de vredegerichten niet geraakt wordt. Ik vraag mij af vanwaar die hervorming zo ineens komt, aangezien daarvan voordien geen sprake was. De vorige fases van de hervorming van het gerechtelijk landschap werden al door toenmalig minister Turtelboom doorgevoerd, behalve de enveloppen en wat de rechtbanken zelf moesten doen. In de notificaties lees ik ook dat niet de minister zal hervormen, maar dat de hervorming enigszins wordt overgelaten aan de magistraten zelf. De nabijheid, middels politierechtbanken en vredegerichten, blijft dus bewaard, en voor de rest moeten de magistraten zelf maar uitvogelen hoe ze dat zullen doen. Kunt u mij zeggen waar de

hervorming precies zit en wanneer die überhaupt zal worden uitgevoerd?

01.189 Maggie De Block (Open Vld): Ik heb die notificatie, die nog geen notificatie is, ook gezien. Ik denk dat u dat zeker aan minister Van Quickenborne kunt vragen. Als ik het goed begrijp, gebeurt die hervorming in samenspraak met de magistratuur. Of heb ik dat verkeerd, mijnheer de premier? Ik zat niet aan de tafel en evenmin onder de tafel.

01.190 Eerste minister **Alexander De Croo**: Ik zat ook aan de tafel. Zoals u aangeeft, komt er een hervorming van artikel 186, wat het mogelijk maakt om de zaken anders te organiseren. Dat was tot nu toe niet mogelijk, dat was geblokkeerd. De redenering is om meer vrijheid te geven aan de verschillende rechtbanken en hoven om betere afspraken met elkaar te maken. Dat moet ertoe leiden dat men zich meer zal specialiseren en dat bepaalde domeinen op bepaalde standplaatsen zullen zijn. De redenering is dat de minister samen met de magistratuur nagaat wat de meest efficiënte manier is om iets te doen. Ik vind dat wel de juiste aanpak. In heel veel provincies zijn er vandaag al afspraken. Ik weet bijvoorbeeld dat men in Limburg afspraken heeft gemaakt om bepaalde zaken in Tongeren en bepaalde zaken op een andere standplaats te behandelen. Dat komt van onderuit. Het hervormen van artikel 186 is het essentiële element om deze hervorming te kunnen uitvoeren.

01.191 Marijke Dillen (VB): Eindelijk, mijnheer de eerste minister. Er wordt hier aangekondigd dat het fameuze artikel 186 van het Gerechtelijk Wetboek zal worden hervormd. Ik neem aan dat u weet dat daar al een voorontwerp van wet voor is. Dat voorontwerp is twee jaar oud en werd voorgelegd aan de Hoge Raad voor Justitie, waar het met de grond gelijk werd gemaakt.

Ik heb daarnet nog eens de moeite gedaan om het na te lezen, maar de tijdslimiet laat mij niet toe om dat allemaal toe te lichten. Het advies van de Hoge Raad voor de Justitie was echter zeer uitvoerig. Daarna is dat al die tijd in de koelkast beland en nu komt dat hier ineens *out of the blue* terug in uw verklaring, zonder dat het herwerkt wordt, zonder dat eraan gesleuteld wordt, zonder dat er rekening gehouden wordt met alle kritiek van de Hoge Raad voor de Justitie, toch geen onbelangrijke instantie inzake Justitie. Dat is toch weinig ernstig werk. De minister laat dat twee jaar in de diepvries liggen na de kritiek en nu zou dat ineens het wondermiddel moeten zijn om Justitie te verbeteren. Dat is in ieder geval weinig geloofwaardig.

01.192 Vanessa Matz (Les Engagés): Madame la présidente, je voudrais poser une question à Mme De Block.

Dans votre déclaration sur la justice, madame De Block, vous avez dit: "Grâce au ministre Van Quickenborne, nous entrons enfin dans une justice du XXI^e siècle." En observant les conditions de détention dans nos établissements pénitentiaires, avez-vous cette impression? Je pense notamment à la prison de Mons. Il y en a d'autres, mais nous savons que les conditions y sont particulièrement difficiles.

Considérez-vous que nous entrons dans une justice du XXI^e siècle lorsque, pas plus tard que voici une dizaine de jours, les avocats et leurs clients n'étaient toujours pas autorisés à accéder à l'intelligence artificielle en vue d'une justice plus rapide et plus moderne – celle du XXI^e siècle dont vous parlez? C'est en effet aux seuls magistrats qu'est laissée cette possibilité.

De même, estimez-vous objectivement que la réforme censée révolutionner la justice par une réorganisation des cours et tribunaux, qui vient d'être évoquée par le premier ministre, va nous faire entrer dans le XXI^e siècle, alors que ce dispositif risque d'éloigner davantage encore le justiciable des cours et tribunaux et de le priver de l'accès à la justice?

01.193 Maggie De Block (Open Vld): Mevrouw Matz, met betrekking tot de accommodatie in de gevangenissen, er zijn nu reeds heel moderne gevangenissen. Haren is geopend. Er zijn er nog in aanbouw. Er zijn er ook die reeds jaren geleden gesloten hadden moeten worden, maar door de overbevolking was dat niet mogelijk. Er wordt daaraan wel gewerkt. Er is ook achterstand op de bouwkalender. Ik hoor hier reeds 10 à 15 jaar spreken over hoeveel gevangenissen men gaat bijbouwen, maar het is andere koek om ze geopend te krijgen. U zult het ermee zijn dat dit niet van vandaag op morgen gaat. Alleszins wordt er nu vooruitgang geboekt.

Met betrekking tot de omstandigheden waarin mensen zich daar bevinden, het zijn inderdaad soms

schrijnende toestanden. Dat heeft te maken met de overbevolking en ook met de oude accommodatie van de gevangenen. Dat hangt wat samen.

Met betrekking tot justitie sneller, menselijker en straffer maken, het is een tanker en het is moeilijk om die van richting te doen veranderen. Met elke maatregel die men treft, en die maatregelen zijn er, wordt dat beter. Aan het einde van de rit zult u de minister van Justitie daarop kunnen afrekenen. Bij mijn weten is er nog een hele periode te gaan. Alles vraagt veel voorbereiding.

Ik weet dat u steeds veel kritiek hebt. U hebt waarschijnlijk heel veel inspiratie van op het terrein. Dat is goed. Maar kritiek uiten, is gemakkelijker dan oplossingen bieden. Ik ben geen jurist. Ik ben ooit eens drie maanden per ongeluk minister van Justitie geweest, na het verdwijnen van mevrouw Turtelboom naar de Vlaamse regering. Dat was voor mij grotendeels onbekend terrein. Sindsdien volg ik het wel wat beter en weet ik des te meer dat het een zeer moeilijk departement is.

01.194 Sophie De Wit (N-VA): Mevrouw De Block, u ging heel snel over de narcoterreur. Ik wil daar even op terugkomen. U hebt gezegd: wij gaan daarop inzetten, want we moeten de georganiseerde misdaad aanpakken. In de regeringsverklaring staat dat bijkomend 1 miljard euro naar de veiligheid zou gaan. Wij hebben vandaag al uitgeklaard dat dit voor de hele legislatuur is en niet alleen voor dit jaar. Het woord bijkomend is een beetje misleidend. Het staat letterlijk zo in de regeringsverklaring, mijnheer de eerste minister.

01.195 Eerste minister **Alexander De Croo:** Het is bijkomend tijdens de regeringsperiode.

01.196 Sophie De Wit (N-VA): Het is nu duidelijk dat dit voor de hele legislatuur is.

U zegt dat men hieraan zal werken. Verder zegt u ook, dat sluit aan bij uw achtergrond als arts, mevrouw De Block, dat aandacht aan drughulp zal worden besteed. Men moet immers ook de vraag naar drugs in de samenleving aanpakken, zoals ook in de tekst staat. Ik vraag mij dan af hoe u die vraag naar drugs wilt aanpakken.

In Nederland hanteert men een gedoogbeleid. Daar bestaan studies en boeken over. Daaruit blijkt dat het gedoogbeleid en de legalisering hebben geleid tot de narcostaat die Nederland vandaag is. Wat in Nederland al bezig was, komt stilaan ook naar hier. Men heeft lang gezegd dat men hiermee alleen kampt in Antwerpen, maar in Brussel zijn er schietpartijen en in Kortrijk gebeuren er ook zaken. Het is dus niet louter een Antwerps probleem. De studie wijst uit dat het gedoogbeleid en de legalisering in Nederland daartoe hebben geleid. Op het congres van uw partij werd onlangs gezegd dat men drugs wou legaliseren. Is dat uw oplossing voor de aanpak naar de vraag van drugs? Gaat u dat zo aanpakken of komt er iets anders?

01.197 Maggie De Block (Open Vld): De beslissing werd op het congres op aangeven van de jongeren genomen. Ik kon daar toen niet zijn. Al de vorige congressen, ik zit al van mijn 16 jaar in de partij, heb ik mij daar hevig tegen verzet.

U weet dat heel veel mensen die nog niet verslaafd zijn en in de gevangenis terechtkomen daar verslaafd geraken. Op geen enkele plaats zijn drugs zo toegankelijk als in de gevangenen. Samen met de toenmalige minister van Justitie, Koen Geens, heb ik ontwenning en begeleiding in de gevangenis mogelijk gemaakt. Er zou ook van in het begin een preventieprogramma komen met artsen. Daar werden goede resultaten geboekt. Maar het blijft dweilen met de kraan open, want er zitten al veel mensen in dat circuit. Door samen te werken met de steden en gemeenten, met Justitie en met Volksgezondheid kan men daar wel oplossingen vinden.

Daar is over gestemd op het congres, en ik ben een democraat. Het waren de jongeren die voor de legalisering van cannabis pleitten. Als arts kan ik mij daar echter nooit in vinden. In 1999 werden er zelfs wietstokjes in de Kamer uitgedeeld. Het begint met wiet, maar het gaat van kwaad naar erger. Als arts zal ik nooit beweren dat we die maatschappelijke trend moeten volgen. Ik distantieer mij ervan, maar leg me als democraat neer bij de stemming.

01.198 Marijke Dillen (VB): Mevrouw De Block, ik blijf toch wat op mijn honger. In de regeringsverklaring lezen we: "We kunnen de strijd tegen de narcoterreur niet winnen, als we ook niet de vraag naar drugs in onze samenleving aanpakken." Ik zou graag van u horen op welke wijze u dat

concreet gaat doen. Uw standpunt als dokter is privé, maar het standpunt van de jongeren binnen uw partij is wel degelijk heel anders.

Ik verwijs naar de Antwerpse Vooruit-schepen en oud-politiecommissaris Jinnih Beels, die een aantal maanden openlijk gepleit heeft voor legalisering. Wat zal het worden? Legaliseren, volgens het standpunt van een aantal partijen binnen deze coalitie? Hoe wil u zowel de dealers als de vraag naar drugs aanpakken? Daarop had ik graag een heel duidelijk antwoord gekregen, mevrouw De Block.

01.199 Maggie De Block (Open Vld): Het is simpel, ik kan u dat antwoord niet geven, want ik ben de minister van Justitie niet en ik was ook niet aanwezig bij de regeringsonderhandelingen.

Volgens mij zal het allemaal niet zo'n vaart lopen. Als arts distantieer ik mij alvast van het gebruik van elke vorm van drugs, maar hoe hij die ene zin wil invullen, zult u aan minister Van Quickenborne zelf moeten vragen.

(...): (...)

01.200 Maggie De Block (Open Vld): Iedereen heeft recht op enkele jeugdzonden.

01.201 Eerste minister Alexander De Croo: Ik wil hier duidelijk over zijn, de regering heeft hoegenaamd niet de intentie om ook maar iets te veranderen aan wat legaal en wat niet legaal is. Tegelijk moet je ook wel een beleid voeren ten aanzien van de mensen die vandaag al gebruiken. Mensen die gebruiken en bijvoorbeeld in de gevangenis terechtkomen moeten wel begeleid worden, dat kan men niet uit de weg gaan.

We weten dat er in onze steden druggebruikers zijn. Dat zorgt voor heel veel overlast. Een systeem hebben om dat beter te omkaderen, om te vermijden dat dit leidt tot overlast of tot nog meer nieuwe druggebruikers, dat is ons beleid. Dat is ook het beleid van minister Vandenbroucke, die daar altijd heel duidelijk over is geweest. Als u mij de vraag stelt: ik behoor tot dezelfde partij als mevrouw De Block en ben het voor 100 % eens met het standpunt van mevrouw De Block. Ik ben er zelf ook absoluut geen voorstander van om softdrugs te legaliseren. Ik heb gezien dat mijn partij op een congres daar een ander standpunt over innam, maar persoonlijk ben ik daar absoluut geen voorstander van.

La **présidente**: Pourrions-nous revenir à l'État de l'Union?

01.202 Marijke Dillen (VB): Mijnheer de eerste minister, het gaat niet alleen over de verslaafden in de gevangenissen, waarvoor uiteraard in hulpverlening moet worden voorzien. Daarover bestaat er geen discussie en daar steun ik het beleid dat zou moeten worden ontwikkeld en dat hoofdzakelijk een bevoegdheid van de gemeenschappen is.

Het gaat ook niet alleen over mensen die in onze samenleving voor overlast zorgen. U weet evengoed als ik, misschien zelfs nog beter, dat het in bepaalde kringen bon ton is om drugs te gebruiken. Het gaat dan niet gewoon om wat wiet roken, maar nog erger, om coke. Het zijn die zaken die in onze steden en gemeenten zorgen voor criminaliteit van de kant van de dealers. Pak ook die problematiek aan die zich stelt in heel andere kringen en die niet zorgt voor overlast op straat, maar die toch mee de oorzaak is van dealen in coke en erger.

01.203 Maggie De Block (Open Vld): Zoals gezegd wordt ook de hervorming van de gezondheidszorg voortgezet. In 2023 wordt de volgende fase in de ziekenhuisfinanciering aangepakt. We zijn bezig met de bijsturing van de honoraria, met nieuwe vergoedingscriteria, zoals afstand en risico. We sluiten het komende jaar ook een deal met de huisartsen, waarbij we onder meer focussen op preventie, met aandacht voor toegankelijkheid en permanentie bij huisartsentekorten.

01.204 Kathleen Depoorter (N-VA): Mevrouw De Block, u hebt mij niet gehoord in het drugsdebat. Ik heb heel aandachtig geluisterd en vind het heel positief dat zowel de premier als de fractievoorzitter van Open Vld het standpunt van hun partij naast zich neerleggen. Dat kan alleen maar goed zijn voor de volksgezondheid.

Ik heb een tip voor de regering wat het drugsbeleid betreft. Wij hebben in 2020 in de Kamer een wet

goedgekeurd over de aanpak van stikstofmonoxide, lachgas. De uitvoeringsbesluiten zijn nog altijd niet klaar. Inzake drugs en drugsbeleid zou het misschien beter zijn om de goedgekeurde wetten uit te voeren zodat de burgemeesters en schepenen onder ons alvast kunnen ingrijpen als er heel veel lachgascapsules gevonden worden.

01.205 Dries Van Langenhove (VB): Mevrouw De Block, het zou natuurlijk kunnen dat u het in de resterende 53 seconden nog uitgebreid over asiel en migratie zult hebben, maar ik vrees ervoor. Gelukkig heeft de eerste minister dat in drie zinnen wel gedaan. Daarin zegt hij, net zoals collega Vandenput dat in de commissie trouwens ook heel vaak, zeer terecht, zegt, dat wij moeten werken aan een beleid waarin de instroom wordt beperkt en de uitstroom wordt vergroot.

Kunt u, vanuit uw expertise als voormalig minister voor Asiel en Migratie, zeggen welke concrete, nieuwe maatregelen er zullen worden genomen om ervoor te zorgen dat de instroom wordt beperkt en de uitstroom wordt vergroot? De maatregelen die tot nu toe zijn genomen, werken immers klaarblijkelijk niet, want er is een winterplan nodig. Migranten, zelfs kinderen, slapen op straat, in de kou, in de pis, in het afval. Het huidige systeem met de maatregelen die tot nu toe zijn genomen, werkt klaarblijkelijk niet.

Het zoethoudertje van cd&v van daarnet over vlottere procedures binnen enkele jaren zal deze keer niet pakken. Dat werkt niet. U weet ook dat dat niet voldoende zal zijn. Ik kijk uit naar concrete maatregelen.

01.206 Maggie De Block (Open Vld): Mijnheer Van Langenhove, u zetelde nog niet in het Parlement toen ik verantwoordelijk werd voor Asiel en Migratie. In 2011 zaten wij eigenlijk al vijf jaar in een enorme asiel- en migratiecrisis. Op een jaar zijn wij daar uitgeraakt, juist door de door u vermelde maatregelen te nemen: minder instroom, meer uitstroom, vlottere procedures, extra personeel bij de administraties enzovoort. Tot de grote verbazing van iedereen was dat probleem na een jaar tijd onder controle en zo hebben wij ook de opvang kunnen afbouwen. Er bestaat dus geen mirakeloplossing. De recepten die gekend zijn, worden trouwens ook in andere landen toegepast, behalve de landen waar u altijd aan refereert natuurlijk. Dat zijn dus de goede recepten, maar zij moeten ferm worden toegepast en de uitvoering ervan moet streng worden gecontroleerd.

Ikzelf heb het Commissariaat-generaal, dat in principe onafhankelijk beslissingen neemt, quota opgelegd voor het aantal beslissingen per maand. De bevoegde minister kan geen invloed uitoefenen op de te nemen beslissingen, maar wel op het aantal beslissingen dat maandelijks genomen moet worden. Ik denk niet dat de ideeën altijd nieuw moeten zijn, de bestaande voldoen vaak. Men mag niet vergeten dat de internationale toestand sinds 2011 erg is veranderd. Tijdens mijn ministerschap werd de regering geconfronteerd met de nasleep van de vluchtelingen uit de Balkan. Die situatie werd opgekuist. Nu komen de migranten van andere landen en is het veel moeilijker te controleren of die migranten voldoen aan de voorwaarden om erkend te worden. U maakte al toespeling op niet-begeleide minderjarigen die meerderjarig blijken te zijn, mensen die een valse nationaliteit opgeven enzovoorts. Dat is een immens werk.

Wanneer u mij vraagt wat ik zou doen, rekening houdende met mijn ervaring als voormalig staatssecretaris voor Asiel en Migratie, dan zeg ik u dat ik hetzelfde zou doen, weliswaar met aanpassingen aan de actualiteit. Het is jammer dat er op Europees niveau nog bijna geen stappen zijn ondernomen. Toen ik in 2018 na de Marrakeshaffaire, terug in Europa kwam, leek het alsof er nog maar twee weken voorbij waren gegaan in plaats van vier jaar. Alle verklaringen en agendapunten waren nog steeds dezelfde. Ik heb toen ook gezegd dat het bizar was dat men op vier jaar tijd geen vooruitgang had geboekt. Dat was een grote teleurstelling voor mij. Ik denk dat mevrouw de Moor en voormalig staatssecretaris Mahdi zich daar erg van bewust zijn. Zij trachten ook te trekken en te sleuren in die Europese vergaderingen om daar toch vooruitgang te boeken.

01.207 Tim Vandenput (Open Vld): Ik wil aanvullen wat mevrouw De Block zeer deskundig heeft toegelicht.

Wij zitten samen in de commissie en gaan akkoord met de vergroting van de uitstroom en verkleining van de instroom. Mevrouw de Moor heeft recent nog tijdens een actuadebat in de commissie bevestigd dat de procedures bij het CGVS veel sneller gaan. We zitten vandaag aan 2.800 beslissingen per maand. Het Dublincentrum is opgericht en moet werken. We gaan dat centrum in november of

december samen bezichtigen. Het project met de begeleiders is opgestart. Mensen die een bevel hebben om het grondgebied te verlaten, worden zo effectief begeleid om dat te doen. Op 25 oktober hebben we een hoorzitting met de luchtvaartpolitie. Daar moeten we ook vragen stellen over de verplichte begeleiding naar het land van herkomst.

Mevrouw de Moor zal ook ontradingscampagnes voeren. Mevrouw De Block is daar in 2011 mee begonnen. Dat was zeer succesvol. We moeten dat opnieuw doen. Mevrouw de Moor heeft gezegd dat ze dat gaat doen. We moeten er ook voor zorgen dat Dublin gerespecteerd wordt. Dat is een groot probleem binnen Europa. We moeten daar allemaal mevrouw de Moor in steunen om dat beleid dat ze in de steigers heeft gezet ook te laten uitvoeren. Er is ook al heel veel gaande. Het is aan ons als parlementairen in de commissie om de cijfers op te volgen en te zorgen dat de instroom verkleint en de uitstroom vergroot, zoals de staatssecretaris gezegd heeft.

01.208 Dries Van Langenhove (VB): Collega's Vandenput en De Block, wij volgen die cijfers in de commissie op de voet op. Mijn fractie zal iedere verstrenging, hoe zwak ook, steunen, maar uit de cijfers blijkt dat de momenteel genomen maatregelen gewoonweg niet volstaan. Het feit dat zelfs minderjarige migranten op straat moeten slapen, in de pis en het afval, bewijst dat dit beleid niet werkt. Er is nu een winterplan nodig, waarmee ons asielopvangnetwerk nog verder uitgebreid wordt, van 33.000 tot 35.000 opvangplaatsen in een land als België, waarmee wij bijna recordhouder zijn van de hele Europese Unie. Zulke zaken bewijzen dat de maatregelen die u opsomt, collega Vandenput, bijlange niet voldoende zijn. Deze regering koestert niet eens de ambitie om daaraan echt iets te doen. Er worden geen concrete maatregelen voorgelegd, laat staan nieuwe maatregelen genomen.

Mevrouw De Block, u zegt dat we de recepten uit het verleden kunnen gebruiken, maar blijkbaar volstaat dat niet, want het winterplan komt er nu en er slapen mensen op straat. Ik vind het jammer dat er geen concrete nieuwe maatregelen worden voorgelegd. Ik denk eigenlijk dat jullie dat stiekem, samen met mij, jammer vinden.

01.209 Maggie De Block (Open Vld): Mijnheer de premier, heren en dames ministers, collega's, ik kom tot het slot.

Bij rustig vaarwater is het geen kunst om een schip naar de haven te loodsen. Het zijn nu echter woelige tijden en die vragen visie en leiderschap, want het stormt. Een crisis raast over ons grondgebied en dat zal morgen ook nog het geval zijn.

Collega's, deze premier leidt het land met zijn regering in ongekend moeilijke omstandigheden. Het zal u niet verbazen dat de regering bij de stemming over de vertrouwensmotie op de volledige steun van mijn fractie zal kunnen rekenen.

01.210 Sander Loones (N-VA): Mevrouw De Block, ik wil nog even een synthese maken van uw uiteenzetting. U bent de fractieleider van de partij van de eerste minister en van de staatssecretaris van Begroting. U zegt zeer terecht dat het stormt. De vraag is of u werkelijk alles doet om ons door die storm te leiden.

Ik wil u twee vragen stellen, één over de begroting en één over de hervormingen.

U zei over de begroting, helemaal in het begin en doorheen uw speech, dat wij er trots op mogen zijn, dat wij zeker niet moeten blozen. Staatssecretaris De Bleeker moet zeker niet blozen voor hetgeen hier voorligt. Mevrouw De Block, vindt u dat echt?

Er stond een interessant interview met een zeer deskundige expert in *De Standaard* vorig weekend, namelijk de heer Wunsch van de Nationale Bank. Hij zegt dat het geld op is, dat het begrotingstekort niet meer houdbaar is, dat wij structurele maatregelen moeten nemen, met zes jaar aan een stuk een oefening van 0,5 % van het bbp, en wel structureel. Als men dat bekijkt voor de komende twee jaar, wil dat zeggen dat er een oefening moet gebeuren, volgens de expert, van 6 miljard. Uw regering doet er een van 3,5 miljard, en slechts gedeeltelijk structureel. Als men kijkt naar wat er echt structureel gebeurt, dan komt men uit op ongeveer 1 miljard.

Mevrouw De Block, vindt u echt dat u niet moet blozen? Experts zeggen nochtans dat de staatsschuld aan het exploderen is en dat wij, om die onder controle te brengen en om op de kapitaalmarkten het

duidelijke signaal te geven dat wij het aanpakken, eigenlijk een oefening van 1 % zouden moeten doen. U doet een oefening van 0,66 %.

Over de hervormingen, de arbeidsmarkt en de pensioenen, hebt u gezegd dat er smalend over wordt gedaan, dat u wel hervormt en dat er grote stappen worden gezet. Vindt u dat nu echt? Alle experts spreken over uw arbeidsdeal als een miniarbeidsdeal. Als ze het hebben over het pensioenakkoord, is het zelfs een minimipensioenakkoord. Professor Baert zegt bijvoorbeeld dat het pensioenakkoord de grootste teleurstelling is in zijn carrière.

Mevrouw De Block, u zegt dat er al grote stappen worden gezet. U vraagt in uw uiteenzetting halvelings om nog iets extra's. Vindt u nu echt dat deze regering doet wat nodig is om ons door die storm te loodsen?

01.211 Maggie De Block (Open Vld): Mijnheer Loones, ik ga niet blozen. Ik heb gezegd dat de staatssecretaris niet moet blozen. Ik ben daar te oud voor.

Ja, ik meen het echt. Er zijn belangrijke stappen gezet voor het herstel van onze financiële situatie. Inderdaad, het zou meer mogen zijn. Alle problemen zijn nog niet van de baan. We zitten in een energiecrisis. Het is nog steeds oorlog in de landen rondom ons. Het is nodig om de mensen die nu hulp nodig hebben nu hulp te geven. Wij beschermen de mensen die hulp nodig hebben. Dat is wat ik zeg.

Als het gaat over uw overtuiging, dan is mijn antwoord daarop: de beste stuurder staan aan wal.

01.212 Ellen Samyn (VB): Mevrouw De Block, ik heb vandaag nog niet veel gehoord over de work-lifebalance. Nochtans wordt in het regeerakkoord van 2020 terecht gewezen op het belang van de balans tussen werk en gezin. Als de work-lifebalance voor deze regering zo belangrijk is, waarom wordt er dan bespaard op onder meer het tijdscrediet om voor een kind te zorgen? Het terugschroeven van de leeftijd van acht naar vijf jaar is echt absurd. Het is net die leeftijd waarop kinderen het meest aandacht en vaak ook hulp met hun huiswerk nodig hebben.

Waarom wordt er bespaard op maatregelen die de balans tussen werk en gezin ten goede komen?

01.213 Maggie De Block (Open Vld): Ik heb de ontwerpnotificatie nog niet helemaal gelezen maar ik denk dat men voor de leeftijd van vijf jaar heeft gekozen omdat een kind dan schoolplichtig wordt en overdag naar school moet. Ik weet niet hoe het zit met huiswerk want dat is iets anders, vandaar ook de maatregelen voor een betere flexibiliteit op de arbeidsmarkt, om ervoor te kunnen zorgen dat er iemand thuis is wanneer de kinderen naar huis komen. Of de reden is om te helpen met huiswerk, is nog een andere zaak. Zelf heb ik dat altijd moeten doen, maar dat hangt natuurlijk van de opvoeding af.

Het klopt dat er ook kinderen zijn die thuisonderwijs krijgen.

01.214 Melissa Depraetere (Vooruit): Collega's, waarom doen wij eigenlijk aan politiek? Na dit debat kan men zich dat wel afvragen. Ik hoop dat iedereen hier daar nu en dan eens over nadenkt, ongeacht hoeveel jaar men hier al zit. We doen toch aan politiek om de mensen te helpen, om ervoor te zorgen dat mensen erop vooruitgaan, om oplossingen te zoeken voor de zorgen van de mensen?

Jullie vinden mij misschien jong en naïef, maar de mensen uit mijn buurt die mij aanspreken, verwachten dat ook van ons. Zij vragen niet meer dan dat politici hun job doen en oplossingen zoeken. Zeker in tijden van crisis kijken ze nog veel meer naar een sterke overheid.

Ik heb vandaag goed geluisterd naar wat er gezegd is. Collega's, als ik sommigen hier bezig hoor, verbaast het me niet dat de mensen hun vertrouwen in de politiek verloren hebben. Ze hebben geen boodschap, mijnheer De Roover, aan politici die zich alleen blindstaren op begrotingstabellen maar niet kijken naar de mensen daarachter.

01.215 Peter De Roover (N-VA): Collega Sophie De Wit noemt dit op dit uur van de dag onzin. Wellicht verklaart het uur van de dag deze onzin.

Collega Depraetere, waarom doen wij aan politiek? Om eerlijk te zijn – wat jullie niet doen – jullie wekken de indruk mensen te helpen met het geld dat die mensen morgen zelf moeten opbrengen. Wat hebben wij aan een goede begroting? Ik herhaal het nog eens: in godsnaam, het gaat over uw generatie. Het gaat over de mensen van uw leeftijd, die morgen geen beleid meer zullen kunnen voeren omdat uw regering vandaag weg is met de centen. Ik stel u dezelfde vraag, namelijk waarom doet u aan politiek. Om de mensen een rad voor de ogen te draaien? Is dat werkelijk de nieuwe generatie? Ons toekomstbeeld beperkt zich tot zes maanden en de problemen die zich vandaag voordoen en wij kijken niet naar morgen. Doet u daarom aan politiek? Dan denk ik echt dat u uw roeping gemist hebt, met alle respect. Ik doe namelijk aan politiek omdat ik niet aan mezelf denk, maar aan de generatie van morgen.

01.216 Melissa Depraetere (Vooruit): Collega De Roover, ik heb al gezegd dat er zowel begrotings-inspanningen worden geleverd als beleid wordt gevoerd om te bewerkstelligen dat mensen deze moeilijke maanden doorkomen.

Ik vind het wel een beetje gênant dat u dat hier durft zeggen. U verwijst dan immers altijd naar twee dingen. Ofwel verwijst u naar de vorige begroting onder de Zweedse regering, waar u inderdaad een inspanning hebt gedaan voor de begroting, maar ook een indexsprong, een btw-verhoging en een aantal dingen niet gefinancierd hebt, ofwel verwijst u naar de Vlaamse regering.

Jullie hebben precies slechts één punt van kritiek, dat dan nog niet eens terecht is voor een partij die een indexsprong heeft doorgevoerd en er waarschijnlijk in deze tijden nog drie had willen doorvoeren! Daardoor hebben mensen duizenden euro's aan koopkracht verloren! Die duizenden euro's hadden ze nu heel goed kunnen gebruiken!

We moeten dus niet te veel naar het verleden kijken, dat geef ik toe. Als we dan echter kijken naar de Vlaamse regering, zien we dat die wel alles op orde heeft, niet? Er zijn natuurlijk meer inkomsten dankzij deze crisis, ook voor de Vlaamse regering. Hoe komt het echter dat zij alles op orde zouden hebben, wat niet eens zo is? Er staan namelijk geen leerkrachten voor de klas, dus dat geld wordt niet uitgegeven. Er worden ook geen sociale woningen meer gebouwd, dus dat geld wordt ook niet uitgegeven.

01.217 Kathleen Depoorter (N-VA): Collega, heel kort. U zegt: "Hoe komt het dat de Vlaamse begroting wat beter is? Er staan geen leerkrachten voor de klas." Hoe komt het dat patiënten niet geopereerd worden? Er zijn geen verpleegkundigen en toch is de begroting niet in orde. Leg mij dat dan eens uit.

01.218 Melissa Depraetere (Vooruit): Mevrouw Depoorter, u weet dat er heel veel wordt geïnvesteerd in de zorg, die discussie hebben we al gevoerd. U weet dat er ook inspanningen worden gevoerd om meer mensen aan het bed te krijgen en dat is geen gemakkelijke opdracht. Het verschil is dat er hier heel veel wordt geïnvesteerd in zorg. Op het onderwijs wordt bespaard, daar wordt keer op keer bespaard.

Mevrouw Merckx, ik maak mijn punt verder. Zij hebben ook geen boodschap aan politici die vanaf de zijlijn roepen dat het allemaal niet genoeg is, maar dat alleen maar kunnen staven door hier flagrante leugens te komen vertellen. Zij hebben geen boodschap, mevrouw Pas, aan politici die er enkel op uit zijn om angst en verdeeldheid te zaaien. Dat is wat hier gebeurt, ook vandaag weer. Daarmee gaat niemand erop vooruit.

Collega's, het enige waar zij wel boodschap aan hebben, zijn de vragen of politici onze zorgen zien, of zij de toekomst voorbereiden en of zij naar oplossingen zoeken voor hun problemen. Problemen zijn er genoeg in ons land, in Europa, in de wereld. Wij zien dat vandaag met Oekraïne, de energiecrisis, de koopkrachtcrisis. Problemen zijn er genoeg. Het lijstje is deprimerend lang en het is dan ook onze plicht om oplossingen te zoeken. Dat moeten we doen op twee manieren: door daadkracht en solidariteit te tonen. Daadkracht door snel en kordaat te beslissen. Solidariteit door telkens weer voor die mensen te kiezen die het nodig hebben.

01.219 Annick Ponthier (VB): Collega Depraetere, u heeft het hier in het begin van uw uiteenzetting over mensen uit de nood helpen, zorgen voor de mensen, onze problemen aanpakken, de zwakkeren in onze samenleving bijstaan in deze moeilijke periode door de energiecrisis en de koopkrachtcrisis en

dergelijke. Ik stel voor dat u dan even met uw minister van Ontwikkelingssamenwerking, mevrouw Kitir, gaat praten. Ik heb de indruk dat zij niet zozeer bezig is met onze problemen, met de koopkracht van onze mensen, met de energiecrisis die de mensen op dit moment meemaken. Als ik zou opsommen waarmee mevrouw Kitir op dit moment bezig is, en de afgelopen twee jaar bezig was, zou de kleur van uw partijkaart op uw gezicht moeten verschijnen. Het gaat dan over miljoenen voor een klimaatprogramma in de Sahel, het gaat over 2 miljoen aan humanitaire hulp aan Afghanistan, het gaat over 18 miljoen aan Syrië, 8 miljoen aan terreurorganisaties in Palestina, 4 miljoen aan Ethiopië, 5 miljoen aan Jemen... Moet ik doorgaan? Het lijstje is ellenlang.

De 'Wilde Weldoenster', uw minister, is blijkbaar wel bezig met problemen aan de andere kant van de wereld, maar allerm minst met de problemen van de mensen die u zou moeten vertegenwoordigen, en die wij allemaal zouden moeten vertegenwoordigen. Ik stel voor dat u contact opneemt met uw minister van Ontwikkelingssamenwerking.

01.220 Melissa Depraetere (Vooruit): U moet toch eens uitmaken, mevrouw Ponthier, waar uw partij eigenlijk voor staat. U moet daar toch eens goed over nadenken, want wat u zegt, is niet bepaald erg consequent.

Er wordt geïnvesteerd in andere landen. Meent u dat een klimaatcrisis stopt aan de grenzen? Er wordt geïnvesteerd in andere landen, precies om te voorkomen dat al die mensen naar hier moeten vluchten. Ik meende dat dit toch een belangrijk punt voor het Vlaams Belang was? Of niet? Nu blijkt u daar plots toch tegen te zijn.

Dat is het voordeel van duidelijkheid.

01.221 Annick Ponthier (VB): Het voordeel van duidelijkheid, mevrouw Depraetere, is dat de praktijk u tegensprekt. Al die jaren dat deze partijen de meerderheid uitmaakten onder deze regering, en ook onder voorgaande regeringen, hebben geen zoden aan de dijk gebracht op dat vlak. Die hebben er niet voor gezorgd dat de migrantenstroom opdroogt. Integendeel, hebben wij vandaag meermaals kunnen horen. Uw riedeltje 'wij houden de vluchtelingen daar; zij komen niet naar hier', raakt kant noch wal. Dat weet u natuurlijk bijzonder goed.

01.222 Melissa Depraetere (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, het Vlaams Belang is tegen ontwikkelingssamenwerking, dat is duidelijk. Ik meen niet dat daar veel...

01.223 Annick Ponthier (VB): (...)

01.224 Melissa Depraetere (Vooruit): Of toch niet?

01.225 Annick Ponthier (VB): (...)

01.226 Melissa Depraetere (Vooruit): Daar zijn dan geen voorwaarden aan verbonden? Ontwikkelingssamenwerking zonder voorwaarden.

Van bij het begin van de energiecrisis is het voor Vooruit heel duidelijk geweest en is Vooruit ook heel duidelijk geweest dat wij niet zullen accepteren dat men geld verdient aan deze crisis op de kap van mensen, gezinnen en bedrijven die het heel moeilijk hebben, niet van de energieleveranciers en ook niet van de overheid. Als energieproducenten miljarden euro's winsten maken, dan is het een goede zaak dat die nu worden afgeroomd. Mijn fractie vraagt al lang dat er aan hen een bijdrage wordt gevraagd en dat is nu eindelijk beslist. Dat is een goede zaak. Als de overheid extra inkomsten heeft door de hoge energieprijzen, dan moet dat geld terugvloeien naar de mensen. Dat deden wij al met het uitgebreide sociaal tarief, waarmee een op vijf gezinnen wordt beschermd. Dat deden wij ook al door de btw te verminderen tot 6 %, door de vele energiecheques en de verhoogde stookoliepremie en door heel wat andere extra maatregelen van de voorbije maanden en jaren. De eerste maatregel werd immers al een hele tijd geleden genomen.

Als de crisis blijft duren, als mensen twifelen of zij de verwarming wel zullen aanzetten, als een friturist of bakker dreigt zijn deuren te moeten sluiten, dan kan men niet wachten. Dan moet men ingrijpen en kan men niet aarzelen. Dan moet men ook niet wachten op de speech van een eerste minister of een minister-president. Dan moet men sneller ingrijpen, door opnieuw daadkracht te tonen, door onze

solidariteit te tonen. Dat is ook wat de regering heeft gedaan. Zij heeft niet gewacht tot gisteren om opnieuw in te grijpen. Midden september is er opnieuw beslist over een pakket aan energiemaatregelen, met een korting op de factuur voor november en december, met een reeks maatregelen die ervoor moeten zorgen dat bedrijven beter beschermd zijn tegen te hoge kosten, betaalproblemen en faillissementen.

Nu komt daar weer een pakket bovenop. Ook in januari, februari en maart zullen mensen die korting op hun factuur ontvangen. Dat is in totaal 1.000 euro om de wintermaanden door te komen voor mensen die buiten het sociaal tarief vallen, maar die het ook moeilijk hebben om de energiefactuur te betalen. Dat komt boven op alle andere maatregelen die al zijn beslist en die ook allemaal echt nodig zijn.

01.227 Thierry Warmoes (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, u somt nu al die maatregelen op: de 6 % btw, het sociaal tarief, de bewuste vijf cheques van 196 euro, u levert een inspanning, maar ENGIE produceert elektriciteit aan 35 euro per kilowattuur in de kerncentrales, terwijl het die verkoopt aan 200, 300 of 500 euro. Waarom pakt u dat probleem niet aan de wortel aan? U trekt daar immers veel geld voor uit. U zult een deel van de overwinsten inderdaad binnenrijven, dat is een goede zaak en het had meer mogen zijn, maar waarom blokkeert u de prijs niet? Waarom grijpt u daar niet direct op in? Dat is toch veel efficiënter. Dat bespaart u ook veel geld. Het helpt ook de zelfstandigen en de kmo's. Die prijsblokkering bestaat al in Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk. De prijs is daar twee tot vier keer lager.

Trouwens, de regering heeft in 2012 al eens de prijs van elektriciteit geblokkeerd. Wie was toen minister van Economie? Dat was de heer Vande Lanotte, een partijgenoot van u. Wat zei de heer Vande Lanotte in *Humo* een paar weken geleden: "Zeventig procent van onze elektriciteitsproductie heeft niets met gas te maken. Dat is kernenergie en hernieuwbare energie, die goedkoop wordt gemaakt. Zet daar toch een plafond op. Betaal 120 euro per megawattuur" – dat is tamelijk veel – "in de plaats van 250 of 300 euro".

Waarom doet u dat niet? In andere landen doet men dat wel. Waarom pakt u het probleem niet echt bij de wortel aan in de plaats van met cheques en andere maatregelen af te komen, die onvoldoende zijn, het probleem niet fundamenteel verhelpen en niet voor iedereen geldig zijn?

01.228 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer Warmoes, wij zijn voor een prijsplafond, maar wij kunnen dat alleen maar Europees regelen. De eerste minister heeft daarvoor al veel inspanningen geleverd.

Ik hoor de PVDA-fractie vandaag geregeld oproepen om dat gewoon in ons land toe te passen. Bent u dan ook bereid om de gevolgen daarvan te benoemen? Dat betekent dat wij de mensen de komende winter letterlijk in de kou zetten. Er zal geen bevoorrading zijn, want wij zijn geen eiland in België.

U verwijst naar Nederland, maar uw uitspraak klopt gewoon niet. Daar is geen prijsplafond. Daar wordt een deel gesubsidieerd. Daar wordt een basispakket aan energie aan de mensen teruggegeven, net zoals we hier doen en al veel langer doen. Die maatregel gaat in Nederland immers pas in januari in, waarmee de Nederlandse regering veel te laat komt. In ons land zijn we al enige tijd bezig. Ik heb de maatregelen al opgesomd.

U hebt het over een Belgisch prijsplafond. Met alle goede wil van de wereld, wij willen wel, maar dat bestaat gewoon niet. U maakt de mensen gewoon wat wijs.

01.229 Sander Loones (N-VA): Mevrouw Depraetere, uw uiteenzetting is zeer interessant. Ik hoop ook de repliek van de regering op uw woorden te horen. Een aantal weken geleden hebben wij immers hier tijdens het vragenuurtje van de plenaire vergadering minister Van der Straeten horen verklaren dat de regering voor een Europees prijsplafond zou gaan, maar dat, indien Europa dat plafond niet invoert, ze het alleen en op zijn Belgisch zou doen. Dat was het antwoord van minister Van der Straeten toen. Toen ging zij ervan uit dat zij namens de regering sprak. Blijkbaar was dat echter niet het geval. Misschien kan dat worden uitgeklaard.

01.230 Thierry Warmoes (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, ik heb Nederland niet vernoemd.

U stelt dat het prijsplafond niet bestaat in België, maar het bestaat niet, omdat de regering het niet doorvoert. Het bestaat echter wel in Frankrijk, in Griekenland en in het Verenigd Koninkrijk, ook al

behoort het Verenigd Koninkrijk niet tot de Europese Unie.

Dat de regering een en ander Europees probeert door te drukken, steun ik ten volle. U hoeft echter niet altijd op Europa te wachten. Dat is het punt. Ik heb het niet opgezocht, maar Frankrijk heeft zijn *bouclier* al lang ingesteld. Weet u hoeveel de inflatie in Frankrijk vandaag bedraagt? Dat is 6 %. Dat speelt ook mee.

U kunt het dus doen. Er zal geen tekort zijn. De productie gebeurt hier in België. De interconnectoren kunnen niet zomaar alle capaciteit ophalen, om ze naar het buitenland te exporteren.

U wilt het gewoon niet doorvoeren, omdat u ENGIE daartoe niet wil dwingen. Dat is alles.

01.231 Kris Verduyckt (Vooruit): Mijnheer Warmoes, wees ernstig. Appelen met peren vergelijken is niet correct. De situatie in Frankrijk is volledig anders. Ik heb daarstraks uw fractieleidster daar ook op gewezen. Frankrijk heeft één groot overheidsbedrijf, dat vandaag bijzonder veel verliezen boekt om dat plafond te kunnen laten werken.

Ik herhaal dat het sociaal tarief in België 1.000 euro lager ligt dan het gereguleerde tarief in Frankrijk. Twintig procent van de gezinnen met het laagste inkomen betaalt in Frankrijk 1.000 euro meer dan in België. Vooraleer nu van Frankrijk opeens de heilige graal te maken, zou ik daar toch eerst eens over nadenken.

U hebt het over Griekenland. U mag ook Spanje en Portugal vernoemen. Dat zijn landen met een niet-geconnecteerde markt. Die markt is niet geconnecteerd zoals in België. Wij liggen midden in Europa en zijn enorm geconnecteerd. Daarom waarschuwt onze fractieleidster ook voor een eenzijdig prijsplafond in ons land. Wanneer u dat soort verklaringen aflegt, dan zijn die niet terecht.

01.232 Thierry Warmoes (PVDA-PTB): Mijnheer Verduyckt, u hebt het altijd over maatregelen voor de 20 % armsten en dat is goed, maar de andere 80 %, de werkende mensen, laat u er gewoon buiten.

De cijfers van Frankrijk zijn wat ze zijn, ja, maar terzijde, daar gaat het inderdaad om een overheidsbedrijf. Waarom is energie in België niet in overheidshanden? Waarom pakken wij dat niet in overheidshanden en laten we het over aan de privésector? Omdat u de liberalisering goedgekeurd hebt.

01.233 Melissa Depraetere (Vooruit): Ik had het over de vele koopkrachtmaatregelen die reeds zijn genomen, maar de belangrijkste maatregel is al een hele tijd geleden genomen, niet gisteren en ook niet vorig jaar, maar al vele jaren geleden, door een socialist, namelijk de automatische indexering. Dat is de belangrijkste maatregel om onze koopkracht te beschermen. Als de facturen hoger worden, is het toch maar logisch dat ook de lonen stijgen en dat ook de pensioenen stijgen. Zo simpel is het principe van de automatische indexering, en met socialisten in de regering zal daar ook niet aan geraakt worden. Gisteren niet, vandaag niet, morgen ook niet. Er zal niet aan geraakt worden.

Meer zelfs, we moeten een oplossing uitwerken voor het feit dat 200.000 werknemers in ons land vandaag de bescherming van de automatische indexering niet genieten. Net daarom heb ik samen met mijn collega Anja Vanrobaeys een wetsvoorstel ingediend dat ertoe strekt om 200.000 werknemers in ons land de automatische indexering te garanderen. Die automatische indexering is vandaag immers nog niet voor iedereen.

Collega's, jammer genoeg komen er ondanks al die maatregelen mensen op straat terecht en worden ze dakloos, ook jongeren. Vandaag is een op de vijf daklozen tussen 18 en 25 jaar. Een op de vijf, dat is gigantisch veel. Terwijl jonge mensen zouden moeten kunnen dromen van een toekomst, moeten ze zich zorgen maken of ze nog wel een dak boven hun hoofd zullen hebben. Een dakloze op de vijf.

Daarom maakt mevrouw Kitir 10 miljoen euro extra vrij voor die mensen in ons land, voor jongeren die op straat komen te staan. Zo kan ze ervoor zorgen dat zij de strijd tegen dakloosheid kunnen blijven voeren. Enkel op die manier kunnen zij ook effectief hun toekomst uitbouwen.

Enkel ons land door de crisis helpen, is niet voldoende. Enkel maar crisismaatregelen nemen, zal niet volstaan. Dat is niet voldoende. Als we echt de toekomst willen voorbereiden, als we echt mensen

vooruit willen laten gaan, moeten we ook hervormen. Dan moeten we heilige huisjes in vraag stellen. Dan moeten we hervormingen doorvoeren die weggaan van begane paden, hervormingen die structureel zijn. Dat is echt nodig.

Bij de start van het laatste volledige politieke jaar van deze legislatuur is er niet veel tijd meer te verliezen, is er geen tijd meer te verliezen. Vreemd genoeg biedt de crisis daar soms wel kansen toe. De heer Vandenbroucke kondigde weken geleden het dossier over de btw op energie aan. Vorige week werd hier nog wat kabaal rond gemaakt door sommige partijen die er toch wel weinig geloof in hadden. De btw op energie is en blijft 6 %. Dat heeft Vooruit al lang gezegd en dat is ook het geval.

01.234 Sophie De Wit (N-VA): Dat is een beslissing. Het maakt niet of men daar nu voor of tegen is. Dat is geen hervorming, maar een beslissing. Vooruit zegt altijd dat energie geen luxeproduct is en dat die 21 % dus niet past. Niet iedereen krijgt echter die 6 %. Er zijn nog altijd mensen die onder de 21 % blijven vallen. Kan u mij uitleggen waarom dit voor de ene persoon wel een luxeproduct is en voor de andere niet? De prijzen zijn gigantisch gestegen. Naar waar vloeit de 21 % die daarop wordt geheven? Die vloeit naar de federale staatskas, naar de bestaande putten.

U vroeg daarstraks aan ons allemaal waarom we aan politiek doen. Ik ben daar wat zenuwachtig over en ik jaag mij daar wat over op.

Ik ben ook, met hart en ziel, lokaal bestuurder. Het verschil tussen lokaal bestuur en de andere niveaus in het land is dat wij niet onder nul mogen gaan, volgens een oud financieringsprincipe. Op lokaal niveau mogen we geen putten maken. De spilindex werd dit jaar vijf keer overschreden, wat 10 % loontoename betekent voor onze mensen, die dag en nacht werken. Dat is dienstverlening, zij werken voor onze burgers, onze inwoners. Naast die 10 % dit jaar komen er volgend jaar naar verwachting nog vier indexsprongen bij. Maar wij mogen niet onder nul gaan, wij mogen geen putten maken om de mensen te helpen, ook al zitten we in een crisis. De energieprijzen swingen de pan uit. Dat gaat ook over dienstverlening, onder meer over openbare verlichting, over verwarming in schoolgebouwen en in gemeentegebouwen waar burgers ontvangen worden, over sportinfrastructuur. Misschien moeten we tegen de verenigingen zeggen dat zij alleen nog bij daglicht kunnen komen voetballen, omdat we de verlichting gedoofd laten. Ik bedoel maar, wij proberen de mensen op alle mogelijke vlakken te helpen, maar die factuur ligt wel bij de lokale besturen. Dat er niet langer 21 % btw wordt geheven op energie, komt op rekening van het federaal niveau, en ook de Vlaamse regering helpt.

Ik vind de toestand wel problematisch. Wij zullen onze facturen uiteraard betalen, maar wij waken over het belang van onze inwoners. Dat zijn dezelfde mensen van wie iedereen elke dag, ook hier in het halfroond, de mond vol heeft. Diezelfde mensen komen bij problemen aan ons sociaal huis om hulp vragen. Wij proberen op alle mogelijke manieren te helpen. We hebben evengoed de coronacrisis opgelost op het terrein, ook met lokale middelen. De Oekraïne-crisis lossen wij eveneens op.

Het punt is dat het elke keer over belastinggeld gaat. Ook collega De Roover heeft dat daarnet aangestipt. De burger betaalt al die maatregelen. Als u zegt dat het voor de ene een luxeproduct is en voor de andere niet, dan zegt u eigenlijk tegen de inwoner, de burger, de man op straat, dat hij verder de facturen moet betalen.

Graag wil ik van u weten waarom het voor de ene een luxeproduct is en voor de andere niet? Het komt uiteindelijk allemaal uit dezelfde portemonnee, die van onze mensen.

01.235 Thierry Warmoes (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, u hebt het over de 6 % btw-verlaging. Ik heb collega Verduyck daarover al verschillende keren gehoord in de commissie. U hebt dat binnengehaald en ik feliciteer u daarmee. Dat wordt nu permanent. Dat is heel goed. Wij hebben daarvoor trouwens ook lang campagne gevoerd en meer dan 300.000 handtekeningen opgehaald.

Het punt is natuurlijk dat dit gepaard gaat met een latere verhoging van de accijnzen. Dat moet u er dan ook bij vertellen. Daarover krijg ik graag wat meer uitleg. Er werden heel veel cijfers gegeven en ik heb dat proberen uitrekenen. Wat levert de btw-verlaging vandaag op voor een gemiddeld gezin? Voor het gemak neem ik gas en elektriciteit samen. Volgens de laatste cijfers van de VREG levert dat 1.303 euro op.

In een dossier in *De Tijd* had men het over een prijsvoordeel voor gas en elektriciteit samen van 269

tot 510 euro. Dat wil eigenlijk zeggen dat men de accijnzen zou willen verhogen naar 800 tot 1.000 euro. Dat is allemaal niet duidelijk. In de begrotingstabel staat het laatste lijntje, accijnshervorming energie, niets ingevuld. Misschien moet de eerste minister daarop antwoorden als u het niet weet.

U wilt dat doen als de prijs lager is. Dat is hetzelfde systeem als voor diesel. Als de prijs daalt, gaan de accijnzen omhoog. Op een bepaald moment zal die prijs heel wat lager zijn en zult u de accijnzen verhogen. Wat zal het nettovoordeel zijn? Kunt u daarover wat meer zeggen? Wat zijn de plannen? Wat is op termijn het echte voordeel voor de bevolking?

01.236 Melissa Depraetere (Vooruit): Ik wil die vraag met plezier beantwoorden. Er zijn twee belangrijke principes bij dit punt.

We hebben de btw permanent verlaagd naar 6 %. Zolang de prijzen zo hoog zijn als vandaag, zal daar helemaal niets bij komen. Er komt een moment, hoop ik toch, dat die prijzen heel fors zullen dalen. Op dat moment zorgen we ervoor dat ons energiebeleid duurzaam is door een accijns in te voeren.

Het tweede punt, en dat is het belangrijke principe, is dat men heel veel simulaties kan maken, want elke energiesituatie is anders, elk gezin heeft een andere rekening, maar dat in al die simulaties mensen steeds beter af zijn met lage accijnzen en een lage btw. Dat is heel het punt. Daar komt bij dat de accijnzen ook een aantal andere voordelen met zich meebrengen. Men kan er in de toekomst voor kiezen om een verschil te maken tussen kleine en grote verbruikers. Men kan er ook voor zorgen, via accijnzen, dat de overheid, wanneer de prijzen terug stijgen, geen geld verdient aan die hoge energieprijzen.

Wij kiezen ervoor om het duurzamer te maken, om een slimmer energiebeleid in te voeren. Die btw ligt reeds op 6 %, blijft op 6 % en dat is steeds een betere situatie voor de consument.

01.237 Thierry Warmoes (PVDA-PTB): De logica had ik wel begrepen maar er is iets wat niet logisch is. U spreekt over de btw van 6 %. Oké, energie is een recht en dus bedraagt de btw 6 %. Maar eigenlijk zegt u nu dat de prijs hoog is en dat, als deze laag is, u die terug gaat verhogen. Eigenlijk bent u er niet voor dat energie goedkoop is. U bent er niet voor dat dit een basisrecht is. U gaat de prijs immers verhogen met accijnzen om het duurzaam te maken, om de mensen aan te zetten om te besparen. Is dat de logica? Ofwel is energie een recht en dan mag ze goedkoop zijn, ofwel niet, als men accijnzen heft van 500, 600, 800 of 1.000 euro. Nu is het 60 euro.

01.238 Melissa Depraetere (Vooruit): (...)

Dat heeft ook een reden. Ik zei het daarnet, die gaan pas in voege op het moment dat de prijzen terug normaliseren. De verwachting is niet dat dit volgende maand zal gebeuren en ook niet in 2023. Bent u dan tegen zo'n systeem om ervoor te zorgen dat het energiebeleid duurzamer wordt? Let op waarvoor u pleit.

01.239 Wouter Vermeersch (VB): Mevrouw Depraetere, u zegt dat mensen daar altijd beter van worden. Dat klopt natuurlijk als wij naar precoronaprijzen zouden gaan en men dan een btw-verlaging doorvoert op die prijzen. Dan worden de mensen daar effectief beter van. Uit de ongepubliceerde notificaties heb ik echter begrepen dat men naar de prijzen van 2021 kijkt. Dat zijn postcoronaprijzen. Ook toen waren de prijzen van elektriciteit en gas al torenhoog, dus dan worden de mensen er zeker niet beter van.

Ik durf dan ook te antwoorden op de vraag die u stelde aan de PVDA. Als er duurzame maatregelen worden genomen op de kap van de eigen bevolking, die daardoor veel hogere prijzen zal moeten betalen, dan zult u in het Vlaams Belang alvast geen bondgenoot vinden.

De hamvraag die niet is beantwoord, is of de normale prijzen waarnaar u verwijst, effectief de prijzen van 2021 zijn. Collega De Vriendt sprak ook over normale prijzen. Dat zijn dus precoronaprijzen. Kunt u bevestigen dat het de prijzen van 2021 zijn? In dat geval klopt uw riedeltje immers niet. Dan worden de mensen er niet beter van, want toen waren er al torenhoge prijzen en u wil teruggaan naar dat niveau.

01.240 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer Vermeersch, u kunt honderden simulaties maken op

basis van het systeem dat zal worden ingevoerd. Het is nog niet ingevoerd, maar wanneer het wordt ingevoerd, zult u heel veel simulaties kunnen maken en mensen zullen altijd beter af zijn met het nieuwe dan met het oude systeem. Het gaat pas in voege wanneer... Mijnheer Vermeersch, het systeem is er nog niet.

01.241 Wouter Vermeersch (VB): Mevrouw Depraetere, de regering komt naar buiten met een akkoord over een permanente btw-verlaging en een accijnsverhoging, maar u zegt nu dat dit helemaal nog niet duidelijk is. Iedereen hult dat in mist. Er zijn blijkbaar geen concrete afspraken, dus dan is er geen akkoord. Hoe zit het nu? Als er een akkoord is, kunt u de voorwaarden daarvan duidelijk aan het Parlement meedelen. Als de voorwaarden nog niet besproken zijn, is er echter geen akkoord. Dan zitten wij opnieuw in de situatie van de plenaire vergadering van vorige week. Toen zei de minister immers dat er geen akkoord is tot er een akkoord is over alle formaliteiten van de accijnshervorming.

01.242 Peter De Roover (N-VA): Dat is een interessante vraag, want we hebben het over de State of the Union. Wat is er eigenlijk afgesproken?

Stel dat er in de niet-bestaande, niet-bevestigde, apocriefe notificaties zou staan dat dit de prijzen van 2021 zijn. Als de prijzen dan zakken tot die van 2019, gaat u die dan terug verhogen? Is dat de bedoeling? Dat is een heel eenvoudige vraag: mogen de prijzen niet meer zakken tot het niveau van 2019? Is dat verboden? Is dat de bedoeling van het regeerakkoord?

01.243 Eerste minister Alexander De Croo: Het grote voordeel van de omvorming van btw naar accijnzen is dat accijnzen een volumebelasting zijn. Prijsstijgingen worden daar dus niet in meegerekend. Men neemt dus de totale prijs van 2021, vóór de oorlogssituatie. Er bestaat een berekening van hoeveel de accijns dan bedraagt per kilowattuur. Een cliquetsysteem zorgt voor een rem, mochten de prijzen te snel stijgen en mocht de verhouding in de prijzen tussen elektriciteit en gas verschillend worden. Dit lijkt me overigens een typische discussie voor een themadebat, dat hopelijk binnenkort zal kunnen plaatsvinden. Een ander voordeel is dat je met accijnzen meer flexibiliteit hebt. Stel dat de energieprijzen op een bepaald moment fors zouden dalen, binnen twee jaar of binnen tien jaar, heb je met de btw zeer weinig flexibiliteit, je kan immers alleen kiezen tussen 21 % of 6 %. Volgens de Europese verordening kan je zelfs niet naar 0 % gaan. Met accijnzen kan dat wel.

Wat ik zou willen aangeven, is dat men het gemiddelde van 21 neemt. Als men kijkt naar de prijzen die vandaag gangbaar zijn, zal het feit dat het vastgelegd is op 21 waarschijnlijk bewerkstelligen dat voor de overgrote meerderheid van de mensen de prijzen lager zijn dan dat ze met btw zouden zijn. Men speelt natuurlijk wel met een volume-effect. Dat is een ander voordeel van accijnzen. Voor mensen die veel verbruiken, moet men immers niet echt een inspanning doen om de factuur naar beneden te halen. Men legt het dus vast op 21, maar mochten de energieprijzen zo sterk dalen, staat het geen enkele regering in de weg om de accijnzen aan te passen aan de situatie die dan het nieuwe normaal is. Ik zie dat de komende jaren niet zo snel gebeuren, maar als het zo zou zijn, kunnen we het doen. Dat is het grote voordeel van deze hervorming. Ik volg mevrouw Depraetere daar zeker in.

U hebt daarnet gezegd dat de btw op 6 % instellen slechts een beslissing is. Dat is niet zomaar een beslissing. Als men op hetzelfde moment een accijnzensysteem inzet waarachter een hele mechaniek zit, is dat een hervorming. Deze hervorming zal leiden tot een energiefactuur die op termijn veel gemakkelijker met prijsschokken kan omgaan. Het is ook een hervorming die mensen beloont als ze minder verbruiken en die mensen kan aanzetten om weg te gaan van gas in de richting van elektriciteit. U zegt dat het geen hervorming is, maar dat is het dus overduidelijk wel.

01.244 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Si j'ai bien compris madame Depraetere – je pense que l'explication du premier ministre a été très claire –, la TVA est maintenant à 6 % et quand les prix baisseront au-delà des prix de 2021, la TVA restera à 6 % mais on imposera des accises supplémentaires. En d'autres termes, on fera payer davantage de taxes que la TVA à 6 %.

Voilà ce que le premier ministre a expliqué. Êtes-vous d'accord sur ce point? Vous êtes donc d'accord pour qu'on fasse croire aux citoyens qu'ils vont payer la TVA à 6 % et qu'on instaure des accises pour compenser une partie de ce qu'on a perdu quand la TVA était à 21 %. C'est bien cela?

01.245 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer Boukili, hebt u al eens berekend hoeveel 15 % korting op de huidige energiefacturen bedraagt? Dat gaat om enorm veel geld. Die korting van 21 % naar 6 %

terugbrengen is aanzienlijk.

01.246 Nabil Boukili (PVDA-PTB): (...)

01.247 Melissa Depraetere (Vooruit): Dat is wel uw vraag! U vraagt of dit wordt gecompenseerd eens de prijzen dalen. Natuurlijk zal dit niet worden gecompenseerd omdat de factuur op dat ogenblik honderden euro's lager zal zijn.

01.248 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Êtes-vous d'accord qu'on taxe l'énergie, qui est un produit de base, à plus de 6 %? Quand les prix vont baisser au prix de 2021, vous serez d'accord de taxer plus que 6 % de TVA, en rajoutant les accises. C'est bien ça? M. Vanbesien confirme que c'est ça.

01.249 Melissa Depraetere (Vooruit): Dat is toch hervormen, mijnheer Boukili? U hebt de uitleg gekregen. Het zorgt ervoor dat de prijzen minder schokgevoelig zijn en het zorgt er ook voor dat grote verbruikers daarvoor in de toekomst meer kunnen betalen. Dat is toch hervormen? Dat is toch logisch? Dat werd ook altijd zo gezegd. Het werd nooit anders gezegd.

01.250 Peter De Roover (N-VA): Minder schokgevoelig, ook voor prijsdalingen. Ik volg u daar gedeeltelijk in, maar de vraag is vanaf welk punt u de accijnzen laat ingaan.

Wij leren vandaag, dat is toch wel interessant, dat het punt waarop het mechanisme gaat klikken, de prijzen van 2021 zijn. Dat betekent dat de regering dit weekend beslist heeft dat de prijs, zolang deze regering aan het roer staat, niet zal dalen onder de prijzen van 2021. Mocht zich dat voordoen, dan zullen die terug verhoogd worden. Ik denk dat dit een interessante bijdrage is.

01.251 Wouter Vermeersch (VB): Het voordeel van een lang debat is dat een aantal zaken duidelijk beginnen te worden. Het is ook een eigenschap van slaapgebrek dat het geheugen wat korter wordt.

U weet dat de grote inflatiegolf al in 2021 begonnen is. Dan zijn de prijzen enorm beginnen te stijgen. U hebt hier duidelijk in het Parlement bevestigd dat de regering niet zal toelaten dat die prijzen ooit nog dalen tot het precoronatijdperk.

(...): (...)

01.252 Wouter Vermeersch (VB): U hebt dat wel gezegd.

U hebt zelfs meer gezegd, u hebt hier ook bevestigd dat u het cliquetsysteem gaat installeren. Dat is het perverse belastingsysteem dat iedereen kent van aan de pomp. Dat is ons heel goed bekend. Dat zorgt ervoor dat elke prijsdaling voor het overgrote deel in de staatskas verdwijnt. Dat is het systeem dat wij vandaag kennen aan de pomp.

Het gaat helemaal niet om een accijnshervorming. Het gaat in de feiten om een belastingverhoging. Iedereen weet hoe dat cliquetsysteem werkt, en eindelijk hebben we duidelijkheid, want we gaan terug naar de prijzen van 2021 maar niet naar die van 2019. Als die prijzen ooit willen dalen naar het niveau voorafgaand aan de coronapandemie, dan zal de overheid bij de energieverbruiker, namelijk de belastingbetaler, komen aankloppen en zeggen dat het overgrote deel van die prijsdaling naar de staatskas zal gaan.

De premier schudt dan wel met zijn hoofd, maar dat is wel hoe het momenteel werkt aan de benzinepomp. Op 28 september daalde de prijs voor benzine onder de 1,70 euro, maar het overgrote deel van die daling is in de staatskast verdwenen. Zo werkt het systeem en dat is het plan van de regering. Dat is bij deze duidelijk.

U bent van plan om de accijnzen te verhogen en de prijzen zullen daardoor nooit nog dalen naar het niveau voorafgaand aan de coronapandemie.

01.253 Sander Loones (N-VA): In ben geen belastingdeskundige, dus ik weet ook niet veel over accijnzen of btw, maar vind het debat wel interessant om na te gaan wat er zal gebeuren en hoe de zaken kunnen worden verbeterd. Ik probeer de twijfel samen te vatten, maar corrigeer me gerust.

U voert een hervorming door, met onder meer accijnzen aan een tarief van 6 % enzovoort, maar u voert geen plafond in voor die accijnzen. Vroeger, met de btw, is dat wel gebeurd. We wisten dat die nooit meer dan 21 % kon bedragen. Nu zou u echter accijnzen kunnen heffen die hoger liggen dan 15 %. Als mijn redenering klopt, zou het misschien nuttig kunnen zijn om een plafond in te voeren. Als dat het geval is, heeft mevrouw Depraetere gelijk. Als u dat plafond echter niet garandeert, dan sluit niets uit dat een creatieve vivaldiregering plots voor de dag zou komen met accijnzen die veel hoger liggen. Dat zou een suggestie ter verbetering kunnen zijn.

01.254 Eerste minister **Alexander De Croo**: Dat is net het voordeel van accijnzen. Men baseert die accijnzen op de prijzen van 2021. Men definieert daarmee een bepaalde accijns per kilowattuur. Het enige wat die factuur duurder kan laten worden, is het volume. (*De heren Vermeersch en Loones spreken zonder micro*)

Dat is een politieke beslissing. De accijns kan evenwel ook dalen. U hebt daarnet gezegd dat, indien de prijzen zouden dalen, men vasthangt aan die accijnzen die op de prijzen van 2021 zijn gebaseerd. Elke regering kan in dat geval beslissen om de accijnzen te verlagen. Dat is een veel preciezer instrument dan de btw.

01.255 **Sander Loones** (N-VA): Kunt u garanderen dat u niet boven dat bedrag zult gaan? De btw was veel te duur, maar het maximum was er wel duidelijk.

01.256 **Peter De Roover** (N-VA): Het verschil tussen 21 % en 6 % is 15. Zodra de prijs onder die van 2021 komt, zal u de accijnzen laten werken. Beeldt u zich in dat de prijs daalt tot 15 % of 16 % onder de prijzen van 2021 en dat de prijs wordt opgetrokken tot het niveau in 2021, dan is men duurder af dan onder de toepassing van het btw-stelsel van 2021. Collega Loones' suggestie zou ervoor zorgen dat men hogere prijzen dan onder het btw-stelsel van 2021 vermijdt.

01.257 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mijnheer De Roover, de bedoeling van de invoering van dat systeem is net vermijden wat wij de voorbije twee jaar hebben gehad, namelijk dat er meeropbrengsten uit de btw zijn die de overheid eigenlijk niet wil. Zij wil de mensen immers niet meer doen betalen. Dat is de reden waarom wij naar 6 % btw zijn gegaan en waarom wij die omvorming naar accijnzen doorvoeren.

Wat u echter aangeeft, zit in het systeem. Eenmaal de wet er komt met alle verschillende niveaus van accijnzen, kunnen wij daarover meer in detail treden. Wat u aangeeft, is echter de bedoeling. Wij, de overheid, willen die overopbrengsten uit de btw vermijden, om niet opnieuw in een situatie te belanden, waarbij zij geld moet teruggeven.

01.258 **Wouter Vermeersch** (VB): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de eerste minister, het probleem met een dergelijk systeem, een *textbook* voor groene partijen, is dat die partijen de prijs voor elektriciteit en gas willen opdrijven, zodat de energietransitie wordt versneld. Dat is *textbook*.

Het risico is dat aldus een systeem mogelijk wordt gemaakt, waarbij een volgende regering, die mogelijk opnieuw een groene regering is, de accijnzen zodanig verhoogt dat de burger een pak meer betaalt dan aanvankelijk het geval was. Dat is een enorm risico.

De groene partijen likkebaarden bij dat systeem, waarmee zij met accijnzen de energietransitie kunnen sturen ten koste van de burger, die de factuur moet betalen.

01.259 **Thierry Warmoes** (PVDA-PTB): Mevrouw de voorzitter, ik zal het heel kort houden.

Ik heb met aandacht geluisterd naar het hele debat, dat ik zelf min of meer op gang heb gebracht. Op de groene banken werd gezegd dat het vandaag al zes keer is gevraagd, maar ik stel vast dat het nu duidelijk geworden is dat de intentie echt wel is om accijnzen te heffen om de energieprijzen opnieuw naar het niveau van 2021 te brengen.

Mevrouw Depraetere, het leek u te verwonderen, maar het is duidelijk dat wij dit niet zullen steunen. Wij zullen niet steunen dat de factuur van de mensen, verlaagd door minder btw, weer voor een stuk verhoogd wordt door middel van accijnzen. Als premier De Croo zegt dat de regering de opbrengsten van de 21 % btw niet wil, dan moet hij die accijnzen ook niet willen.

Ik ga hier nu niet verder over uitweiden, maar een duurzaam beleid, mevrouw Depraetere, moet volgens ons via andere wegen uitgestippeld worden. België moet zijn verantwoordelijkheid opnemen inzake klimaatbeleid, maar niet via de factuur van de mensen. Dat zullen wij niet steunen.

01.260 Melissa Depraetere (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, nog heel kort twee punten die compleet genegeerd of vergeten worden in dit debat.

Ten eerste, is er uiteraard altijd het aspect van een politieke keuze. Als de N-VA de volgende keer een absolute meerderheid zou behalen, dan kan de btw ook opnieuw van 6 naar 21 %. Dat kan natuurlijk altijd.

(...): (...)

01.261 Melissa Depraetere (Vooruit): Nee, maar u zegt: "Als de volgende regering zus of zo..." Het kan altijd.

Ik heb nog een tweede punt waar compleet aan voorbijgegaan wordt. De prijzen staan nu historisch hoog. Brengen we de btw van 21 naar 6 %, dan vind ik dat een logische keuze. Het gaat hier immers om een basisproduct. Het is al vaker gezegd, energie is geen luxeproduct. Nu doet u echter alsof er plots een accijns bovenop zal komen die ongelooflijk hoog zal zijn en binnen de twee maanden of zo zal ingaan. Dat is natuurlijk totaal niet het geval. Hebt u al eens gekeken naar de voorspellingen van de CREG over het prijsniveau van 2021? Ook al blijft het allemaal heel onzeker, toch zegt de CREG nu dat het nog vier jaar zal duren. Nog vier jaar! Het is dus niet zo dat die koopkrachtmaatregelen onmiddellijk op die manier gecompenseerd zullen worden. Dat is trouwens nooit zo, want in dit systeem zullen de prijzen vele malen lager liggen en zullen de mensen daardoor beter af zijn.

Goed, mevrouw de voorzitter, ik vervolg, want ik had het over hervormingen...

Ah, er was nog een andere vraag? Sorry, er is een heel ander debat op gang gekomen. Nu, mevrouw De Wit, als ik de conclusie maak van alles wat de N-VA daarover vandaag in het debat heeft gezegd... U dringt aan op eenzelfde btw-percentages voor iedereen, want voor de ene 6 % btw en voor de andere 21 % vindt u niet logisch. Tegelijk waarschuwt u dat we met de btw-verlaging naar 6 % de mensen ertoe aanzetten om meer energie te verbruiken.

De N-VA vraagt dus gewoon, kort gezegd, 21 % btw voor iedereen. Daar komt het toch op neer, wanneer ik alle replieken van de fractie hoor? U vindt de btw-verlaging een slechte maatregel. Dat is ook logisch, want de N-VA heeft de btw zelf verhoogd van 6 % naar 21 %.

01.262 Sophie De Wit (N-VA): Ik vraag dat u consequent bent. Als de btw 6 % bedraagt, dan moet dat voor iedereen zijn. Als de btw op de facturen om de openbare verlichting voor onze burgers aan te steken, 6 % bedraagt tegenover 21 %, dan is dat een verschil van 15 % en wie betaalt dat? Dat is het lokaal bestuur en dat werkt, net zoals elke overheid, met belastinggeld. We krijgen geld van hogere overheden en innen ook zelf. Dat geld is afkomstig van onze inwoners, degenen voor wie we hier elke dag opnieuw zitten, u en ik. Bepaalde producten vind ik geen luxeproducten. Als de btw naar 6 % gaat, moet dat voor iedereen, vind ik. U moet dan eens uitleggen waarom de btw-verlaging wel voor de openbare verlichting geldt. Probeer mij dat uit te leggen. U moet consequent zijn en dat bent u niet, dat is mijn punt.

Echt waar, uw vraag waarom we hier zitten, heeft mij echt geraakt. Ik denk daar elke dag over na en hoop dat velen dat doen. Uiteindelijk gaat de 21 % btw die door de lokale besturen met belastinggeld van de burger betaald wordt, wel in federale putten. De lokale overheden moeten, zoals voor alle overheden zou moeten gelden, altijd hun facturen betalen, want zij mogen niet in het rood gaan. Dan weet men ten minste wat men aan het doen is. Dan maakt men keuzes die verantwoord zijn voor de toekomst, want men weet heel goed dat men niet kan uitgeven wat men niet heeft, en wie wat betaalt.

01.263 Melissa Depraetere (Vooruit): Vindt u het zelf niet een beetje gênant dat uw partij vraagt om voor zowat alles zelf bevoegd te zijn, via de Vlaamse regering, maar dat u wanneer u voor iets bevoegd bent – het is toch de Vlaamse regering, die bevoegd is voor de steun aan de lokale besturen –, u hier op uw knieën komt smeken of de federale regering iets extra kan doen. Als wij dan iets extra doen,

klaagt u dat de begroting niet op orde is. U moet toch een beetje consequent zijn, mevrouw De Wit.

01.264 Sophie De Wit (N-VA): Wij zouden graag zien dat de regio's meer fiscale bevoegdheden hebben. Maar de bevoegdheid inzake btw zit hier en u neemt de beslissing. U bent niet consequent. U geeft aan de ene kant, maar u neemt aan de andere kant die 15 % extra van dezelfde belastingbetaler terug en dat bedrag verdwijnt hier in uw putten. Dat vind ik gênant.

Het gaat niet over wat wij zouden doen. Het is de beslissing van uw regering. Ik vraag van u alleen dat u daar consequent in bent. De bevoegdheid inzake btw zit hier. Ik kan enkel hier komen vragen: denk daar nog eens goed over na, want het gaat over het geld van dezelfde mensen.

01.265 Melissa Depraetere (Vooruit): En nu vraagt u een btw-verlaging?

01.266 Eerste minister **Alexander De Croo:** Heel kort, het probleem dat u aanhaalt, mevrouw De Wit, geldt natuurlijk ook voor bijvoorbeeld de ziekenhuizen. Daar is exact hetzelfde probleem. Zij vallen vaak onder de federale bevoegdheid en een aantal zorginstellingen valt onder regionale bevoegdheid.

De manier om dat aan te pakken, is dat de overheid bepaalde budgetten uittrekt voor de organisaties waarvoor zij verantwoordelijk is. Daarom zit dat in de federale begroting. In de federale begroting zit een energievoorziening van 250 miljoen. Voor die 250 miljoen hebben wij al afspraken gemaakt. Een deel van die 250 miljoen zal naar de ziekenhuizen gaan, die immers geconfronteerd worden met hoge energieprijzen. Zij weten nu wat zij bijkomend zullen krijgen. Maar er wordt van hen natuurlijk ook verwacht dat zij een inspanning leveren om minder te verbruiken. Zij moeten investeren. Zij moeten ervoor zorgen dat zij efficiënter werken. Daarvoor wordt een voorziening toegekend. De federale overheid kent voorzieningen toe voor de organisaties waar zij verantwoordelijk voor is. Het lijkt me logisch dat alle overheden zo werken.

De **voorzitter:** Ik merk dat de heer Vermeersch het woord vraagt. Mogen wij verdergaan? Het is bijna 3 uur 's ochtends. Ik hoor al een uur lang dezelfde discussiepunten, zonder enige meerwaarde.

Mijnheer Vermeersch, hebt u een opmerking met enige meerwaarde?

01.267 Wouter Vermeersch (VB): Het is ondertussen duidelijk dat het vivalditeam nog eens samen zal moeten zitten om de parameters in verband met de btw-verlaging of de accijnshervorming uit te werken. Die zijn immers niet duidelijk. Van de fiscale hervorming weten we ondertussen dat we in december nieuws mogen verwachten. Dan zal het manna neerdalen.

Wanneer mogen we echter de accijnshervorming verwachten in het Parlement? De zogenaamde slimme btw-hervorming zou eerst bij de begrotingscontrole worden voorgesteld; dan was het vóór de zomer, dan tegen eind september en nu weten we nog steeds niet wanneer die wordt gepresenteerd. Wanneer is de deadline?

01.268 Eerste minister **Alexander De Croo:** De wet inzake de accijnshervorming zal in de komende maanden aan het Parlement worden voorgelegd. Van belang is echter de invoering. Die zal gebeuren via een koninklijk besluit. Dat lijkt mij ook wel logisch. Het kader moet dus klaargemaakt en vervolgens bij stemming goedgekeurd worden. Daarna wordt bij koninklijk besluit het gepaste moment bepaald om dat in te voeren. Laat me duidelijk zeggen dat wij dat uiteraard niet invoeren met prijzen op het huidige niveau. Wij zullen dat invoeren op het moment waarop de prijzen vergelijkbaar zijn met het niveau van 2021, zodat we ervoor kunnen zorgen dat de mensen er niets aan verliezen. Het lijkt mij daarnaast trouwens logisch om dat in stappen in te voeren, om een te forse verhoging te vermijden. Dat is het voordeel van accijnzen, die in stappen kunnen worden ingevoerd. Met btw is dat niet mogelijk. Een terugkeer van de btw van 6 % naar 21 % is opeens 15 % erbij. Met accijnzen hebben we dat probleem niet.

01.269 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer de premier, als we spreken over hervormingen, moeten wij het inderdaad ook over fiscaliteit hebben. De regering zet een aantal belangrijke stappen naar een eerlijkere fiscaliteit en dat is ook nodig, want nog altijd te veel mensen betalen te veel belastingen omdat een kleine groep er te weinig betaalt. Daarom is het ook goed dat er maatregelen worden genomen, dat er naar de sterkste schouders wordt gekeken. Over de overwinstbelasting hebben we het al gehad, maar ik noem evengoed de extra bijdragen van de big pharma en van de

banken, in tijden van crisis. Wij vinden het ook goed dat van multinationals een eerlijke inspanning wordt gevraagd. Dat is alleen maar rechtvaardig.

Los daarvan stellen wij nog enkele andere maatregelen in vraag. Wie kan het nog verantwoorden, in tijden van crisis, dat mensen amper een eerste woning kunnen kopen, terwijl anderen voor een tweede, derde of zoveelste woning wel nog een fiscaal voordeel of woonbonus krijgen? Dat valt niet meer te verantwoorden en die woonbonus voor de tweede woning wordt nu dan ook eindelijk geschrapt.

Daar mag het niet stoppen. Het is belangrijk dat de grote fiscale hervorming er komt, met eerste stappen in de aangekondigde taxshift. Het is goed dat dit versneld wordt. Zoals de heer Loones zegt, in het regeerakkoord staat inderdaad dat er eerst een voorbereiding wordt gemaakt. Dat dit nu versneld wordt, is een goede zaak, het is goed dat een aantal zaken wordt veranderd. Het is namelijk nog altijd nodig dat de lasten op arbeid omlaaggaan en dat er een eerlijkere, eenvoudigere fiscaliteit komt. Dat zijn de hervormingen die we nodig hebben en waarvoor we niet bang moeten zijn, dat zijn hervormingen die werken.

Als we terugkijken naar het debat van vorig jaar, dan zien we daarvan een heel duidelijk voorbeeld. Vorig jaar had de PVDA bakken kritiek op de hervormingsplannen van Frank Vandenbroucke om mensen terug aan het werk te krijgen, maar vandaag zien we daar wel de resultaten van. Vandaag zijn de cijfers daarover beschikbaar, mijnheer De Roover. Dit jaar konden of kunnen 78.000 mensen het werk progressief hervatten. Dat zijn 23.000 mensen meer dan voor deze hervorming. U kunt toch moeilijk zeggen dat het verwaarloosbare cijfers zijn. Dat is de heel concrete impact van deze hervorming. Deze hervorming staat nog in de startblokken, maar de resultaten zijn al heel duidelijk. Dat is het verschil. Wij geven die mensen niet op. Wij geloven dat het een goede zaak is om mensen te activeren en hen opnieuw aan het werk te krijgen. We zien ook dat dit kan, met de maatregelen van Frank Vandenbroucke.

01.270 Ellen Samyn (VB): Mevrouw Depraetere, ik ben blij dat u dit topic aansnijdt. Deze regering gaat naar eigen zeggen meer inspanningen leveren om werklozen en langdurig zieken opnieuw in de arbeidsmarkt te integreren. De sterke stijging van de laatste jaren van het aantal werknemers dat vanwege gezondheidsproblemen langdurig ziek is, is een zorgbarende evolutie.

Eén van de oplossingen van deze regering is het plan *Terug naar Werk*. Gisteren verklaarde uw voorzitter in *De Afspraak* heel fier te zijn op dat plan. Vooruit vindt dat iedereen die kan werken ook moet werken. Tachtigduizend mensen hebben aangegeven opnieuw te willen werken, maar dat aangeven wil niet hetzelfde zeggen als opnieuw aan de slag gaan. Wat zijn nu de concrete cijfers? Hoeveel mensen zijn er effectief opnieuw aan het werk door het plan *Terug naar Werk*?

Ik snijd meteen ook een volgend topic aan, de zware beroepen. Collega De Vriendt is het alvast eens met onze bezorgdheid. Ook aan u stel ik deze vraag. Een zwaar beroep kan onmogelijk worden uitgeoefend tot de leeftijd van 67 jaar. Welke maatregel zult u nemen? Zult u werk maken van de lijst van zware beroepen of laat u die mensen, die letterlijk krom gewerkt zijn, in de steek?

01.271 Melissa Depraetere (Vooruit): Mevrouw Samyn, ik wil antwoorden op uw vraag, maar minister Vandenbroucke heeft hier in de plenaire vergadering twee weken geleden al die cijfers gegeven. In de eerste zes maanden van 2022 zijn 46.000 mensen door deze hervorming geactiveerd. Zij zijn daadwerkelijk aan de slag. De rest is uiteraard een prognose. Het gaat om 78.000 mensen in 2022, maar het jaar is nog niet om. Dat is logisch. Dat zijn er 23.000 meer dan voor dit plan van twee jaar geleden.

Voorts kent u het standpunt van Vooruit over de zware beroepen. Wij vinden al heel lang dat mensen na 42 jaar werken met pensioen moeten kunnen gaan. Wie vroeger start, moet vroeger met pensioen kunnen gaan. Dat zijn vaak mensen in zware beroepen. Wij vinden nog altijd dat die discussie moet kunnen worden gevoerd. Ik pleit er net voor om ook andere hervormingen door te voeren. Ik had het over de fiscale hervorming, maar ook op het vlak van de arbeidsmarkt en de pensioenen zijn wij in deze regering altijd bereid geweest om die hervormingen aan te pakken en daarin stappen te zetten. Wij hebben dat ook bij de verdediging van de akkoorden gezegd. Het is een goede stap, maar het is niet het eindpunt. Ons standpunt is op dat vlak niet gewijzigd.

We zien de cijfers van het plan *Terug naar werk*. Het werkt duidelijk goed. Er is hier veel over de

activering van mensen gesproken. Laat het duidelijk zijn dat ministers die hervormingen op dat vlak doorvoeren daarmee ook resultaten behalen. Die cijfers zijn niet te betwisten.

01.272 Peter De Roover (N-VA): Ik moet zeggen dat het plan *Terug naar werk* een heel klein beetje ruikt naar wat wij ter zake voorstellen. Ik ben daar niet principieel tegen. Er wordt de indruk gewekt dat mensen die langdurig ziek zijn verloren zijn voor de samenleving en de arbeidsmarkt. Ik meen dat we dit fundamenteel moeten tegenspreken, behalve voor mensen voor wie dat echt het geval is. Wat minister Vandenbroucke doorvoert, is voor ons een bijzonder slappe eerste stap.

01.273 Melissa Depraetere (Vooruit): Met resultaat.

01.274 Peter De Roover (N-VA): U hebt het over 78.000 mensen, maar die zijn nog niet echt aan de slag.

01.275 Melissa Depraetere (Vooruit): Het jaar is nog niet om.

01.276 Peter De Roover (N-VA): Het jaar is nog niet om, maar die mensen hebben nog geen job. Tegen de achtergrond van de uitdaging om 650.000 mensen aan het werk te krijgen om aan die 80 % te komen, zal ik niet geringschattend doen over die 30.000, 40.000, 50.000 of 60.000 mensen...

01.277 Melissa Depraetere (Vooruit): Het gaat over 46.000 mensen in de eerste zes maanden.

01.278 Peter De Roover (N-VA): Ik heb het graag over feiten en niet over verwachtingen, maar zelfs in uw maximale interpretatie zitten we aan 10 % van de inspanningen. Dat is niet niets, maar het is ook maar wat het is.

U zegt ook dat er voor de pensioenen nog stappen moeten worden gezegd. Dat is bij mij blijven resoneren. Ik heb daarover niks gelezen in de State of the Union, die het onderwerp is van vandaag. Die State of the Union zou ons vertellen wat de plannen zijn voor de komende twee jaar, zijnde 2023 en 2024. Ik kan mij niet voorstellen dat jullie vandaag de kans zouden hebben laten liggen, om uit te pakken met jullie projecten op dat vlak, indien daarvan ook maar enigszins sprake zou zijn geweest. Wanneer de eerste minister in de State of the Union het woord 'pensioenen' uitsluitend gebruikt om te verwijzen naar vorige zomer, maar absoluut niets vertelt over wat er nog aan plannen op tafel ligt, kan ik vandaag niet anders dan vaststellen dat er geen plannen meer zijn en dat de State of the Union op dat vlak al uw illusies de nek omwringt. Welke stappen moeten nog worden genomen die niet in de State of the Union staan?

01.279 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer De Roover, mijn antwoord is tweeledig.

Ten eerste, ik heb helemaal niet beweerd dat het terug-naar-werkplan de oplossing is om alle honderdduizenden mensen aan de slag te krijgen. Dat heb ik niet beweerd. Ik heb gesteld dat hervormingen werken. U kan niet ontkennen dat onze minister, Frank Vandenbroucke, binnen zijn bevoegdheden het maximum heeft gedaan met dat plan, dat nog maar een eerste stap is en dat nu, wat wel in de State of the Union is opgenomen, nader wordt uitgebouwd en versterkt, met resultaat. Het maximum gebeurt nu. Dat kan u niet ontkennen.

Ten tweede, u vraagt of het dossier van de pensioenen stopt met die State of the Union. De eerste minister heeft tijdens de verdediging van het pensioenplan voor de zomer opgemerkt dat het een stap vooruit is, maar dat het niet het finale plan is. Het is een stap vooruit.

Bovendien heb ik de eerste minister gisteren tijdens zijn State of the Union ook heel duidelijk de plannen horen aanduiden waarover de regeringspartijen nu een akkoord hebben, maar ik heb hem ook horen aangeven dat zulks helemaal niet betekent dat er niks meer kan wijzigen. Dat betekent helemaal niet dat geen ander beleid meer kan worden gevoerd. Zal dat evident zijn? Natuurlijk zal dat niet evident zijn. Dat is nooit evident. Dat betekent echter helemaal niet dat geen andere beslissingen meer kunnen worden genomen.

Ik kwam daar net toe. Ik wou immers net vragen, ook aan de eerste minister en aan de regering, om een aantal hervormingen door te voeren. Dat is voor ons heel duidelijk de vraag. Dat daarover moet

worden gediscussieerd, is de essentie van politiek en van de meerderheid.

01.280 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw Depraetere, daarmee ben ik het absoluut eens.

Ik mag ook echt wel hopen dat deze State of the Union slechts iets is om ons even mee bezig te houden en dat dit niet de plannen zijn voor 2023 en 2024. Ik hoop dat er effectief nog iets uitkomt. U zegt immers dat het een stap vooruit is en daarmee ga ik akkoord, maar het woord 'maximaal' zou ik daar niet op klevén.

01.281 Melissa Depraetere (Vooruit): Op het terug-naar-werkplan?

01.282 Peter De Roover (N-VA): Ja, dat zou ik eerder minimaal noemen in plaats van maximaal. Ik zeg niet dat het niets is, maar ik vind het minimaal. Ik ben het wel ongelooflijk met u eens dat hervormen werkt. Nog meer hervormen werkt nog meer.

01.283 Melissa Depraetere (Vooruit): Premier, als het over de hervormingen gaat, noemde ik al twee belangrijke voorbeelden. Dat is dan ook wel het pad dat we moeten bewandelen. We moeten lessen trekken uit de crisis. We moeten nu uiteraard crisismaatregelen nemen, maar daarna moeten we durven hervormen.

We moeten dat ook doen met de schuldindustrie. Er zijn goede stappen genomen in tijden van crisis, zowel tijdens de coronacrisis als nu. We zetten volgende week immers stappen die leiden tot een hogere inbeslagnamedrempel. Dat is een goede zaak. Er zijn ook al stappen gezet die het moeilijker maken om bij mensen thuis goederen in beslag te nemen. Dat is ook een goede zaak. Dat waren maatregelen in tijden van crisis. We hebben wel meer afgesproken. We hebben immers afgesproken dat we grotere hervormingen zouden doen en het wordt tijd om daarmee voor de dag te komen. Ik word zeker nu vaak aangesproken door mensen die een onbetaalde factuur van 120 euro hebben en die plots naar 1.000 euro zien stijgen of die hun initiële factuur niet kunnen betalen omdat ze gevangen zitten in een negatieve spiraal met bijkomende kosten van gerechtsdeurwaarders, incassobureaus en advocatenkantoren. Ik vraag me af waarop we wachten om de eerste gratis herinnering in te voeren. Waarop wachten we om de bijkomende kosten te begrenzen? Waarop wachten we om de schuldindustrie eindelijk aan banden te leggen, zeker nu, zodat mensen effectief hun facturen kunnen betalen in plaats van een leven lang bijkomende kosten te betalen?

Collega's, er ligt meer dan genoeg werk op de plank, dat is duidelijk. De huidige crisis is te groot om geen actie te ondernemen. De toekomst is erg belangrijk en die moet worden voorbereid.

Mijnheer de premier, u hebt met Vooruit een partner die elke dag bereid is keihard te werken aan oplossingen, niet met spelletjes en blokkeringen, maar met actie en daadkracht. We werken voor de mensen, niet voor onszelf. De regering heeft met dit akkoord daadkracht getoond door solidariteit voorop te stellen in deze crisistijden, maar ook door een aantal hervormingen in de steigers te zetten. Het is voor ons duidelijk dat het werk daar nog niet af is. Een aantal hervormingen moet nog voltooid worden. De Vooruitfractie zal daarover waken en daarvoor geven we uw regering het vertrouwen.

Ik dank u.

01.284 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw Depraetere, u toont moed door hier te vertellen dat het regeerakkoord ambitieuzer is dan de laatste State of the Union. U zegt immers dat het werk nog niet af is. Nochtans is het huiswerk hier wel op tafel gelegd. Mijnheer de premier, dat betekent dat u afgelopen weekend niet hebt bereikt wat uw regeringspartners van u verwachtten. Dat is ook zo, want er is bijzonder weinig verwezenlijkt.

Collega Depraetere, u sprak over de voorbereiding voor een robuuste toekomst en u zei dat de klimaatcrisis niet stopt aan de grenzen. Hoe zit het met kerncentrales? U hebt hierover met geen woord gerept en dat verbaast me eigenlijk. Ik heb u die vraag al eens gesteld tijdens een interview dat niet in de krant is verschenen, maar wanneer ik het slagveld overschouw, heb ik de indruk dat jullie houding cruciaal is. Dit is weer een typerend moment, want u spreekt zich niet uit over die kwestie. U hebt daar geen moment aan besteed. Vorige week of de week daarvoor heeft de N-VA-fractie daar veel uiteenzettingen aan gewijd en Vooruit noch de PS heeft zich in dat debat gemengd. Ik denk dat de publieke opinie daarover toch wel duidelijkheid mag hebben.

Intussen zijn Open Vld en MR overstag gegaan. Bij cd&v is het bij monde van de voorzitter – maar niet alleen bij hem – klaar en duidelijk: meer kerncentrales langer openhouden. Ook het standpunt van Ecolo-Groen is klaar en duidelijk: "Over ons lijkt!"

Jullie zijn degenen die het verschil maken. Ons standpunt is trouwens ook duidelijk, net als dat van andere partijen in de oppositie. Jullie maken dus het verschil. Ik had graag uw standpunt daarover gekend, namelijk: hakken we nu eens eindelijk die knoop door of blijven we het probleem voor ons uit schuiven? Blijft u aan de kant staan, wachtend op... ja, waarop? Wat is uw standpunt over het aandeel van kernenergie in de toekomst in onze energievoorziening?

01.285 Frieda Gijbels (N-VA): Mevrouw Depraetere, het verbaast mij dat u niet sprak over de gezondheidszorg en over de lessen die we hebben getrokken uit de covidcrisis.

Mijn eerste vraag gaat over wat we hebben geleerd uit de covidcrisis. Volgens mij is er geen onafhankelijke analyse van de covidcrisis aan de gang. Ik hoorde minister Vandenbroucke daarnet beweren dat dat wel het geval is, maar het gaat hier niet om een onafhankelijke analyse. De analyse wordt uitgevoerd door de mensen die het beleid hebben bepaald en de adviezen hebben gegeven. Vindt u als volksvertegenwoordigster dan niet dat u de plicht hebt om daarop aan te dringen? In de commissie voor Volksgezondheid doen mijn collega en ik dat wel, maar vindt u ook zelf niet dat er echt dringend op moet worden aangedrongen, om niet opnieuw dezelfde fouten te maken als we nog eens met dergelijke gezondheids crisissen worden geconfronteerd?

Mijn tweede vraag raakt aan de vorige. In de covidcrisis werd een noodtestcapaciteit opgebouwd, met name het federaal testplatform, dat werd gefinancierd met federale middelen, door middel van een forfaitair bedrag. Tegenover dat forfaitaire bedrag stond een minimumaantal tests dat het testplatform moest analyseren. Heel snel bleek al dat dit minimumaantal tests nooit, of maar heel zelden, werd bereikt. Het federaal testplatform werd dus enorm overgefinancierd. Dat is door ons opgemerkt, al heel snel na de start van dat testplatform. Intussen wisten wij ook dat de klinische testlaboratoria zelf de nodige testcapaciteit hadden opgebouwd, dat zij het zelf aankonden, en dat het testplatform niet nodig was. Precies een jaar geleden bleek dat er een overfinanciering was van 20 miljoen. Ondertussen hebben wij uit de media geleerd dat die opgelopen is tot 65 miljoen. Middelen die onterecht zijn uitgekeerd en die terechtgekomen zijn bij enkele ziekenhuizen. Mijn vraag aan u is: krijgen wij dat geld terug? Zal dat teruggevorderd worden? Komt dat terug in de federale begroting?

01.286 Marijke Dillen (VB): Mevrouw de voorzitter, collega Depraetere had het over de aanpak van de schuldindustrie. Dat is al even geleden, maar ik heb toen al mijn vinger omhooggestoken.

Volgende week staat dat voorstel op de agenda in de commissie voor Justitie. Collega Depraetere, u zult in ons een bondgenoot vinden, want ik kan u zeggen dat onze fractie al veel langer dan Vooruit hierover een pleidooi houdt. Ik betreur alleen dat u verwijst naar de hoge advocaten- en deurwaarderskosten. Het zijn precies de deurwaarders die een plan hebben gelanceerd met een aantal heel interessante voorstellen naar aanleiding van de energiecrisis. Ik hoop dat u die voorstellen mee in overweging wil nemen. Tegelijkertijd wil ik u de volgende vraag stellen, want dat is ook een heel belangrijk aspect. Is deze regering bereid de financiële lasten van de gerechtelijke procedure, de inleiding en de uitvoering, enzovoort, eindelijk te verlagen?

01.287 Ellen Samyn (VB): Mevrouw Depraetere, in het begin van uw betoog sprak u over eerlijkheid. Over het minimumpensioen communiceerde Vooruit op 8 juni dat vanaf de zomer het minimumpensioen van 1.500 euro netto een feit is, een jaar vroeger dan beloofd. Was het niet eerlijker geweest om te communiceren dat dankzij de indexeringen de 1.500 euro wordt bereikt en dat de 1.500 euro door de inflatie slechts 1.325 euro waard is? Mijn fractievoorzitter gaf daarnet ook reeds de cijfers. Als u het echt eerlijk meent met de burger en als u de koopkracht van onze gepensioneerden wilt garanderen, zult u dan het bedrag optrekken naar 1.695 euro? Uiteindelijk is dat immers het geïndexeerde equivalent van de 1.500 euro uit 2019.

01.288 Melissa Depraetere (Vooruit): Ten eerste, er werd gevraagd naar het langer openhouden van de kerncentrales. Ons standpunt is altijd heel duidelijk geweest. Het is ook niet correct te stellen dat Vooruit zich daarover niet uitspreekt. Mijn collega Kris Verduyck heeft daarover reeds bijzonder veel vragen gesteld, ook hier in plenum. Wij hebben steeds volgehouden dat voor ons de prijs een heel

belangrijk element is. Wij hebben er op een ander moment inderdaad verder over doorgepraat en u kunt evenmin verklaren waarom, als alle kerncentrales draaien, de prijs zo hoog is, noch hebt u een antwoord op de vraag hoeveel het zal kosten om de kerncentrales langer open te houden. Dat vergt investeringen en Vooruit is niet bereid om een blanco cheque te tekenen alvorens wij weten wat het zal kosten. Alleszins is voor ons de energieprijis zeer bepalend. De energiefacturen moeten omlaag, niet alleen via maatregelen op de korte termijn, zoals de permanente btw-verlaging. Er is ook een langetermijnvisie nodig. Voor ons weegt dat door.

Ten tweede, er was een vraag over lessen die zijn getrokken uit de coronacrisis. Ik vind het een klein beetje opmerkelijk hoe hier soms vragen worden gesteld. Laten wij eerlijk zijn, naarmate de nacht vordert, gaat het niveau er niet echt op vooruit. U hebt die vraag reeds gesteld. Minister Vandenbroucke heeft geantwoord dat er op dit moment een analyse wordt gemaakt. Nu vraagt u of er een analyse wordt gemaakt. De minister heeft al geantwoord: ja, er worden lessen getrokken; ja, er wordt een analyse gemaakt; ja, daar zijn veel experts mee bezig; ja, daar zullen maatregelen uit volgen. Ja, daar zal de minister nog honderden vragen over beantwoorden en hij doet dat zelfs graag. U zult daar dus nog heel vaak over kunnen discussiëren.

01.289 Frieda Gijbels (N-VA): Collega Depraetere, waarom weigert de minister dan om alle betrokken instellingen te laten doorlichten? Er is geen audit van het FAGG, niet van Sciensano, niet van het referentielaboratorium, niet van de FOD Volksgezondheid. Waarom kan dat niet? (*Rumoer*)

01.290 Melissa Depraetere (Vooruit): De minister heeft dus al geantwoord. Het is niet omdat u een vraag voor de vierde, vijfde of zesde keer stelt dat ze beter wordt. De minister heeft al acht keer geantwoord. (*Rumoer*)

01.291 Frieda Gijbels (N-VA): Ik had een andere vraag, met name of we de 65 miljoen euro die volgens de cijfers van het RIZIV ten onrechte is uitgekeerd aan het federale testplatform, zullen terugkrijgen?

01.292 Melissa Depraetere (Vooruit): U hebt al acht keer aan de minister die vraag gesteld.

01.293 Frieda Gijbels (N-VA): Dat is niet waar; dat ging over de doorlichting.

01.294 Melissa Depraetere (Vooruit): Stel uw vraag dan aan de minister.

01.295 Frieda Gijbels (N-VA): Ik heb de minister nog niet kunnen ondervragen.

01.296 Melissa Depraetere (Vooruit): Dat betreft toch puur ministerieel beleid. Dan had u voor thematische debatten moeten kiezen, dan waren we misschien al klaar. Laten we een beetje fair blijven in het debat.

01.297 Sander Loones (N-VA): U bent fractieleider en geen minister en ik begrijp zeer goed dat u de vraag doorverwijst. We hebben het voordeel dat de eerste minister in de zaal zit. Bij dezen wil ik officieel verzoeken dat de vraag van mevrouw Gijbels door de eerste minister wordt genoteerd en dat hij daar straks antwoord op geeft.

01.298 Dominiek Sneye (VB): Ik pik in op de vraag van onze collega over de 65 miljoen.

Ik las ook in de uitleg van de minister dat er een provisie komt van 80 miljoen euro om de eerste zes maanden van volgend jaar de ziekenhuizen te ondersteunen bij hun energiefactuur. Zit die 65 miljoen daarin? De experts die zich met de PCR-testen rijk rekenden, stelden dat de winsten van de labo's terugvloeien naar de ziekenhuizen. Zit die 65 miljoen begrepen in die 80 miljoen, of komt die 80 miljoen daar nog bovenop? Wat is er precies gebeurd met die 65 miljoen? Die vraag werd nog niet gesteld aan de minister; ik heb daar nog geen antwoord op gehad.

01.299 Kathleen Depoorter (N-VA): Mevrouw Depraetere, ik zal het rekenkundig heel eenvoudig houden. Er is 65 miljoen euro te veel gegeven aan de gezondheidszorg, zoals mijn collega zegt. U gaat 75 miljoen euro besparen in 2024 door de groeinorm die naar beneden gaat. Zal er een delta van 10 zijn?

01.300 Steven Creyelman (VB): Mevrouw Depraetere, ik zal u helpen. U zult dat misschien niet verwachten van mij.

In de jongste sessie mondelinge vragen heb ik de vraag van mevrouw Gijbels aan de minister gesteld. Ik vroeg hem of hij lessen trok uit de manier waarop is omgegaan met de pandemie. Ik heb even opgezocht wat hij toen heeft geantwoord: "Absoluut, wij trekken daar lessen uit." Toen ik vroeg of hij daarvan ook een onafhankelijke analyse zou laten uitvoeren, antwoordde hij negatief. Op de vraag waarom antwoordde hij eigenlijk – ik ga kort door de bocht, want de minister is eloquenter dan ik – dat de mensen van EvaluatieNu en Terra Futura een hoopje malcontenten zijn en dat hij de GEMS genoeg had uitgebreid met het SSC. Dat was eigenlijk zijn antwoord.

01.301 Melissa Depraetere (Vooruit): Waarvoor dank, mijnheer Creyelman.

Ik ga over naar de schuldindustrie. Volgende week wordt hierover een wetsvoorstel waarvan ik een van de ondertekenaars ben, behandeld in de commissie. Daarin wordt een aantal van de maatregelen die de gerechtsdeurwaarders hebben voorgesteld opgenomen. Dat gaat echter over tijdelijke maatregelen in tijden van energiecrisis, terwijl er meer nodig is. Er is ook echt een hervorming nodig.

01.302 Marijke Dillen (VB): (...) fiscale en financiële kost op de procedures kan ook misschien tijdelijk worden ingevoerd om het de burgers gemakkelijker te maken, want ook dat is een zeer zware belasting in het kader van de aanpak van de schuldindustrie.

01.303 Melissa Depraetere (Vooruit): Dat moet ook absoluut herbekeken worden in die grote hervorming. Dat gaat zowel over de tarieven als over de bijkomende kosten voor de overheid. Dat gaat over het volledige pakket. Als daar dingen sneller kunnen, moeten die worden gedaan. Dat is de reden waarom er volgende week een tekst voorligt die op een aantal vlakken verder gaat dan wat in coronatijd is gebeurd. Wat we extra kunnen doen, gebeurt ook en moeten we zeker altijd blijven bekijken.

Het minimumpensioen komt boven op de index. De investering die is gebeurd, is niet magisch verdwenen omdat er snel geïndexeerd wordt. Dat bedrag is nog altijd voorzien, dat is gebudgetteerd. Elk jaar op 1 januari stijgen de minimumpensioenen, los van de index. Dat gaat over een historisch grote investering, een historisch groot bedrag. Dat is niet plots weg natuurlijk. Dat zal wel sneller bereikt worden. Er kan worden gediscussieerd over index of geen index, maar het voorziene bedrag is er wel nog altijd. Daarover kan er geen enkele discussie zijn. Ook in deze tijden van crisis zijn de welvaartsenveloppen en de index altijd gegarandeerd gebleven. De coronaprovisie van 100 miljoen betreft de testen. De provisie van 80 miljoen gaat over iets anders, namelijk energiemaatregelen voor de ziekenhuizen.

01.304 Peter De Roover (N-VA): Dat zijn eigenlijk effectief vragen voor de regering. Op dat vlak voel ik zeker met u mee, als fractievoorzitter. We wachten dan ook met spanning op het antwoord van de eerste minister.

Ik stelde mij daarstraks de vraag waarom ik zo bezig ben met de budgettaire orthodoxie. Waar heb ik dat opgedaan? Het voordeel van het late uur is dat er al kranten zijn. In een ver verleden heb ik Overheidsbeheer gevolgd aan de UFSIA, bij de jezuïeten. De prof die dat departement leidde, was de heer Wim Moesen. Deze man heeft een enorme invloed op mij gehad. Ik heb hem altijd heel hoog geacht, hij is een vakman.

Ik leg deze vraag voor aan u, maar het kan zeker geen kwaad als ook de premier erop antwoordt.

Wim Moesen heeft vandaag in *De Tijd* een analyse gemaakt die ongelooflijk nauw aansluit bij de analyse die ik daarstraks heb gemaakt, alsof ik met hem nog in contact was. Het lijkt wel telepathisch, want een prof die indruk maakt, blijft je levenslang bij. De heer Moesen zegt: "Het enige dat bevestigd kan worden, is dat de structurele inspanning voor 2023 effectief minimaal is. Het Monitoringcomité voorspelde in september een structureel tekort van 3 % van het bbp in 2023. Na het begrotingsconclaf wordt dat 2,9 % van het bbp. 0,1 % van het bbp komt overeen met 577 miljoen euro."

In mijn analyse zat ik er 10 miljoen euro naast. Dat verdient een onderscheiding, zou professor Moesen gezegd hebben. Ik heb echter toentertijd geen onderscheiding gekregen, want ik had een les geboost

en net over die les stelde hij vragen.

Begrotingsspecialist Wim Moesen stoort zich aan de communicatie over de begrotingsopmaak. Ik citeer: "Ik hoor de regering zeggen dat zij een inspanning van 3,6 miljard euro heeft gedaan, maar een optelling van maatregelen is geen sanering. De verbetering van het saldo is zo klein dat ik mij afvraag waarom al die herrie nodig was."

Mijnheer de premier, u hebt 36 uur vergaderd, maar ik denk dat u dat had kunnen beperken tot 36 minuten. Na die 36 minuten heeft iedereen voorstellen gedaan die door anderen weer werden afgeschoten en u bent eigenlijk buitengekomen met datgene waarmee u de vergadering bent binnengekomen.

Collega Depraetere, ik dien mijn vraag aan u te stellen. Bent u het eens met de analyse van Wim Moesen, dat het eigenlijk – excuseer voor het woordgebruik, maar het is al laat – een scheet in een fles is?

01.305 Melissa Depraetere (Vooruit): Het ganse debat gaat hier al de hele dag over. Er worden crisismaatregelen genomen, er worden permanente hervormingen doorgevoerd en er is een reeks begrotingsmaatregelen. Deze drie onderdelen hangen aan elkaar vast. Wil u dat ik mijn hele betoog nog eens herhaal of dat we het debat van deze middag nog eens overdoen?

01.306 Peter De Roover (N-VA): Wij gaan ervan uit dat de regering straks een antwoord zal geven op de vragen die niet door de fractievoorzitters werden beantwoord. Dat was de afspraak.

01.307 Catherine Fonck (Les Engagés): Madame la présidente, monsieur le premier ministre, mesdames les ministres, mon groupe a apprécié ce que vous avez dit hier sur l'agression et les crimes perpétrés contre l'Ukraine parce que si la guerre est menée en Ukraine, elle n'est pas menée contre les seuls Ukrainiens. C'est une guerre contre nos valeurs, contre la primauté du droit sur la force, contre la démocratie, contre la liberté, contre la civilisation. Cette guerre vise et tue indifféremment les civils et les soldats ukrainiens qui résistent avec héroïsme. En résistant à la barbarie des dirigeants et des troupes russes, les Ukrainiens défendent non seulement leur nation et leurs valeurs mais également notre pays et nos valeurs et peut-être demain, notre vie.

Hier, vous avez insisté sur la nécessité absolue de protéger les citoyens touchés de plein fouet compte tenu des conséquences de cette guerre. Permettez-moi, si nous poursuivons l'objectif de protéger les citoyens, de décoder quelque peu l'efficacité de la protection que vous voulez offrir. Certains d'entre vous ont parlé de bouclier. Si c'est un bouclier, laissez-moi vous dire qu'il y a beaucoup de défauts dans la cuirasse à la fois sur le volet énergétique, sur le volet emploi, sur le volet santé et sur le statut des artistes, sujet que l'on n'a pas encore abordé aujourd'hui.

Je suis déjà intervenue à plusieurs reprises dans le débat aujourd'hui. Je serai donc relativement synthétique. D'abord, pour tout ce qui concerne la protection en matière d'énergie, notre choix est clairement d'opter pour une réforme beaucoup plus basculante que ce que vous proposez en ne laissant vraiment personne sur le bord du chemin. Monsieur le premier ministre, vous utilisez ces termes mais reconnaissons qu'en la matière, ce n'est pas correct. Nous proposons, contrairement à vous, un plafonnement du prix du gaz qui serait clairement plus efficace et donc préférable. Vous le souhaitez à l'échelle européenne. Je peux reconnaître que dans un monde idéal, ce serait mieux de le faire à l'échelle européenne mais ce qui nous différencie, c'est que si l'Europe le rejette – et cela fait huit mois que les discussions traînent au niveau européen et que vous allez de tergiversations en tergiversations –, vous ne voulez rien faire.

À l'inverse, nous, nous voulons la fixation d'un prix stratégique du gaz à 100 euros/MWh à l'échelle belge, à l'instar de ce que font d'autres États membres de l'Union européenne. Cela coûte-t-il? Oui, cela coûte, mais surtout, cela permet de travailler plus en amont et de prévenir des drames, des drames humains et sur le plan économique, plutôt que d'appliquer une politique en aval en disant que les victimes des drames humains iront au CPAS et que s'il y a des pertes d'emplois, on travaillera avec le chômage économique ou le droit passerelle.

Travailler en amont évite aussi une spirale d'inflation qui, aujourd'hui, tire tous les prix vers le haut avec des différences d'inflation entre notre pays et différents pays européens dont ceux qui nous entourent.

Ces différences sont particulièrement importantes.

Vous mettez plutôt en avant ces fameux 1 000 euros sur l'hiver pour les ménages mais nos concitoyens n'auront ces 1 000 euros que s'ils se chauffent au gaz. S'ils ne se chauffent pas au gaz, il ne s'agira pas d'obtenir cinq chèques de 200 euros. Cette aide oscillera donc entre 300 et 600 euros sur l'hiver. Par ailleurs, ces 1 000 euros sont en partie "mangés", puisque vous mettez en exergue ce fameux système d'indexation automatique des salaires, que je ne remets évidemment pas en question. Cependant, avec le retard et la différence dans le temps de l'indexation des barèmes fiscaux, pour un revenu mensuel de 3 000 euros, on constate une perte annuelle de 500 euros pour un isolé. En matière de protection, il y a là une série de manquements puisqu'au vu des difficultés majeures rencontrées sur le terrain, ces aides seront, pour un certain nombre de citoyens, totalement insuffisantes.

Au sujet de la protection de l'emploi, vous apportez ici une mesure positive, que je vais simplement modéliser si vous me le permettez. Il s'agit d'une réduction des cotisations sociales d'un peu plus de 7 % pour les six premiers mois de 2023. Cette mesure aidera les entreprises qui ont beaucoup de main-d'œuvre et peu de dépenses énergétiques. Nous la soutenons, même si nous ne pensons pas que ce soit une bonne idée de l'appliquer de manière linéaire à toutes les entreprises, quelle que soit leur situation financière.

Cependant, elle est évidemment problématique pour les entreprises qui ont peu ou pas de travailleurs mais de grandes dépenses énergétiques. C'est le cas de nombreux indépendants qui risquent de se retrouver dans de très grandes difficultés dans les prochains mois, comme les bouchers, les boulangers, les infirmières à domicile, les épiceries, le secteur de l'horeca, les commerces de proximité, les lavoirs. Ils n'auront d'autre choix que de fermer boutique en se rabattant sur le droit passerelle.

Les témoignages affluent, mais il me semble que ces indépendants ont été largement oubliés. Le droit passerelle peut aider, mais il est dommage de travailler en aval, comme au moment de la pandémie du covid-19, alors que nous sommes dans une crise totalement différente. Travailler en amont via ce plafonnement et ce blocage des prix nous semble bien plus efficace et surtout de nature à éviter d'autres dépenses. Le calcul, à ma connaissance, n'a pas été tenté ni même réalisé ou sollicité au Bureau du Plan par le gouvernement.

Monsieur le premier ministre, nous attendions au minimum de vous ou de la ministre de l'Énergie que ce calcul soit modélisé pour pouvoir trancher. À force de reporter de semaine en semaine une décision européenne qui ne vient pas, certains membres de votre gouvernement et certains partis s'étaient déclarés en faveur d'un blocage des prix au niveau belge. En attendant, rien ne se fait ni ne se prépare.

Si l'augmentation des prix de l'énergie est une catastrophe pour nos concitoyens, il y a pire encore: ce serait une rupture dans l'approvisionnement en énergie électrique. Vous vous montrez rassurant pour cet hiver. Il subsiste quand même un certain nombre de points d'interrogation, ne fût-ce que l'évolution de la situation française par exemple. J'espère que vous ne vous trompez pas.

Pour les hivers suivants, et surtout ceux après 2024, nous sommes inquiets, parce que la majorité a confirmé, la semaine dernière, le calendrier de sortie du nucléaire, avec la fermeture du dernier réacteur pour le 1^{er} décembre 2025. Vous négociez la prolongation de deux centrales. Ce ne sera pas suffisant. Vous avez entrouvert la porte à la prolongation de davantage de centrales. Vous ne décidez rien. J'avoue que c'est terriblement flou! La lecture est à géométrie variable en fonction des partis de votre majorité. On nous annonce aujourd'hui un suivi attentif en matière de sécurité d'approvisionnement. Reconnaissez que ces propos ne rassurent pas. Si vous bougez alors que vous serez face à une rupture d'approvisionnement, il sera évidemment trop tard pour faire marche arrière sur le nucléaire.

Parler de protéger, quand votre gouvernement décide d'économies dans le secteur de la santé, mais aussi des crédits-temps pour les familles particulièrement en difficulté, nous trouvons que c'est gonflé!

Comme je l'ai expliqué tout à l'heure, il y a effectivement, dans le domaine de la santé, une dépense réduite de plus de 400 millions en 2023-2024. Certains diront que c'est peu par rapport aux 3 milliards supplémentaires. Mais ceux-ci sont en fait simplement l'application mécanique de l'inflation, de la norme de croissance de 2,5 % et des indexations. Rappelons-le. À moins que vous ne soyez en train de nous expliquer ici que vous n'auriez pas voulu, ou que vous ne voudriez pas, indexer les salaires du personnel salarié des soins de santé. Ce gouvernement avait fait de la norme de croissance un

leitmotiv. Vous disiez qu'il y avait une rupture par rapport au passé. Cette rupture n'a donc pas duré longtemps. Les arguments repris dans le chef du ministre de la Santé relèvent de la même formulation utilisée par la ministre De Block sous la précédente législature.

Ne pas pouvoir dépenser 400 millions supplémentaires en 2023 et 2024, c'est par exemple ne pas pouvoir déployer un plan contre le cancer, c'est ne pas mettre en place un plan d'attractivité du métier infirmier – pourtant largement en pénurie, ce qui est aujourd'hui à l'origine de la fermeture de nombreux lits d'hôpitaux et, très clairement, d'un report de soins pour les patients –; c'est aussi ne pas pouvoir réaliser de nouvelles avancées plus conséquentes pour les malades chroniques qui se voient, eux, confrontés à une accumulation de factures importantes.

Sur le volet du crédit-temps, mon commentaire sera similaire: c'est incompréhensible! Cela ressemble à une mesure qui fait mal pour le plaisir de faire mal avec, à la clé, des conséquences qui pourraient toucher essentiellement les femmes, rappelons-le, mais aussi éloigner certaines femmes du marché du travail, alors que c'est évidemment l'inverse qu'il faut faire. Comment justifier, pour des situations familiales aussi particulières que celles d'un enfant malade, d'un enfant porteur de handicap, d'un enfant à difficultés majeures, que vous durcissiez, *in fine*, non seulement les conditions d'accès, mais aussi l'accès à ce crédit-temps ainsi que sa durée?

Monsieur le premier ministre, je crois qu'aucune femme avec un enfant en situation de handicap ou un enfant malade ne fait le choix de ce crédit-temps parce qu'elle souhaite, éventuellement, un investissement professionnel plus léger. Non! Pour une allocation légèrement supérieure à 500 euros par mois, ce n'est évidemment pas un choix délibéré mais un choix par défaut: ces femmes n'ont d'autre choix que de devoir s'arrêter de travailler pour leur enfant.

Je plaide encore une fois pour que la majorité soit incitée à apporter de nouvelles modifications à ce point particulier, parce que s'il y a bien une solidarité qui doit pouvoir s'appliquer, sans aucune retenue ni remise en question, c'est justement dans des situations extrêmement difficiles par rapport à un enfant et dans ces familles en difficulté majeure, des familles monoparentales pour certaines d'entre elles.

Protéger, c'est aussi évoquer la justice. Vanessa Matz en parlait tout à l'heure: justice, sécurité, terrorisme, narco-terrorisme. En la matière, on a éclairci cette histoire d'un milliard d'euros, qui n'est donc pas un milliard d'euros supplémentaires mais le même milliard dont on nous parle chaque année depuis le début de cette législature.

Protéger, c'est aussi protéger le climat. Quant à ce fameux Plan national Énergie-Climat 2021-2030 de 629 pages, il n'y a aucune traduction sur le plan budgétaire de cette année, encore et toujours. Cela reste beaucoup de déclarations d'intentions.

Et, du côté du rail, je me suis déjà exprimée. Trois milliards d'euros sur dix ans avec seulement 100 millions en 2023, cela pose évidemment question. Il est toujours facile de faire des promesses à dix ans de dépenses qui n'engagent personne, sauf ceux qui croient aux promesses. Nous verrons évidemment, à la fois sur le contrat de gestion, sur la ponctualité et la fréquence des trains le matin et sur les trop nombreuses suppressions de trains, la réalité tant pour les navetteurs que pour le personnel qui, manifestement, n'a pas compris les décisions que vous prenez.

Protéger, c'est évidemment important dans la crise. Mais nous vous attendions aussi au niveau du gouvernement sur un enjeu tout aussi important, à savoir rendre notre pays plus fort, pas seulement aujourd'hui mais aussi demain et après-demain. Là, nous restons quand même largement sur notre faim, que ce soit par rapport à la réforme de l'emploi, la réforme fiscale ou encore la réforme des pensions.

On nous répète que vous avez l'objectif d'arriver à un taux d'emploi de 80 % en 2030. Il est bien d'avoir un objectif. Il est bien de travailler aussi sur le moyen terme. Mais le minimum qu'on puisse attendre de vous – et je n'ai cessé d'interpeller M. Dermagne sur le sujet –, c'est d'avoir une trajectoire avec des objectifs qui sont chiffrés et fixés par année, si pas tous les six mois, face à ce défi particulièrement important. Il faut prendre des actions et des décisions à la hauteur du défi.

On recense 468 000 chômeurs demandeurs d'emploi, 151 000 bénéficiaires du RIS, 500 000 malades de longue durée et 215 000 emplois vacants. Si mes calculs sont corrects, vous devez mettre à l'emploi

700 000 inactifs d'ici 2030.

Je repose la question: quel est l'objectif du gouvernement en matière de taux d'emploi à la fin de l'année 2023? Même chose pour fin 2024, même si vous ne serez engagés que pour la moitié, puisque ce sera déjà la fin de la législature. Mais à tout le moins, quel est l'objectif en matière d'emploi? Quel est le delta net de personnes à l'emploi supplémentaires que vous visez sur l'année 2023? Pas juste des personnes mises au travail alors qu'il y aurait par ailleurs plus de personnes en arrêt ou inactives.

À travers la réforme fiscale, nous vous attendions sur la valorisation du travail et sur la réduction massive des impôts. On ose encore répéter que la Belgique détient le record des impôts sur le travail au niveau européen.

Si nous attendions des décisions et leur traduction au niveau budgétaire, vous ne nous avez pas rassurés aujourd'hui. "Cela viendra plus tard, on va y travailler". Vous dites tous qu'il faut le faire, mais personne ne dit comment, ni comment cela avancera réellement.

Et puis surtout, les subtilités entre les différents partis de votre majorité se répandent dans la presse de jour en jour. Même ici, nous avons bien entendu que vous ne portiez manifestement pas les mêmes objectifs. Entre ceux qui veulent du *cut* et ceux qui veulent du *shift*, au niveau de la réforme fiscale, il y a manifestement un monde de différence.

Je pense ainsi avoir abordé les principaux enjeux qui nous ont interpellés et pour lesquels nous tentons, depuis maintenant deux ans, de faire des propositions et au sujet desquels nous avons interpellé le gouvernement.

Comme je me suis déjà exprimée, tout à l'heure, madame la présidente, je ne serai pas plus longue sur le fond. Mais, si vous me le permettez, je souhaiterais terminer mon intervention en disant quelques mots au premier ministre sur son mode de gouvernance, sur son mode de fonctionnement.

Il est vrai que la situation n'est pas facile. J'en suis consciente. Mais elle est encore mille fois plus difficile pour de nombreux citoyens, de nombreuses entreprises, de nombreux indépendants.

En temps de guerre, le vrai leadership est essentiel car il redonne confiance et permet de mobiliser positivement les énergies. Comment voulez-vous donner confiance et mobiliser les énergies lorsque chaque membre de votre gouvernement, chaque président de parti de votre majorité gouvernementale explique que les propositions des autres partis sont stupides, voire dangereuses? Lorsque votre majorité se divise, elle divise la population, elle n'inspire aucune confiance notamment quant à sa capacité de dépasser les caps difficiles, de se projeter dans l'avenir. Avec son mode de gouvernance, votre gouvernement est dans une forme de posture électorale permanente.

Certes, ici, le débat entre les membres de la majorité a été polissé. Mais que se passait-il exactement au même moment? Des présidents de parti, des ministres, des membres se chamaillaient sur les réseaux sociaux et à la télévision, s'accusaient de mentir, se réjouissaient de ce que d'autres partis n'avaient pas obtenu, alors que des débats se menaient dans cette enceinte en vue d'obtenir la confiance que les partis concernés sont censés vous octroyer.

En réalité, vos clivages rendent impossible la modernisation de l'État-providence, de même qu'ils alimentent l'anti-politisme. Le territoire européen traverse une période de guerre. Le moins que l'on puisse exiger et attendre d'un gouvernement est que chaque parti ne se batte pas pour ses propres intérêts, mais pour le bien commun. Le minimum que l'on puisse attendre des partis d'un gouvernement est que chacun d'eux ne se batte pas uniquement pour ses électeurs, mais soit à la recherche d'un enjeu et, surtout, d'avancées pour nos concitoyens et, en particulier, pour ceux qui se lèvent tous les matins pour aller travailler.

Monsieur le premier ministre, nous jugeons regrettable votre mode de gouvernance – quand je dis "votre", je parle du gouvernement dans son ensemble. En période de guerre, ce l'est encore plus et c'est même très grave, à la fois pour des raisons de fond – s'agissant des choix de votre gouvernement –, mais aussi au regard de ce mode de gouvernance qui est franchement incompréhensible et irresponsable, dans les moments aussi difficiles que vivent nos concitoyens. Nous ne vous accorderons pas la confiance.

01.308 Sophie Rohonyi (DéFI): Monsieur le premier ministre, mesdames les ministres, chers collègues, mon parti a toujours veillé à constituer une force d'opposition constructive dans ses critiques. Lors de votre prise de fonction, il y a deux ans, les temps étaient d'une gravité exceptionnelle. Force est de constater que deux ans plus tard, cela l'est tout autant.

Vous avez eu raison d'évoquer la situation en Ukraine, d'évoquer le fait que nous sommes à nouveau en guerre, en guerre face à une menace impérialiste qui compte sur notre faiblesse. C'est en cela qu'il est aujourd'hui de notre devoir de donner tort à M. Poutine en assurant notre indépendance énergétique, en tout cas au niveau européen. Il s'agit sans doute ici de l'enjeu de toute une décennie et de toute une génération, précisément ma génération. Comme vous l'avez très justement dit hier, c'est cette génération qui voit directement les effets du réchauffement climatique mais qui est aussi responsable de le contrer.

En ces temps d'exception, nous étions donc en droit d'attendre une gouvernance qui aurait dû être tout aussi exceptionnelle. Malheureusement, force est de constater que ce n'est pas le cas parce que votre coalition reste prisonnière de son incapacité structurelle à produire de grandes réformes ou à être transgressive lorsqu'il le faut.

J'en veux pour preuve qu'il y a deux ans, vous aviez pris un engagement très fort et très clair à travers votre accord de gouvernement. Je vous cite: "Le gouvernement gardera sous contrôle la facture d'énergie des familles et des entreprises. Une facture énergétique abordable est essentielle pour les citoyens et les entreprises. Les prix sont également soumis à un contrôle continu." Aujourd'hui, on ne peut que constater que vous avez failli à cette promesse. Les prix sont tout sauf sous contrôle et la situation internationale, certes exceptionnelle, ne peut constituer une excuse.

Le résultat en est que, contrairement à ce que vous avez affirmé à plusieurs reprises dans votre note de politique générale, votre budget ne protège pas tout le monde. C'est précisément en raison de votre erreur originelle et perpétuelle – et non pas en raison du contexte – qui consiste à ne pas plafonner les prix, à attendre que cette décision de l'Union européenne finisse par tomber, que vous vous retrouvez dans une spirale sans fin de mesures qui, certes individuellement, sont tout à fait justifiées et justifiables, mais qui, prises ensemble, sont insuffisantes, incohérentes et même parfois injustes. Et donc, ce que vous avez appelé un "bazooka énergie" risque plutôt d'avoir l'effet d'une carabine à plomb!

Aujourd'hui, que vous le vouliez ou non, de plus en plus de concitoyens deviennent les victimes collatérales de votre manque de courage. J'ai pour vous trois exemples concrets, monsieur le premier ministre.

Premièrement, les centaines de milliers de personnes qui habitent dans des immeubles à appartements et qui se chauffent via un chauffage au gaz collectif ne peuvent prétendre ni au tarif social, ni à la fameuse prime mensuelle de 135 euros parce qu'elles n'ont pas de compteur à gaz individuel.

Deuxièmement, les milliers d'indépendants qui emploient peu ou pas du tout de personnel et dont le secteur est par essence énergivore – les boulangers, les bouchers, les lavoirs ou les supérettes – ne peuvent pas prétendre aux mesures d'aide qui ont été débloquées pour les indépendants et les autres via les cotisations sociales, puisqu'ils n'emploient pas de personnel.

Ensuite, la majorité des citoyens qui sont confrontés au terme de leur contrat fixe avec leur fournisseur d'électricité vont devoir du jour au lendemain assumer l'explosion de leur facture, soit, dans la plupart des cas, l'équivalent d'un loyer en plus de l'ensemble des charges qui sont déjà à assumer.

Si nous partageons votre volonté de ne pas voir nos entreprises fermer leurs portes, nous regrettons votre manque de lucidité par rapport à la réalité, qui est justement que nos entreprises les ferment déjà aujourd'hui! Vous ne cessez d'utiliser le mot "protéger", mais la vérité est qu'en choisissant ces mesures qui sont calquées sur les mesures adoptées pendant la crise sanitaire – on a finalement l'impression que vous n'avez pas cherché bien loin, que vous avez repris les mesures Covid-19 pour les appliquer à la crise actuelle –, vous protégez certains mais pas d'autres. C'est en cela que je disais que certaines de vos mesures étaient parfois injustes.

Alors, que les choses soient claires: nous soutenons bien évidemment le prolongement de l'extension

du tarif social – nous l'avons toujours dit – ou le maintien de la TVA à 6 %. Mais que deviendront ces mesures, mis à part la TVA – qui, nous l'avons bien compris, deviendra permanente – après mars 2023? Vous avez dit que les mesures seraient en effet prolongées jusqu'à ce terme, c'est du moins la seule garantie que nous avons. Et dans le même temps, vous annoncez que nous allons être confrontés à cinq voire dix hivers particulièrement difficiles.

Vous ne pouvez pas nier que ces mesures ne permettent pas à nos concitoyens de payer leurs factures. Comment ces oubliés du gouvernement Vivaldi vont-ils payer leurs factures d'énergie si vous vous contentez sans cesse de prolonger des mesures qui ne sont pas suffisantes? À force de vouloir être ce "géant gentil", pour reprendre vos propres mots, votre gouvernement n'a pas été en mesure d'anticiper le cataclysme social et économique que nous vivons déjà aujourd'hui.

Dans quelques heures, vous allez nous demander de vous accorder notre confiance pour poursuivre cette posture attentiste et "gentille" vis-à-vis de l'Union européenne. Vous nous demanderez donc d'attendre avec vous ce que nos concitoyens ne peuvent pas attendre. En témoignent aujourd'hui les cessations d'activité, les cessations de paiement, les multiples demandes de suspension de crédits hypothécaires ou encore les demandes de plans d'apurement qui explosent littéralement, tant chez les bénéficiaires du tarif social que chez les autres clients résidentiels.

C'est la raison pour laquelle nous sommes convaincus que tant qu'un plafonnement des prix n'aura pas été décidé au niveau belge, vos mesures ne seront considérées que comme des rustines, des pansements qui sont bien insuffisants au regard de l'urgence de la situation, sans parler du fait que la sécurité de notre approvisionnement énergétique est hypothéquée par l'absence d'un accord formel avec ENGIE sur la prolongation de nos centrales nucléaires. À cet égard, j'ai écouté chacun des membres de votre gouvernement et des partis qui le composent, et force est de constater qu'au sein même de la Vivaldi, ces partis ne semblent pas d'accord. Comment trouver un accord avec ENGIE s'il n'y a pas d'accord en votre sein? Cela risque d'être compliqué.

Ce qui manque également à votre déclaration de politique générale, ce sont les grandes réformes promises maintenant depuis deux ans déjà.

Premièrement, la réforme des pensions ne figure ni dans votre déclaration, ni dans les tableaux budgétaires, que vous avez gentiment accepté de nous communiquer. Votre accord en la matière a cependant été annoncé depuis trois mois, en grande pompe. Depuis lors, je tente, avec d'autres collègues, et non sans mal, je vous l'avoue, d'obtenir des garanties sur son financement et sur sa faisabilité. Ces points sont pourtant cruciaux au regard du vieillissement de la population mais aussi au regard des mises en garde multiples qui ont été émises par la Banque Nationale. Pourriez-vous nous confirmer aujourd'hui que cette grande réforme arrivera au Parlement en temps voulu? Quand allons-nous enfin disposer des résultats de l'analyse d'impact budgétaire de cette réforme, qui a été confiée au Bureau du Plan? Vous conviendrez, monsieur le premier ministre, que confectionner un budget sans de telles données, cela relève au mieux de l'équilibrisme, au pire de l'irresponsabilité.

Il en est de même pour la définition des métiers pénibles, qui était pourtant la condition *sine qua non* de l'âge de la pension porté à 67 ans. Aujourd'hui, ces travailleurs, dont le corps ne suit plus, sont en droit de savoir si votre budget sera en mesure de financer cette réforme, et s'ils se verront un jour accorder la pension digne à laquelle ils ont droit.

Deuxièmement, j'en viens à la réforme fiscale. Nous savons tous depuis longtemps que la pression fiscale sur les revenus est trop forte et est injuste. Nous savons aussi que les niches fiscales doivent disparaître au profit d'une vraie rémunération. Aujourd'hui, vous nous dites qu'une première phase détaillée et ambitieuse ne nous sera présentée qu'en décembre, et non avant. J'en déduis que, malgré cette première épure qui nous a été annoncée en grande pompe cet été, comme à chaque fois, nous sommes en fait loin d'un accord. C'est à se demander si cette réforme tant nécessaire sera finalement bouclée à temps parce qu'à ce rythme, avec une première phase d'ici l'année prochaine, mais aussi une nouvelle réforme qui serait conclue en 2023, les contribuables ne sentiront les effets de votre réforme qu'après les élections, en 2024.

Dans l'intervalle, votre gouvernement se doit donc d'adopter des mesures visant à préserver et à renforcer le pouvoir d'achat des ménages. Je pense en particulier à l'indexation immédiate des barèmes d'imposition qui, curieusement, n'a été que très peu, voire pas du tout évoquée jusqu'ici.

On l'a dit, à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Sauf que les mesures de soutien aux ménages et aux PME creusent aujourd'hui un déficit tel qu'il fallait effectivement rechercher des recettes et des sources d'économie. C'était la mission première de votre conclave budgétaire.

Tout d'abord, en ce qui concerne les recettes attendues, nous avons toujours soutenu – soyons bien clairs – la taxation des surprofits des producteurs d'électricité. Le problème, monsieur le premier ministre, c'est que le flou demeure sur l'affectation des recettes de cette taxe. Servira-t-elle à financer de nouvelles mesures de soutien? Ou servira-t-elle uniquement à combler le déficit qui a été creusé par les mesures actuelles?

En réalité, ce flou n'a finalement rien d'étonnant, lorsque l'on voit que votre gouvernement ne parvient pas à évaluer ses recettes. Il y a encore une semaine, nous avons eu un débat très intéressant avec la ministre de l'Énergie en commission. Elle nous annonçait un montant de 1,8 milliard pour 2022 et 2,9 milliards pour 2023. Ici, dans les tableaux budgétaires communiqués, à la ligne 53, la recette attendue ne serait plus que de 834 millions pour 2023, soit quand même près de 2 milliards de moins. Je me pose la question de cette différence. Comment pouvez-vous l'expliquer?

Quant aux mesures d'économie, elles se font en rognant les droits fondamentaux de nos concitoyens. Je pense en particulier, et premièrement, au droit à la santé. En vous écoutant hier, nous avons l'impression que votre gouvernement avait tiré les leçons de la crise sanitaire: "Il faut investir dans la santé mentale, il faut recruter davantage de professionnels de la santé, etc." Et puis, comme nous travaillons assidûment en commission de la Santé, nous nous apercevons que, plus de deux ans et demi après le début de la crise sanitaire, votre gouvernement en est toujours au stade des groupes de travail – comme celui chargé de revaloriser la profession infirmière –; et ce, alors que les mesures sollicitées par le secteur sont connues depuis des années. Quant à la pénurie de médecins, votre gouvernement n'y répond guère, mais l'aggrave. En effet, si des étudiants en médecine ont obtenu la garantie de recevoir un numéro INAMI, ce n'est que grâce à l'application d'un concours d'entrée – qui décourage toujours plus la vocation de futur médecin.

Par conséquent, le seul acte tangible qui accompagne vos belles paroles au sujet de nos soins de santé ne consiste qu'en une coupe budgétaire. Vous n'iez le mot "économies", puisque vous parlez notamment d'un investissement dans l'aide médicale urgente. Fort heureusement, et il faut le souligner, c'est grâce à l'intervention de mon collègue François De Smet et d'autres que le ministre de la Santé a été poussé à annoncer cette mesure.

En revanche, vous ne pouvez pas nier que votre gouvernement – installé en pleine crise sanitaire – nous promettait alors une norme de croissance fixée à 2,5 % – au lieu de 2 % – à partir de 2022. L'objectif était très clair: il s'agissait de faire face aux surcoûts résultant du vieillissement de la population, de la constante augmentation des maladies chroniques, mais aussi des nouveaux traitements contre le cancer en particulier. Or, aujourd'hui, vous renoncez purement et simplement à cet engagement qui figurait pourtant noir sur blanc dans l'accord de gouvernement, pour une économie potentielle de 75 millions d'euros. Il en va de même avec la sous-utilisation des soins de santé.

J'ai donc cherché dans votre accord de gouvernement une justification à cela et vous y mentionnez des possibles corrections. Mais ces corrections auraient dû être techniques. Il ne s'agissait donc nullement ici d'opérer des renoncements politiques. À notre sens, il s'agit d'un très mauvais calcul puisque des économies dans nos soins de santé impliquent des rendez-vous tardifs, des reports de soins, des maladies tardivement diagnostiquées et, donc, forcément, des traitements plus lourds et plus coûteux.

Le deuxième droit fondamental que votre gouvernement rogne, c'est le droit des parents à concilier vie privée et vie professionnelle. Pendant des semaines, nous avons entendu, au sein du Comité d'avis pour l'Émancipation sociale, des experts et des associations qui n'ont eu de cesse de nous dire qu'il faut garder et même consolider les crédits-temps et les congés parentaux. Quelques mois plus tard, vous décidez exactement l'inverse, à savoir réduire la durée et la rémunération des congés parentaux et des crédits-temps. À nouveau, il s'agit d'un très mauvais calcul car ces congés permettent précisément de maintenir voire d'augmenter le taux d'emploi, tout en assurant le bien-être et donc l'émancipation des parents ainsi que de leurs enfants.

Le troisième droit fondamental sur lequel vous entendez faire des économies, c'est notre droit à la

sécurité. Notre pays est effectivement confronté à un narcoterrorisme qui s'invite par fusillade dans nos quartiers. Les magistrats et policiers tirent la sonnette d'alarme depuis des mois. Vous nous présentez alors un "Stroomplan XXL" qui malheureusement tient plus dans des annonces que dans des actes. Certes, chaque policier qui part serait remplacé mais comment pouvez-vous vous en satisfaire quand on sait qu'il manque aujourd'hui 4 000 policiers?

Quant à votre avant-projet de loi qui rendrait les bourgmestres compétents pour fermer des commerces jugés douteux, vous oubliez que c'est avant tout à la police fédérale d'assurer la lutte contre le trafic de drogue. Il est vrai qu'une augmentation budgétaire de 8 % a été accordée aux zones, ou a en tout cas été décidée pour être allouée aux zones de police. Cette augmentation budgétaire ne comble toutefois ni l'inflation ni les coupes infligées à ce département ces dernières années par le précédent gouvernement.

Quant à la revalorisation salariale tant promise aux policiers, elle ne serait plus prévue pour janvier 2023 mais elle devrait commencer en octobre 2023 pour s'achever en octobre 2025. Monsieur le premier ministre, je me pose donc la question de la révision de la norme KUL de financement des zones de police, conformément à votre accord de gouvernement. En effet, tout le problème réside dans cette norme qui est complètement désuète et certainement pas, comme vous avez tenté de nous le faire croire, dans le nombre de zones de police. Vous avez cité les Pays-Bas. Saviez-vous, monsieur le premier ministre, que la région d'Amsterdam qui compte près d'un million d'habitants comme la Région bruxelloise est divisée en cinq districts et compte près de trente-deux *wijkteams*. Je me demande quelle zone de police serait concernée par cette fusion. Serait-ce, comme on le vise à chaque fois, les six de Bruxelles ou les vingt-sept du Brabant flamand ou les vingt-cinq de la province d'Anvers? On se trouve finalement face à un double discours entre votre volonté de fusionner nos zones de police qui assurent pourtant cette police de proximité, indispensable à la prévention, et votre volonté de les surcharger toujours plus.

Au sujet du droit à faire valoir ses droits en justice, certes, vous n'avez pas avancé de chiffres, mais on a bien senti qu'à travers votre volonté de rationaliser les bâtiments judiciaires, vous comparez des pommes et des poires. En effet, les Pays-Bas investissent beaucoup plus que la Belgique dans leur pouvoir judiciaire. De plus, il n'y a pas encore eu d'évaluation de la charge de travail de nos cours et tribunaux. Importer dans ces conditions un modèle étranger est assez épique.

Je terminerai par le droit fondamental qu'est le droit des jeunes à s'émanciper. Aujourd'hui, vous vantez les mérites de votre deal pour l'emploi qui permettra aux étudiants de travailler plus longtemps. Cependant, cette mesure est un cadeau empoisonné pour ces jeunes qui ont déjà été très impactés par la crise sanitaire et qui, en moyenne, n'obtiennent leur premier CDI qu'à l'âge de 27 ans. Ce lundi encore, monsieur le premier ministre, les étudiants vous ont lancé un véritable appel à l'aide face à la hausse des prix de l'énergie. Ils sont près d'un quart, et ils seront certainement davantage plus tard, à devoir travailler pour payer leurs études, et ce, à raison de 12 heures par semaine. Le lendemain, que leur proposez-vous? Allez vers des flexi-jobs! Allez vers des emplois précaires!

Tout cela pour vous dire, monsieur le premier ministre, que nous sommes en droit de nous poser la question de savoir – il s'agit ici d'une question digne d'un bon éditorial ou d'un bon sujet de bac de philo – ce qu'est en définitive la Vivaldi. S'agit-il d'une équipe? Pas vraiment. Est-ce un mariage idéologique? Encore moins. Est-ce une coalition constituée en raison de la nécessité de faire face à une double crise? Peut-être.

Monsieur le premier ministre, nous savions, dès le départ, qu'il ne fallait pas trop attendre de votre gouvernement. Mais nous pouvions au moins attendre qu'il respecte ses promesses, qu'il respecte l'ensemble de nos concitoyens. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. La réforme des pensions est portée disparue. La réforme fiscale est dans les limbes. Les soins de santé sont à nouveau mis à contribution. En matière d'énergie, vous proposez des solutions paquets, mais sans faire preuve de courage politique. Ce gouvernement ne protège donc pas les citoyens comme il le devrait. Votre budget, comme vos politiques, n'affrontent pas les vrais problèmes et les vraies injustices. Votre gouvernement est un assembleur de rustines et non le gouvernement réformateur dont nos concitoyens ont pourtant tant et tant besoin.

Voilà les raisons pour lesquelles vous aurez compris qu'il nous sera impossible de vous accorder notre confiance dans quelques heures.

La **présidente**: Merci, madame Rohonyi.

La parole est au gouvernement.

01.309 Eerste minister **Alexander De Croo**: Goedemorgen, mevrouw de voorzitter, geachte leden.

Het is een bijzonder lang debat geweest, maar dat wijst ook op het belang dat zowel het Parlement als de regering hieraan hechten. Het is ook een goede zaak dat we heel wat dingen tot in de details hebben kunnen bespreken.

Pour commencer, puisque tout le monde n'apprécie pas quand je cite Ronald Reagan, je vais citer Bill Clinton: *"There is nothing wrong with America that cannot be cured by what is right with America."*

Ik vind dat een goede zin omdat hij aangeeft dat er moeilijkheden zijn en dingen die we moeten aanpakken. Er zijn echter ook dingen die we goed doen. In plaats van enkel te kijken naar de zaken die slecht gaan, moeten we misschien ook eens kijken naar de zaken die goed gaan, op welke manier we dat goed doen en hoe we dat kunnen gebruiken om de moeilijkheden aan te pakken.

Sommigen onder jullie zeggen dat de regering aan crisisbeheer doet. Uiteraard doen we aan crisisbeheer, we zitten in een crisis. Wat had u eigenlijk verwacht? Gedurende meer dan twee jaar zitten we al in een opeenvolging van crisissen. Er was eerst een pandemie, daarna een veiligheids crisis, in Afghanistan is ook van alles gebeurd en we zitten ook nog eens in een economische crisis. Dan mag u natuurlijk verwachten dat een regering aan crisisbeheer doet. Dat is logisch. We hebben dus crisisbeleid gevoerd en zullen alles uit de kast halen om mensen zo goed mogelijk te beschermen.

Et oui, pour cette année, il s'agissait de grands montants. Au total, juste pour les mesures énergie, on est à près de 5 milliards. Pour 2023, nous sommes déjà au-delà de 2,5 milliards.

Ik heb velen horen spreken over het feit dat er een Europese oplossing zou moeten komen en dat we dit of dat zouden kunnen doen. Ik hoor dat allemaal zeer graag, maar de maatregelen die wij in ons land nemen, zijn maatregelen die een impact hebben waar het pijn doet – dat is vandaag de energiefactuur – en die veel sneller ingang vinden dan in andere landen. Mevrouw Depraetere, u en de mensen van uw fractie hebben dat zeer goed aangehaald. Men spreekt immers vaak over maatregelen in andere landen, maar die gaan pas in januari of februari in. Wij hebben echter maatregelen genomen die heel snel een impact hebben gehad op de plaats waar het pijn doet, namelijk de factuur.

Daarnaast hebben we de index. Die index beschermt bijzonder goed.

Il ne faut pas oublier que nous payons l'indexation, et que nos entreprises la paient aussi. Elles font des efforts énormes pour garantir le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent. Cela a été l'objectif de ce gouvernement d'intervenir en faveur des PME et des entreprises qui font de si grands efforts. Au total, on parle d'un volume d'un milliard d'interventions, d'exonérations des charges patronales et de reports de cotisations.

Als ik sommigen hoor zeggen dat dit cadeaus voor het patronaat zijn, dan breekt mijn economisch en sociaal hart. Als we er vandaag doorkomen, dan is dat omdat onze ondernemers en zelfstandigen de schouders niet laten hangen, doorzetten en ervoor zorgen dat hun werknemers hun werk niet verliezen. We zorgen ervoor dat we de indexverhogingen kunnen blijven betalen, ook al is dat niet eenvoudig.

Het lijkt me de logica zelf dat de overheid voor een miljard steunmaatregelen neemt waardoor ondernemers en zelfstandigen kunnen blijven werken. Dat als cadeaus bestempelen, is de werkelijkheid ontkennen. Vandaag zijn het economische en het sociale beleid volledig met elkaar verstrengeld. Wij voeren een beleid dat beide kanten ondersteunt. Men kijkt soms naar de huidige hervormingen, maar we moeten ook zorgen voor het bestendigen van hervormingen uit het verleden.

Parlons maintenant de l'indexation. L'indexation montre aujourd'hui son utilité pour la protection du pouvoir d'achat. Mais notre système a toujours visé la protection du pouvoir d'achat et la protection de notre compétitivité. Les deux vont main dans la main. Lors de notre entrevue avec les partenaires sociaux, il y a deux semaines, nous leur avons délivré un important message, dont on n'a pas

suffisamment parlé, me semble-t-il L'enveloppe bien-être sera attribuée à 100 %. Cela n'a jamais été remis en question au sein de ce gouvernement. En même temps, la loi de 1996 crée un équilibre entre le pouvoir d'achat et notre compétitivité. Les deux seront respectés. Avec l'enveloppe bien-être aussi.

De regering heeft de sociale partners een brief gestuurd, ondertekend door de minister van Werk en mijzelf, waarin wij zeer duidelijk zijn geweest: het respecteren van de welvaartsenveloppe wil ook zeggen dat de wet uit 1996 gerespecteerd moet worden. De koopkracht van vandaag, maar ook de koopkracht van morgen. Als wij onze competitiviteit niet kunnen behouden, brengen wij de koopkracht van morgen in gevaar. We zijn daar zeer duidelijk in geweest: beide wetten zullen worden gerespecteerd.

Ik heb gezegd dat wij een crisisbeleid voeren. Degenen die zeggen dat deze regering enkel een crisisbeleid voert, kijken niet naar de werkelijkheid, kijken niet naar het beleid dat wij voeren, kijken niet naar de resultaten die er zijn. Ik heb velen horen vragen waar de grote hervormingen zijn. Soms heb ik de indruk dat sommigen dromen dat je in volle crisis een soort shocktherapie moet uitvoeren om resultaat te behalen. Ik deel die mening niet. In een crisis moet je absoluut het tegenovergestelde doen. In een crisis mag je van een regering verwachten dat ze werkt, dat ze niet te veel show verkoopt en dat ze resultaten behaalt.

Laten we spreken over resultaten. Over de begroting hadden we het al uitvoerig, maar ik wil toch wat herhalen.

Quand ce gouvernement a commencé en 2020, le déficit structurel était de 4,3 %. Basé sur le budget que l'on a confectionné maintenant, en 2024, on quittera le poste avec un déficit structurel de l'entité 1 de 3,2 %. C'est une amélioration de 1,1 % dans une période de crise. Cela a lieu dans une période où l'économie a du mal, où nous avons dû consentir des dépenses nécessaires, mais d'envergure. Nous progressons de 1,1 % malgré tout.

Dat is wat men van ons mag verwachten, in een moeilijke periode toch de nodige inspanningen leveren om onze begroting op een structurele manier te verbeteren.

Een tweede element waarover veel werd gesproken is de activiteitsgraad.

Laten we eens kijken naar de cijfers. Bij het begin van de regeerperiode bedroeg de activiteitsgraad 69,9 %. Vandaag ligt de activiteitsgraad 1,5 % hoger. Er zijn vandaag 186.000 meer mensen aan de slag dan bij de start van deze regering. In het verleden waren er regeringen die hebben gezegd 200.000 nieuwe jobs erbij. In volle crisisperiode, op een periode van twee jaar, hebben 186.000 mensen meer een job gevonden. Ik wil dat graag vergelijken met de vorige regering, waarvan mijn partij en ikzelf ook deel uitmaakten. Over een periode van iets meer dan vier jaar was er een verhoging van de activiteitsgraad van 2,9 %. Wij zijn twee jaar in deze regeerperiode en we zitten al aan de helft van dat resultaat, maar dan wel in een totaal andere periode. De voorgaande periode was economisch relatief stabiel, terwijl deze periode een van de meest instabiele periodes is die ons land ooit heeft gekend en toch slagen we erin de activiteitsgraad met 1,5 % te doen stijgen.

Dat is het resultaat van wat ik daarnet heb gezegd: niet te veel blabla verkopen, hard ons werk doen en resultaten behalen. Dat is het resultaat dat deze regering behaalt, maar vooral het resultaat dat de twee bevoegde ministers hebben behaald, de minister van Werk en de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid.

U zult misschien zeggen dat twee domeinen niet genoeg zijn. Een derde domein is de arbeidsongeschiktheid.

Dat is een moeilijk domein om hier in het Parlement over te spreken, men spreekt al snel van een soort jacht op de zieken, van het stigmatiseren van mensen die ziek zijn door te zeggen dat zij aan de slag moeten. Nee, het is juist het tegenovergestelde. Het hele terug-naar-werkprogramma is een programma dat gebaseerd is op het geloof in de mensen. Wij geloven dat het feit dat mensen zich in een situatie van arbeidsongeschiktheid bevinden, geen fataliteit hoeft te zijn. Wij moeten daarin investeren. Wij moeten een begeleidingsprogramma hebben.

Wij zien dat het resultaten bereikt. Het aantal werkhervattingen dat mogelijk is, is in een periode van

twee jaar met 40 % gestegen. Dat is de voorspelling voor 2022, gebaseerd op de eerste helft van het jaar. 78.000 mensen kunnen het werk hervatten. Daar is al veel over gesproken. Dit is een moeilijk domein. Maar dat zijn de resultaten die wij behalen.

Komen die resultaten uit de lucht gevallen? Is dat iets dat zomaar gebeurt? Het zou toch moeilijk te geloven zijn dat die resultaten in de grootste economische crisis sinds lang zomaar uit de lucht vallen? Dit is het resultaat van zorgvuldig beleid. Geen shocktherapie, dat geef ik toe. Dat is het absoluut niet. Dat is niet de keuze die deze regering wil maken. Die resultaten behalen wij door hard te werken.

Continuer à travailler, ce gouvernement le fera. Je pense que nous l'avons bien expliqué dans le budget qui a été proposé ici pour les années 2023 et 2024 ensemble. Je sais que certains disent que nous agissons de la sorte parce que nous considérons qu'à un moment donné, nous serons dans une sorte de fièvre électorale et nous ne serons plus capables de décider.

Nee, dat is niet de reden waarom wij dat gedaan hebben. De reden waarom wij een begroting voor twee jaar opgemaakt hebben, is dat iedereen goed begrijpt dat 2023 nog een crisisjaar zal zijn. In een crisisjaar zullen wij een crisisbeleid moeten voeren. Deze regering wil ook fundamenteel verder hervormen. Als wij dat goed willen doen, moeten wij ervoor zorgen dat wij dat kunnen realiseren in een jaar dat misschien minder een crisisjaar zal zijn, 2024. Daarom hebben wij de inspanning gedaan een begroting voor die twee jaar samen te maken.

Wil dat zeggen, mijnheer De Roover, dat dit onze laatste grote afspraak is? Absoluut niet. In mijn State of the Union heb ik zeer duidelijk gezegd dat de begrotingscontroles belangrijke momenten zullen zijn. Wij zullen heel goed moeten opvolgen of de maatregelen die wij genomen hebben het gewenste resultaat behalen. Maar een begroting voor twee jaar, zoals die voor 2023 en 2024, die volledig uitgewerkt is, heb ik nog niet vaak gezien. Heel vaak zei men in het verleden: wij maken een tweejarigbegroting, maar eigenlijk is het een begroting voor het ene jaar en een aantal zaken loopt dan uit in het volgende jaar. Hier hebben wij ervoor gezorgd dat onze doelstelling voor 2023 en 2024 ingevuld is. Zullen wij begrotingscontroles doen? Natuurlijk zullen wij begrotingscontroles doen.

Wij hebben al een aantal hervormingen in dit akkoord staan. De minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken zeggen zeer duidelijk dat zij, naast de bijkomende middelen die zij gekregen hebben, een aantal hervormingen willen doorvoeren om ervoor te zorgen dat Justitie efficiënter kan werken, en dat men zich daar beter kan specialiseren. Zo kan de FGP bijvoorbeeld beter georganiseerd worden inzake de drugcriminaliteit, waarop zij zich volop aan het concentreren is. Er zijn ook hervormingen bij de politie, op het vlak van de loopbanen. Wij hebben veel gesproken over het feit dat de salarissen van de politieagenten eindelijk verhoogd worden. Ja, wij doen dat stap voor stap, maar wij doen het wel. Tegelijkertijd wordt het eindeloopbaansysteem, het NAVAP-systeem, een soort brugpensioensysteem specifiek voor dat domein, uitgedoofd. Tegen 2030 zal het eindeloopbaansysteem bij de politie volledig uitdoven. Ook dat moet ervoor zorgen dat mensen langer werken, natuurlijk onder de juiste omstandigheden.

Er werd veel gesproken over fiscaliteit. Wij zijn duidelijk geweest. Het regeerakkoord sprak inderdaad over het voorbereiden van een fiscale hervorming. Het algemeen beeld van de blauwdruk van minister Van Peteghem is dat het interessant is, dat er eindelijk eens een algemeen beeld is van de richting die onze fiscaliteit zou moeten uitgaan. Ik ben ook duidelijk geweest in mijn regeerverklaring en ook de minister was duidelijk. Wij gaan de komende weken samenzitten om ervoor te zorgen dat een eerste stap tijdens deze legislatuur kan gerealiseerd worden. Dat is de bedoeling. Wij gaan samenzitten en wij gaan de nodige verdere stappen zetten.

Trouwens, minister Van Peteghem gaat niet alleen daaraan werken. Het verbaast mij een beetje dat over een bepaalde lijn in de begrotingstabel, namelijk de hervorming van het auteursrecht, zeer weinig werd gesproken. Het auteursrecht is eigenlijk voorbehouden voor artiesten, mensen die iets creëren en die hun werk ter beschikking stellen en verkopen. Vandaag wordt dat auteursrecht gebruikt als een manier van verloning die daarmee eigenlijk niets meer te maken heeft. Ook dat zullen wij hervormen.

Over de gezondheidshift waaraan minister Vandenbroucke werkt, is relatief weinig gesproken. Ik denk dat wij daarover de komende maanden veel gaan spreken, want het is een belangrijk element van de hervormingen die wij willen doen.

Pour conclure, je vais aborder la méthode que nous utilisons. Certains ici plaident en faveur d'un retour à la "thérapie de choc", avec des réformes violentes, difficiles à absorber et qui doivent vraiment secouer le système. J'ai vu certains de mes collègues le faire récemment en Europe, mais je ne suis pas très convaincu que cela a produit ses effets en période de crise.

In een periode van crisis verwacht men dat een regering bestuurt, dat een regering op een moeilijk moment het hoofd koel houdt, dat een regering hervormt. En dat doen we, kijk maar naar onze resultaten. Men verwacht dat een regering bespaart, dat we op termijn financieel gezond worden. Kijk naar onze resultaten: dat is wat onze regering doet. Men verwacht ook dat de regering beschermt. Deze begroting toont opnieuw aan dat we dat op een zeer doortastende manier doen.

De burger verwacht vandaag geen groot politiek spektakel, geen grootse aankondigingen. De burger verwacht dat de regering bestuurt, dat ze rustig blijft en boven de discussies gaat staan. Het is logisch dat er politieke discussies zijn, zo functioneert een democratie. Maar dat een regering daarboven kan staan, dat een regering functioneert, het hoofd koel houdt en beslissingen neemt: dat is wat men van ons verwacht.

En die resultaten, die zijn er. We kunnen die nu tonen en men kan daar nu naar kijken. Ik zou graag hebben dat men in de toekomst kijkt naar de hervormingen die deze regering heeft doorgevoerd. Vandaag kijkt u naar de resultaten, in de toekomst zal men naar ons terugkijken op basis van de hervormingen die we doorvoeren.

Ik dank u voor een boeiende avond en ik hoop dat we een mooie ochtend kunnen hebben.

01.310 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de premier, het is 4.30 uur, we zijn begonnen rond 22 uur. Het is nog maar de helft van vorig jaar, dus dat is niet per definitie een nadeel.

We hebben zeker een rijk debat kunnen voeren, dat op een aantal vlakken inzicht heeft verschaft, onder meer over de documenten die er niet waren, die er dan toch lagen, maar die vrijdag nog besproken moeten worden. We hebben dus hoge verwachtingen. Misschien brengen de weekendkranten meer duidelijkheid. Ik hoop in elk geval dat er op dat ogenblik weer ergens een partijvoorzitter is die de definitieve documenten ter beschikking stelt via de sociale media, ik vertrouw erop dat dat wel het geval zal zijn. We zullen dus niet op onze honger blijven.

Een aantal zaken werd verduidelijkt. Een lang debat biedt volgens mij hoe dan ook de mogelijkheid om vragen te stellen en antwoorden los te krijgen. Soms lukt dat, soms niet. U hebt nog wel wat losse eindjes aan elkaar te knopen. Laten we zeggen dat het debat interessanter was dan uw slottoespraak. Dat was een *statetje of the union*. Antwoorden hebben we niet meer gekregen, dat was nochtans de bedoeling. Er blijven nog heel wat vragen openstaan. Wees gerust, wij zullen die vragen blijven stellen, of misschien geven wij de antwoorden, als ze niet van u komen. Ze zijn immers relevant. Het is interessant om te zien waarop geantwoord wordt, dat geeft soms bijkomende inlichtingen en informatie, maar het is ook uitermate interessant om te zien waarop niet geantwoord wordt, dat zijn namelijk per definitie de zwakke plekken. U bent natuurlijk door de wol geverfd. Als u aanvoelt dat u een goed antwoord hebt, dan gaat u daar heel uitgebreid op in. Dat verwijt ik u niet. Zo werkt het. De zaken die moeilijker liggen, laat u echter voor wat ze zijn. Wij zullen u daarin actief blijven achtervolgen.

In wat u hebt gezegd, herkent men ook de basismantra van deze regering, namelijk: ook al zitten wij in een periode van crisis, wij doen toch keurig wat zaken. U blijft, net zoals veel collega's, twee zaken bewust door elkaar gebruiken. Wanneer u het over de structurele cijfers in een begroting hebt, dan moet u ook eerlijk zeggen dat die crisismaatregelen daar niet in zitten. Die crisismaatregelen zullen natuurlijk wel de totale overheidsschuld verhogen, maar die spelen niet mee in de begrotingscijfers. Dat wil zeggen dat u zich voor de begrotingscijfers ook niet achter de crisis moet verschuilen, wat u nochtans voortdurend doet. Als u de totale rekening maakt, dan moet u de tabel van de eenmalige uitgaven daarin schuiven en dan wordt het verhaal natuurlijk absoluut onverkoopbaar.

Als we naar het structureel tekort kijken, dan stel ik vast dat u van 3 % bij een ongewijzigd beleid in 2024, het spijt mij, eindigt met 3,2 %. Dat zijn de cijfers uit uw tabel. Begin 2023 start u met een tekort van 3 % en u eindigt met een tekort van 3,2 %. Als u geen beleid zou hebben gevoerd – daarin hebt u gelijk – dan was het nog 0,3 % erger. Dat klopt.

We hebben de slechtste begrotingscijfers van Europa en we boeren daarin nog achteruit. We hadden verwacht dat minstens de vele signalen van alle instellingen die u daaromtrent kunt raadplegen, iets teweeg hadden gebracht bij uw regering. Ik ga daar nu niet verder op in.

Het voorbije weekend bent u binnengekomen met plannen en buitengekomen met het afschieten van ongeveer al die plannen die toen, in de loop van dat weekend, gemaakt zijn. In die zin herhaal ik de woorden van die onvolprezen professor Moesen: "De verbetering van het saldo is zo klein dat ik mij afvraag waarom al die herrie nodig was." Dat is de samenvatting. Alles wat u hier bent komen vertellen over werk en resultaat overtuigt niemand.

Ik dank de collega's voor het debat. Het was bij momenten een goed debat. Er werden goede vragen gesteld. Ik dank de eerste minister en de talrijke ministers die in de loop van het debat zijn tussengekomen. Zij hadden zich kunnen wegstoppen. Menigeen heeft dat niet gedaan, bijvoorbeeld de staatssecretaris voor Begroting, die niet eens de opdracht had om hier aanwezig te zijn en die toch heel veel uren van het debat gevolgd heeft. Ik stel dat op prijs. Ik dank uiteraard de vice-eersteministers, die hier wel aanwezig moesten zijn. Zij hebben ons geregeld bereidwillig te woord gestaan. U had zich allen uit dat debat kunnen houden. Dan zou ons Parlement niet de kans hebben gekregen die vandaag gegrepen is.

01.311 Barbara Pas (VB): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de premier, ik wil toch enkele elementen van repliek meegeven.

U stelt terecht dat de burger geen aankondigingen verwacht. Dat geloof ik vrij. Zij hebben van de huidige regering al aankondigingen genoeg gehad. Daar mogen nu eindelijk wel eens daden op volgen. In uw regeringsverklaring kondigt u echter opnieuw aan, bijvoorbeeld inzake migratiebeleid, dat de regering de instroom zal beperken en de uitstroom zal verhogen. Wij vragen u dan op welke manier u dat wil doen. Ik heb hier een groot aantal concrete maatregelen voorgesteld en u gevraagd hoe u een en ander zal doen, op de ene of op een andere manier. Ik krijg daarop echter geen enkel antwoord. Ik vrees dan ook dat alles bij aankondigingen zal blijven.

U hebt enkele weken geleden hier in het Huis verklaard dat een crisismoment geen moment is voor ideetjes, maar dat het een moment is voor doordacht beleid. Laat die ideetjes echter net zijn wat uw regering het voorbije weekend heeft gedaan. Zij heeft een heel weekend gemarchandeerd over welke ideetjes wel en welke ideetjes niet zouden worden opgenomen.

U stelt dat mensen in crisistijden hervormingen vragen. Dat is echter exact wat u niet doet, namelijk structurele hervormingen doorvoeren. Toen ik aangaf dat u een crisismanager was, had ik het in eerste instantie niet over de externe crisissen, die u duidelijk hebt geschetst. Ik had het wel over de interne crisissen. U besteedt heel veel energie aan de interne crisissen binnen de huidige regering.

Mijnheer de eerste minister, nu kloppen alle meerderheidspartijen zich op de borst dat er witte rook is. Ik leg mijn oor echter heel vaak te luisteren bij de mensen. Ik merk dat de rook bij heel veel mensen uit de oren komt, omdat zij echt en terecht kwaad zijn. Er wordt immers te weinig en te laat gehandeld. U hebt uw onmacht geïllustreerd door het koopkrachtdebat vooruit te schuiven naar een aparte expertencommissie. Toen zij met haar rapport naar buiten kwam, hebt u daar de hele zomermaanden niks mee gedaan. Nu brengt u geen enkele structurele hervorming.

Ik heb hier de meerderheidspartijen vandaag zelf naar een pensioenhervorming horen vragen die er nog zou moeten komen en naar een arbeidsmarkthervorming die er nog zou moeten komen. Niemand gelooft dat die hervormingen in de begrotingscontroles zullen komen. Als u die hervormingen vandaag niet voorlegt, dan komt het er niet meer van.

Alle economen zijn het erover eens dat het arbeidsdealtje verre van voldoende is om de werkzaamheidsgraad naar 80 % te krijgen. U zegt dat u niemand loslaat. Dat kan wel kloppen, want velen zitten, ondanks uw goedbedoelde maatregelen, vandaag in een wurggreep. Al diegenen die net buiten het sociaal tarief vallen en die met uw vijf maal 195 euro niet geholpen zijn, krijgen van u te horen dat dit een moeilijke winter is en dat er nog moeilijke winters komen. Het lijkt alsof de winter het enige seizoen is dat deze vivaldiregering kent. Dat is exact wat u had moeten verhelpen.

Het grote probleem is dat de heilige huisjes gevrijwaard blijven. U bespaart op eigen mensen, onder

andere via het tijdskrediet, maar het debat heeft lang genoeg geduurd, dus ik zal dat allemaal niet herhalen. Inzake de migratiefactuur en de transfers zijn er echter niet eens besparingen overwogen. Dat vind ik wraakroepend.

In de debatten heb ik de vraag gehoord waarom men aan politiek doet. De mensen zijn bodemloze putten aan het vullen, de bodemloze put van het wanbeleid in Wallonië en de bodemloze put van de migratiefactuur van een opengrenzenbeleid. Collega Depraetere, mijnheer de eerste minister, ik doe aan politiek omdat als mijn partij het niet opneemt voor de mensen die deze bodemloze putten vullen, niemand het doet. Ik wil dat mijn kinderen, kleinkinderen en al hun generatiegenoten later nog op straat kunnen komen zonder dat zij geïntimideerd of lastiggevalen worden. Ik wil dat zij later nog een betaalbare woning kunnen aankopen en dat zij later nog een betaalbaar pensioen kunnen krijgen. Eén ding is zeker, deze vivaldiregering gaat daar niet voor zorgen.

Antonio Vivaldi heeft postuum nog succes gekregen, maar daar moet deze vivaldiregering zeker niet op rekenen!

01.312 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, je voudrais aussi dire que le débat de cet après-midi fut très intéressant et qu'il a permis la confrontation de visions de la société complètement différentes. Nous avons également reçu pas mal d'informations instructives, notamment à propos de ce que j'appellerais l'arnaque de la TVA permanente à 6 %. L'énergie représente un besoin de base, mais quand le prix baissera, les accises seront relevées, de sorte qu'elle redeviendra alors un produit de luxe.

Vous êtes satisfait de votre bilan. C'est normal. Plus de la moitié de l'assemblée va vous soutenir et vous accorder sa confiance. Vous êtes enfermé dans votre bulle. Pour ma part, après vous être reposé, je vous conseillerais d'aller voir les gens dans les rues, les travailleurs à l'aéroport, dans les flexi-jobs, les boulangers, les bouchers, les syndicats, les mutuelles. Allez les interroger!

Vous aviez dit que vous aviez pris les bonnes décisions. Allez leur demander ce qu'ils pensent véritablement de votre accord, des économies dans les soins de santé, des chèques de 196 euros que vous allez verser, ainsi que du milliard de cadeaux que vous allez offrir au grand patronat! Ils ne sont pas contents de votre accord. Du reste, ils se mettront en grève générale le 9 novembre. Les policiers eux-mêmes y participeront! Il est pourtant rare qu'ils fassent grève. Et tout cela à cause de votre accord. Comme d'habitude, le PTB sera à leurs côtés.

La **présidente**: Cela clôture-t-il les demandes de prise de parole? (*Oui*)

Je vous remercie, chers collègues.

Je vous rappelle que nous avons rendez-vous tout à l'heure à 15 h 15 pour voter la confiance. Bien entendu, comme nous avons largement dépassé minuit, il n'y aura pas de questions d'actualité.

La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 13 octobre 2022 à 15 h 15.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 13 oktober 2022 om 15.15 uur.

La séance est levée le jeudi 13 octobre 2022 à 04 h 44.

De vergadering wordt gesloten donderdag 13 oktober 2022 om 04.44 uur.

Ce compte rendu n'a pas d'annexe.

Dit verslag heeft geen bijlage.